

LIBR PAGE 39

# Le Monde

**Directeur : Jacques Fauvet**

2.20 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2 dir.; Tunisie, 2 m.  
Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique,  
17 fr.; Canada, \$ 1,10; Côte-d'Ivoire, 255 F CFA  
Danzemark, 4,75 kr.; Espagne, 50 pes.; U.R., 35 p.  
Irlande, 50 p.; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 rials  
Italie 600 L.; Liban 300 p.; Luxembourg, 17 fr.  
Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal  
30 esc.; Soudan, 255 F CFA; Suède, 3,75 kr.  
Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 96 cts; Yougoslavie, 38 din.

Tarif des abonnements page  
5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
C. G. P. 4207-23 PARIS  
Télex Paris n° 650572  
Tél. : 346.72.22

## L'horizon 1980

Les Sept ont fait à Venise un nouveau pas, qui prolonge et amplifie l'action engagée voici un an à Tokyo. Ils avaient alors décidé de plafonner leurs importations de pétrole jusqu'en 1985. Les statistiques montrent que, selon toute probabilité, le pari sera gagné, au moins pour 1989. Sauf au Canada, qui est un très petit acheteur, les importations promettent d'être inférieures au plafond fixé.

Ce succès — dû en partie à la crise économique, qui réduit les besoins d'énergie — confère une certaine crédibilité aux engagements pris à Venise. S'étant désolés d'une stratégie purement défensive, les Sept ont décidé d'accroître de façon substantielle leur production d'énergies autres que le pétrole, production qui devra se situer en 1990 entre 250 millions et 1 milliard de tonnes d'équivalent-pétrole, dont l'essentiel sera assuré par les énergies renouvelables. Cela grèvera considérablement le coût de la production de charbon des Sept — et, dans une moindre mesure, d'hydrocarbures — ainsi qu'un développement accéléré de leurs programmes nucléaires.

Le but de cet effort est de rompre le lien entre croissance économique et consommation de pétrole, pour s'affranchir de la tutelle de l'OPEP et rendre à l'opinion publique l'espoir d'une expansion possible, donc, d'un moindre chômage, même dans l'hypothèse, malheureusement, la plus plausible, d'une hausse continue du prix des hydrocarbures.

Certes, l'engagement est peu précis. Les Sept espèrent ramener en dix ans de 53 % à 40 % la part du pétrole dans leur consommation d'énergie ; mais on se garde de dire à quel l'enfage et qui fera quoi. M. Giscard d'Estaing a simplement indiqué que, pour la France, l'objectif est de ramener la part du pétrole de 56 % à 38 % en dix ans. A ce stade, le souci est surtout de susciter une mobilisation collective du camp occidental pour une période de longue durée, d'adieu au pétrole.

L'administration Carter a convaincu enfin l'opinion publique américaine et le Congrès de la nécessité d'agir.

De Tokyo, le 15 Venise, les Sept ont senti l'allègement de l'horizon 25 à l'horizon 90. Cela redouble, bien sûr, le sentiment que les difficultés du jour n'ont rien de passager, que le second « choc pétrolier » n'a guère de chances de pouvoir être maîtrisé comme l'a été le premier.

Le 16, à l'occasion de la collaboration des Sept, dans des États-Unis, de l'Europe et du Japon, se développe sans complexe. Le temps est loin où M. Jøbert claquait les portes à Washington parce qu'il soupçonnait M. Kissinger de se servir de la crise du pétrole pour assaillir les États-Unis d'indépendance de la Communauté.

Les Sept, pour surveiller la mise en œuvre de leur programme « d'indépendance » et lui donner un minimum de base concrète, ont décidé, à l'initiative de la France, ce qui est significatif, de créer un groupe à haut niveau, c'est-à-dire une structure administrative « trilatérale ». Hier, une telle démarche aurait été accueillie à Paris comme une trahison. Personne ne conclut aujourd'hui que la Communauté européenne, au ce qu'il en reste, risque de souffrir.

Si la coopération trilatérale se développe sans heurt, ses initiatives extérieures demeurent limitées. A l'égard de POPEP, les Sept ont donné à Venise l'impression d'hésiter entre la critique sévère et l'appel du pied. Au bout du compte, heureusement, l'invitation se dissolue à l'empêché. A l'égard des pays en développement, les Sept ont pu prêter reconnaissance; les suggestions faites à Venise ne sont que partielles. Les Sept se sont donné un an, jusqu'au prochain sommet économique au Canada, pour traiter sérieusement ce dossier.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des sept grands pays industrialisés du monde occidental ont terminé leur réunion de Venise, le 23 juin, en adoptant une résolution de douze pages consacrée aux problèmes économiques. Ils s'y engageant à écorcher leur production de charbon, d'énergie nucléaire et d'hydrocarbures pour réduire, en dix ans, de 53 % à 40 % le part du pétrole dans leur consommation d'énergie. Des mesures — hausses de prix, crédits budgétaires — seront mises en œuvre à cet égard. Simultanément, les économies de pétrole seront encouragées.

Après un rappel de la priorité qui doit être accordée à la « réduction de l'inflation », les Sept déclarent « accueillir avec intérêt » — mais sans plus — les suggestions de la commission Brandt, qui proposait une rencontre mondiale pour tenter de remédier à la crise économique et au sous-développement. Les Sept se contentent pour l'instant d'inviter les institutions Internationales et les pays pétroliers à faciliter la « recyclage » des pétrodollars.

## Des bilans contradictoires

De notre envoyé spécial

Vendredi. — Tout est bien qu'il finit bien : que ce soit le président Carter, le chancelier Schmidt ou M. Giscard d'Estaing, tout le monde est reparti, en principe, tranquille. On croit que tout va bien. On croire les propos de circonstances tenus par les Sept à l'issue de leurs travaux, tout ne va pas trop bien dans une méditerranée. La liste des problèmes potentiels relevés par les uns et les autres apparaît très impressionnante si elle n'était pas contradictoire : le mariage germano-américain n'est-elle pas en train de se défaire ? n'est-elle pas en train d'être dissipée, par exemple, par les officiels de Bonn et de Washington, d'accord pour rendre responsable de la différence la presse, qui aurait

celler Schmidt : la cohésion entre alliés a été brisée, même si, comme le dit Giscard d'Estaing, sont tombés d'accord pour admettre que les maux du système actuel de consultation sont tellement graves qu'elles ne peuvent être régies en marge du 500 mm et ; le leader ship américain serait en pleine remise en cause ; les thèses françaises sur la nécessité de maintenir un contact au plus haut niveau avec Moscou trouveraient leur justification dans le premier retrait de troupes soviétiques d'Afghanistan.

JACQUES AMALRIC  
de la suite page 31

# Les troupes vietnamiennes ont pénétré en Thaïlande pour contrecarrer le retour de réfugiés cambodgiens

Des escarmouches se déroulaient toujours dans la matinée du mardi 24 juin à la frontière khméro-thaïlandaise entre les troupes de Bangkok et les soldats vietnamiens, qui avaient pénétré, pour la première fois, la veille sur plusieurs kilomètres à l'intérieur du territoire de royaume et occupaient, semble-t-il, deux camps de réfugiés. Cette action de Hanoi paraît destinée à contrecarrer l'opération de rapatriement « volontaire » de réfugiés annoncée la semaine dernière par les autorités thaïlandaises.

Les affrontements de lundi auraient fait, indique-t-on à Bangkok, au moins quatre cents morts du côté vietnamien et trois cents victimes chez les réfugiés. Cependant, M. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, a soutenu à Djakarta, où il se trouvait en visite, que les forces de son pays n'avaient jamais pénétré en territoire thaïlandais. L'armée vietnamienne, a-t-il ajouté, « ne quittera le Cambodge que lorsque la Chine cessera de menacer l'Indochine ».

Les Etats-Unis ont condamné l'« agression » vietnamienne et réaffirmé leur engagement envers la Thaïlande. La Chine, de son côté, a condamné avec « fermeté » cette incursion vietnamienne. Cette nouvelle tension intervient alors que, d'une part, le climat des relations entre la Thaïlande et le Laos se détériore et que, d'autre part, l'Association des nations du Sud-Est asiatique organise une conférence régionale.

De notre envoyé spécial

Bangkok. — Pour la première fois depuis leur invasion du Cambodge, des troupes vietnamiennes ont franchi en force la frontière thaïlandaise en plusieurs endroits, lundi 23 juin, à Aranyaprathet, à 300 kilomètres au nord-est de Bangkok.

lieu dans le même secteur frontalier, ont été établies de fortes concentrations de réfugiés cambodgiens. Ban-Nong-Barnet et à Nong-Chan, principal point de distribution de l'aide internationale à destination de l'intérieur du Cambodge et l'un des points de passage du rapatriement volontaire entrepris par les autorités de Bangkok depuis une semaine. Le même phénomène de panique s'est répandu parmi les populations de ces agglomérations, mais les incursions violentes ont cessé pour l'instant. Le long de la route, on a vu, le long, comme à Mok-Moon, à des affrontements directs avec l'armée royale.

**ROLAND-PIERRE PARINGAUX**

(Lire la suite page 6.)

## LA BAISSÉ DE LA NATALITÉ

## Comprendre et choisir

Organisé sous l'égide du ministère du travail et de la participation, le colloque national sur la démographie française, qui s'est ouvert à Paris, lundi 23 juin, s'est surtout préoccupé de la baisse actuelle de la fécondité. Le président de la République doit prononcer une

M. Mattéoli, ministre du travail et de la participation, qui avait inauguré la session, invite ci-dessous les Français à prendre conscience du danger et à ne pas attendre de l'Etat des solutions-miracles.

DR JEAN MATTEOLI (\*)

même récent. Mais c'est aujourd'hui un phénomène dramatique dans la mesure où, depuis 1974, le simple remplacement des générations n'est plus assuré. Pour que ce remplacement soit possible, il faudrait, en effet, que l'indice-teur conjoncturel de fécondité (1) soit égal à 2,1 : or il s'est stabilisé, depuis la fin de 1976, autour de 1,85, et jamais, en temps de paix, si l'histoire nous en donne toute l'illustration de notre pays, de la situation de la France ne s'est vue aussi alarmante que celle d'aujourd'hui. Les nations occidentales n'en exigent pas moins d'être entendues et écoutées.

ment devenue très faible (un sur cent).

C'est donc la fécondité qui doit requérir toute notre attention, puisque c'est d'elle seule que dépend notre équilibre démographique à long terme.

(Lire la suite page 41.)

## Le P.C. et le pouvoir régional

**Un entretien avec M. Raymond Maillat  
président du conseil de Picardie**

M. Raymond Maillet, député communiste de l'Oise, maire de Menchy-Saint-Eloi, a été élu le 1<sup>er</sup> février 1980 président du conseil régional de Picardie, succédant à M. Jacques Massio (C.D.S.), sénateur de la Somme. La Picardie est ainsi la première et la seule région dont l'assemblée d'élus est présidée par un communiste.

Dans l'interview qu'on lira page 18, M. Mallet explique quels devraient être, selon lui, les pouvoirs des régions en matière économique et dénonce les excès du pouvoir central représenté par le préfet de région.

## UN HOMMAGE A SOUFFLOT

## Éloge de l'architecture

Il y avait alors des passages pour  
vaches aux Champs-Élysées et des  
petites échoppes dans les  
passages du Louvre, pas de musée,  
pas de grand opéra à Paris, pas de  
bibliothèque royale digne de ce nom,  
et l'alimentation en eau de la ville  
lissait à désirer. On était sous Louis  
le Bon-Arrière. Pourtant, jamais tant  
de projets intelligents n'ont été éla-  
borés, proposés, discutés, pour faire  
face à la situation et promouvoir ce  
qui apparaît aujourd'hui comme les  
projets d'un immense intérêt, car,  
comme le grand ax, Paris-Neuilly-  
Saint-Germain, par exemple, il  
représentent souvent des idées de Col-  
bert et paraissent toujours l'ouvrage  
du dix-neuvième siècle.

Or, derrière toutes les initiatives, on trouve toujours, ou presque, le même homme qui propose inlassablement des solutions, inventé des devis, démontre l'urgence, stabilise même des modes de financements, ait, comme d'habitude, en invoquant le manque de crédits : Jacques-Germain Soufflot, qui est mort en 1780, à soixante-sept ans, il y a deux cents ans. C'est à Lyon que son souvenir est commémoré par une exposition de la Calisse des monuments historiques assortie d'un colloque à l'Institut d'art de l'université. La formule se révèle la bonne.

ANDRÉ CHASTEL

(Lire la suite page 21.)



Le Monde

# idées

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Quatre pour cent des Français ne sont pas représentés au Parlement par le suffrage universel. Ce sont les « Français de l'étranger », dont les six mandataires au Sénat sont choisis par un « conseil supérieur » qui siège, du mardi 24 au samedi 28 juin, à Paris. Pour les socialistes Guy Penne et Jean-Pierre Bayle, il s'agit d'une situation scandaleuse à laquelle il convient de mettre fin au plus tôt : les six sénateurs en question, qui se veulent « apolitiques », votent tous pour le gouvernement. C'est aussi l'avis de Jacques Raphaël-Leygues, ancien ambassadeur à Abidjan, qui appuie la proposition du sénateur de Cuitoli en faveur d'une représentation spécifique des Français de l'étranger au sein du Conseil économique et social. Quant à M. Gabriel Péronnet, député U.D.F., ancien ministre, il demande pour eux, une complète égalité des droits, autrement dit : la possibilité d'être des représentants à l'Assemblée nationale.

## Un poujadisme diplomatique

par RAPHAËL-LEYGUES (\*)

M. FRANÇOIS-PONCET a dit qu'il était le ministre des Français de l'étranger. Il faut lui rendre cette justice qu'il est préoccupé de la situation de nos compatriotes établis hors de France avec compétence et efficacité. Il a changé le nom de la direction des affaires consulaires, qui s'appelle maintenant : « Les Français de l'étranger ». C'est intelligent et agréable, mais cela ne change rien du tout au fond des choses.

Par contre, M. François-Poncet a conscience que les Français de l'étranger ne ressemblent pas à ceux d'il y a vingt ou trente ans, et c'est fort important. Autrefois, les Français d'Algérie, notamment, étaient de grands propriétaires terriens ou de petits blancs implantés pour longtemps. Actuellement, les Français « de l'étranger » sont, surtout des Français « à l'étranger ». Ce sont des représentants de grosses sociétés, dont l'activité se fait tout à la fois à leur propre avantage,

bien sûr, mais bénéficiant aussi, même dans l'immédiat, à l'œuvre collective de la France, tant sur le plan si important de la francophonie que pour nos exportations. Ce sont des coopérateurs, des enseignants, des médecins, des ingénieurs, qui savent montrer aussi le vrai visage de la France. Les uns et les autres sont en relations directes avec notre pays par téléphone, et viennent souvent reprendre contact avec Paris. Hommes de terrain, ils ne sont cependant jamais isolés.

Il y a vingt ans, la phrase de M. François-Poncet : « Je suis le ministre des Français de l'étranger », aurait été mauvaise. Les Français de l'étranger étaient une ethnie à part, qu'il fallait protéger, mais dont les indignations et les enthousiasmes ne pouvaient pas être acceptés par tous au nom de la France. Aujourd'hui, le ministre a raison, mais le problème de fond n'est pas pour autant abordé.

pour régner sur rien, sur des reliquats de pensée.

À mon avis, ce poujadisme diplomatique n'est ni dans nos traditions ni dans nos espoirs. Le Conseil supérieur des Français de l'étranger, justement parce qu'il comprend des personnalités ayant chacune réussi dans leur secteur et ne faisant pas carrière en France, doit avoir d'autres perspectives que d'être dans son sein des sénateurs tous les trois ans.

### Au Conseil économique

Le sénateur de Cuitoli a rédigé, au nom des sénateurs représentant les Français établis hors de France, une proposition de loi organique déposée devant le Sénat sous le n° 178, aux termes de laquelle il faut modifier diverses dispositions de l'ordonnance 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social.

Cette proposition, qui est celle de Christophe Cuitoli, l'inventeur simple et utile. Aux termes de cette proposition, nos compatriotes, compte tenu de leur poids démographique, mais surtout de cette contribution nécessaire et active qu'ils apportent au développement de l'économie française, devraient avoir une représentation spécifique au sein du Conseil économique et social.

En ce qui concerne l'Afrique, trop peu connue et qui est le continent le plus important du monde, cette assemblée peut être un peu ce qu'était il y a trente ans — concernant les problèmes des Français de l'étranger — l'Assemblée de l'Union française, qui alors que ces pays d'Afrique n'étaient pas indépendants, a formé non seulement de futurs chefs d'État, mais aussi des hommes qui ont pris le goût de l'Afrique, la connaissance du terrain, la connaissance du peuple, la connaissance de la terre, et surtout l'habitude d'être avec le peuple, de savoir, comprendre, respecter et aimer.

Le président de la République est alors censé, voire contre, sur un plan technique et sans passion, autrement que par des éléments administratifs nécessaires, lorsqu'il s'occupe de nos compatriotes.

Le président de la République est alors censé, voire contre, sur un plan technique et sans passion, autrement que par des éléments administratifs nécessaires, lorsqu'il s'occupe de nos compatriotes.

La voix des Français de l'étranger doit être importante. Hommes de terrain, ils peuvent mieux combattre que d'autres le lobby actuel militaire-colonial émanant de barbouzes d'officiers supérieurs de salon et d'hommes d'affaires en chertie avec ces derniers, qui, à la limite du hors-jeu, préfèrent entretenir — notamment en Afrique — aux vraies élites africaines tout un folklore de personnalités discutables mais riches et de cérémonies ridicules qui dénaturent le vrai visage de la France.

## Pour l'égalité des droits

par

GABRIEL PÉRONNET (\*)

DANS un passé déjà lointain, ceux qui quittaient la France la faisaient pour longtemps, souvent sans espoir de retour. Ils n'entretenaient plus avec leur pays que des rapports épisodiques, affectifs ou familiaux.

Mais depuis quelques années, en fonction de l'ouverture de notre économie sur le monde, nous assistons au départ d'une nouvelle vague d'émigrés, portant remplis des fonctions précises pour le compte d'administrations nationales ou internationales, de sociétés privées et d'organisations professionnelles. Jeunes le plus souvent, diplômés des universités ou techniciens formés sur place de leurs entreprises, ils sont motivés par le désir de voir des horizons nouveaux, en exerçant une activité stimulante. Le séjour à l'étranger n'est le plus souvent qu'une simple étape dans le déroulement d'une carrière.

Plus de vingt mille jeunes Français, en l'année 1979, sont allés ainsi rejoindre nos un million trois cent mille concitoyens résidant déjà hors de France.

Pendant pour moins longtemps, ils souhaitent entretenir des liens étroits avec la métropole. Ils demandent notamment, et c'est là une exigence bien légitime, des avantages culturels et sociaux analogues à ceux dont jouissent leurs compatriotes restés sur le sol natal.

### Ils se sentent concernés

Ils continuent plus que jamais à se sentir concernés par la vie de leur pays et ne veulent pas se couper du reste de la nation.

La France ne peut pas leur refuser une totale égalité de droits, notamment celui d'avoir leurs propres représentants à l'Assemblée nationale.

Certes, le soutien des autorités françaises ne leur fait pas défaut et l'on doit se féliciter de la création d'une direction des Français de l'étranger au ministère des affaires étrangères.

Certes, leur représentation parlementaire est assurée, selon l'article 24 de la Constitution, par six sénateurs élus selon un mode particulier, sur présentation du Conseil supérieur des Français de l'étranger.

Mais ils ne disposent d'aucune représentation directe à l'Assemblée nationale, alors que leurs compatriotes de la métropole sont représentés à raison d'un député pour cent mille habitants en moyenne, et que toute la législation — générale ou spécifique — qui les concerne est votée en dernier ressort par l'Assemblée nationale. Il y a là un véritable paradoxe. Une fois élu, le député représente la nation, c'est-à-dire le peuple français tout entier, et les Français vivant hors de France appartiennent, tout autant que les autres, au peuple français.

À ce titre, il semble logique qu'ils puissent concourir de plein droit à l'expression de la souveraineté nationale en élisant au suffrage universel — selon des modalités à définir — leurs propres députés.

### L'Assemblée représente tous les Français

La vocation de l'Assemblée nationale est d'exprimer cette souveraineté nationale dans des conditions qui font des députés les représentants de tous les Français, où qu'ils vivent.

On peut espérer, à juste titre, que l'adaptation d'un tel dispositif institutionnel présenterait un intérêt supplémentaire très important : celui de mettre fin aux difficultés auxquelles donne lieu actuellement la faculté d'inscription des Français de l'étranger dans les communes de plus de 30 000 habitants.

L'expression de nos compatriotes vivant hors de France, de plus en plus largement exprimée, à une représentation à l'Assemblée nationale qui leur soit propre apparaît donc comme fondée.

Rien ne peut justifier — comme l'a dit le président Chaban-Delmas — « que les Français de l'étranger ne puissent concourir à l'expression de la souveraineté nationale selon des modalités plus appropriées à leur situation que celles actuellement en vigueur ».

(\*) Ancien ministre.

## Des Français à part entière ?

par GUY PENNE (\*)

et

JEAN-PIERRE BAYLE (\*)

UN million trois cent mille Français résident actuellement hors de France. S'il est vrai que, en cette période de concurrence internationale effrénée, il est impératif d'assurer le rayonnement de la France, dans les domaines culturels et scientifiques aussi bien que commerciaux, cette importante communauté constitue un atout majeur pour l'avenir de notre pays.

Encore faut-il que les problèmes et les aspirations de ces Français soient réellement entendus et pris en considération. Pour les comprendre, il faut d'abord avoir à l'esprit deux caractéristiques d'ensemble de l'émigration récente.

D'abord la diversité des situations. Qu'on en juge : la situation d'un cadre du secteur privé qui s'expatrie le temps d'un contrat signé par son entreprise est-elle identique à celle d'un retraité à qui il ne reste, après conversion de sa pension en monnaie locale, que le minimum vital ?

La situation d'un agrégé détaché au ministère des affaires étrangères est-elle comparable à celle d'un enseignant recruté localement ? Une seule réponse, en forme de constat : les inégalités sociales qui caractérisent notre pays sont aussi cruellement ressenties par les Français résidant hors de France que par ceux qui sont restés en métropole.

Deuxième trait dominant : les séjours sont en général plus brefs que par le passé. Les Français qui s'expatrient, le plus souvent pour raisons professionnelles, envisagent rarement d'effectuer à l'étranger une carrière complète. Cette mobilité implique donc une nouvelle approche de leurs problèmes, tant sur le plan économique et social que sur le plan politique : la rupture avec la métropole est devenue plus rare, et il est de la plus haute importance pour nos compatriotes résidant à l'étranger de pouvoir être considérés comme des « Français à part entière ».

De ces différents points de vue, que peut-on constater aujourd'hui ?

Dans le domaine social, de nombreuses mesures aurent dû être prises depuis longtemps : protection sociale efficace pour tous, assurance vieillesse et assurance chômage, couverture médicale, fonds de secours, facilités de réinsertion... et cette liste n'est pas exhaustive.

Dans le domaine éducatif de la scolarisation des enfants, force est de constater que l'on ne tend

pas vers l'objectif de la gratuité (il a bien entendu que les structures éducatives existent, ce qui n'est pas le cas partout). La parité de statuts des établissements scolaires est, nous dit-on, un obstacle : il faut donc créer un « Office public de l'enseignement français à l'étranger », géré par le ministre de l'éducation.

— Dans le domaine culturel, l'insuffisance des moyens et la volonté politique du pouvoir actuel se conjuguent pour aboutir à une véritable situation de désinformation.

— Dans le domaine de l'exer-

cice des droits civiques : le parti socialiste a dénoncé en son temps la loi de janvier 1977 et le scandale du « racket électoral » qui, ont permis, grâce à un sabbatage judiciaire des voix sur certaines inscriptions, un seul député à l'Assemblée nationale (voir l'article de Monique Vignal « Assurances tous risques », le Monde, janvier 1978).

### Un chef-d'œuvre d'hypocrisie

Mais au-delà de cet épisode peu glorieux de la vie démocratique de notre pays, il faut constater que la caractéristique essentielle du vote des Français résidant à l'étranger est l'abstentionnisme. Les raisons en sont diverses : désintérêt quelquefois, négligence aussi, mais surtout difficultés pour participer aux scrutins. Il sera répondu que le vote par procuration permet à tous de participer aux choix électoraux qui engagent l'avenir de notre pays. Votre le vote par procuration ne respecte pas le secret du vote.

Il est donc indispensable que, pour les futures élections, ces Français, tous nos compatriotes résidant à l'étranger puissent voter sur place, et pour cela que soient multipliés les centres de vote décentralisés.

Cette rapide énumération suffit à montrer qu'on est encore bien loin de la simple égalité de droits à laquelle nos compatriotes de l'étranger aspirent légitimement.

Mais, au moment où va se réunir le Conseil supérieur des Français à l'étranger, il est de la responsabilité de notre parti d'élaborer plus particulièrement l'attention de l'opinion sur une situation proprement scandaleuse : l'absence d'une représentation politique des Français à l'étranger émanant du suffrage universel.

Un million trois cent mille Français n'ont pas de représentation à l'Assemblée nationale. Quant aux six sénateurs des Français à l'étranger, ils sont désignés par le C.S.F.E. avant ratification par le Sénat. Ce système n'a rien à voir avec le suffrage universel indirect. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner le mode de désignation des membres du C.S.F.E.

Cet organisme consultatif an-

pris du ministère des affaires étrangères, dont la composition est régie par décret du 10 mars 1969 et l'élection de ses membres par arrêté (du 26 novembre 1982), regroupe une centaine de personnalités.

Certaines sont nommées de manière discrétionnaire par le ministre, d'autres représentent de droit des associations minoritaires (la Fédération Bochet regroupe cinq mille professeurs français

résidant à l'étranger : elle est membre de droit du C.S.F.E., alors que la Fédération de l'éducation nationale, par exemple, ne l'est pas). Les effectifs très supérieurs d'adhérents hors métropole, le plus grand nombre enfin représentent les Français résidant à l'étranger, mais sur quels critères ?

Quelqu'fois, c'est l'ambassadeur qui les désigne. Le plus souvent, ce sont les associations existantes sur place qui désignent des « grands électeurs », qui eux-mêmes choisissent le(s) représentant(s) du pays ou groupe de pays au C.S.F.E.

Ces associations, souvent peu représentatives de l'ensemble de la population, doivent être agréées par l'ambassadeur pour participer au choix des représentants au C.S.F.E. La question que l'on se pose est : « Avoir une activité d'intérêt général », ce qui exclut à priori toute vie politique avouée ?

De plus, une même personne peut voter plusieurs fois comme adhérent de plusieurs associations (décompte plural).

Il est donc possible pour nous de négliger le rôle incontestable des associations regroupant les

Français résidant à l'étranger, nous constatons néanmoins que ce mode de désignation obère toute crédibilité démocratique, et c'est regrettable, car le C.S.F.E., malgré son importance, est un moyen de pression non négligeable pour la défense des intérêts de nos compatriotes résidant à l'étranger.

Sur la répartition géographique des membres du C.S.F.E. et celle des sénateurs (surreprésentation de l'Afrique, par exemple), il y aurait aussi beaucoup à dire.

Alors ? Il faut en finir avec ce chef-d'œuvre d'hypocrisie, afin qu'on ne puisse plus écrire : « Si Bokassa l'ou Amin Dada avaient connu le mode d'élection des sénateurs représentant les Français de l'étranger, ils s'en seraient emparés pour pouvoir bâtir une démocratie à la française. »

La dernière session du C.S.F.E. en octobre 1979, a rediscuté de ce problème, mais, hélas ! le vote de l'élection de ses membres au suffrage universel n'a été encore une fois repoussé, sous le prétexte du risque de politisation... et de perte de pouvoir des associations !

Les six sénateurs, élus sur des bases « apolitiques », et qui votent tous pour le gouvernement, sont-ils à ce point attachés à la cooptation érigée en système ?

Notre parti a déposé des propositions de loi :

— Election démocratique des sénateurs représentant les Français résidant hors de France (installation de comités sénatoriaux élus au suffrage universel, possibilité de se présenter au nom d'un parti politique) ;

— Election de députés représentant les Français établis hors de France.

Le ministre des affaires étrangères s'est dit un temps favorable à cette évolution. Qu'attend donc le gouvernement pour que ces propositions de loi soient mises à l'ordre du jour ?

La moralisation de la vie politique de notre pays passe aussi par là. Il convient de donner aux Français résidant à l'étranger tous les moyens de se considérer comme Français à part entière : c'est un choix politique qui honorerait la démocratie.

Pour que la présence française à l'étranger se développe, il faut prendre toutes les dispositions pour que ceux qui acceptent de jouer ce rôle essentiel ne soient pas déçus par le lot habituel des promesses non tenues.

(\*) Ancien ministre du P.S. aux Français de l'étranger.

**ECOLE SUPERIEURE  
DE SECRETARIAT**

ENSEIGNEMENT PRIVE

secrétariat de direction  
secrétariat médical

Soyez une vraie secrétaire,  
vous deviendrez  
une véritable collaboratrice !

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS

Tél. : 387.58.83 (lignes groupées)  
Métro : Liège - Europe - St-Lazare

مكتبة ليا



Le Monde

## étranger

## LA RENCONTRE DE VENISE

## Les Sept espèrent ramener en dix ans de 53 % à 40 % la part du pétrole dans leur consommation d'énergie

Le prochain sommet sera consacré à l'aide au développement

De notre envoyé spécial

Venise. — La séance de travail qu'ont tenue mardi les chefs de gouvernement a été consacrée à la rédaction de la « déclaration du sommet de Venise ». Ce document de douze pages, outre une introduction et une conclusion, comporte cinq parties : inflation, énergie, relations avec les pays en voie de développement, problèmes monétaires, commerce. Elles ont en commun de décrire les actions concertées à entreprendre pour tenter d'atténuer les effets de la crise économique qui frappe l'Occident.

Le chapitre sur l'énergie est de loin le plus fouillé, le plus intéressant. Il met l'accent sur le développement, au cours des prochaines années, de la production de sources d'énergie à titre que le pétrole et place la question en tête des énergies de substitution. Un tel effort devrait, selon les

Sept, permettre de ramener, en dix ans, de 53 % à 40 % la part du pétrole dans la demande d'énergie de ces pays. En France, selon M. Giscard d'Estaing, celui-ci reviendrait de 66 % aujourd'hui à environ 30 % en 1990.

Le problème central du financement de la croissance dans les pays en voie de développement n'est abordé que de manière superficielle. C'est sans doute parce que certains des Sept — les États-Unis et la Grande-Bretagne — considèrent qu'il n'y a pas de difficultés majeures à attendre avant la fin 1981 et n'ont pas jugé opportun, à ce stade, d'arrêter des orientations précises en matière de recyclage des capitaux. Cependant, et il n'est pas indifférent qu'une telle impulsion

soit donnée à un niveau politique aussi élevé, les institutions financières internationales (Banque mondiale et F.M.I.) sont invitées à se donner les moyens nécessaires pour adapter leurs règles pour être en mesure de pratiquer une politique d'intervention plus adéquate que dans le passé.

La stratégie à suivre à l'égard du tiers-monde va occuper une place importante parmi les préoccupations de l'Occident au cours des deux mois à venir. Les Sept indiquent ainsi qu'ils vont aborder dans un esprit positif les « négociations globales » qui vont s'engager à l'automne dans le cadre des Nations unies. Ils sont évidemment conscients qu'il ne sera pas possible de s'en tenir aux orientations probables

peu précises qui seront définies dans cette enceinte. Ils annoncent déjà leur intention de faire davantage en chargeant leurs « représentants personnels » de s'attacher au problème afin de leur faire rapport pour le sommet d'Osaka au printemps 1981. Le thème principal de celui-ci devrait donc être la politique de développement.

Conformément à la tradition, à l'issue de la réunion, les chefs de gouvernement qui entourent leur président, M. Cossiga, le premier ministre italien, ont fait, les uns après les autres, devant les journalistes, une déclaration. M. Giscard d'Estaing a estimé que le sommet de Venise « marque un incontestable progrès de cette institution dans son fonctionnement et dans son utilité ». — Ph. L.

## La déclaration commune

Voici les principaux extraits de la déclaration adoptée lundi soir à Venise. Après avoir évoqué les répercussions du prix de l'énergie sur l'inflation, et le niveau d'activité économique dans les pays des Sept et dans le monde entier, les participants au sommet de Venise affirment :

La succession d'augmentations importantes du prix du pétrole, sans rapport avec les conditions du marché, et culminant dans les décisions prises dernièrement à Alger par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.), a abouti dans la réalité à une inflation encore plus forte et à la menace imminente d'une récession et d'un chômage sévère dans les pays industrialisés. Du même coup les perspectives de croissance des pays en développement s'en sont trouvées minées et dans certains cas virtuellement anéanties. Nous reconnaissons que certains des pays exportateurs de pétrole prennent de plus en plus conscience de ces répercussions. (...)

La réduction de l'inflation est la première des priorités et bénéficiera à tous les pays. L'inflation freine la croissance et nuit à tous les secteurs de nos sociétés. Une politique énergique de rigueur budgétaire et monétaire est nécessaire pour briser les anticipations inflationnistes. (...)

Nous nous sommes aussi engagés à encourager l'investissement et l'innovation afin d'accroître la productivité, à favoriser la redistribution des ressources des secteurs en déclin vers les secteurs en expansion, et à promouvoir l'utilisation la plus efficace des ressources sur le plan national et international. Pour cela, il faudra opérer des transferts de dépenses du secteur public vers le secteur privé et de la consommation à l'investissement et éviter un limiter sévèrement les actions protectrices des industries ou des secteurs particuliers des rigueurs de l'ajustement. A court terme, la mise en œuvre de ces mesures est essentielle pour parvenir à une croissance soutenue non inflationniste et pour améliorer l'emploi, ce qui est notre objectif principal. (...)

Nous devons rompre le lien qui existe entre la croissance économique et la consommation de pétrole. Nous avons la ferme intention d'atteindre cet objectif au cours des dix prochaines années. Cette stratégie exige des économies accrues de pétrole et une augmentation substantielle de la production et de l'utilisation des sources d'énergie alternatives. A cette fin, il conviendrait de recourir le plus possible aux mécanismes des prix. Les prix intérieurs devraient tenir compte des prix mondiaux représentatifs. Les mécanismes du marché doivent être complétés, en tant que de besoin, par des mesures administratives et des incitations de nature budgétaire. L'investissement dans le secteur de l'énergie contribuera de manière substantielle à la croissance économique et à l'emploi. (...)

(...) Nos possibilités d'accroître l'offre et l'utilisation de sources d'énergie autres que le pétrole au cours des dix prochaines années sont évaluées à l'équivalent de 15 à 20 millions de barils/jour de pétrole. Nous avons la ferme intention de renforcer et de coordonner nos efforts pour que cela devienne une réalité.

Nous encourageons la prospection et la mise en valeur de nos propres ressources d'hydrocarbures pour assurer la production maximum sur une longue période. Dans le même temps, nous comptons doubler la production et l'utilisation de charbon d'ici à 1990. Nous encourageons la conclusion d'engagements à long terme entre les producteurs et les utilisateurs de charbon. (...)

Nous soulignons la contribution vitale de l'énergie nucléaire à un approvisionnement en énergie plus sûr. Il est indispensable d'accroître le rôle et nous voulons couvrir les besoins énergétiques mondiaux. Nous devons donc augmenter notre capacité de production nucléaire. (...)

des prêts de ces institutions, dans la mesure où l'actuelle reconstruction de leurs ressources le leur permet, pour mener à bien les programmes érogés ci-dessus.

Les pays industrialisés démocratiques ne peuvent pas seuls supporter la responsabilité de l'aide et des autres contributions en faveur des pays en développement : elles doivent être équitablement partagées par les pays producteurs de pétrole et les pays industrialisés communistes. Les représentants personnels devront examiner les politiques et les procédures en matière d'aide et autres contributions en faveur des pays en développement et faire rapport de leurs conclusions sur ce sujet lors du prochain sommet. (...)

Nous accueillons avec intérêt le rapport de la commission Brandt (I). Nous étudierons soigneusement ses recommandations.

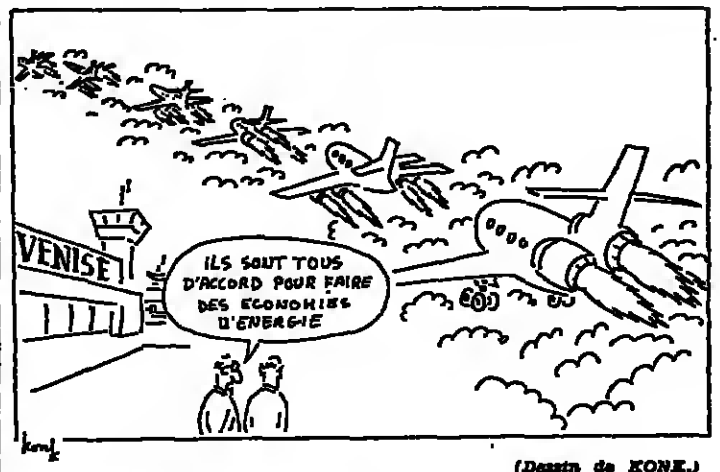
Nous comptons sur le marché international des capitaux pour continuer de jouer le rôle principal dans le recyclage des excédents substantiels de capitaux pétroliers, sur la base des critères de prêts sains. Nous appuierons le travail actuel de nos autorités nationales et de la Banque des règlements internationaux en vue d'améliorer la surveillance et la sécurité du système bancaire international. Les banques privées pourraient compléter ces efforts. Les concours privés devront être complétés par un rôle accru des institutions internationales, en particulier du Fonds monétaire international. (...)

Nous encourageons le F.M.I. à rechercher des voies dans lesquelles il pourrait, en respectant ses orientations sur la « conditionnalité », rendre le recours à ses ressources plus attrayant pour les pays ayant des difficultés de financement. (...)

Nous exhortons les pays exportateurs de pétrole à favoriser le processus de recyclage en accroissant leurs concours directs aux pays aux prises avec des difficultés de financement et en allégeant ainsi la pression sur les autres mécanismes du recyclage. (...)

Nous sommes réticents à considérer encore davantage le système des échanges internationaux. Nous résistons aux pressions protectionnistes qui ne peuvent qu'aboutir à l'inverse du résultat recherché et aggraver l'inflation. (...)

(1) Composée de vingt et une personnalités appartenant soit au monde industriel, soit au tiers-monde, la « commission indépendante sur les problèmes de développement » avait été créée en décembre 1977 à la suggestion de M. McNamara. Plus connue sous le nom de son président, l'ancien chancelier Brandt, elle a présenté, en février 1978, un rapport proposant un « programme d'urgence » pour les années 1980-1985. Il était notamment question de créer un « comité international » chargé de surveiller les ventes d'armes et les dépenses militaires, ainsi que sur l'exploitation des hydrocarbures et des minéraux.



(Dessin de KONE.)

## Des bilans contradictoires

(Suite de la première page.)

Autant de motifs de satisfaction ne peuvent, bien sûr, s'expliquer que par des analyses différentes des mêmes faits. L'affaire d'Afghanistan, qui restera le grand dossier de ce sixième sommet des industrialisés, illustre parfaitement des différences d'approche et de sensibilité.

Au cours d'une brève conférence de presse, M. Giscard d'Estaing n'a pas caché, lundi après-midi, sa satisfaction. Répondant à une question posée par M. Brejnev, lors de la rencontre de Venise, un calendrier d'évaluation des troupes soviétiques, le président de la République a laissé entendre que de nouveaux retraits étaient possibles. A la question de savoir si, dans son message oral transmis par l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris, M. Brejnev parlait d'un « premier retrait », M. Giscard d'Estaing a répondu par un hochement de tête affirmatif. Mais lorsqu'il a affirmé que « la rencontre de Venise a, dans une certaine mesure, ouvert la voie à une première réduction des effectifs soviétiques », sans citer aucun chiffre précis, le chef de l'Etat n'en a pas moins qualifié de « significatif » celui des effectifs soviétiques qui vont être retirés d'Afghanistan. Il a même prétendu que le contingent soviétique en Afghanistan a été récemment renforcé.

## Un faux enthousiasme

M. Giscard d'Estaing, on le voit, a surtout retenu des événements des indications favorables à sa thèse. Si c'est bien normal. C'est au même exercice qu'on se livre du côté britannique ou américain, avec, bien évidemment, des résultats opposés : alors qu'on laisse entendre du côté français que le retrait soviétique porterait sur dix mille hommes, on affirme de très bonne source américaine qu'il ne porterait que sur cinq mille hommes, appartenant à des unités de fusils sol-gel, d'artillerie et de chars lourds inutilisables dans la guerre de guérilla afghane. Faut-il que de considérer ce retrait comme une victoire ?

La rencontre de Venise, on fait remarquer sa concomitance avec le sommet de Venise et la proximité des Jeux olympiques. On affirme aussi que des renforts de l'armée rouge ont bel et bien été acheminés récemment en Afghanistan et qu'ils attirent l'attention sur la frontière soviétique, mais qu'interviennent de plus en plus souvent dans des opérations militaires menées en Afghanistan des soldats jusqu'à présent d'une « manœuvre » soviétique, on se refuse à l'examine. La mot d'ordre serait du genre : « Wait, see and no comment ».

Même son de cloche chez les Anglais et les Allemands. Pour lord Carrington, il convient d'être « plus prudent que les Français, car à l'instar de nos collègues, nous demandons le retour des effectifs soviétiques en U.R.S.S. ». Quant au ministre ouest-allemand des affaires étrangères, « il est encore impossible d'évaluer l'importance de la décision soviétique ».

Pour le reste, les Américains préfèrent en pure perte jouer les meilleurs surpris. A les entendre, ils ne s'attendaient absolument pas que leurs partenaires acceptent le texte sur l'Afghanistan qui a été publié dimanche soir. A croire qu'ils n'étaient pas au courant de la déclaration de Neuf publiée dix jours avant sur le même sujet et qui proclame pratiquement la même chose. Ce faux enthousiasme, en fait, trouve tout simplement son explication dans la situation électorale américaine : M. Carter doit à tout prix retourner aux Etats-Unis en grand triomphateur et en adroit réconciliateur, pour conserver quelques chances de l'emporter en novembre. Pour ce faire, il est prêt à faire feu de tout bois. Dans le cas de l'Afghanistan, ce n'est guère difficile : bien peu d'Américains se souviennent de la déclaration de Neuf, Beaufort, en revanche, se souviennent de la déclaration de Venise sur le Proche-Orient, et c'est sans doute pourquoi un sujet aussi controversé n'a été abordé qu'au cours de conversations bilatérales, en marge du sommet, comme par exemple pendant la rencontre Carter-Giscard d'Estaing. Le thème ne se prête ma-

nifestement pas assez à la mode du temps : l'humanisme. M. Carter y a d'ailleurs fait une discrète allusion dans sa conférence de presse de lundi soir, déclarant notamment : « Le président Giscard d'Estaing demande un retrait immédiat des troupes soviétiques des territoires occupés. C'est facile à dire, mais la question est de savoir comment le faire ».

Au cours de cette conférence de presse, M. Carter a poussé sa recherche de l'humanisme jusqu'à la caricature, n'hésitant pas, pour faire bonne mesure, à qualifier d'« expériences fructueuses » la rencontre de Venise avec M. Brejnev et Giscard d'Estaing, qui avait soulevé à Washington l'enthousiasme que l'on sait. Le chef de la Maison Blanche n'a pas pu s'empêcher, il est vrai, d'exprimer au passage M. Giscard d'Estaing, annonçant que le président de la République française lui avait transmis le message de vendredi de M. Brejnev avant qu'il n'arrive à l'agence Tass. M. Giscard d'Estaing, ajoutant qu'il était de toute façon au courant de l'initiative soviétique avant la communication de M. Giscard d'Estaing.

Citant, pour la première fois un chiffre, le public, M. Carter a dit que les effectifs retirés constitueraient moins de 10 % des quatre-vingt-cinq mille Soviétiques déployés en Afghanistan. Il a précisé que les renforcements américains, les troupes retirées d'Afghanistan iraient sans doute grossir les effectifs déjà massés du côté soviétique de la frontière.

La partie la plus révélatrice de l'exercice auquel s'est livré M. Carter concerne le chancelier Schmidt. Là encore, quelques bonnes paroles destinées à prouver à l'« élite » américaine bien leur président exerce dans l'art d'aplanir les divergences : le prochain voyage du chancelier Schmidt à Moscou est, a-t-il dit, le président américain, « une bonne chose ». Ceci posé, M. Carter est entré comme par hasard dans le domaine des restrictions militaires : il est certain que le chancelier Schmidt présente « sans les enjoliver » les positions (il s'agit, a-t-il rappelé, de demander le « retrait total et absolu » des troupes soviétiques) et il s'agit « d'écarter toute prise » que M. Brejnev se raille aux plans du chancelier en ce qui concerne l'ouverture d'une négociation sur les euro-missiles. Mais quel est le plan du chancelier ? Après la tension germano-américaine des dernières semaines, il se voit cantonné dans une rôle étiolé qu'on peut décrire ainsi : libre à lui, s'il le veut, de demander aux Soviétiques de cesser d'installer leurs fusées SS-20 en Russie occidentale en échange de l'ouverture de négociations entre l'O.T.A.N. et l'U.R.S.S. sur les euro-missiles. Un point, c'est tout. S'il va au-delà, il faut qu'il sache qu'il sera dévot par M. Carter. Le président américain ne pouvait pas être plus net lorsqu'il a dit, après avoir annoncé que le choix des emplacements pour les fusées Pershing-2 commencerait dès cet été : « Je n'accepte aucun gel de nos plans ».

On peut penser que M. Carter n'a pas utilisé par hasard le mot « gel » ; c'est celui, justement, que le chancelier Schmidt jure n'avoir jamais prononcé à propos des Pershing-2 et des missiles de croisière.

Les aléas passablement perfides de M. Carter n'étaient pas, de toute façon, nécessaires pour souligner l'aspect artificiel de la « réconciliation » germano-américaine : lundi matin, un haut responsable ouest-allemand confirmait en partie les inquiétudes américaines en annonçant que la Belgique ne se prononcerait finalement sur l'installation de Pershing-2 qu'après avoir pris connaissance des résultats du voyage que le chancelier Schmidt doit effectuer à la fin du mois à Moscou. Théoriquement, c'est cette semaine, à l'occasion de la réunion de l'O.T.A.N. à Ankara, que Bruxelles aurait dû faire connaître sa décision définitive. En décembre dernier, lors de la décision de l'O.T.A.N. sur l'installation des missiles américains, la Belgique avait en effet promis de se prononcer dans un délai de six mois.

JACQUES AMALRIC.

Laborit.  
De la collection Champs  
au champ de la caméra.

Dans « Mon cycle d'Amérique » Henri Laborit nous propose une analyse captivante de nos comportements.

Dans « L'homme et la ville » il démontre que la ville assure la permanence des groupes humains et maintient les relations de domination qu'ils exercent les uns sur les autres.

A lire pour prolonger le plaisir du film!

CHAMPS/FLAMMARION

## Ramener la part du pétrole à 40 % de la demande d'énergie

Un groupe à haut niveau de représentants de nos pays et de la Commission de la C.E.E. examinera périodiquement les résultats obtenus par chacun de nous dans ce domaine.

Notre stratégie globale a comme objectif de répondre aux besoins en énergie des dix années à venir. Nous sommes convaincus qu'elle est susceptible de réduire la demande, notamment celle de pétrole, sans gêner la croissance. Au cours de la décennie, cette stratégie devrait nous permettre de ramener, dans nos pays, à 0,6 environ le rapport entre l'accroissement de la consommation collective d'énergie et la croissance économique. Nous nous attendons également à une réduction de 53 % actuellement à environ 40 % en 1990 de la part du pétrole dans notre demande totale d'énergie, et nous prévoyons qu'en 1990 la consommation collective de pétrole sera suffisamment inférieure aux niveaux actuels pour que l'offre et la demande s'équilibrent à des prix acceptables.

Nous sommes très préoccupés par les conséquences des augmentations du prix du pétrole sur

les pays en développement importateurs de pétrole. (...)

C'est dans un esprit positif et constructif que nous abordons la perspective de négociations globales dans le cadre des Nations unies et de la Banque mondiale.

Nous demandons à la Banque mondiale d'examiner dans quelle mesure les ressources et les mécanismes en place en faveur de l'exploration, du développement et de la production tant des énergies classiques que renouvelables dans les pays en développement importateurs de pétrole sont adaptés et d'étudier les moyens, y compris la possibilité de créer une nouvelle filiale ou une nouvelle facilité grâce à laquelle elle pourrait améliorer et augmenter ses programmes de prêts en matière énergétique. (...)

Nous approuvons vivement l'augmentation générale du capital de la Banque mondiale et les augmentations des moyens des banques régionales de développement et la réaffectation du capital de l'Association internationale pour le développement. Nous accueillons avec satisfaction une accélération du rythme



# ASIE

## LA SITUATION EN AFGHANISTAN

**L'agence Novosti estime que la « présence limitée de troupes soviétiques reste nécessaire »**

En dépit du retrait, annoncé par le gouvernement afghan, d'une division et de cent huit chars d'infanterie, les troupes soviétiques restent néanmoins présentes, lundi 23 juin, à Kaboul, où, selon l'A.F.P., de nombreux commerces étaient restés fermés à la suite de l'appel à la grève générale. Selon des diplomates, rapporte U.P.I., environ vingt mille soldats, conseillers et techniciens civils soviétiques se trouvaient dans la capitale afghane à la suite de ce qui est apparu comme un renforcement, au cours des dernières semaines, de cette présence. Lundi soir, le porte-parole du département d'Etat, M. Thomas Reston, a déclaré à Washington que les Etats-Unis n'avaient pas confirmation que le retrait soviétique avait effectivement commencé. Les services spécialisés américains estiment que l'U.R.S.S. va sans doute installer au nord de la frontière entre les deux pays les unités qu'elle retirera d'Afghanistan du fait qu'elles puissent facilement retourner en opération. L'agence Novosti, a écrit d'autre part, dans un long commentaire publié lundi à Bonn, que « la présence limitée de troupes soviétiques reste nécessaire en Afghanistan, malgré le retrait de certaines unités ». L'agence soviétique conclut qu'une solution politique au conflit afghan « reste toujours possible, à condition que soit garanti l'arrêt des invasions militaires de forces contre-révolutionnaires à partir des territoires d'Etats voisins ».

La Pravda avait décrit lundi le départ, des dimanche, d'une « longue file de chars et de troupes ter-

Nous publions ci-dessous le témoignage de MM. Alain Madelin et Gilbert Barbier, députés U.D.F., d'Ile-et-Vilaine et du Jura, qui se sont rendus en Afghanistan du 15 au 21 juin.

L'information a, paraît-il, surpris : deux parlementaires U.D.F. à Kaboul, et, qui plus est, circulant à peu près librement dans une partie de l'Afghanistan. Volonté juger du plus près de la situation en Afghanistan, témoigner à la fête de la liberté, nous avons tout simplement demandé nos visas à l'ambassade de Paris ; une semaine pour les autorités afghanes qui escomptaient manifestement utiliser localement notre visite pour démontrer que le gouvernement de Kaboul n'est pas totalement isolé sur le plan international. Visas accordés, nous partons aussitôt, prenant sans doute du vitesse le message envoyé par la valise diplomatique pour annoncer notre visite.

Alors notre arrivée à Kaboul passe-t-elle inaperçue, seule sont retournés, semble-t-il, ceux qui affichaient leur profession de journalistes (à l'exception des journalistes de l'humanité accueillie à l'aéroport par l'attaché de presse de l'ambassade soviétique).

A Kaboul, sans doute moins agité qu'on ne l'imagine en France, nous circulons librement. Nous réussissons même — non sans mal, à trouver un véhicule pour traverser partiellement le pays et nous en retourner au Pakistan par la route Kaboul-Djallalabad-Peshawar.

### LE TÉMOIGNAGE DE DEUX DÉPUTÉS U.D.F.

## Les trois batailles de Kaboul

par ALAIN MADELIN et GILBERT BARBIER

Au-delà des péripéties de ce voyage, les témoignages recueillis, les choses vues, nous ont permis de nous forger une analyse plus claire de la situation. En Afghanistan, les Soviétiques livrent trois batailles : politique, militaire et diplomatique. Pour l'instant ces trois batailles sont loin de tourner à leur avantage.

● LA BATAILLE POLITIQUE. — Le régime pro-soviétique de Babrak Karmal est complètement isolé. Imposé par la force, il n'a aucun représentant légitime et on peut constater à chaque instant la réaction de rejet de l'immense majorité du peuple afghan. Pour un pays de dix-sept millions d'habitants, le régime en place n'a le soutien que de quelques milliers de collaborateurs et d'une armée affaiblie par plusieurs dizaines de milliers de désertions. Et ce n'est pas l'insignifiance de quelques dizaines de milliers d'habitants qui peut le renforcer.

Il est clair que les Soviétiques n'ont pas réussi à exorciser, par leur idéologie, cette « auto-occupation indigène » garantie de l'ordre soviétique. L'ordre à Kaboul ne repose que sur l'armée rouge.

● LA BATAILLE MILITAIRE. — Cette bataille là tourne plutôt mal pour les Soviétiques, le pays est moins sûr pour eux qu'il ne l'était il y a six mois. Certes, les Soviétiques contrôlent — mal — les grandes villes et les principaux axes de communication, mais l'esprit de résistance, soufflé partout. D'ailleurs, peut-être faudrait-il mieux parler pour l'instant d'insurrection populaire. En six mois la résistance n'est pas encore organisée. Elle est divisée, dépourvue d'armement, d'entraînement, d'armes modernes. Un des responsables de la résistance à Kaboul nous dira : « Nous commençons seulement depuis deux mois à nous organiser, j'ai maintenant une cinquantaine de plans d'action mais il me manque quelques pistolets avec des silencieux, quelques bombes avec des minutaires... nous n'avons rien ». A 20 kilomètres de Kaboul, la nuit, les résistants descendent des montagnes et contrôlent les villages.

A 30 kilomètres, à Jalrê, des tampons nous expliquent comment le village change régulièrement de mains entre les Soviétiques et la résistance. Résultat : plusieurs centaines de morts et environ soixante blessés par jour.

Entre Salabul et Djallalabad, le route peut être contrôlée à chaque instant par la résistance. On n'y circule qu'une fois par jour en convoi — protégé — par les Soviétiques. Le jour où nous l'occupons, un char soviétique et deux camions militaires seront détruits.

Volonté pour qu'on ne minimise pas les Soviétiques, nous leur avons demandé de nous montrer sur des positions-clés, ils nous ont conduit à quelques opérations de nettoyage. Pour contrôler le pays, leurs effectifs (80 000 ? 120 000 ?) sont insuffisants, il leur faudrait 300 000, 400 000, 500 000 hommes et plus. A l'inverse, 5 000 hommes ou 100 chars de moins n'affectent pas leur capacité militaire. Il y aura toujours assez de chars dans les casernes soviétiques qui encerclent Kaboul pour écraser toute insurrection. Seulement, semble-t-il, les Soviétiques sont tout pour éviter un soulèvement populaire. A la veille des Jeux olympiques, ils ne veulent pas risquer une répression style Budapest 56 avec ses répercussions internationales.

Une chose est certaine : la résistance qui s'organise, pour peu qu'elle

reçoive des armes modernes, portera des coups de plus en plus douloureux à l'occupant soviétique.

Voilà pourquoi le retour de Kaboul, nous étions convaincus que, devant l'échec de leurs batailles politique et militaire, les Soviétiques allaient lancer une offensive diplomatique.

● LA BATAILLE DIPLOMATIQUE. — Elle a pour objectifs : — Obtenir, au nom de la « non-ingérence », l'isolation de la résistance afghane et de l'Occident à lui opposer un soutien militaire ;

— Obtenir, en échange de quelques gestes de bonne volonté soviétique, un début de reconnaissance des autorités de Kaboul (quitte à changer bientôt ces autorités et à fabriquer artificiellement un gouver-

nement d'union « autour, par exemple, d'un chef religieux Pachtoun — qu'il reste à trouver ».

En ce sens, l'annonce du retrait de quelques troupes soviétiques n'est pas pour surprendre.

Seulement, la manœuvre est apparue tellement couverte de fil rouge qu'elle a échoué. A Venise, les Sept ont maintenu leur exigence de retrait total des troupes soviétiques et n'ont rien concédé. Pourtant, n'en doutons pas, les Soviétiques reviendront à la charge.

Mais, pour l'instant, ce triple échec politique, militaire et diplomatique des Soviétiques nous aura montré comment — ainsi que nous l'avons dit — un responsable de la résistance — avec rien, le peuple afghan a eu le courage de combattre la plus puissante armée du monde ».

## DIPLOMATIE

### Les visites du président Carter en Yougoslavie et en Espagne

Le président Carter est arrivé ce mardi 24 juin, dans la matinée, à Belgrade. Il a déposé une gerbe sur la tombe de Tito et devait ensuite rencontrer le président Mijatovic. M. Carter doit quitter Belgrade, mercredi 25 juin, pour Madrid.

#### BELGRADE : un langage commun...

De notre correspondant

Belgrade. — Le président Carter bénéficie d'un traitement de faveur. Tous les commentaires, ici, sont empreints de cordialité et soulignent la continuité et la stabilité des bons rapports entre les deux pays. « Nous sommes très satisfaits d'accueillir M. Carter », a déclaré lundi 23 juin l'ambassadeur Kalesith, porte-parole du secrétariat des affaires étrangères, qui a ajouté : « Nous sommes convaincus que cette visite contribuera à développer nos relations sur la base de la déclaration publiée en 1977 à l'issue des entretiens entre les présidents Tito et Carter à Washington, relations caractérisées par l'égalité et le respect des divergences de vues. Nous croyons aussi que cette visite aidera à éliminer des foyers de tension ».

De son côté, le quotidien Politika écrit : « Sur les questions de la paix et de la sécurité mondiale, la Yougoslavie et les Etats-Unis ont toujours trouvé un langage commun. Et

#### MADRID : avant la renégociation du traité de coopération

De notre correspondant

Madrid. — M. Carter sera mercredi 25 juin le quatrième président des Etats-Unis à se rendre en Espagne depuis le voyage d'Eisenhower en 1959, qui avait rompu vingt ans d'isolement du pays. Il sera le premier à rendre visite à la jeune démocratie espagnole.

Un programme en banquet offert par le roi Juan Carlos, un dîner avec le chef du gouvernement, M. Adolfo Suarez, et un petit déjeuner avec M. Felipe Gonzalez, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.). Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Mariano Oreja, est déjà allé au devant des vœux de Washington en déclarant, il y a une semaine, que l'Espagne demanderait son adhésion à l'OTAN sans doute dès 1981 et en tout cas avant les élections de 1983, si les négociations sur son entrée dans le Marché commun et sur Gibraltar progressent de façon satisfaisante. M. Joseph Luns, secrétaire général de l'alliance atlantique, s'est empressé de répondre que l'Espagne serait admise dans l'OTAN dès le lendemain du jour où elle poserait sa candidature.

Les entretiens entre MM. Carter et Suarez porteront surtout sur la renégociation du traité de coopération hispano-américain, la situation au Proche et au Moyen-Orient et la coopération en Europe qui doit avoir lieu cet

(Intérim.)

● La situation aux Nouvelles-Hébrides. — MM. Peter Blaker, ministre d'Etat chargé de la coopération, et Paul Difond, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, auront une nouvelle série d'entretiens sur la situation aux Nouvelles-Hébrides, mercredi 25 juin à Londres. Les gouvernements français et britanniques s'efforcent, en effet, de trouver une solution pacifique à la crise née de la tentative de sécession de l'île d'Espiritu Santo.

### Le plénum du comité central du P.C. soviétique recommande un « renforcement maximal de la capacité de défense »

Moscou. — A la veille de la session du Soviet suprême, qui commence ce mardi 24 juin, le plénum du comité central du parti communiste soviétique a traité lundi deux thèmes importants : la convocation du vingtième congrès du parti, qui aura lieu à partir du 23 février 1981, et la situation internationale. Les membres du comité central ont entendu le rapport de M. Brejnev qui est publié dans la presse et celui de M. Gromyko, ministre des affaires étrangères, qui n'a pas été rendu public mais dont la substance est reprise dans la résolution adoptée à l'issue des travaux.

C'est la première fois depuis avril 1978 que la réunion plénière du comité central est entièrement consacrée à la politique étrangère de l'U.R.S.S. Fermeté et volonté de poursuivre la détente dans la ligne des vingt-quatrième et vingt-cinquième congrès : tels sont les deux mots d'ordre qui ressortent de la résolution et qui seront vraisemblablement repris par le prochain congrès.

Le plénum estime que « les menaces de l'impérialisme et des forces hostiles à la paix exigent une vigilance permanente et un renforcement maximal de la capacité de défense de l'U.R.S.S. afin de faire échouer les projets de l'impérialisme, qui visent à la supériorité militaire et au dictat mondial ».

Traitant du même sujet, M. Brejnev a déclaré dans son discours que « les milieux impérialistes rappellent à l'exercice une pression sur l'U.R.S.S. (...) Ils voudraient même l'isoler. Toutefois, leurs actions commencent à faire long feu ». Cet échec s'explique, selon lui, par l'augmentation du potentiel économique et de la puissance militaire soviétique et par la politique juste définie par les deux derniers congrès. Le secrétaire général a promis de ne ménager aucun effort pour préserver la détente, bien que « s'il y a des impérialistes cherchant à mettre à l'épreuve notre désir de paix, notre bonne volonté et notre détermination de persévérer dans cette voie ».

La résolution adoptée par le comité central accuse les forces impérialistes d'être favorables à la « rupture de l'équilibre mondial au détriment de l'U.R.S.S. et des pays socialistes, de la

#### De notre correspondant

détente internationale et de la sécurité des peuples ». Pour arriver à leurs fins, les milieux dirigeants des Etats-Unis « se sont efforcés de maintenir les relations économiques et de la réduction des relations scientifiques, techniques, culturelles et sportives, les respectant pas les engagements qu'ils ont contractés. Ils violent les accords ou les ont signés », poursuit le texte, qui condamne ensuite le rapprochement sino-américain « sur une plate-forme anti-soviétique (...) L'association de l'impérialisme et de l'hégémonisme de Pékin est un nouveau phénomène dangereux pour la paix mondiale, pour l'humanité tout entière, y compris pour les peuples américains et chinois ».

Après ce sombre tableau de la situation internationale, la résolution traite de la détente, qui peut et doit être maintenue, et qui est définie comme « le résultat logique du rapport des forces qui s'est créé depuis quelques décennies dans le monde », autrement dit comme le résultat du renforcement du camp socialiste. Ce postulat implique que tout élargissement des positions des pays socialistes a pour conséquence un renforcement de la détente. La résolution note qu'il existe « des possibilités objectives et des forces socio-politiques capables d'empê-

cher un glissement vers une nouvelle guerre froide ». Ces forces résident dans le camp socialiste, le mouvement de libération nationale et les forces démocratiques des Etats-Unis.

Quant au retrait de certaines unités — dont Moscou n'a toujours pas précisé le nombre — il a été rendu possible par le fait que « la vie se normalise peu à peu en Afghanistan. Les grandes bandes contre-révolutionnaires ont été démantelées, les interventions militaires ont subi de graves échecs ». M. Brejnev a cité le nom du « commandant Babrak Karmal » et il a promis que l'U.R.S.S. continuait à « aider l'Afghanistan à bâtir une vie nouvelle, à assurer la sécurité des conquêtes de la révolution d'avril ».

Dans ces conditions, il ne restait plus qu'à conclure que « c'était la première réunion plénière depuis le « coup de Kaboul », qu'il « apprécierait totalement les mesures d'assistance multiformes » prises à l'égard de l'Afghanistan. La résolution préconise, d'autre part, « un règlement politique de la situation qui s'est créée autour de l'Afghanistan, pays qui pratique une politique de non-alignement », sur la base des propositions faites le 14 mai dernier par le gouvernement de Kaboul.

DANIEL VERNET.

**DUCAL**  
EXPOSITION ET VENTE  
**CAPÉLOU**  
DISTRIBUTEUR  
Réputés pour leurs robustesse et leur belle exécution  
En 1 ou 2 places  
(tarif 0,80, 1,20 et 1,40)  
Grand choix en exposition  
37 Av. de la République - PARIS 11 -  
Métro Pershing - Paris 11  
Tél. 357 48 35

**ISTH** depuis 1953  
Institut Privé des Sciences et Techniques Humaines  
**1ère PREPARATION Parisienne**  
Méthodologie écrite et orale Enseignement à temps complet  
**SCIENCES PO**  
• Entrées en AP et en 2<sup>e</sup> Année  
• Préparations intensives de vacances  
• Année complète  
Clôture des inscriptions sans préavis  
AUTEUIL 6, Av. Leon-Huezey 75016 Paris Tél. 527.10.15  
TOULIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris Tél. 585.59.35

## PARIS-WASHINGTON SUR TWA

Le seul vol quotidien sans escale. Départ tous les jours 13 h 20

Vous plaire, ça nous plaît



La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve

La disparition d'une dure épreuve



## ASIE

ISUDJ

## Kaboul

Les funérailles de Sanjay Gandhi devaient avoir lieu mardi après-midi 24 juin, à New-Delhi. C'est en faisant de la volée aérienne à bord d'un monoplan récemment importé des Etats-Unis que le fils du premier ministre indien s'est tué. Selon l'agence Reuters, cependant, la police n'exclut pas la possibilité d'un sabotage.

Bien qu'elle ait fait de ne pas être affectée par le mort de son fils cadet, Sanjay Gandhi vient de subir un choc personnel, mais aussi politique, très dur. La disparition de l'héritier présomptif, alors qu'il avait à nouveau le vent en poupe, devait notamment affecter dans les prochains mois la course de la vie politique indienne, et d'abord les rapports de force au sein du parti gouvernemental, le Congrès-Indien.

Il y avait — les élections législatives nationales et provinciales l'ont encore confirmé de façon éclatante — un « phénomène Sanjay ». Jeune impétueux, au langage bref mais direct, il attirait et fascinait beaucoup d'Indiens de sa génération. Son action controversée était en train de modifier, dans une certaine mesure, les traditions politiques. La vieille classe parlementaire congressiste prenait ombre de son second, de ses méthodes « brutales et irrégulières », mais se révélait incapable d'y remédier. Son entrée progressive en scène, qui coïncidait avec la confirmation des tendances à l'autoritarisme chez Mme Gandhi, conduisit de nombreux hauts dirigeants à se séparer du premier ministre. Ils ne s'exprimèrent généralement pas qu'un jeune homme sans mandat électif et sans expérience puisse donner, depuis le sécrétariat, des ordres à des ministres, adopter une attitude arrogante à l'égard des corps constitués et d'une

## DMATIE

## des du président Carter polavie et en Espagne

Carter est arrivé à Washington le 24 juin. Il a été reçu par le président Ford à l'aéroport de Washington. Carter a déclaré qu'il était heureux de retrouver la capitale américaine.

## L'ADE : un langage commun.

De nombreux journalistes ont été reçus par le président Carter à l'aéroport de Washington. Ils ont exprimé leur joie de retrouver le président américain. Carter a déclaré qu'il était heureux de retrouver la capitale américaine.

## DND : avant la renégociation de la trêve de coopération

Le DND (Département National de Défense) a déclaré qu'il était prêt à renégocier la trêve de coopération avec l'Union soviétique. Cette décision a été prise après de longues négociations.

Le DND a déclaré qu'il était prêt à renégocier la trêve de coopération avec l'Union soviétique. Cette décision a été prise après de longues négociations.

## TWA

20  
vous nous plaît

## Inde

## La disparition de Sanjay Gandhi constitue une dure épreuve politique pour le premier ministre

façon générale, ne tenir compte de l'avis de personne, sinon de sa mère et de quelques amis. Ses critiques, ses adversaires, s'inquiétaient que la personnalisation du pouvoir ait, ainsi, pris le pas sur le respect des pratiques démocratiques en usage en Inde. Certains redoutaient que, les crises, comme celle que connaissent actuellement les régions orientales, et la permanence de problèmes économiques et sociaux gigantesques aident, ne s'inspirent pas à peu une espèce de fascisme à l'indienne.

## Des conceptions sommaires

Homme d'action énergique, Sanjay, nous disait Mme Gandhi, à la fin de 1979, « est quelqu'un qui aime voir les choses réalisées rapidement ». Mais l'efficacité qu'il mit à « nettoyer » certains bidonvilles de la Nouvelle-Delhi et, surtout, à conduire des opérations de stérilisation forcées relevait plutôt de la balourdise et du péché de jeunesse politiques. Avec Sanjay c'était aussi — depuis son retour dans l'ombre du pouvoir — le règne du copinage pour les nominations à de hautes fonctions, l'attribution de marchés de l'Etat, de circonscriptions électorales. Cela n'a pas empêché son élection triomphale au début de l'année, qui lui permit de faire, pour la première fois, son entrée au Parlement. Ce n'est sans doute pas son charisme ni le rayonnement de son « message » qui sont à la base de ce succès mais l'organisation d'un appareil qu'il avait pris en main et où se complaisaient de nombreux courtisans et fiers-à-bras.

Etait-il le dauphin en puissance ? Cette question, comme la personnalité du fils du premier ministre, constituait l'un des sujets de spéculation favoris des observateurs à New-Delhi. Mme Gandhi, en tout cas, semblait avoir mesuré tout le tort que lui fit l'action contestée de son fils sous l'état d'urgence et réclamé de lui qu'il fit cette fois ses premières armes en tant que député, puis à la tête du parti, l'ont il avait été désigné tout récemment l'un des secrétaires généraux. Sans doute est-ce dans cet esprit qu'il n'avait pas reçu de portefeuille ministériel et qu'il venait

de démentir toute prétention à la direction du gouvernement du grand Etat de l'Union-Pradesh. « Je ne me suis pas lancé en politique pour devenir capot et cela, simplement pour entreprendre ce que je croyais nécessaire », avait-il déclaré au magazine que dirige sa jeune femme.

Ses conceptions politiques étaient pour le moins sommaires — anti-communisme primaire, foi dans le libre entreprise, encouragement aux investissements étrangers, notamment américains, — et tranchées avec l'héritage congressiste, laissé entre autres par son grand-père Nehru. Le mort de Sanjay Gandhi constitue en somme le fin d'une « dynastie », l'autre fils du premier ministre, Ranjiv, semblant avoir peu de goût pour la politique. Avec Sanjay, les jeunes congressistes ont pris une place importante dans le parti. Les « élus » de Sanjay représentaient jusqu'à un cinquième des députés du Congrès à la Chambre basse et exerçaient à travers leur « gourou » de l'influence sur le pouvoir. Mme Gandhi souhaitait depuis longtemps ce renouveau du personnel congressiste sous prétexte d'appliquer un programme de réformes mais, en fait, parce que les parlementaires aguerris réclamaient un partage du pouvoir et s'opposaient au nouveau style imposé par les Gandhi. Ayant perdu son principal « homme de confiance », elle se retrouve à nouveau seule, dans une large mesure, face à la classe politique.

GERARD VIRATTE.

● M. V.V. Giri, qui fut président de l'Union indienne de 1969 à 1974, est mort le 24 juin, à Madras, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Originaire de l'Andhra Pradesh, élu du sud de l'Inde, M. Giri avait reçu une formation de juriste, milita au parti du Congrès, puis consacra une partie de sa vie à l'action syndicale. Il fut l'un des fondateurs du Trade Union Congress, dirigea la centrale des cheministes, puis fut nommé, en 1952, ministre du Travail, avant d'être appelé au poste de gouverneur successivement de plusieurs Etats. En vice-président de l'Inde en 1967, il fut, en 1969, le candidat à la présidence de Mme Gandhi, contre la victoire des « barons » du parti du Congrès, — qu'il aidait ensuite, dans ses fonctions, à occuper une place certaine dans les réformes (nationalisations de banques, limitation de la richesse).

## Japon

Après sa victoire aux élections à la Chambre basse

## Le parti gouvernemental obtient aussi la majorité absolue au Sénat

Tokyo. — En reconnaissant à la Chambre haute une confortable majorité libérale démocrate, les Japonais ont confirmé la choix qu'ils avaient exprimé pour le renouvellement des membres de la Chambre basse. Les résultats des deux élections simultanées, du dimanche 22 juin — dont les seconds sont connus ce mardi — consacrent une victoire incontestable du camp conservateur sur l'opposition. Le premier regaine pratiquement la position qu'il avait à son apogée, à la fin des années 60.

Le parti libéral démocrate (P.L.D.), qui avait vu sa majorité s'effriter régulièrement au cours des dix dernières années, ne disposait plus au Sénat que d'une avance de 2 sièges sur l'opposition. Le renouvellement de la moitié des mandats des sénateurs lui a permis de recouvrer une majorité substantielle de 135 sièges sur 252 (représentant un gain de 9 sièges). Les partis d'opposition sans exception régressent de manière notable.

Ignorant les appels de l'opposition et apparemment peu attirés par l'éventualité d'un gouvernement de coalition, les Japonais ont choisi de donner un nouveau blanc-seing au camp conservateur au pouvoir depuis un quart de siècle. Ce choix paraît d'autant plus surprenant qu'il y a huit mois, en octobre 1979, les électeurs infligeaient une défaite au P.L.D. qui, ne disposant plus d'une majorité suffisante, était contraint de composer avec des indépendants pour gouverner.

Le vote du 22 juin constitue un renversement complet de cette tendance — la seule constante étant l'immobilisme du P.S. Huit mois après avoir manifesté leur mécontentement à l'égard du P.L.D., les Japonais lui rendent apparemment leur confiance sans que l'on discerne clairement les événements politiques qui au cours de cette période, auraient pu les faire changer d'avis.

Il y a d'abord des facteurs conjoncturels : la mort du pré-

De notre correspondant

mier ministre Ohira survient à dix jours du scrutin à eu deux conséquences principales. Premièrement, elle a sans doute suscité des réactions de sympathie dans l'électorat libéral (40 % du total). Les candidats conservateurs ont d'ailleurs exploité au maximum la fibre sensible des électeurs. Politiquement, la mort de M. Ohira a surtout privé l'opposition de sa cible : ses attaques, ayant dû se faire plus indirectes et plus générales par respect pour le défunt, ont perdu de leur force.

La mort du premier ministre a, d'autre part, intensifié le sentiment de crise dans le camp conservateur et les milieux d'affaires qui le soutiennent. Le P.L.D. paraissait non seulement en perte de vitesse mais aussi de plus en plus dangereusement divisé et à la veille d'un éclatement. Cette situation a incité les milieux d'affaires à intensifier leur aide financière aux candidats conservateurs.

## Satisfaction des milieux d'affaires

La défaite de l'opposition est due autant aux facteurs qui ont favorisé le P.L.D. qu'à sa propre incapacité à proposer une alternative crédible. Il y a d'abord la faiblesse du P.S., paralysé par ses luttes intestines. La gauche étant trop divisée, restaient les centristes. Leur progression notablement en octobre dernier, était, pensait-on, significative d'une volonté de changement. Or, alors qu'ils étaient prêts au pouvoir, ceux-ci ne se sont pas vu accorder cette fois la confiance des électeurs. Il y a eu une série d'alliances électorales entre libéraux et sociaux-démocrates, mais les électeurs se sont partiellement aperçus de la précarité de celles-ci, les divergences étant de plus en plus nettes dans les derniers jours de la campagne, notamment lorsque la parti social démocrate a proposé une « grande coalition nationale » qui soulève des colères chez les socialistes et suscite une réserve embarrassée chez les libéraux. Un autre élément a joué en défaveur des centristes : de

compromis en compromis, ceux-ci en étaient arrivés à se retrouver sur des positions identiques à celles du P.L.D. et même, pour la P.S.D., en ce qui concerne la défense, à la droite des conservateurs.

Ytter centriste dans ces conditions revenait à porter au pouvoir des hommes se réclamant d'une politique vague ou, dans le meilleur des cas, calquée sur celle des conservateurs à quelques nuances près, mais en créant une situation instable propre à tout gouvernement de coalition.

Dernier facteur à jouer en défaveur des libéraux : l'électorat du Komeito, formé de petits-bourgeois quelque peu moralisateurs, est certes sensible aux scandales auxquels sont mêlés les conservateurs. Mais les libéraux se sont aperçus que le « parti propre » (Komeito) et ceux qui le soutiennent, la secte Sokagakkai, ne sont pas exempts de ce genre de tare. Le propre président de la Sokagakkai, M. Ikeda, étant mêlé, selon la presse japonaise, à plusieurs affaires loucheuses. Placés devant l'alternative de choisir entre le P.L.D., dont les méthodes de gouvernement sont connues, mais qui a pour lui l'efficacité, et le spectaculaire développement économique du Japon est la preuve, et les partis centristes, dont ni la politique ni les méthodes ne diffèrent fondamentalement de celles des conservateurs, les Japonais ont voté pour la stabilité et la continuité.

Les milieux d'affaires, aujourd'hui, se félicitent d'un « bon sens » dont on fait preuve les électeurs. En fait, ce sont les votes flottants qui ont contribué, avant tout, au redressement du camp conservateur. Cet électorat ne se mobilise qu'en temps de crise. Les Japonais se sentent certes dans une meilleure position économique que la plupart des pays industrialisés, mais ils manifestent cependant une certaine appréhension face à l'avenir. Sur la scène internationale, l'affaiblissement des Etats-Unis est très profondément ressenti par l'Asie asiatique, qui se demande si cela est dû à la personnalité de M. Carter ou à une cause plus profonde.

Le choix qu'ont fait les électeurs, qui écarte, du moins momentanément, la possibilité d'un gouvernement de coalition, va surtout avoir pour conséquence de réduire considérablement le champ et la portée du débat politique alors que s'ouvre, pour le Japon, une période où sa responsabilité internationale va s'accroître.

Les libéraux démocrates sont apparemment libres de mener la politique que bon leur semble (accroître les capacités de défense, mettre en place un système d'action destiné à remédier au déficit des finances publiques, poursuivre une politique étrangère de plus en plus étroitement liée aux Etats-Unis). Sur le premier point, cependant, le fait que le candidat social-démocrate, ancien général, avocat du réarmement, n'ait pas été élu, signifie peut-être que les Japonais ne sont pas tout à fait prêts à approuver l'ensemble de la politique des conservateurs. Leurs votes offrent, en tout cas à ceux-ci toute la latitude pour donner libre cours à leurs vives inquiétudes dans le processus de désignation d'un nouveau premier ministre, le mois prochain.

PHILIPPE PONS.

## EUROPE

## Italie

Le meurtre d'un magistrat

## LES SUBSTITUTS DU PARQUET DE ROME FONT UNE GRÈVE DE DEUX JOURS

Rome (A.F.P.). — Les substituts-procureurs de la République de Rome font grève les 24 et 25 juin pour protester contre l'insuffisance de protection accordée aux magistrats chargés des dossiers des organisations terroristes.

Dans un document au ton très dur, trente-cinq substituts-procureurs de la République rendent hommage à leur collègue Mario Amato, assassiné le 23 juin, et accusent les dirigeants du parquet de Rome qui, selon eux, ont maintenu le juge Amato « dans un isolement complet, sans lui apporter ni aide réelle ni compréhension », alors qu'il menait une enquête importante sur le terrorisme d'extrême droite.

Selon l'organisation Magistrati, « démocrate », regroupant les magistrats de gauche, M. Amato avait reçu des menaces, craignait pour sa vie, et s'était plaint de l'absence des dirigeants du parquet vis-à-vis des extrémistes impliqués dans une affaire de terrorisme d'extrême droite.

## LANGUE ARABE

tous niveaux

"Du Golfe à l'Océan" au C.R.E.A. France

Sessions intensives du 1er Juillet au 29 Juillet 1980 et du 1er Septembre au 26 Septembre 1980.

293.43.00

## UNE RENTABILITE GARANTIE

- Un taux garanti sur 5 ans.
- L'assurance de retrouver à tout moment le montant du capital souscrit augmenté des intérêts acquis (demandez nos barèmes).
- La souplesse d'un titre au porteur.

## Caisse d'Epargne Ecureuil

\* Taux actuariel annuel brut sur 5 ans.

Renseignez-vous à votre agence habituelle ou téléphonez au Centre d'Information des Caisses d'Epargne de la Région Parisienne

Centre d'Information Ecureuil

522.95.00

13, Place du Havre - 75008 Paris

## PARIS-BOSTON SUR TWA

Le seul vol quotidien sans escale. Départ tous les jours 11 h 45

Vous plaire, ça nous plaît

TWA



## ASIE

### Les troupes vietnamiennes ont pénétré en Thaïlande

(Suite de la première page.)

D'abord surpris par l'attaque et l'occupation du village de Mak-Moon, les Thaïlandais ont riposté en début d'après-midi avec le soutien de blindés et de l'aviation. Ils avaient, lundi soir, repris le contrôle de Mak-Moon. La zone affectée par les combats a été bouclée et les représentants des organisations internationales humanitaires n'ont pas pu s'y rendre. On ignore encore le nombre des victimes civiles et militaires de part et d'autre, de même que l'étendue des dégâts matériels. On sait toutefois que de nombreux blessés sont transportés dans les hôpitaux du camp de réfugiés de Khao-I-Dang et vers celui d'Aranyaprathet.

L'armée thaïlandaise aurait en plus d'une dizaine de tués, indique une bonne source. On sait, d'autre part, que la concentration de Mak-Moon aurait de vingt

mille à vingt-cinq mille Cambodgiens. Un calme précaire semblait être revenu, mardi matin, le jour de la frontière, après ce coup de semonce meurtrier de Hanoi qui risque d'avoir, même s'il n'est pas suivi par d'autres attaques, de grandes retombées politiques.

L'intrusion vietnamienne sur- vient, en effet, à la veille de l'ouverture, à Kuala Lumpur, de la conférence annuelle des pays de l'ASEAN (1), réunion qui sera suivie d'entretiens avec les ministres des affaires étrangères des États-Unis, du Japon, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Inde et où le problème de la crise cambodgienne figurera au tout premier plan. Elle fait aussi suite à l'échec des récentes tentatives diplomatiques de Hanoi pour faire accepter par l'ASEAN le caractère irréversible du fait accompli au Cambodge.

#### Des mises en garde répétées

Mais surtout, elle prend place après plusieurs jours de mises en garde par Phnom-Penh et Hanoi contre la poursuite des opérations de rapatriement entreprises par les Thaïlandais avec l'assistance du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et qui vont notamment permettre le retour au Cambodge de plusieurs milliers de Khmers rouges dont M. Pol Pot a le plus grand besoin pour alimenter sa guérilla pendant la saison des pluies.

À diverses reprises, au cours de la saison sèche, les forces vietnamiennes avaient attaqué des secteurs frontaliers à partir desquels s'organisent et opèrent leurs adversaires cambodgiens.

Khmers rouges d'une part, Khmers Sere et Sereika anti-communistes de l'autre, — et dans lesquels cohabitent généralement des soldats et des populations civiles. Les troupes de Hanoi se sont particulièrement acharnées depuis six mois, mais sans succès notable, contre les Khmers rouges retranchés dans les monts de Phnom-Melay, véritable forteresse naturelle qui jouxte, et parfois chevauche, la frontière khméro-thaïlandaise. Cependant,

les forces de Hanoi, depuis leur invasion du Cambodge, en janvier 1979, avaient perdu plusieurs milliers de soldats et de chars, et des populations civiles qui avaient fui la misère et le chaos aussi bien que leur présence.

De même, les Vietnamiens, bien qu'ils se soient permis quelques incursions brèves et limitées en territoire thaïlandais, avaient, jusqu'à l'échec de l'opération de rapatriement, évité de porter la guerre dans les « sanctuaires » des mouvements de la résistance établis sur la frontière ou à ses abords immédiats. Au contraire, tout en dénonçant régulièrement le soutien apporté aux Khmers rouges par l'armée de Bangkok et par la Chine populaire, et alors que régnaient une psychose de l'agression vietnamienne, les soldats (soldats) de Hanoi étaient restés, l'arme au pied, à bonne distance de la frontière.

Cent fois, et même tout dernièrement à Bangkok, des dirigeants vietnamiens ont affirmé qu'il n'était pas dans leurs intentions d'attaquer la Thaïlande. Il est trop tôt pour dire si l'opération contre Mak-Moon est un avertissement ou la préface à d'autres opérations de « nettoyage ».

#### Le camp de Mak-Moon

Thaïlande pour faire cesser le rapatriement des Khmers rouges. Mais, et c'est bien là l'explication, on ne voit pas pourquoi les Vietnamiens ont choisi de faire payer le prix de leur avertissement à des civils cambodgiens et thaïlandais démunis, alors qu'ils savent parfaitement que les combattants et cadres de Mak-Moon sont rapatriés à Ta-Prik, à 40 kilomètres au sud-ouest de Mak-Moon.

Thaïlande pour faire cesser le rapatriement des Khmers rouges. Mais, et c'est bien là l'explication, on ne voit pas pourquoi les Vietnamiens ont choisi de faire payer le prix de leur avertissement à des civils cambodgiens et thaïlandais démunis, alors qu'ils savent parfaitement que les combattants et cadres de Mak-Moon sont rapatriés à Ta-Prik, à 40 kilomètres au sud-ouest de Mak-Moon.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

**A ses lecteurs qui vivent hors de France**  
**Le Monde** présente une **Sélection hebdomadaire**  
Il y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

### Le plus grand centre d'occasions Volvo.

Il est à Paris, dans le 17<sup>e</sup>. Sur 2.500 m<sup>2</sup> vous pourrez essayer, comparer et partir avec une Volvo ou une autre voiture de marque française ou étrangère. Ces occasions peuvent bénéficier de la double garantie du Passeport Volvo, c'est-à-dire une garantie pièces et main-d'œuvre de 6 mois ou 10.000 km et une assistance européenne de Mondial Assistance.



ouvert de 9 h à 19 h (y compris le samedi). Parking assuré.

**VOLVO CARDINET**  
112-114, rue Cardinet 75017 Paris. Tél. : 766.50.35

La Chine a formellement « gelé » lundi les négociations engagées avec le Vietnam en avril 1979 après le conflit frontalier entre les deux pays. Dans une note, le ministère chinois des affaires étrangères a signalé à l'ambassade du Vietnam à Pékin qu'il considérait « la situation et l'atmosphère très défavorables à la tenue d'une troisième série de pourparlers ». Cette mise en sommeil des conversations intervient après la polémique consécutive à l'incident survenu vendredi à l'ambassade de Chine à Hanoi. (A.F.P.)

## Corée du Sud

EN VISITE À PARIS

### M. Kim Woun Gie, vice-premier ministre veut rassurer les bailleurs de fonds étrangers

M. Kim Woun Gie, vice-premier ministre sud-coréen, également chargé du plan, représente son pays à la conférence de l'ECOEK (International economic cooperation for Korea) qui s'ouvre à Paris ce mardi 24 juin. Cette conférence réunit, sous l'égide de la Banque mondiale, les principaux pays créanciers de Séoul : États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne de l'Ouest, Japon, Italie, Australie, Canada, Belgique et Autriche. M. Kim Woun Gie demandera une aide financière de 6 milliards de dollars et, surtout, tentera de rassurer des partenaires qu'inquiète l'aggravation du déséquilibre de la balance des paiements et la détérioration de la situation sociale et politique en Corée du Sud.

Les conférences de l'ECOEK ont lieu chaque année dans un des pays créanciers mais, pour la première fois, il y a dans la délégation sud-coréenne une personnalité n'assurant pas de responsabilité dans l'économie : M. Kim Woun Gie, vice-premier ministre, qui occupe déjà en poste auprès du président Park, est présent à Séoul comme « le Kissinger sud-coréen » en raison de son rôle important. Sa présence donne à penser qu'en dehors de son aspect technique, le voyage du vice-premier ministre a des objectifs politiques.

M. Kim Woun Gie ne fait pas une visite officielle en France mais, le 25, il aura des entretiens avec M. Raymond Barre et plusieurs ministres, avant de se rendre, le 28, à Londres où il sera reçu par Mme Thatcher.

Quand il rencontrera M. Barre, le vice-premier ministre sud-coréen évoquera la coopération économique entre les deux pays, notamment en matière nucléaire (Cremat-Les) et les intérêts par un projet de construction de deux centrales nucléaires en Corée du Sud), mais il n'y a pas d'ordre du jour précis et il sera répondu à toutes les questions que pourrait poser le chef du gouvernement français, nous ont déclaré MM. Kim Woun Gie et Kim Kyong Won.

Les deux responsables sud-coréens sont cependant très pressés de quitter la capitale de la situation à Séoul. Ils confirment qu'un référendum sur une nouvelle Constitution aura lieu en octobre — la loi martiale étant sans doute maintenue au moment-là — mais sans pouvoir en dire davantage sur le projet actuellement à l'étude par un comité spécial de trois membres nommés par le gouvernement. Ils assurent ignorer si un choix est déjà fait entre un régime parlementaire et un régime présidentiel avec ou sans référendum. En principe, le projet, dont ne peut débiter l'Assemblée nationale qui ne siège plus en raison de l'application de la loi martiale, sera soumis à une enquête, sera connu au mois d'août.

**Volonté de dialogue avec Pyongyang**  
En ce qui concerne le sort de M. Kim Dae Jung, un des principaux chefs de l'opposition, arrêté pour avoir « incité les étudiants à des actes de désobéissance », tout dépendra « des résultats de l'enquête en cours sur ses activités ». Il n'y a pas de doute, dit-on, que plus tôt prendra la direction du parti gouvernemental pour succéder à M. Kim Jong Pil que les autorités militaires cherchent à arrêter pour corruption dans le cadre de leur campagne de « purification ».

M. Kim Kyong Won qualifie de « spéculations » les informations

selon lesquelles Washington évite actuellement les contacts à haut niveau avec Séoul et pourrait s'abstenir de voter certains crédits pour la Corée du Sud dans les institutions internationales, telle la Banque asiatique de développement, afin de contraindre le régime militaire à se libéraliser. Le conseiller du président Choi Kyu Hah estime que la Corée du Sud et les États-Unis restent d'accord sur l'essentiel en ce trentième anniversaire de l'attaque surprise de la Corée du Nord — le 25 juin 1950 — qui fut la cause d'une guerre de trois ans au cours de laquelle trois millions de personnes furent tuées dans la péninsule.

Affirmant que les Nord-Coréens « ont toujours démenti l'existence de leurs tentatives dans le passé », M. Kim Kyong Won souligne que le haut-commissaire de Pyongyang a bien été démis par les forces sud-coréennes la semaine dernière (le Monde des 22-23 et 24 juin). Un général sud-coréen a déclaré que les Mig-21, qui étaient venus défendre le navire lors de sa découverte par un patrouilleur sud-coréen, ne s'étaient pas retirés à l'arrivée de trois avions sud-coréens, une bataille aérienne aurait été engagée. Malgré ce grave incident, M. Kim Kyong Won a assuré lundi que Séoul veut noter le dialogue avec Pyongyang et que son gouvernement a des « propositions intéressantes » à faire en ce domaine. Effectivement, lors d'une rencontre avec les émissaires du Nord au village frontalier de Panmunjom, ce mardi, les représentants de Séoul ont proposé que la rencontre entre les premiers ministres des deux Corées — dont il était question depuis longtemps — ait lieu en septembre, malgré la tension actuelle.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## AFRIQUE

### Maurice

#### PORT-LOUIS REVENDIQUE L'ÎLE FRANÇAISE DE TROMELIN

Port-Louis (A.F.P.). — L'île Maurice a décidé de réclamer officiellement sa souveraineté sur l'île Tromelin, terme de 1,5 kilomètre de long sur 100 mètres de large, située à 400 kilomètres au nord-est de Madagascar.

A l'issue du conseil de cabinet, M. Suresh Moortia, ministre de l'Information, a confirmé l'intention de son gouvernement d'inclure l'île dans la liste de ses dépendances. La revendication mauricienne sur l'île Tromelin, qui porte le nom d'un chevalier français, a été débattue en 1776, mais l'objet d'une communication détaillée remise par le premier ministre Sir Seewoosagur Ramgoolam à l'ambassadeur de France en avril 1978. Cette revendication a été réaffirmée lors de la conférence internationale sur les communications à Genève en février 1979.

La France a contesté ces arguments et soutient que l'occupation effective de l'île constitue la preuve de sa souveraineté. Une fois les cartes de l'île de Saint-Paul et des tortues qui y vivent sont régulièrement exportées vers l'île de la Réunion. De son côté, la République malgache revendique l'île Tromelin. Mais M. Paul Berenger, dirigeant de l'opposition mauricienne, a récemment déclaré que le président malgache Didier Ratsiraka lui avait donné l'assurance qu'il était prêt à renoncer à cette prétention. Par contre, le président Ratsiraka compte toujours faire reconnaître la souveraineté malgache sur les îles Europa, Juan de Nova, et sur les Glorieuses, soit finalement portées devant la Cour internationale de justice de La Haye.

**ERRATUM.** — Dans l'information publiée dans nos éditions du 19 juin dernier concernant les inquiétudes d'Amnesty International à propos des détenus en Libye, un mot a été dénaturé sans que nous nous en soyons aperçus.

Nous avons écrit : « On leur assure [aux émissaires d'Amnesty] que l'exécution des citoyens libyens résidant à l'étranger ainsi que les exécutions en prison font partie d'un programme officiel. » Il fallait lire : « On leur assure que l'exécution des citoyens libyens résidant à l'étranger n'est pas et n'a jamais été un programme officiel. Amnesty International estime que les assassinats de citoyens libyens à l'étranger ainsi que les exécutions en prison font partie d'un programme officiel.

## AMÉRIQUES

### Canada

#### Les partis politiques québécois semblent prêts à s'unir contre les propositions constitutionnelles de M. Trudeau

De notre correspondant

Montréal. — M. René Lévesque, premier ministre du Québec, a obtenu, sans l'avoir même demandé, l'appui implicite de l'opposition de la province dans sa lutte contre les propositions constitutionnelles de M. Trudeau. M. Lévesque avait en effet déclaré que le gouvernement fédéral ne cherchait pas à « profiter du résultat du référendum des électeurs québécois ayant rejeté à 50,5 % le projet de souveraineté-association que le gouvernement provincial leur a proposé le 20 mai pour imposer au Québec une conception du Canada qu'il a toujours combattue ». Le chef du parti libéral du Québec, M. Claude Ryan, a critiqué la démarche choisie par le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, pour le processus de révision de la Constitution. Et le petit parti de l'Union nationale a adopté la même attitude que les libéraux du Québec.

S'en prenant plus particulièrement à la déclaration de principe que M. Trudeau a soumise aux provinces et dont ce dernier voudrait faire le préambule de la future Constitution canadienne, M. Ryan a qualifié ce texte de « brouillon qu'il faudra relire entièrement ». Il s'étonne que cette déclaration ne reconnaisse pas l'existence des deux sociétés distinctes au Canada, dont l'une est majoritairement française au Québec, et qu'elle escamote le problème du dualisme linguistique et culturel en lui préférant l'affirmation d'un « double pluralisme culturel ».

#### Les deux peuples fondateurs

Sur ce point, M. Ryan, qui n'a pas moins combattu avec beaucoup de vigueur le projet de souveraineté-association (souveraineté politique du Québec assortie d'une association économique avec le Canada) du gouvernement québécois, est très proche de M. Lévesque. C'est également le cas en ce qui concerne le droit du Québec à l'autodétermination que M. Lévesque soutient avoir reconnu par la Constitution. « En résumé, à propos de ce qu'on est convenu d'appeler les « revendications traditionnelles » du Québec, le chef de l'opposition libérale pourrait donner son appui au gouvernement québécois, et il est indigne que le problème des compétences en matière de politique sociale et culturelle, ainsi que les relations internationales et la justice figurent pas au programme des négociations constitutionnelles ».

Comme on le prévoyait, l'alliance entre MM. Trudeau et Ryan au cours de la campagne référendaire, répon-

dait uniquement à des considérations tactiques. Une fois écarté le danger d'une victoire du « oui », au référendum, les profondes divergences entre les deux hommes ont resurgi avec d'autant plus de vigueur que M. Trudeau semble vouloir revenir sur les engagements qu'il avait pris en mai. Sans entrer dans les détails, le premier ministre avait promis solennellement qu'il procéderait à un renouvellement en profondeur des relations entre les provinces et le gouvernement fédéral. Il avait laissé entendre qu'il était disposé à assouplir sa position, et beaucoup de Québécois fédéralistes avaient cru comprendre que M. Trudeau était disposé à reconnaître, enfin, le principe de l'égalité des deux « peuples fondateurs » du Canada. « Or, écrit le rédacteur en chef du quotidien *Le Devoir*, on s'est trompé. M. Trudeau n'a pas changé d'avis (...). Il accepte la double linguistique mais rejette l'égalité des peuples qu'elle sous-tend, il se dit même convaincu que les Québécois ont en majorité refusé, le 20 mai, cette conception des deux peuples ».

L'indifférence de M. Trudeau ne s'arrête pas là puisqu'il ne cache même plus sa volonté de consulter directement les Canadiens et il ne parvient pas à s'entendre avec les gouvernements des provinces, à l'occasion de la conférence fédérale provinciale qui aura lieu du 8 au 12 septembre. Deux possibilités s'offrent alors à lui pour résoudre le problème constitutionnel qui empêche le « vie politique canadien depuis des décennies : demander aux deux chambres du Parlement, par deux tiers des voix, de lui accorder l'autorisation de procéder au « rapatriement » de l'acte de l'Amérique du Nord britannique qui, depuis sa promulgation en 1867, est une loi du Parlement britannique ; ou organiser un référendum à l'échelle nationale pour demander aux Canadiens s'ils veulent une Constitution qui leur appartienne véritablement et qui ne dépende plus de Londres. M. Trudeau pencherait plutôt, dit-on, pour le référendum, et il est probable qu'il l'emporterait haut la main, sauf au Québec. Le problème ne serait pas résolu pour autant puisqu'il faudrait alors amender le texte ou même rédiger une nouvelle Constitution pour répondre à l'unanimité des Canadiens en faveur de la modernisation de leurs institutions politiques et d'une nouvelle définition des rapports entre les provinces et le gouvernement fédéral.

BERTRAND DE LA GRANGE.

### El Salvador

#### SELON DES RELIGIEUX DU HONDURAS L'armée salvadorienne a massacré au moins six cents personnes le 14 mai

Tegucigalpa (A.F.P.). — L'armée salvadorienne a massacré, le 14 mai dernier, au moins six cents hommes, femmes et enfants qui tentaient de se réfugier au Honduras, ont affirmé lundi des religieux honduriens.

Dans un document publié à Tegucigalpa et signé, notamment, par Mgr José Carranza, secrétaire de la conférence épiscopale du Honduras, les prêtres de Santa Rosa de Copan (localité de l'ouest du Honduras) assurent que ce jour-là l'armée salvadorienne a attaqué dans le village de La Joya, un grand nombre de personnes qui voulaient passer au Honduras.

« Deux hélicoptères de la garde nationale ont survolé le village, les membres de l'organisation paramilitaire Orden ont ouvert le feu sans distinction sur les gens sans défense », indique le document. « A la fin du massacre, qui a duré de 7 heures du matin jusqu'au milieu de l'après-midi, le bilan était de six cents morts et de six cents blessés ».

Le document relate des scènes d'horreur : « Des femmes torturées avant de recevoir le coup de grâce, des nouveau-nés jetés en l'air, des cadavres sont restés sans sépulture, proie des chiens et des rapaces. D'autres se sont perdus dans les eaux du río Sumpul », selon les religieux, qui affirment que, dans les jours qui ont suivi le massacre, un pêcheur hondurien a remonté dans ses filets cinq cadavres d'enfants.

Les religieux condamnent « l'oligarchie et l'armée salvadorienne, l'organisation des États américains, ainsi que le gouvernement hondurien, pour s'être rendus complices de ces actes, et les partis politiques et les institutions pour avoir gardé le silence ». Toujours selon les religieux, la veille du massacre, l'armée hondurienne avait pris position sur la rive gauche du río Sumpul et, à l'aide de mégaphones, avait interdit aux salvadoriens de passer la frontière. D'autre part, ils affirment que, pendant le massacre, les soldats honduriens repoussaient vers les lieux de la

tuerie les paysans salvadoriens qui avaient réussi à traverser le fleuve.

### Jamaïque

#### TRENTE MILITAIRES SONT ARRÊTÉS APRÈS UNE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT

Trente officiers et sous-officiers ont été arrêtés le dimanche 22 juin à Kingston au moment où ils s'apprêtaient à renverser le gouvernement de M. Michael Manley, a déclaré lundi 23, le porte-parole du premier ministre de la Jamaïque. Le leader du petit parti d'extrême droite Jamaican United Party, Charles Johnson, a également été arrêté. M. Michael Manley a prononcé, dans la nuit de dimanche à lundi, deux allocutions radiodiffusées pour annoncer cette tentative de coup d'État et il a mis en garde les Jamaïcains contre « la propagande et les mensonges ». Il a également fustigé les activités du parti travailliste dirigé par M. Edward Seaga.

À Washington, le département d'État s'est abstenu lundi de commenter cette tentative de coup d'État à la Jamaïque. De son côté, le dirigeant du parti travailliste jamaïcain, M. Edward Seaga, a nié que son parti soit impliqué dans cette affaire. « C'est par les urnes que nous battons l'actuel gouvernement », a-t-il affirmé. M. Seaga, qui se trouve aux États-Unis pour s'entretenir avec des hommes d'affaires américains, a laissé entendre que M. Michael Manley pourrait avoir cette tentative pour tenter de discréditer l'opposition et de créer une crise dans le pays. Selon les sondages, le gouvernement pro-socialiste de M. Manley pourrait perdre les prochaines élections au profit du parti travailliste de M. Seaga, pro-occidental.

La révolu



politiques québécoises semblent prêts à s'ouvrir  
propositions constitutionnelles de M. Trudeau

La révolution iranienne a constitué, depuis plus de deux ans, le plus surprenant, le plus captivant et parfois le plus inquiétant « feuilleton politique » qui soit. Ses épisodes, fertiles en rebondissements inattendus n'ont cessé de faire la « une » des journaux, les maisons d'éditions peinant à relater, du moins en France. Dans sa première phase — « l'Iran contre son roi », — le monde entier a suivi les péripéties de la lutte opposant l'imam Khomeiny, soutenu par un peuple aux mains noies, à la dynastie Pahlavi appuyée par les États-Unis et l'Europe.

On avait pu voir alors comment, en dépit d'une sanglante répression qui avait fait plus de soixante mille morts sous le règne du seul Mohammad Reza Chah, les défis populaires animés par les religieux et les graves des travailleurs avaient paralysé le pays cinq mois durant, conduit à l'insurrection des 10, 11 et 12 janvier 1979, dont les mouvements de grève — fédérés (marxistes) et moudjahidin (religieux radicaux) — avaient été le fer de lance. L'abolition de la monarchie fut alors suivie le 31 mars de la proclamation de la République islamique.

Cette première phase a donné lieu à une série d'ouvrages (reportages, documents et analyses) dont nous avons rendu compte (1). Fait notable : la France vient en tête pour les études originales consacrées, de près ou de loin, à la révolution iranienne (2), suivie par la Grande-Bretagne (3). Comme s'ils s'accordaient à tourner le dos à un miroir qui ne montrait pas de leur renvoyer une image déplaisante, les États-Unis n'ont encore rien publié de marquant et les principaux ouvrages en gestation sont ceux d'universitaires qui avaient critiqué la politique de Washington comme Marvin Zonis, James Bill, Nikki Keddie.

La R.F.A. s'est efforcée, à sa manière, de comprendre ce qui avait passé dans ce pays où elle avait des intérêts économiques considérables : si elle s'est contentée de traduire trois ou quatre livres parus à Paris et à Londres, en revanche la Friedrich-Ebert-Stiftung (4), institut de recherches du parti socialiste, a organisé deux séminaires rassemblant des spécialistes internationaux. Le premier (21 et 22 juin 1979) était consacré à l'analyse des causes de la révolution, le second (20-22 mars 1980) avait pour thème « la République islamique : problèmes et perspectives ». La publication des actes est prévue avant la fin de l'année.

La deuxième partie du « feuilleton » pourrait s'intituler « Monarchie et Démocratie ». Entamée il y a un peu plus d'un an, elle est plus délicate que la première en raison de l'interaction des forces internes, souvent confuses, et des rapports de forces internationaux. Révélateur des tensions internes et extérieures, la prise d'otages de novembre 1979 a contribué à occulter bien des aspects du régime. Une deuxième génération d'ouvrages, publiés récemment, comble cette lacune sur le triple plan de l'information, de l'analyse et de la réflexion.

Un album assure bien la transition entre les deux phases de la révolution : Iran, l'islamisme, du photographe Michel Sebban (5). Ses images font à tour de rôle, allusives, ironiques, émouvantes, violentes, toutes les figures, toutes les attitudes, toutes les postures, complètes par un texte sobre et précis, situent les événements dans le contexte du régime ardent du chah aux lueurs menées par les Kourdes, les Balouches, les Turkmènes et les Arabes pour obtenir leur autonomie. Elles permettent de mieux comprendre, sinon de justifier, les erreurs, voire les exagérations de la République islamique. Ces excels, un journaliste iranien qui n'a manifestement aucune sympathie pour les religieux, les dénonce avec verve sous le pseudonyme de Saleh Khazmari (6). On regrette, cependant, que ce réquisitoire vengeur et alerte demeure à la surface des événements.

Instrument de travail indispensable pour qui veut se documenter sur le chisme, le livre de l'iranologue Yann Richard (7) est tout le contraire du précédent. Ignorant volontairement l'événementiel, l'auteur allie la rigueur universitaire à la clarté de l'honnête homme pour traiter cette matière ardue. Le chapitre sur « la pensée chite contemporaine », s'efforce de familiariser le lecteur avec les théologues et les penseurs qui ont influencé la révolution, en particulier les ayatollahs Motahhari, Taleghani et bien entendu, Khomeiny. M. Richard Bazarzan, l'idéologue Abolhasan Bani Sadr, devenu le premier président de la République islamique, dont l'auteur rend compte.

La R.F.A. s'est efforcée, à sa manière, de comprendre ce qui avait passé dans ce pays où elle avait des intérêts économiques considérables : si elle s'est contentée de traduire trois ou quatre livres parus à Paris et à Londres, en revanche la Friedrich-Ebert-Stiftung (4), institut de recherches du parti socialiste, a organisé deux séminaires rassemblant des spécialistes internationaux. Le premier (21 et 22 juin 1979) était consacré à l'analyse des causes de la révolution, le second (20-22 mars 1980) avait pour thème « la République islamique : problèmes et perspectives ». La publication des actes est prévue avant la fin de l'année.

La R.F.A. s'est efforcée, à sa manière, de comprendre ce qui avait passé dans ce pays où elle avait des intérêts économiques considérables : si elle s'est contentée de traduire trois ou quatre livres parus à Paris et à Londres, en revanche la Friedrich-Ebert-Stiftung (4), institut de recherches du parti socialiste, a organisé deux séminaires rassemblant des spécialistes internationaux. Le premier (21 et 22 juin 1979) était consacré à l'analyse des causes de la révolution, le second (20-22 mars 1980) avait pour thème « la République islamique : problèmes et perspectives ». La publication des actes est prévue avant la fin de l'année.

La R.F.A. s'est efforcée, à sa manière, de comprendre ce qui avait passé dans ce pays où elle avait des intérêts économiques considérables : si elle s'est contentée de traduire trois ou quatre livres parus à Paris et à Londres, en revanche la Friedrich-Ebert-Stiftung (4), institut de recherches du parti socialiste, a organisé deux séminaires rassemblant des spécialistes internationaux. Le premier (21 et 22 juin 1979) était consacré à l'analyse des causes de la révolution, le second (20-22 mars 1980) avait pour thème « la République islamique : problèmes et perspectives ». La publication des actes est prévue avant la fin de l'année.

## PROCHE-ORIENT

Iran

### La révolution et ses commentateurs

Un « feuilleton » politique à sensation

La révolution iranienne a constitué, depuis plus de deux ans, le plus surprenant, le plus captivant et parfois le plus inquiétant « feuilleton politique » qui soit. Ses épisodes, fertiles en rebondissements inattendus n'ont cessé de faire la « une » des journaux, les maisons d'éditions peinant à relater, du moins en France. Dans sa première phase — « l'Iran contre son roi », — le monde entier a suivi les péripéties de la lutte opposant l'imam Khomeiny, soutenu par un peuple aux mains noies, à la dynastie Pahlavi appuyée par les États-Unis et l'Europe.

On avait pu voir alors comment, en dépit d'une sanglante répression qui avait fait plus de soixante mille morts sous le règne du seul Mohammad Reza Chah, les défis populaires animés par les religieux et les graves des travailleurs avaient paralysé le pays cinq mois durant, conduit à l'insurrection des 10, 11 et 12 janvier 1979, dont les mouvements de grève — fédérés (marxistes) et moudjahidin (religieux radicaux) — avaient été le fer de lance. L'abolition de la monarchie fut alors suivie le 31 mars de la proclamation de la République islamique.

Cette première phase a donné lieu à une série d'ouvrages (reportages, documents et analyses) dont nous avons rendu compte (1). Fait notable : la France vient en tête pour les études originales consacrées, de près ou de loin, à la révolution iranienne (2), suivie par la Grande-Bretagne (3). Comme s'ils s'accordaient à tourner le dos à un miroir qui ne montrait pas de leur renvoyer une image déplaisante, les États-Unis n'ont encore rien publié de marquant et les principaux ouvrages en gestation sont ceux d'universitaires qui avaient critiqué la politique de Washington comme Marvin Zonis, James Bill, Nikki Keddie.

#### L'analyse du chisme

La deuxième partie du « feuilleton » pourrait s'intituler « Monarchie et Démocratie ». Entamée il y a un peu plus d'un an, elle est plus délicate que la première en raison de l'interaction des forces internes, souvent confuses, et des rapports de forces internationaux. Révélateur des tensions internes et extérieures, la prise d'otages de novembre 1979 a contribué à occulter bien des aspects du régime. Une deuxième génération d'ouvrages, publiés récemment, comble cette lacune sur le triple plan de l'information, de l'analyse et de la réflexion.

Un album assure bien la transition entre les deux phases de la révolution : Iran, l'islamisme, du photographe Michel Sebban (5). Ses images font à tour de rôle, allusives, ironiques, émouvantes, violentes, toutes les figures, toutes les attitudes, toutes les postures, complètes par un texte sobre et précis, situent les événements dans le contexte du régime ardent du chah aux lueurs menées par les Kourdes, les Balouches, les Turkmènes et les Arabes pour obtenir leur autonomie. Elles permettent de mieux comprendre, sinon de justifier, les erreurs, voire les exagérations de la République islamique. Ces excels, un journaliste iranien qui n'a manifestement aucune sympathie pour les religieux, les dénonce avec verve sous le pseudonyme de Saleh Khazmari (6). On regrette, cependant, que ce réquisitoire vengeur et alerte demeure à la surface des événements.

Instrument de travail indispensable pour qui veut se documenter sur le chisme, le livre de l'iranologue Yann Richard (7) est tout le contraire du précédent. Ignorant volontairement l'événementiel, l'auteur allie la rigueur universitaire à la clarté de l'honnête homme pour traiter cette matière ardue. Le chapitre sur « la pensée chite contemporaine », s'efforce de familiariser le lecteur avec les théologues et les penseurs qui ont influencé la révolution, en particulier les ayatollahs Motahhari, Taleghani et bien entendu, Khomeiny. M. Richard Bazarzan, l'idéologue Abolhasan Bani Sadr, devenu le premier président de la République islamique, dont l'auteur rend compte.

La R.F.A. s'est efforcée, à sa manière, de comprendre ce qui avait passé dans ce pays où elle avait des intérêts économiques considérables : si elle s'est contentée de traduire trois ou quatre livres parus à Paris et à Londres, en revanche la Friedrich-Ebert-Stiftung (4), institut de recherches du parti socialiste, a organisé deux séminaires rassemblant des spécialistes internationaux. Le premier (21 et 22 juin 1979) était consacré à l'analyse des causes de la révolution, le second (20-22 mars 1980) avait pour thème « la République islamique : problèmes et perspectives ». La publication des actes est prévue avant la fin de l'année.

La R.F.A. s'est efforcée, à sa manière, de comprendre ce qui avait passé dans ce pays où elle avait des intérêts économiques considérables : si elle s'est contentée de traduire trois ou quatre livres parus à Paris et à Londres, en revanche la Friedrich-Ebert-Stiftung (4), institut de recherches du parti socialiste, a organisé deux séminaires rassemblant des spécialistes internationaux. Le premier (21 et 22 juin 1979) était consacré à l'analyse des causes de la révolution, le second (20-22 mars 1980) avait pour thème « la République islamique : problèmes et perspectives ». La publication des actes est prévue avant la fin de l'année.

La R.F.A. s'est efforcée, à sa manière, de comprendre ce qui avait passé dans ce pays où elle avait des intérêts économiques considérables : si elle s'est contentée de traduire trois ou quatre livres parus à Paris et à Londres, en revanche la Friedrich-Ebert-Stiftung (4), institut de recherches du parti socialiste, a organisé deux séminaires rassemblant des spécialistes internationaux. Le premier (21 et 22 juin 1979) était consacré à l'analyse des causes de la révolution, le second (20-22 mars 1980) avait pour thème « la République islamique : problèmes et perspectives ». La publication des actes est prévue avant la fin de l'année.

« confrontation inégale entre une nation démunie et une superpuissance », selon l'expression de M. Haghighat. Ce dernier constate que les Européens ont critiqué « la violation de l'immunité diplomatique » mais n'ont pas mis en cause l'indéfectible « feu de l'impérialisme américain mené en Iran depuis des décennies ». Or, ce feu est intimement lié à la situation intérieure iranienne.

Résumant l'argumentation de M. Haghighat et la pensée de M. Bani Sadr, Paul Vieille écrit à propos du cabinet de M. Bazarzan (mars-novembre 1979) : « Le gouvernement réformiste constitué afin de ménager l'armée est, en réalité, l'expression de l'appareil technocratique et militaire qui s'est constitué grâce à la rente pétrolière, c'est-à-dire dans l'articulation du marché mondial. » Il avait donc tendance à reconnaître les structures de l'ancien régime, mais sans le chah, et le bloc social qu'il représentait « était le véritable agent collectif de l'impérialisme à l'intérieur ».

Que la prise d'otages, « témoin-gage », dans la logique du martyre puisse conduire « à l'échec et à la mort » importe peu à ses auteurs. Elle n'a rien fait, pas moins le désarroi des masses populaires devant la tournure prise par les événements et aura, souligne le rédacteur, « secoué l'édifice politique qui tendait à se mettre en place, provoqué l'effondrement du gouvernement réformiste et (...), surtout, provoqué la libération des énergies révolutionnaires, jusqu'à la conquête, et ouvert une deuxième phase de la révolution dont on ne peut pourtant prédire la destination », bien qu'elle soit « plus fermement engagée dans la voie de l'indépendance économique ».

Ce problème est précisément au cœur de l'ouvrage de M. Bani Sadr, fort utile pour connaître la pensée du chef de l'Iran, encore que certains passages soient mal traduits. Composées d'études rédigées entre 1976 et 1978, les trois premières parties (1. « L'Iran et les mutations sociales », 2. « Le rôle de l'armée dans la société nationale », 3. « Les institutions politiques du régime pahlavi ») établissent un rapport dialectique entre la domination extérieure et la dictature intérieure et suppriment les voies que devrait suivre l'Iran libéré. Ces voies consistent à évincer les multinationales, à reconstruire l'économie sur des bases auto-centrées, à conquérir l'indépendance bancaire et financière.

Une dernière partie, « Pour une nouvelle conscience », recueille des éditoriaux parus dans le quotidien du président — « Enghelab islami (la Révolution islamique) », aborde quelques sujets cruciaux comme le chisme et les minorités. Pour ces dernières, il propose une solution différente de celles énoncées par Staline et le colonel Khomeiny : la sorte que « Kurdes, Turcs et Arabes ne seront plus des éléments de décomposition, mais plutôt des éléments actifs de l'unité nationale et de l'unité des territoires islamiques ». Il traite aussi des rapports du nouvel État avec l'Europe, les États-Unis et l'Union soviétique.

Parallèlement depuis deux ans, peu d'ouvrages ont abordé la politique étrangère du nouveau régime. Serait-ce qu'il n'en aurait pas vraiment ? Et donc que l'attraction exercée par cette révolution sur une partie des masses du tiers-monde et du monde arabe et islamique tient essentiellement à la lutte d'un peuple qui, par ses seuls moyens, est venu à bout d'une monarchie vieille de deux mille cinq cents ans, et d'une armée considérée comme la cinquième du monde ?

L'Iran insurgé (1), dont un des sous-titres est « Un tournant du monde », expose les grandes lignes de la nouvelle diplomatie définies par son premier chef, M. Karim Sandjani. Faisant beaucoup penser au non-alignement volontariste de l'Algérie, mais avec une coloration plus islamique, cette politique n'a guère été modifiée pour l'essentiel : il est vrai qu'elle avait été élaborée — avant d'être approuvée par le Conseil de la révolution — par M. Ahmad Salamatian, directeur du cabinet de M. Sandjani, avant d'occuper les mêmes fonctions auprès du président Bani Sadr (12).

Dans son ouvrage précédent, M. Haghighat expose les rapports de l'Iran avec les puissances régionales et examine, documents à l'appui, les retombées internationales de la tornade iranienne. C'est probablement le dernier séminaire de la Friedrich-Ebert-Stiftung qui a procédé aux analyses les plus prospectives étant entendu que même si le gouvernement iranien évoluait ou se transformait assez profondément, il ne reviendrait pas complètement en arrière et continuerait à pratiquer une politique non alignée, pro-palestinienne, anti-Israélienne et pour le moins réservée à l'égard de Washington.

Parmi les communications présentées, on retiendra, entre autres, celle présentée et lue par M. Valérie Yarie, qu'elle parle par ailleurs (13) sur la situation dans le Golfe et celle, préliminaire, de M. Kenneth Hunt, officier du British Atlantic Command. Initiée Les conséquences de la révolution iranienne sur l'équilibre stratégique régional et international, son étude passe notamment en revue, avec un luxe de détails, les difficultés qu'il y aurait à monter des expéditions aériennes, maritimes et terrestres contre l'Iran. Deux documents que le lecteur aura du mal à classer avant d'entreprendre le « raid de Tabas ».

PAUL BALTA.

F. PINET

SOLDES

FORUM DES HALLES  
METRO RER - 1450 PLACES DE PARKING

ALAIN BOSSANT

SOLDES

FORUM DES HALLES  
METRO RER - 1450 PLACES DE PARKING

COMMENT SE DEBARRASSER D'UN GÉANT INUTILE

MORT D'UN SUPERTANKER  
roman 232 pages  
ARTHAUD

Philippe Salvat

SOLDES

FORUM DES HALLES  
METRO RER - 1450 PLACES DE PARKING

Max Mara

SOLDES

FORUM DES HALLES  
METRO RER - 1450 PLACES DE PARKING

IBERIA

tout l'été, un pont aérien France-Espagne

au départ d'Orly-Sud :

76 fréquences hebdomadaires

Madrid	21 vols par semaine
Barcelone	14 vols par semaine
Palma/Ibiza	10 vols par semaine
Valence*	7 vols par semaine
Séville	7 vols par semaine
Malaga	5 vols par semaine
St-Jacques-de-Compostelle	4 vols par semaine
Vitoria*	3 vols par semaine
Tenerife	2 vols par semaine
Alicante	2 vols par semaine
Las Palmas	1 vol par semaine

IBERIA vous offre également, au départ de Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice, Toulouse : 20 vols par semaine.

\* En explication conjointe avec Air France.

France Inter

remercie ses

1.375.000 auditeurs nouveaux

enquête C.E.S.P. avril/mai 79. avril/mai 80

HEMISPHERES

SOLDES  
DU MARDI 24 JUIN AU SAMEDI 29 JUIN DE 11 H A 19 H  
22 AVENUE DE LA GRANDE ARMÉE PARIS 17° 755 61 00



DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Godillots et « pieds-noirs »

Deux commémorations : celle du débarquement, le 14 juin 1930, du corps expéditionnaire français à Sidi-Ferruch, celle de l'appel le 19 juin 1940, du général de Gaulle. Deux anniversaires qui ont réveillé des querelles d'autant plus vives que les protagonistes — gaullistes et giscardiens — se disputent le passé pour un enjeu futur : celui de l'élection présidentielle.

Sous le titre « Pourquoi Giscard se généralise-t-il ? » on peut lire dans *LE NOUVEAU OBSERVATEUR*, écrit : « C'est vrai qu'il fallait une certaine dose de culot pour rendre hommage, la même semaine et à un même clan, à de Gaulle et à ceux qui, en pleine guerre d'Algérie, a priori, s'étaient de la tuer. C'est vrai que, si l'intention était vraiment de reconnaître ceux des Français qui sont encore séparés par les atrocités souvenirs de la guerre d'Algérie, on pouvait éviter de cautionner une cérémonie partisane organisée par des éléments qui, tout comme une certaine droite néo-nazie, réclament non un pardon mais une revanche. C'est vrai enfin qu'en paraissant, même indirectement, approuver la réhabilitation, à titre posthume, de Roger Degueldre, chef des fameux commandos Delta, Jacques Domnail, ministre de Valéry Giscard d'Estaing, qui se trouve avoir été parisan de l'Algérie française, peut bien être soupçonné d'avoir renoué avec ses options de l'époque et d'exprimer ainsi les notations de certains membres du gouvernement. Pourtant... Pourtant, on ne peut réprimer une certaine gêne devant la proclamation indigne des principaux dignitaires du gaullisme. »

Non sans ironie, Christian Fauvet relève dans *L'EXPRESS* : « Si près d'une élection présidentielle, c'était une belle opération. Au bout de Valéry, le chef de l'Etat célébrait la quarantième anniversaire de l'appel du 18 juin 1940. A nous les voix gaullistes ! Trois jours plus tôt, un de ses secrétaires d'Etat saluait à mémoire des « martyrs de l'Algérie française ». A nous les voix des rapatriés ! Mardi 17 juin, l'opération anniversaire se soldait par un double échec cinglant. »

Pour Geneviève Galey, dans *Le Point*, « tout s'est passé comme si M. Giscard d'Estaing avait voulu tirer un double avantage de ces commémorations ». Elle ajoute : « Double échec : l'esprit de désapprobation, même noté à son comble, ne peut permettre dans la même semaine d'honorer un président défunt, ses adversaires et, fut-ce par inadvertance, ceux qui souhaitent l'assassiner. »

Aux yeux de Claude Jacquemart, qui s'exprime dans *VALEURS ACTUELLES*, M. Raymond Barre « s'est montré assez compréhensif, du moins en apparence, pour amener les députés R.P.R. à renoncer à poursuivre la grève de l'hémicycle entamée pour protester contre la présence de M. Domnail ».

à l'inauguration de la stèle de Toulon. Il poursuit : « Si l'incident paraît clos, il reste cependant que des scabellots ont été exorcisés, des souvenirs vivants, des rancœurs ramimées, près de vingt ans après les événements qui les avaient provoqués. Il est pas impossible que cela ait des incidences, notamment électorales. »

Sous le titre « Pourquoi Giscard se généralise-t-il ? » on peut lire dans *LE NOUVEAU OBSERVATEUR*, écrit : « C'est vrai qu'il fallait une certaine dose de culot pour rendre hommage, la même semaine et à un même clan, à de Gaulle et à ceux qui, en pleine guerre d'Algérie, a priori, s'étaient de la tuer. C'est vrai que, si l'intention était vraiment de reconnaître ceux des Français qui sont encore séparés par les atrocités souvenirs de la guerre d'Algérie, on pouvait éviter de cautionner une cérémonie partisane organisée par des éléments qui, tout comme une certaine droite néo-nazie, réclament non un pardon mais une revanche. C'est vrai enfin qu'en paraissant, même indirectement, approuver la réhabilitation, à titre posthume, de Roger Degueldre, chef des fameux commandos Delta, Jacques Domnail, ministre de Valéry Giscard d'Estaing, qui se trouve avoir été parisan de l'Algérie française, peut bien être soupçonné d'avoir renoué avec ses options de l'époque et d'exprimer ainsi les notations de certains membres du gouvernement. Pourtant... Pourtant, on ne peut réprimer une certaine gêne devant la proclamation indigne des principaux dignitaires du gaullisme. »

Georges Montaron, dans *HÉDO-T.C.-TEMOIGNAGE CHRETIEN*, évoque « l'esprit qui soufflait » il y a quarante ans : « Nous voulons un peuple déboulé, un peuple que nous appelons à la clairvoyance parce qu'il doit juger et agir à la dimension du monde, un peuple que nous voulons digne, c'est-à-dire indépendant, un peuple que nous invitons à l'effort, afin qu'il sache se dépasser lui-même. Et c'est ce qui est révolutionnaire. Car l'esprit de vichy fait de résignation, de lâcheté, de laisser-aller, est partout ; car l'idéologie nazie demeure présente sous les formes de la violence aveugle, de la force qui prime le droit, de la haine qui anime ceux qui ont pour règle la vengeance : « Pour un œil, un œil, pour une dent, une dent. »

Dans *LE FIGARO MAGAZINE*, Alain Grolleau observe : « Après toutes les fêtes religieuses du mois de mai dont elle a fait des jours de congé, la République laïque, débonnaire et pacifique, sacrifie volontiers sur l'autel de la patrie aux rites des gloires d'antan. Mais combien de martyrs, aujourd'hui dans les collèges, évoquent-ils devant leurs cœurs la princesse des contes, la madone aux fresques des murs auxquelles le général de Gaulle assimila toute sa vie la France. »

Tenter de séduire à la fois les pieds-noirs et les godillots du fondateur de la V<sup>e</sup> République, n'était-ce pas mélanger les chapitres de l'histoire ?... Pas étonnant que cela ait donné lieu à des histoires. — A. Ch.

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le recrutement latéral des membres des tribunaux administratifs

Jean 23 juin, sous la présidence de M. LAGORCE (P.S.), l'Assemblée nationale a examiné le projet de loi relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs.

Ce texte a notamment pour objet d'autoriser, jusqu'au 31 décembre 1985, un recrutement complémentaire des conseillers de tribunaux administratifs en recrutant, sous réserve de plusieurs modifications, les dispositions de la loi du 10 décembre 1977, qui avait prévu la mise en œuvre de ce mode de recrutement jusqu'au 31 mai 1980.

M. ABOUT (U.D.F.), rapporteur de la commission des lois, met l'accent sur « l'encombrement du rôle des tribunaux administratifs » et indique que le nombre des requêtes enregistrées, qui était en 1973-1974 de seize mille, est passé à vingt-trois mille en 1978-1979. Il ajoute : « Le nombre des affaires en instance est actuellement d'environ soixante-trois mille, ce qui représente plus de deux années de jugements. Dans quinze tribunaux, sur vingt-cinq, le délai moyen entre le dépôt de la requête et le jugement varie entre deux et quatre ans. »

Dans la discussion générale, M. KALINSKY (P.C., Val-de-Marne) assure que le gouvernement « a l'intention de réduire la juridiction administrative à un simple service chargé des affaires contentieuses », alors que celle-ci, « est la seule à pouvoir s'opposer à des textes réglementaires pris en violation de la loi ». M. ALAIN RICHARD (P.S., Val-d'Oise) estime que c'est « une lourde erreur » de supprimer l'intervention du commissaire du gouvernement (décret, publié au *Journal officiel* du 21 juin), parce que, explique-t-il, « un double examen est une garantie de fiabilité judiciaire ».

M. DE BRANCHE (U.D.F., Mayenne) déclare que la situation pourrait être améliorée si l'on renforçait, outre les services contentieux de l'administration, ceux des préfectures, des directions départementales et des collectivités locales. Il se prononce, d'autre part, pour la création d'un corps unique de la magistrature administrative, dont le Conseil d'Etat constituerait le sommet.

M. BONNET, ministre de l'Intérieur, indique que le gouvernement « se doit de proposer des mesures pour mettre fin à l'apathie de la juridiction administrative », Les besoins, note-t-il, sont de

quarante-trois magistrats. « Nous sommes dans un état de vide juridique », observe-t-il, avant d'ajouter : « L'institution d'un concours de recrutement ouvert aux étudiants porterait un coup beaucoup plus sévère au principe du recrutement par l'ENA » que le recrutement latéral proposé par le gouvernement.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée examine l'article premier, qui pose le principe du recrutement complémentaire jusqu'en 1985 par la voie d'une sélection. Elle adopte un amendement de M. DE BRANCHE, stipulant que le nombre de postes pourvus, au titre du recrutement complémentaire, ne pourra excéder, en 1980 et 1981, le nombre de ceux prévus au titre du recrutement statutaire (ENA et tour extérieur). A partir de 1982, il ne pourra excéder le nombre de postes offerts chaque année, dans les tribunaux administratifs, aux élèves sortant de l'ENA. L'Assemblée adopte un amendement de M. RICHARD A.D., modifié par le gouvernement, précisant que la sélection se fera par concours et prévoyant la présence dans le jury de deux universitaires nommés par le ministre de l'Intérieur, ainsi que d'un représentant du ministre de l'Intérieur et d'un représentant du ministre de la Justice.

Après avoir adopté l'article 3, relatif au recrutement des conseillers de première classe, l'Assemblée adopte l'article 4, qui permet de recruter, pour une période de trois ans non renouvelable, des membres du corps des tribunaux administratifs admis à la retraite. Elle repousse un amendement de M. RICHARD tendant à supprimer la possibilité offerte au ministre de l'Intérieur de mettre fin aux activités des intéressés, sur avis conforme du chef de la mission permanente et du président du tribunal administratif intéressé. Les députés repoussent un amendement de M. DE BRANCHE tendant à favoriser l'entrée de certains membres des tribunaux administratifs au Conseil d'Etat. L'ensemble du projet est ensuite adopté. — L. Z.

Les concubines seront exclues du bénéfice de l'assurance-veuvage

En séance de nuit, sous la présidence de M. RIVIERE (R.P.R.), l'Assemblée examine le projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à instituer une assurance-veuvage en faveur des conjoints survivants ayant eu des charges de famille.

M. BONHOMME (R.P.R.), rapporteur de la commission des affaires familiales et sociales, indique qu'en France un foyer sur quatre est un foyer de veuve, contre un sur treize aux Etats-Unis et un sur quinze au Canada. Les veuves âgées de moins de cinquante-cinq ans sont au nombre de trois cent quarante-cinq mille, soit 11,1 %. Il explique ensuite que ne seront pas concernées par l'assurance-veuvage les veuves dont le mari relevait du régime de la fonction publique ou des régimes spéciaux (S.N.C.F., R.A.T.P., E.D.F.-G.D.F.), celles dont le mari relevait d'un régime de non-salariés non-agricoles (artisans, commerçants ou professions libérales), enfin les veuves sans enfants et celles dont les ressources sont supérieures à un certain montant.

« Le plafond de ressources imposé, déclare-t-il, serait montant égal à l'allocation veuvage versée pendant la première année, soit 1 580 francs par mois. Seront prises en compte toutes les ressources personnelles de la veuve, sauf le capital versé par le régime de base ». M. Bonhomme ajoute que l'allocation veuvage sera versée pendant trois

ans et que son montant sera dégressif : 1 580 francs le premier mois, 1 090 francs le deuxième mois, 790 francs le troisième mois.

Mme PELLETIER, ministre déléguée à la famille et à la condition féminine, observe que la France compte plus de trois millions de veuves et que, chaque année, cent soixante-quinze mille femmes perdent leur mari. Abordant le problème du financement de cette prestation, elle déclare : « Celui-ci sera effectué par l'apport d'une cotisation spécifique à la charge du salarié de l'ordre de 0,1 % du salaire plafonné. Il s'agit, en effet, d'une nouvelle assurance sociale ; elle doit être financée de façon autonome et sans faire peser une nouvelle charge sur les entreprises. »

Après avoir indiqué que l'assurance-veuvage entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1981 pour les salariés du régime général et les salariés agricoles, Mme Pelletier assure : « Lorsque, dans un couple non marié, l'un des conjoints disparaît en laissant des enfants, il est bien normal que le survivant puisse bénéficier des prestations familiales. Mais, ajoute-t-elle, le veuvage ne peut, ne doit pas être transposé aux cas de concubinage. »

Dans la discussion générale, Mme CHAVATTE (P.C., Pas-de-Calais) insiste sur la nécessité d'élargir le champ d'application du projet et souhaite que l'Assemblée, suivant les dispositions adoptées par le Sénat, accorde le bénéfice de l'assurance-veuvage aux femmes ayant vécu maritale-

ment. Elle s'élève contre le fait que seuls les salariés participent au financement de l'assurance-veuvage.

M. BROCARD (U.D.F., Haute-Savoie) juge que le versement de l'assurance-veuvage aux concubines est « une extension inopportune », car elle va à l'encontre de « notre attachement à la famille ». Il se déclare également défavorable à la fixation du plafond de ressources ouvrant droit à l'allocation, disposition introduite par le Sénat.

M. BESSON (P.S., Savoie) relève que rien n'est prévu dans le projet pour permettre aux veuves d'acquiescer une qualification professionnelle et d'« aborder le monde du travail ». Il souligne qu'il aura été souhaitable de prévoir un accès prioritaire des veuves aux centres de formation professionnelle et ajoute que le principe de la dégressivité rend impossible l'acquisition d'une qualification professionnelle.

Mme MISSOFFE (app. R.P.R., Paris) critique « le labyrinthe des lois sociales » et estime que pour financer une allocation de solidarité chaque doit contribuer selon son salaire.

M. GRUSSENMEYER (R.P.R., Essonne) se félicite du caractère « libéral » de la disposition élargissant le champ d'application de l'assurance-veuvage au conjoint qui vivait maritalement.

Mme LEBLANC (P.C., Somme) déclare que pour trouver un travail la veuve se heurte à de très gros obstacles : « L'insuffisance des débouchés, l'âge et le manque de qualification professionnelle ». M. HAMEL (U.D.F., Rhône) se déclare également hostile aux dispositions relatives au concubinage et à la fixation du plafond de ressources. M. LABORDE (P.S., Gers) relève « les discriminations catégorielles » créées entre les différentes catégories de veuves et dénonce la faiblesse du montant de l'assurance-veuvage.

Mme BARBERA (P.C., Hérault) met l'accent sur les profits des grandes entreprises en expliquant que ceux-ci pourraient servir à financer l'allocation veuvage sans cotisations supplémentaires pour les salariés.

Mme PELLETIER indique notamment qu'une campagne d'information sur les droits des femmes seules sera organisée à l'automne prochain.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée repousse deux amendements du groupe communiste, visant notamment à créer des facilités fiscales pour les veuves et à déclarer irrecevables onze amendements du groupe communiste.

Après avoir repoussé, par 243 voix contre 220, un amendement visant à éviter l'effet de seuil qui résulte du plafond de ressources, elle adopte un amendement de M. Brocard supprimant la disposition fixant le plafond de ressources ouvrant droit à l'allocation de veuve, au montant de l'allocation servie la première année. La détermination de ce plafond, ainsi que l'indiquait le texte initial, sera donc fixée par décret. L'Assemblée adopte un amendement du gouvernement élargissant l'attribution de l'assurance-veuvage.

Par 267 voix contre 213, l'Assemblée adopte un amendement de M. Brocard tendant à supprimer un article, introduit dans le texte initial par le Sénat, assimilant au conjoint survivant, pour l'application des dispositions du texte, « la personne qui vit maritalement avec l'assuré, au décès de celui-ci ».

Les députés déclarent ensuite irrecevables un amendement du groupe communiste tendant à supprimer le ticket modérateur d'ordre public, puis repoussent, par 278 voix contre 201, un amendement communiste visant à financer les charges de l'assurance-veuvage par des cotisations assises sur le revenu brut de certaines entreprises occupant plus de cinq cents salariés. Après avoir repoussé un amendement du groupe socialiste tendant à supprimer les cotisations à la charge des salariés, l'Assemblée adopte à l'unanimité l'ensemble du projet.

La séance est levée, mardi 24 juin, à 2 h. 23. L. Z.

# PARIS-MEXICO

## 4 175 F A.R.

du 15-06 au 14-10

Nouveau Tarif - visite

DES TARIFS RÉDUITS SUR VOLS RÉGULIERS.

Depuis le 1<sup>er</sup> juin, pour partir au Mexique, Air France vous propose un tarif "visite" vers Mexico : 4175 F aller-retour (du 15.06 au 14.10), 3900 F aller-retour (du 15.10 au 14.06). Pour ce prix, vous partez de Paris quand vous voulez (il y a 5 vols par semaine), et vous revenez à Paris après un séjour de 14 à 60 jours, à la date de votre choix. Vous voyagez sur un vol régulier Air France en B 747 et vous bénéficiez du service normal de la Classe Economique. Même si vous partez pour l'aventure, ces avantages valent bien que vous réfléchissiez un peu.

Renseignez-vous sur les conditions de vente et d'application dans les agences Air France ou chez votre Agent de voyages.

### AIR FRANCE

# ARNYS SOLDE

Costumes coton, toile de laine fine, crêpe, etc.

à partir de ..... 1200 F 900 F

Vestes légères et blazers demi-saison, laine, coton, polyester et coton.

à partir de ..... 1200 F 990 F

Chemises 100 % coton, polyester et coton, fantaisies et unies.

à partir de ..... 250 F 100 F

Pantalons 100 % coton, lainefine, etc.

à partir de ..... 330 F 245 F

Soldes importants sur toute la collection féminine

ARNYS 14, rue de Sévres, 75007 Paris. Tél. 543.76.99



## RELAX NATIONAL

### Des tribunaux administratifs

Le Sénat a adopté, lundi soir 23 juin, par 184 voix contre 103 (P.C., P.S., rad., g.), la proposition de loi sur les conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université. Le texte voté par les sénateurs diffère de celui approuvé par l'Assemblée nationale devant laquelle il est renvoyé pour une seconde lecture. Toutefois, la modification principale concernant le collège électoral qui désigne les présidents d'université

Reprenant la discussion générale qui avait été interrompue jeudi dernier 19 juin, les sénateurs ont entendu M. CARAT (P.S., Val-de-Marne), qui a critiqué les dispositions proposées par la commission des affaires culturelles, et son rapporteur, M. JEAN SAUVAGE (O.R., Centre-Maine-et-Loire). « Les maîtres assistants, souligne-t-il, se voient déstabilisés par la présidence des conseils d'université. Certes, le rapporteur s'est efforcé d'atténuer la mesure qui tend, en fait, à priver du droit de vote certains membres élus du conseil d'université. C'est du pluralisme modéré : les professeurs et maîtres de conférences entrent à 50 % dans les nouveaux conseils, alors qu'ils représentaient environ 25 % des effectifs enseignants. Mais on accorde 15 % aux maîtres-assistants qui en représentaient 35 %. On réduit également la part des autres catégories et on impose un modèle unique, alors que la diversité des situations impose une certaine souplesse. Dès le départ, on prend le risque de dégrader un peu plus les rapports entre professeurs, maîtres assistants et assistants. Les charges que ces derniers assument en moyenne universitaire et dans tout le premier cycle méritent, comme M. Carat, un autre traitement. »

M. GOUTEYRON (R.P.R., Haute-Loire) critique vivement la proposition de M. Rufenacht mais se rallie à celle de la commission des affaires culturelles. Le ministre de l'Université, pense-t-il, tient d'abord aux conditions d'entrée dans le premier cycle et aux incertitudes du baccalauréat. M. NOË (P.S., Essonne) dénonce le retour au « mandarinat » et critique l'abandon du principe de la non-régibilité. « C'est du prestige et du talent des professeurs répond Mme SAUVAGE, ministre de l'Université. C'est pourquoi le président d'université et le directeur d'U.E.R. doivent avoir le rang de professeur, et rien ne doit les empêcher d'être réélus. » Ré-

pondant à M. GOUTEYRON, le ministre déclare aussi : « Le principe du baccalauréat est effectivement à cœur de nos préoccupations, mais les réflexions ont beaucoup avancé. Le ministre de l'éducation nous en fera part le moment venu. »

Le Sénat repousse par 187 voix contre 23, après une longue discussion, un amendement communautaire défendu par Mme BIDARD (Seine-Saint-Denis), qui prévoyait notamment que la représentation des étudiants dans le collège électoral des présidents d'université devait être égale à celle des enseignants. Le ministre demande ensuite aux sénateurs de repousser une série d'amendements pour notamment de M. CARAT (P.S.) et CAILLAUET (Gauche-dém.

## AU SÉNAT Les professeurs seront majoritaires dans leur collège électoral

Le Sénat a adopté, lundi soir 23 juin, par 184 voix contre 103 (P.C., P.S., rad., g.), la proposition de loi sur les conditions d'éligibilité aux fonctions de président d'université. Le texte voté par les sénateurs diffère de celui approuvé par l'Assemblée nationale devant laquelle il est renvoyé pour une seconde lecture. Toutefois, la modification principale concernant le collège électoral qui désigne les présidents d'université

Reprenant la discussion générale qui avait été interrompue jeudi dernier 19 juin, les sénateurs ont entendu M. CARAT (P.S., Val-de-Marne), qui a critiqué les dispositions proposées par la commission des affaires culturelles, et son rapporteur, M. JEAN SAUVAGE (O.R., Centre-Maine-et-Loire). « Les maîtres assistants, souligne-t-il, se voient déstabilisés par la présidence des conseils d'université. Certes, le rapporteur s'est efforcé d'atténuer la mesure qui tend, en fait, à priver du droit de vote certains membres élus du conseil d'université. C'est du pluralisme modéré : les professeurs et maîtres de conférences entrent à 50 % dans les nouveaux conseils, alors qu'ils représentaient environ 25 % des effectifs enseignants. Mais on accorde 15 % aux maîtres-assistants qui en représentaient 35 %. On réduit également la part des autres catégories et on impose un modèle unique, alors que la diversité des situations impose une certaine souplesse. Dès le départ, on prend le risque de dégrader un peu plus les rapports entre professeurs, maîtres assistants et assistants. Les charges que ces derniers assument en moyenne universitaire et dans tout le premier cycle méritent, comme M. Carat, un autre traitement. »

M. GOUTEYRON (R.P.R., Haute-Loire) critique vivement la proposition de M. Rufenacht mais se rallie à celle de la commission des affaires culturelles. Le ministre de l'Université, pense-t-il, tient d'abord aux conditions d'entrée dans le premier cycle et aux incertitudes du baccalauréat. M. NOË (P.S., Essonne) dénonce le retour au « mandarinat » et critique l'abandon du principe de la non-régibilité. « C'est du prestige et du talent des professeurs répond Mme SAUVAGE, ministre de l'Université. C'est pourquoi le président d'université et le directeur d'U.E.R. doivent avoir le rang de professeur, et rien ne doit les empêcher d'être réélus. » Ré-

pondant à M. GOUTEYRON, le ministre déclare aussi : « Le principe du baccalauréat est effectivement à cœur de nos préoccupations, mais les réflexions ont beaucoup avancé. Le ministre de l'éducation nous en fera part le moment venu. »

Le Sénat repousse par 187 voix contre 23, après une longue discussion, un amendement communautaire défendu par Mme BIDARD (Seine-Saint-Denis), qui prévoyait notamment que la représentation des étudiants dans le collège électoral des présidents d'université devait être égale à celle des enseignants. Le ministre demande ensuite aux sénateurs de repousser une série d'amendements pour notamment de M. CARAT (P.S.) et CAILLAUET (Gauche-dém.

Le Sénat repousse par 187 voix contre 23, après une longue discussion, un amendement communautaire défendu par Mme BIDARD (Seine-Saint-Denis), qui prévoyait notamment que la représentation des étudiants dans le collège électoral des présidents d'université devait être égale à celle des enseignants. Le ministre demande ensuite aux sénateurs de repousser une série d'amendements pour notamment de M. CARAT (P.S.) et CAILLAUET (Gauche-dém.

ayant obtenu non seulement l'accord mais le soutien actif des ministres, il est vraisemblable que la répartition et le poids respectifs des différentes catégories composant ce collège resteront ceux proposés par le Sénat et non ceux de l'amendement Rufenacht voté en première lecture par l'Assemblée et qui écartait totalement assistants et étudiants (lire page 19 le commentaire de Serge Boloch).

Lot-et-Garonne), ce dernier fixe à 45 % la proportion des professeurs, maîtres de conférences, professeurs associés et chercheurs de rang égal dans le collège électoral des présidents d'université. « Je suis favorable, déclare Mme SAUVAGE, aux pourcentages proposés par la commission des affaires culturelles. » C'est finalement la composition proposée par le rapporteur qui est approuvée : « Professeurs, maîtres de conférences et chercheurs de rang égal, 50 % ; maîtres-assistants et chercheurs de rang égal, 15 % ; assistants et chercheurs de rang égal, 5 % ; étudiants, 15 % ; membres du personnel non enseignant, 5 % ; personnes extérieures choisies par le conseil en raison de leur compétence, 10 % ».

du groupe des Républicains indépendants, se félicite du rôle joué par ces personnes de rang magistral. « Ce texte, souligne Mme SAUVAGE, va dans le sens des responsabilités que font des universités et ministres des universités, qu'elles soient les menaces brandies sur ma gauche ! »

Les sénateurs adoptent ensuite une proposition de loi visant à couvrir des décisions passées par le Conseil d'Etat, relatives à des nominations de professeurs en chirurgie dentaire (rapporteur : M. BAUVAGE). « Il s'agit, précise le ministre des universités, de mettre fin à un extraordinaire imbroglio juridique dont sont victimes les professeurs et tout l'enseignement de l'odontologie. »

La fin de la séance de nuit est occupée par l'examen en seconde lecture du projet de loi relatif aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur. Mais la discussion doit en être inter-

rompue et renvoyée au lendemain à la suite d'un conflit entre la commission des affaires économiques qui a voté un amendement de M. LAUCOURNET (P.S., Haute-Vienne) en faveur des logements sociaux, et M. D'ORNANO, ministre de l'environnement, qui, pour faire échec à l'adoption de cet amendement, demande un vote blo-

## LES ÉLECTIONS CANTONALES

GUADELOUPE : canton du Moule 1 (2<sup>e</sup> tour). Inscr. 8.131 ; vot. 2.988 ; suffr. expr. 2.851. M. Florent Girard, Rassemblement démocratique, anticolonialiste et progressiste du peuple du Moule (div. p.), 1.603 voix, E.L.U. ; Mme Gabrielle Manicom-Louis, U.D.F.-rad., 1.248.

Il s'agissait de pourvoir le siège vacant depuis la décision du Conseil d'Etat d'annuler l'élection de M. Girard en raison de la distribution de tracts à caractère raciste contre M. Hira, son adversaire au second tour des élections cantonales de mars 1979 (M. Hira, adjoint au maire du Moule, est d'origine hindoue). M. Girard avait obtenu 1.788 voix contre 1.248 à M. Hira.

À l'issue de premier tour, Mme Manicom disposait d'un potentiel de voix légèrement inférieur à celui de M. Girard. Elle pouvait espérer recueillir les voix de M. Hira et de M. Razan, soit 1.233 suffrages. Elle n'en a obtenu au second tour que 1.248, soit 13,77 % des suffrages exprimés.)

VIENNE : canton de Lencloître (1<sup>er</sup> tour). Inscr. 5.388 ; vot. 3.190 ; suffr. expr. 3.115. Mme Clara Pierre, mod., 880 voix ; M. Gérard Archambault, P.C., 831 ; Serge Girard, sout. R.P.R., 713 ; André Moulin, P.S., 651. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement du général René Pierre RECTIFICATIF. — Plusieurs recueils ont rendu incompréhensible le résultat de l'élection municipale partielle de Grosne (Territoire de Belfort) que nous avons publié dans nos éditions du 24 juin. Dans cette commune qui compte cent trente-cinq électeurs inscrits, les neuf candidats de la liste présentée par le maire sortant, M. Albert Reimche (R.P.R.), ont été élus.

mod. maj.), récemment décédé, qui avait été élu au second tour des élections cantonales de mars 1979 avec 1.433 voix contre 1.276 à M. Archambault (P.C.) et 911 à M. Girard (mod. maj.). Le conseiller sortant, M. Rouillard (mod. maj.) ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat.

Par rapport au premier tour de mars 1979, le parti communiste gagne plus de neuf points (26,67 % contre 17,35 %). M. André Moulin (P.S.) recueille 21,86 % des suffrages exprimés alors qu'en 1976 le total de ses propres voix (il était alors socialiste indépendant) et de celles de la candidate investie par le parti socialiste n'en représentait que 19,19 %.

Soutenu par le R.P.R., M. Girard réalise aussi un meilleur score : 22,88 % contre 20,39 %. Quant à Mme Pierre, venue du conseil général décédé, elle fait un peu moins bien que son mari : 26,75 % contre 25,25 %.

**NADAUD**  
enseignement

ETABLISSEMENT PRIVE  
19, rue Jussieu Paris 5<sup>e</sup>  
707.13.38 - 337.71.16 +  
M<sup>rs</sup> : Morges, Jussieu  
Autobus : 47, 67, 85, 87, 89  
Gares : Austerlitz, Lyon

**ANNEE SCOLAIRE 80/81**  
Renseignements et inscriptions

**SECONDAIRE**  
2<sup>e</sup> aux Terminales, A, B, C, D, G  
2<sup>e</sup> de mise à niveau et d'orientation

**PRESUPERIEUR**  
Adaptation aux Etudes  
supérieures scientifiques  
Recyclage ou mise à niveau  
des bacheliers C, D

**SUPERIEUR**  
Préparation aux  
ECOLLES NATIONALES VETERINAIRES

**TECHNICO-ECONOMIQUE**

**I.S.E.E.C.**  
Ecole technique PRIVEE  
C.A.P. - B.E.P. - Bac G  
B.T.S. - D.E.C.S.  
Secrétariat Comptabilité

le journal mensuel de  
documentation politique  
**après-demain**  
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :  
**L'INFORMATIQUE**

Envoyer 20 francs (timbres à 7 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. Ne spécifier le dossier demandé qu'au 60 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

# CADRES: COMBIEN DEVRIEZ-VOUS GAGNER?

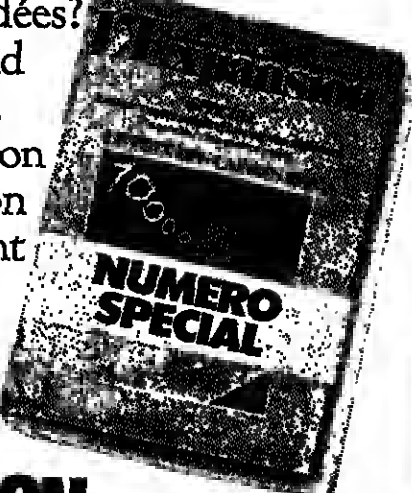
Avec 5737 cas analysés, L'Expansion vous offre cette année encore l'enquête la plus vaste et la plus précise sur les salaires des cadres.

"Le Prix des Cadres 1980" vous livre un panorama complet du marché de l'emploi des cadres, qui vous permet de vous situer très précisément.

Débutant ou P.D.G., combien visez-vous exactement? Combien la crise vous a-t-elle coûté depuis 5 ans? Comment éviter le chômage et gérer au mieux votre carrière? Quelles sont les fonctions de cadres les plus demandées?

L'Expansion vous répond avec "Le Prix des Cadres 1980". Un numéro spécial de L'Expansion qui est désormais une institution annuelle et constitue le document de référence sur le salaire des cadres.

**L'EXPANSION:  
LE PRIX  
DES CADRES 1980.**



ARNYS  
OLDE



## HISTOIRE

## L'APPEL DU 18 JUIN

## Le témoignage de François Jacob

## LE SYMBOLE DE L'ESPOIR

Au cours de la cérémonie organisée par l'Institut Charles-de-Gaulle dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne à l'occasion du quarantième anniversaire de l'appel du 18 juin, le président de la République a évoqué dans un discours, dont nous avons reproduit le texte intégral dans le Monde du 20 juin, les souvenirs d'un « garçon de quatorze ans » à l'écoute de la BBC en 1940. Avant M. Giscard d'Estaing, le professeur François Jacob, prix Nobel, avait retracé l'itinéraire d'un adolescent de vingt ans qui, au même moment, avait pris le chemin de Londres et de la France libre.

Voici le texte de son allocution :

L'image qu'un peuple veut donner de lui-même se reflète dans les fêtes qu'il choisit pour fêter sa mémoire. Il y a quarante ans, en plein désastre, une voix déformée par la radio appelait les Français à croire en la France et en la liberté. Cette voix s'est tu depuis longtemps. De ceux qui, alors, lui répondaient, bien peu survivent aujourd'hui, et leurs souvenirs s'estompent. Pour les dizaines de millions de Français qui ont né après 1940, cette période n'est pas souvenir, mais histoire. Une histoire qui leur paraît souvent confuse, peut-être parce qu'ils n'ont pas eu, ou n'ont pas voulu, le leur apprendre.

21 juin 1940. La cohue sur le petit port de Saint-Jean-de-Luz écrasé du soleil. Toute la journée, des barques de pêcheurs ont conduit vers des navires à l'ancre dans le rade les débris des troupes polonaises qui ont combattu à nos côtés. Le soir venu, quelques Français tentent de se mêler au Polonais, malgré un cordon de gendarmes chargés de filtrer les départs. Devant moi, un homme, petit, un jockey, je l'apprendrai plus tard, déguisé en civil, l'œil fier, fleurant son Persil à 100 mètres. Un gendarme lui barre le chemin : « Où vas-tu, toi ? — Svasstik ! hurle l'autre sans hésiter. Stupéfait, le gendarme s'écarte. Quelques heures plus tard, nous nous retrouvons, le jockey et moi, assis côte à côte sur le pont d'un navire en route pour l'Angleterre. « De Gaulle, tu connais ? », demande-t-il ; et

sans attendre la réponse, il poursuit : « C'est un général. Je l'ai entendu à la radio. Il a dit qu'il continuait la guerre. Il a dit que, tôt ou tard, on finirait par les avoir. Les autres se couchent devant Hitler. Alors les choses sont simples, non ? »

Dans cette première nuit de l'été, les étoiles s'affaiblissent, indifférentes à l'histoire des hommes. Pas une vague sur la mer ; pas un souffle d'air. Seul le halètement des hélices nous éloigne d'une côte où progressent dans l'ombre les divisions allemandes. Et cette côte de France, maintenant invisible dans l'obscurité, le petit jockey ne la reverra plus. Il sera tué à Bir-Hakeim.

## La nation en miettes

Vous qui n'êtes pas nés en 1940 ; vous pour qui cette période n'est pas souvenir, mais histoire, essayez d'imaginer. Essayez d'imaginer le long silence qui enveloppait l'automne et l'hiver de cette guerre perdue. La vérité. Les mensonges sur la faiblesse de l'Allemagne et la force de la France. L'engourdissement progressif. Et, brusquement, les événements déchaînés, la ruée des divisions blindées, le déferlement des bombardiers, notre armée désorganisée, la population en fuite jusqu'aux Pyrénées. En un mois, tout ce qui semblait le plus fort et le plus stable dans le pays, tout ce qui formait l'armature même de l'Etat et de la nation glissait en miettes. Dans la douzaine d'un printemps exceptionnel, c'était un monde qui coulait à pic, avec ses armées et ses lois, son Parlement et ses grands hommes, ses traditions et ses industries.

Et dans la coulisse, des hommes décidés au pire, pour qui l'arrivée de Hitler à Paris garantissait le maintien d'un certain ordre. Parmi ceux-là mêmes qui, depuis vingt ans, étaient chargés de défendre la France, certains ne songeaient plus qu'à la soumettre à l'idéologie de l'ennemi. Un ennemi pas comme les autres assurément, celui qui inventait la Gestapo et Auschwitz ; qui, dans la nuit des prisons, déshumanisait l'homme sous la torture ; qui, méthodiquement, minait le pays, s'efforçait, au nom de la race, d'anéantir des cultures et des peuples entiers. Essayez d'imaginer le stupeur et

l'angoisse de notre pays, écrasé sous un déluge de l'eu, de mensonges et d'ignominie. Essayez d'imaginer la quasi-totalité des Français prêts à accepter la défaite, l'occupation et le vieillard providentiel.

L'appel du 18 juin, c'était d'abord le non opposé par le général de Gaulle à la défaite et à la disparition de la France. Un non fondé sur la passion, sur la croyance mystique en la France et en sa grandeur, beaucoup plus que sur la raison et sur l'existence, dans le monde libre, de forces capables un jour d'écraser l'ennemi. Mais la confiance et l'espoir ne relèvent pas toujours de la raison. Et ce qui a donné sa grandeur à ce refus, ce qui a contribué à en faire un des mythes de notre histoire, c'était précisément de n'être pas raisonnable. La fois alors était la seule sagesse.

L'appel du 18 juin, c'était aussi le non à la torture et au mépris de l'homme ; le non de toutes les résistances à l'oppression pour qui la vie n'est plus de sens que dans la lutte ; le non d'Antigone opposant à son roi les contraintes de la loi non écrite. L'exceptionnel dans l'appel du 18 juin, c'était d'abord la rencontre de vérités simples, parce que le droit de la France se confondait avec les droits de l'homme et le patriotisme avec la liberté. C'était aussi la rébellion, l'insubordination du soldat à des ordres jugés indignes, parce que l'obéissance à ce que la France a appelé à l'indépendance et à l'honneur du pays l'emportait sur l'obéissance du militaire à ses chefs.

Vous qui n'êtes pas nés en 1940, essayez d'imaginer la fougue et l'espoir de ces hommes qui prétendaient emporter la patrie à la semelle de leurs souliers. Imaginez cette époque où commencent à Londres dans une petite pièce nue et solitaire, le général de Gaulle et son état-major, à reconstruire la France, son maître et son espérance. Imaginez cette époque poursuivie dans les ambes d'Afrique par cette poignée de déracinés qu'étaient les nomades de la France libre.

22 mars 1943. Le Sud-Tunisien. Au petit jour, les camions débarquent les hommes au pied d'un djebel. De là, l'ennemi domine la plaine et interdit la progression des chars néo-zélandais qui cherchent à contourner la ligne Mareth. Autour de moi, la

section de tirailleurs commandée par l'aspirant Vincent Danie, un zoologiste au Musée d'histoire naturelle à Paris. En débouchant, nous apercevons, debout sur un phare, avec son aide de camp, plaçant d'impétuosité, le général Lachère et son état-major. Les chars britanniques pourront passer. Mais il m'eût fallu ramasser le corps de mon ami Vincent Danie, le chercheur heureux de vivre, curieux de tout, qui, dans les nuits du désert, nous donnait des cours de zoologie et de politique.

Pour ces hommes et pour ces femmes qui, répondant à l'appel du général de Gaulle, avaient rejoint Londres, la Résistance ou les maquis, il y avait une part de hasard et d'aventure. En 1944, le soleil de l'été est revenu éclairer la libération comme il eût éclairé la défaite. Cependant, même si Hitler avait réussi, même si l'Allemagne nazie avait gagné la guerre, l'appel du 18 juin et les opérations menées par quelques groupes de Français libres et de résistants seraient restés pour témoigner, comme sont restés pour témoigner ces mots gravés dans la pierre des Thermopyles : « Passent, va dire à Sparte que nous sommes morts pour obéir à ses lois. »

## La volonté des hommes

Sans général de Gaulle, sans France libre, sans Résistance, la guerre eût certes connu le même sort, un peu plus lent, peut-être. La liberté, les idées, eussent survécu ; nous, la rendre. Mais l'appel du 18 juin consistait moins à reconstruire la France qu'à maintenir une certaine image. Une image que Hitler voulait à tout prix effacer. Car pour le nazisme, il ne s'agissait pas seulement d'occuper la France, de la piller, de la priver d'avenir, il fallait aussi l'effacer, lui donner honte d'elle-même, lui ôter chaque matin sa raison de vivre et de croire au visage. Mieux encore, il fallait en faire une complice. C'est pour maintenir une France vivante par-delà la patrie écrasée que sont

tombrés le petit jockey et le zoologiste, ceux de Bir-Hakeim et ceux du Vercors. Ils sont morts pour que cette France, qui ne croyait plus en elle-même, puisse un jour retrouver sa confiance et sa dignité, pour qu'elle puisse être présente à la victoire.

Et aussi pour montrer qu'il n'y a pas de sens imposé à l'histoire humaine, pas de loi qui en détermine le déroulement. Une partie n'y est jamais perdue. Les jeux n'y sont jamais faits. L'histoire, ce n'est pas une fatalité, une série de circonstances irrévocablement fixées par le destin. Par-delà le bruit et le fureur des événements, ce qui oriente le cours des affaires des hommes, c'est la volonté des hommes, non l'action de quel que force mystérieuse. Et une volonté en apparence toute-puissante aujourd'hui pourra se briser sur d'autres volontés demain. Personne ne connaît la tournure que prendra l'histoire. Rien n'est joué, jamais.

Ce monde que balait sans fin le flux et le reflux de la vie et de la mort, c'est l'homme qui lui donne son sens. Car le seul être à exiger un sens à sa vie est celui qui sait qu'il va mourir. L'homme a peu à peu transformé ses notions de temps, de malheur, d'énergie, de vie même. Mais il n'a pas su encore modifier en conséquence les valeurs qui régissent les relations humaines. Il n'a pas su encore faire cohabiter justice sociale et liberté. Notre siècle est celui des idéologies assez sèches d'elles-mêmes, de leurs notions, de leurs vérités pour ne voir le salut du monde que dans leur propre domination. Ce que cherchent les conquérants modernes, ce n'est pas à unifier en harmonisant les contraires, mais à uniformiser en écrasant les différences, ces différences qui font la variété et la richesse de l'humanité. Dans leur monde de fascisme, il n'y a pas de place pour l'autre. Leur univers de maîtres et d'esclaves nie tout ce qui donne sa valeur à l'être humain, tout ce que l'humanité a fait et qu'elle fait. Mais devant la menace d'asservissement, on verra toujours se dresser le petit groupe de ceux pour qui la paix ne s'achète pas à n'importe quel prix ; l'éternelle poignée de ceux qui, pour témoigner, sont prêts à se faire égorger. Pour ceux-là, le 18 juin 1940 restera le symbole de l'espoir.

## Pour une nouvelle Résistance

par FRANÇOIS DE RAVIGNAN (\*)

Le rappel courageux que font quelques rares journaux de la défaite de juin 1940, à l'occasion de son quarantième anniversaire, s'il ne fait que réveiller chez certains des souvenirs de douleur ou de honte, aura manqué son but. Car cette défaite est, bien plus que la défaite militaire de la France, celle de l'Europe des lumières et de l'humanisme. Nous vivons toujours de ses effets ; elle est toujours actuelle. Cette guerre n'a été que l'avant-gout d'un demi-siècle de déshumanisation croissante : c'est par milliers qu'il faudrait maintenant compter les Oradours, et l'on avait voulu qu'il y ait, au premier semestre, en Algérie, au Biafra, au Zaïre, au Vietnam, au Cambodge, en Afghanistan... L'univers de concentration n'est éternel qu'à toutes les parties du monde. Des écoles très efficaces ont diffusé partout des méthodes éprouvées de torture. La faim tue chaque année dans le monde plus de gens que les nazis n'ont fait périr de juifs pendant cinq ans.

## La vérité provisoire

Est-ce par inconscience ou par habitude qu'on célèbre encore la prétendue victoire de la « civilisation » sur la « barbarie » ? Contre bien des écoles apparaît aujourd'hui l'espérance d'un Guehenno en 1944 : « La liberté revient. On sent une immense gratitude. C'est la joie la plus profonde de vérifier que ce qu'on a toujours pensé de l'homme est vrai. » Eugene, la joie ; provisoire, la vérité de toujours ; car le vainqueur, le vrai, n'est-ce pas celui qui écrit : « Dans un monde où la force règne partout et seule en maîtresse de la faiblesse, quelle contrainte à la servitude docilement ou qu'elle brise, l'homme ne peut pas résister de la servitude. » Il faut relire aujourd'hui le commentaire que faisait Simone Weil de cette phrase du Mein Kampf d'Hitler : « Ces lignes expriment d'une manière irréprochable la seule conclusion qu'on puisse raisonnablement tirer de la conception du monde enfermée dans notre science. La vie entière d'Hitler n'est que la mise en œuvre de cette conclusion. Il a très bien vu l'absurdité de la conception du 19<sup>e</sup> siècle en faveur d'aujourd'hui. Depuis deux ou trois siècles, on croit à la fois que la force est maîtresse unique de tous les phénomènes de la nature et que les hommes doivent fonder sur la justice, reconnue au moyen de la raison, leurs relations mutuelles. C'est une absurdité éternelle. Il n'est pas concevable que tout l'univers soit absolument soumis à l'empire de la force et que l'homme puisse y être soustrait. » (1).

## Savoir discerner le mensonge

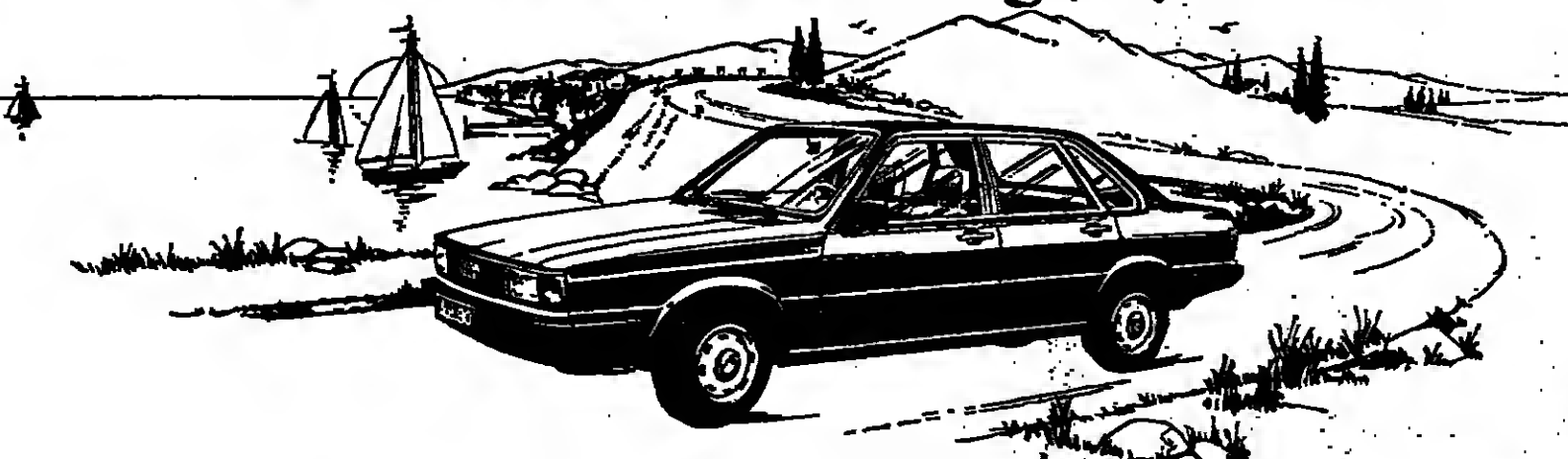
On ne peut déceler plus clairement la dévotion d'un humanisme qui, dès lors que la science est déclarée souveraine et explicative du tout, ne peut être qu'une pâle mauvaise conscience ou un remords inavouable. Il ne peut que s'épuiser, avec Camus, dans le constat de son absurdité, se demander, avec Martin du Gard, au nom de quoi il s'efforce, ou se nier, avec Jacques Monod dans le postulat d'une « éthique de la connaissance vraie ». Avec les armes, les esprits ont fléchi, dit encore Simone Weil. Un mensonge incohérent a été vaincu par un mensonge cohérent. Cette cohérence a séduit et peut séduire jusqu'au vertige. Seuls peuvent y résister ceux qui savent y discerner le mensonge, et d'abord un mensonge primordial dans tout ce qui permet de fuir l'homme, au singulier comme au pluriel ; car la vérité de l'homme c'est vivre et choisir. Est mensonge, par conséquent, la soumission au hasard et à la nécessité, aux lois de la science, c'est-à-dire à la loi de la force.

Aujourd'hui la coalescence de tant de soumissions, la convergence de tant de mensonges requièrent de créer l'intolérable. Il n'y a pas vingt moyens d'empêcher, s'il se peut, l'intolérable d'arriver ; il n'y en a qu'un, c'est de ne supporter aucun intolérable, lors même qu'il l'est pour les autres et qu'il prétend nous protéger. Or nous supportons tranquillement, en France, qu'un ministre de la défense fasse à la radio l'apologie de la bombe à neutrons ; nous supportons les descentes de parachutistes en Afrique. Nous supportons, chez nous, que le contrôle policier s'aggrave, en commençant par s'intéresser aux plus démunis. Nous supportons qu'un nom des « lots de la science économique » de plus en plus de gens, et de jeunes en particulier, se trouvent sans travail. Nous supportons que, dans le tiers-monde, des peuples d'esclaves soient mis au service de la sacro-sainte croissance de nos empires, quand bien même elle se paie de la faim des autres.

(\*) Ecrivain et agronome.

(1) Les citations de Simone Weil sont extraites de son ouvrage « France, comment, écrit à Londres en 1953. (Coll. 1466, N.E.F.).

## Partez en Audi 80 neuve sans toucher à votre budget vacances.



Cet été, prenez la route des vacances au volant d'une Audi 80 L neuve dont le prix, clés en main, est de 40.284 F.

La location longue durée VAG avec promesse de vente vous permet de partir avec une Audi 80 L pour 2.184 F, c'est-à-dire le

montant du premier loyer mensuel et d'un mois de dépôt de garantie.

Mais, réfléchissez... Si la valeur de reprise de votre véhicule actuel est d'au moins 4.368 F, vous avez déjà l'argent pour payer le dépôt de garantie et les 3 premiers mois de

\* Barème en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 1980. Modèle présenté : 80 GLS.

location. Au terme de 60 mois, le dépôt de garantie couvre la valeur de rachat et vous deviendrez propriétaire de votre Audi 80 L.

Elle ne vous aura coûté que 66.612 F\* Étalés sur 5 ans. La maîtrise.

# AUDI 80



Votre concessionnaire pour les marques Volkswagen et Audi. 110 points de vente et de service sur Paris et la région parisienne. Liste détaillée sur demande au 296.11.66.

600 points de vente dans toute la France.



## La défaite de 1940

## CORRESPONDANCE

Plusieurs lecteurs nous ont écrit à propos des articles de M. Henri Michel (le Monde des 9, 10, 11-12 mai) sur la défaite de 1940.

## L'attitude de la Belgique

C'est toujours avec un intérêt renouvelé que je lis les travaux de M. Henri Michel. Chaque fois qu'il trouve la grille d'un maître de l'histoire de la seconde guerre mondiale. D'un maître qui veut d'ailleurs à la France d'occuper à juste titre une place particulière dans l'histoire internationale qui a ébranlé le monde de 1939 à 1945.

Cette domination du sujet se manifeste à nouveau dans la série d'articles que M. Henri Michel a consacrés à retracer les causes de la défaite de 1940. Aussi n'est-ce pas sans une certaine importance ni leur qualité de l'essai, sur certains points, de compléter l'information de vos lecteurs. Au contraire, je vous demande d'y voir un hommage et au prestige scientifique de M. Henri Michel et au crédit qu'il attache à ce que le Monde publie.

Dans son premier article, M. Henri Michel affirme que « la Belgique avait été pour une politique de neutralité qui ne servait que l'Allemagne ». Que tel ait été, à l'époque, le sentiment de beaucoup de Français est peu douteux. Mais à l'heure actuelle, il est possible d'avoir à ce propos des vues plus nuancées. En effet, le problème que les dirigeants belges avaient à résoudre était celui d'un renforcement de la défense nationale. Or, une puissante opposition empêcherait le Parlement de réunir une majorité pour voter les réformes nécessaires. Cette opposition était en partie flamande. Elle redoutait un regain de l'influence culturelle française sous le couvert d'un rapprochement, fût-il militaire, entre la Belgique et la France. L'autre aile de l'opposition était socialiste. Antimilitariste par tradition, elle se méfiait de l'armement des classes laborieuses.

La seule manière de s'assurer les voix indispensables était de promettre que l'effort demandé ne servirait jamais qu'à défendre une cause « exclusivement belge ». En d'autres termes, la neutralité était le prix politique qu'il fallait payer pour rendre possible le renforcement que la situation internationale exigeait. Faut-il ajouter qu'en dépit des mots ce réarmement était une réplique au péril allemand ?

Dans le deuxième article, M. Henri Michel met en cause l'autorité du général Billotte sur le roi Léopold. En fait, Billotte a été placé dans une situation impossible non pas par ses subordonnés, qu'il fût le roi des Belges ou lord Gort, mais par ses propres supérieurs qui, au début, lui ont imposé un commandement qu'il n'avait pas les moyens d'exercer à la fois en Hollande, en Moyenne-Belgique et sur la Meuse. La vérité est que Belges et Britanniques ont ressenti comme une vive déception le manque d'action d'une autorité que les uns et les autres avaient acceptée parce qu'elle leur paraissait répondre à l'intérêt général.

Dans la même foulée, M. Henri Michel écrit que Léopold III « a refusé, contrairement à l'avis de ses ministres, que l'armée belge passât à l'offensive en France pour continuer le combat commun ». Encore une fois, cette présentation un peu elliptique demande à être complétée. Le 30 mai 1940, le roi a dépeint aux ministres les éventualités qui pouvaient se présenter. Voici comment le premier ministre, Hubert Pierlot, a rendu compte des propos du souverain : « Si l'armée belge restait en relations avec le gros des forces françaises, (le roi) continuerait évidemment la lutte. » En outre, « si l'armée belge était exposée à être faite prisonnière, la France et l'Angleterre continuant à se battre, il accepterait de la quitter. » Mais Léopold III a poursuivi : « Il y a une autre hypothèse. C'est que l'armée française doive déposer les armes. » Et de prévenir : « Dans ce cas, je ne me vois pas en France. » C'est donc parce qu'il prévoyait la défaite de la France que le roi des Belges a refusé de quitter le territoire national. Aurait-il aperçu une chance sérieuse de poursuivre la lutte avec succès, il serait parti.

Enfin, M. Henri Michel écrit encore : « Après dix jours de combat, il (le roi des Belges) a estimé que ses troupes n'étaient plus en état de combattre et il n'a pas hésité, de son propre chef, une partie de la manœuvre décidée pourtant, la veille, avec le nouveau généralissime français, le général Weygand. » Première observation : le fait se situe le 22 mai 1940, c'est-à-dire le treizième jour de la campagne. Seconde observation : le commandement belge a estimé non pas que ses troupes n'étaient pas en état de combattre mais que la nouvelle retraite que Weygand leur demandait risquait de porter un coup fatal à leur moral ; après avoir néanmoins étudié la possibilité de se replier sur l'Escaut, il a décidé de résister sur le canal de dérivation de la Lys et

sur la Lys ; il a, en outre, étendu son front en sorte de libérer deux divisions britanniques au profit de la contre-attaque vers le Sud souhaitée par Weygand. Le rappel de ces éléments donne évidemment une autre image du comportement belge.

Quant à la capitulation, elle a été, il est vrai, unilatérale. Les Belges n'ont pas été consultés pour enlever les Allemands. Elle a été l'ultime ressource d'une armée battue, qui se sentait abandonnée à son sort. Les Britanniques rembarquaient au vu des Belges. En l'absence d'un vain un réconfort plus efficace du côté français.

Ceci doit être dit sans amertume. Nous avons été victimes d'une défaite commune. Il serait triste d'y ajouter, quarante ans plus tard, l'alignement de commentaires injustes. Car nous n'avons pu remonter le courant. La France a une histoire assez riche en pages glorieuses pour se remémorer d'un échec malheureux.

JEAN VANWYCKENBUZEN, Directeur du Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale à Bruxelles (C.R.)

## Deux « bêtises » de Hitler...

M. Henri Michel prétend, dans sa conclusion, que le maréchal Pétain et le général Weygand ont accepté la défaite avec l'idée de refaire la France selon d'autres concepts politiques.

Or, accepter la défaite, même avec l'idée de refaire la France, n'est pas une « bêtise ». C'est une décision politique. Car Hitler ne cachait pas son intention de nous amener, non seulement de l'Alsace-Lorraine, mais d'autres territoires. Une telle acceptation quel qu'en fût le prétexte eût été une « trahison ». Ayant été nommé directeur de l'infanterie de l'armée de l'Armistice, par le général Weygand, au sortir du champ de bataille où je m'étais trouvé opposé aux chars de Rommel, je peux affirmer que « pas un militaire » n'a pu se laisser aller à dire que nous n'avons été animés que par une seule pensée, une seule passion, celle de reprendre la lutte, car tous savaient que la guerre ne faisait que commencer. Et que cette idée, cette passion, a été précisément celle du maréchal Pétain et celle du général Weygand, dont toute la vie militaire d'avant 1914 avait été déjà domi-

née par la volonté de revanche, la volonté de reprendre l'Alsace-Lorraine.

Seulement, s'il était, en 1940, une volonté qu'il fallait dissimuler à tout prix à Hitler, c'était bien celle-là. Nous y sommes assez bien parvenus, puisque Hitler a cru à notre prostration et à notre résignation, et qu'il a eu « la bêtise de nous accorder l'armistice ».

Et s'il était une autre idée qu'il fallait non moins dissimuler, c'était celle de conserver à tout prix le Maghreb, base de départ de notre future reconquête. Or, en juin 1940, pour quiconque ne veut pas se bercer d'illusions et bâtir un roman, il n'y avait qu'un moyen de conserver le Maghreb, c'était « l'armistice » si Hitler voulait bien s'y prêter. Or Hitler a commis « la seconde bêtise de nous laisser le Maghreb ». C'est pourquoi il a perdu la guerre à Rethondes. Pourquoi aussi, j'ai en la bonne fortune d'avoir à dicter la capitulation à l'une des dernières armées allemandes, en Autriche.

Général ANDRÉ LAFARGUE.

## Un discours prophétique de Jacques Dubois

L'historien réputé M. Henri Michel écrit que « la grande erreur des chefs militaires français est d'avoir sous-estimé les grandes innovations que leur apportait, à l'époque, la vitesse et le moteur ».

Je ne saurais contester ce jugement fondé, mais je crois nécessaire de porter à votre connaissance un document qui fut le premier projet de loi sur l'organisation de la défense nationale.

D'une part, au ministre de la guerre André Maginot (du gouvernement Albert Sarraut) qui a déposé sur le bureau de la Chambre des députés, en 1922, le premier projet de loi sur l'organisation de la défense nationale.

D'autre part, à la majorité de cette Chambre, qui l'a finalement voté, et qui était la chambre dite « bien horizon », du nom de la couleur de l'uniforme des soldats de 1918, et dont l'orientation politique était manifestement à droite.

Le document auquel je me réfère pour justifier mon affirmation est constitué par le compte rendu officiel de la séance du 14 mars 1922 de la Chambre des députés, publié dans le Journal officiel de la République française n° 30, en date du 15 mars 1922, pages 794 à 798.

La séance était consacrée à la

discussion du projet de loi précité ci-dessus, et l'intervention qui fut faite par le général Dubois, d'être qualifiée d'« historique », est celle du jeune député de la Haute-Savoie, Jacques Dubois, qui eut le courage d'affronter une Chambre en majorité hostile, et le mérite de démontrer la nécessité et l'urgence.

De la création d'une armée moderne, en la « motorisant » ;

De renoncer à maintenir les divisions de cavalerie inscrites dans le projet de loi ;

De créer au ministère de la guerre une direction de l'arme nouvelle constituée par les chars ;

De créer d'urgence un corps d'intervention rapide capable d'opérer dès les premières heures d'un conflit.

On peut constater que les innovations chères par M. Henri Michel n'avaient pas été négligées par Jacques Dubois ; et nous croyons devoir donner quelques extraits de son discours :

« On peut constater que ce que l'on veut dire moderniser une armée, c'est une armée qui se reconstruit à l'heure ; elle sent le pétrole et ne sent pas le croûton. C'est une armée où le moteur mécanique joue le principal rôle. Au ministère qui lui avait demandé de définir l'armée moderne, il avait répondu : « C'est une armée dans laquelle vous ne comptez plus un seul cheval. Quand on veut moderniser une industrie, la première modification que l'on opère consiste à la « motoriser ». Eh bien, pour l'armée, c'est la même chose. La première chose à « motoriser », c'est la dernière guerre, l'intervention du moteur mécanique, dans les transports d'abord, puis dans l'emploi de la chenille sur le champ de bataille ont permis de terminer la guerre un an plus tôt comme l'ont reconnu les Allemands eux-mêmes. »

Se référant à une conférence du général Bessière, le créateur de l'artillerie d'assaut en 1918 — sous les ordres de qui il avait servi alors (1). — Jacques Dubois suggère : « Représentons-nous l'insaisissable formidable d'une force de 100 000 hommes capables de couvrir 120 kilomètres dans une seule nuit, avec armes et bagages, n'importe où, à n'importe quel moment, en disposant de 8 000 chars ou tracteurs automobiles et de 4 000 chars à chenilles, montés par une troupe de choc de 20 000 soldats d'une seule arme, capables de combattre de près et d'aborder l'ennemi. La technique est d'une brutalité simplifiée : voici les chars de rupture sous le cou-

vert soit de la nuit, soit, écrasant tous les obstacles. L'infanterie blindée, l'artillerie d'accompagnement les suivent, profitant d'un chemin tracé. Les premières lignes ennemies surprises sont rompues, et voici les rapides chars d'exploitation qui s'élancent — comme jadis la cavalerie — pour hâter la victoire. »

Supposons dit Jacques Dubois, que les Allemands, auxquels nous pensons toujours, forcément, lorsque nous nous occupons de choses militaires, réalisent l'armée moderne dont je viens de parler. »

C'est certainement ce qu'ils font, lance M<sup>re</sup> de Moro-Giafferi. Cela se passait en imagination, en 1922, le 14 mars, et cela s'est passé réellement et tragiquement pour les Français le 10 mai 1940, qui vit le début de la déroute d'une armée démoralisée par l'intervention massive des chars blindés et des avions ennemis, alors qu'elle-même en était insouciantement pourvue. Du fait que

les avertissements adressés au gouvernement par Jacques Dubois n'avaient pas été entendus, sa modernisation prit un retard considérable qui ne put être rattrapé.

Après ce que l'on sait des insuffisances graves des armements de l'armée française, on conviendrait qu'elles ne manquent pas de pléner, les paroles suivantes prononcées le 14 mai 1922, à la Chambre des députés par le colonel Fabry, rapporteur général du projet de loi en discussion : « Les idées exposées par notre collègue Dubois (qui fut très souvent interrompu) méritent d'être écoutées. Il peut apparaître ici peut-être comme un précurseur, mais ce sera le seul reproche qu'on pourra lui adresser. Il va beaucoup trop vite. »

Général ROBERT LASSERRE (G.R.)

## AVANT FERMETURE

## MODERN HOUSE

## LIQUIDATION

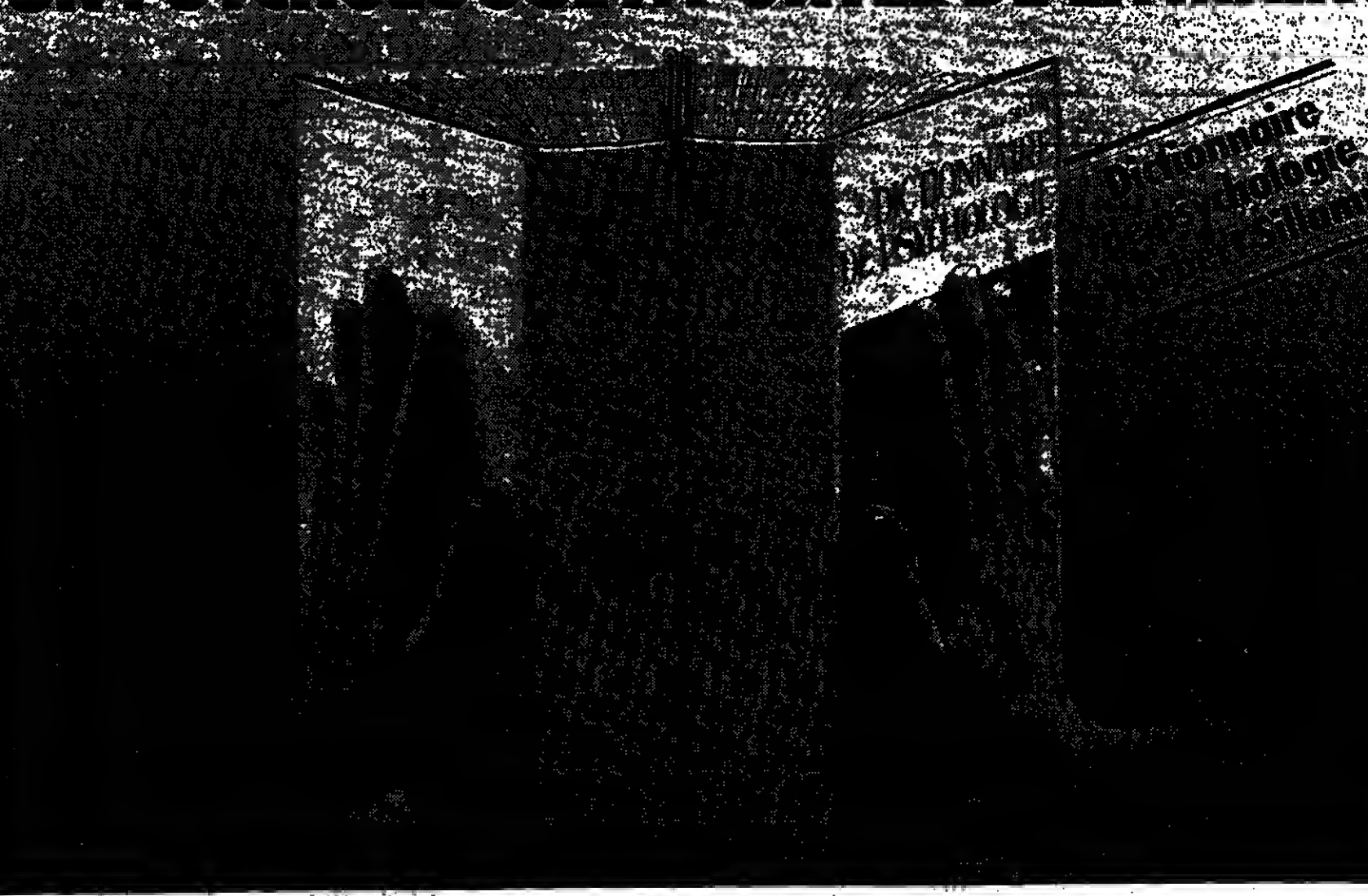
du stock de Vêtements de Qualité pour Hommes  
MERCREDI 25 - JEUDI 26 - VENDREDI 27 JUIN  
et jours suivants

## RABAIS ÉNORMES

costumes, ventes, pant., chemises, pulls, cuirs, impers  
ouvert tous les jours, de 10 heures à 19 h 30  
autorisation préfectorale loi 30-12-1906

15 Bd Saint-Michel Paris-5<sup>e</sup>

## UN PSYCHOLOGUE À PORTÉE DE LA MAIN



Pour se comprendre et comprendre les autres, un ouvrage de référence dont le niveau scientifique, la richesse, la précision et la clarté satisferont les spécialistes les plus exigeants, mais aussi tous ceux que la psychologie intéresse.

En vente chez votre libraire. Prix spécial de souscription jusqu'à parution du tome 2 (octobre 1980).

Bordas



# DÉFENSE

## DEUX POINTS DE VUE SUR LA BOMBE A NEUTRONS

### ÉVITER LE CARNAGE DES CIVILS

PENDANT des siècles les nations européennes ont subi les ravages des guerres classiques. Le tribut payé, en termes de victimes civiles et de destructions matérielles, à cette forme de guerre a été incalculable.

Et pourtant, à l'ère nucléaire, le plus grand des Européens ont choisi de se préparer à une nouvelle guerre classique plutôt que d'envoyer l'empire de l'armement nucléaire pour assurer leur défense sur le champ de bataille.

La raison en est simple. Aussi redoutables que soient les données connues de la guerre classique, la grande inconnue de la guerre nucléaire a pris des proportions tellement apocalyptiques dans l'esprit des populations que cette perspective est classée dans le domaine de l'« impensable ». A la base de cette croyance, se trouve le spectre d'Hiroshima, où une bombe unique a tué soixante-dix mille personnes et en a blessé un nombre équivalent. Les Etats-Unis ayant placé en Europe des milliers d'armes nucléaires dont beaucoup ont la puissance de celle d'Hiroshima, l'idée que l'on se fait d'une bataille nucléaire n'a rien de surprenant.

Pour confirmer cette image, l'exercice de l'OTAN nommé Carte blanche, dans les années 50, avait fait entrer en jeu sur le territoire allemand deux cent soixante-huit engins nucléaires. En avait calculé que l'emploi d'un pareil arsenal aurait causé cinq fois plus de victimes civiles que tous les bombardements alliés de la deuxième guerre mondiale.

Il va de soi qu'un tel résultat théorique ne remplissait pas d'enthousiasme les Allemands de l'Ouest, à commencer par un jeune politicien nommé Helmut Schmidt.

#### Politiquement inutilisables

En dépit de ces effrayantes constatations, les Etats-Unis ne firent rien pour construire un arsenal tactique moins destructeur. Au contraire, pendant les présidences de J. Kennedy et de L. Johnson, on résista à l'idée de modifier qualitativement les caractéristiques techniques de cet arsenal, bien que cela fut devenu possible. Le secrétaire à la Défense, M. McNamara déclara : « Les armes nucléaires, même de quelques kilotonnes, sont des engins extrêmement destructeurs, et surtout pas les meilleurs pour défendre des zones aussi habitées que l'Europe ». En fait, par cette déclaration, la protection officielle vis-à-vis des armes nucléaires tactiques était tracée : il fallait conserver leur puissance de destruction à un tel niveau qu'elles fussent politiquement inutilisables, et pouvoir ainsi mettre l'accent sur la guerre classique pour laquelle les Européens étaient invités à fournir les gros bataillons réclamés par le « flexible response » américaine (réponse graduelle).

Au début des années 60, on proposa d'ajouter des armes à neutrons à l'arsenal existant, pour permettre une défense moins dévastatrice de l'environnement civil. Mais les conceptions officielles l'empêchèrent. Des obstacles incroyablement faibles furent avancés pour ruiner ce projet (le genre de discussion n'est pas un monopole américain). Des arguments européens, dont certains Français en ont leur part, l'arsenal tactique resta inutilisable.

Au début des années 70, la plupart des Européens, toujours obsédés par l'image apocalyptique d'une guerre nucléaire sur leur territoire, s'étaient résignés à une défense classique en dépit des ravages qu'ils connaissent bien de cette forme de guerre : et pour se consoler, ils continuèrent à croire à la valeur du parapluie stratégique américain pour arrêter une guerre classique en dépit des trous déjà apparents dans le parapluie. Rien de sérieux ne fut entrepris pour protéger les populations d'un emploi éventuel des armes nucléaires, ce dont témoigne le Livre blanc de la défense, publié par l'Allemagne fédérale en 1972 :

« La souvenance des expériences de la deuxième guerre mondiale, l'énormité du danger nucléaire et le coût prohibitif des abris ont fait que la majorité de la population est insensible ou même hostile à la défense civile. »

#### Discutable

Cette attitude d'indifférence, voire d'hostilité, était compréhensible du fait de la nature des stocks tactiques de l'OTAN à ce moment-là. Mais, lorsqu'en 1975, les Etats-Unis déclarent de développer et de déployer des engins à neutrons, cette opinion devient très discutable. Non seulement le risque de destruction serait considérablement réduit par ce

par  
SAMUEL T. COHEN (\*)

genre d'armement, mais des moyens de défense civile très efficaces pourraient être acquis à un prix très inférieur au « coût prohibitif » dénoncé par le Livre blanc.

Les Européens savent depuis longtemps quelles destructions urbaines et quel carnage civil produisent les guerres classiques. La possession des villes est un avantage militaire et politique majeur pour l'agresseur, et elles constituent un autre d'excellents points forts pour la défense. C'est pourquoi l'histoire de l'Europe est pleine de guerres classiques ayant laissé les grandes villes en ruine.

Techniquement, cette destruction résulte du fait que les zones habitées offrent aux soldats une bonne protection et un excellent camouflage contre toutes les armes, sauf les plus puissantes. Dans le combat de rue, le bombardement massif est nécessaire pour déloger les défenseurs, en abattant les murs plutôt qu'en les traversant sans les détruire.

Les armes nucléaires déployées jusqu'ici par les Occidentaux sont fondées sur le principe de la « fusion » nucléaire, utilisé à Hiroshima. Sauf à leur imposer d'impossibles contraintes, ce genre d'armes, qui recherchent l'effet de souffle et de chaleur, peuvent causer d'immenses ravages. A Hiroshima, plus des deux tiers des victimes ont résulté de ces effets physiques écrasants les bâtiments et provoquant des tempêtes de feu.

A moins de construire des abris très solides et très coûteux, les citoyens ne peuvent échapper aux effondrements et aux incendies, qui demeurent les seuls qui soient leur chance de survie. Et au sortir de leurs abris, ils trouveront un tas de ruines à la place de leurs maisons, de leurs bureaux et de leurs usines. La lutte pour la survie dans un tel environnement serait aggravée par la contamination radioactive qui peut résulter de l'emploi des armes à fission.

En revanche, l'emploi d'engins à neutrons pour la défense évite, dans une très large mesure, de pareils inconvénients, et même si le potentiel des engins neutroniques était utilisé à plein, la situation serait radicalement différente. La raison de cette possibilité sans précédent — qu'il s'agisse d'armes classiques ou nucléaires — est que les bombes à neutrons sont fondées sur le principe de la « fission », qui est de même nature que les réactions produisant la chaleur du soleil. Les armes fondées sur ce principe produisent surtout des radiations nucléaires instantanées : des neutrons à haute énergie. On peut les employer de telle manière que le souffle et la chaleur n'atteignent pas la surface du sol, alors que le rayonnement neutronique serait fatal aux personnes ennemies sur de larges zones, jusqu'à plusieurs kilomètres carrés pour une arme à neutrons.

#### 1 000 F par personne à l'abri

Alors que la protection contre les effets de souffle et de la chaleur est difficile et coûteuse, ce n'est pas du tout le cas pour la protection contre les radiations. Il n'est plus nécessaire de se protéger de l'effondrement des bâtiments, de la chaleur et du manque d'oxygène résultant des incendies. Il suffit de disposer d'une épaisseur suffisante de matériaux très communs et peu coûteux (de la terre par exemple) pour réduire les radiations à un taux inoffensif. Il suffit d'un abri très simple, spécialement conçu à cet effet, ou de tirer parti de la protection déjà fournie par les structures extérieures telles que caves, garages, métro, etc. La terre et le béton sont les meilleures protections. Une épaisseur de quelques pieds (1) de terre suffit à protéger des rayons neutroniques, et si l'on emploie le béton, cette épaisseur est réduite d'un tiers environ.

Les bombes à neutrons ayant pratiquement peu d'effets de souffle, il n'est pas nécessaire d'avoir des structures très solides pour assurer l'efficacité de l'abri. Dans ces conditions, le coût minimum ne devrait pas dépasser 1 000 F par personne abritée.

Une autre caractéristique des armes neutroniques est la très faible radioactivité émise par l'explosion, par rapport à celle qui résulte des engins à fission ayant la même efficacité militaire. En fait, dans leur forme ultime, les armes à neutrons ne produisent pratiquement plus de radioactivité du tout. C'est pourquoi

les risques de contamination radioactive seront considérablement réduits, voire totalement éliminés, lorsque les armes à neutrons auront remplacé les armes tactiques à fission.

#### Des Soviétiques « clauswitziens »

Mais quel est l'arsenal tactique soviétique qu'il faut aussi, bien entendu, prendre en considération ? Là, il devient nécessaire d'étudier la doctrine soviétique pour les opérations nucléaires.

A la différence des Occidentaux, les Soviétiques sont restés profondément « clauswitziens », comme l'étaient d'ailleurs Marx et Lénine. De ce fait, les armes nucléaires, comme les autres, doivent être utilisées en fonction des objectifs politiques de l'Etat. Cette doctrine de base a été exposée dans Pensées militaires — le journal officiel de l'état-major.

« Les thèses de la stratégie militaire soviétique traduisent la stratégie politique du parti communiste de l'Union soviétique. »

« Il importe à la stratégie politique que le système militaire tire parti des progrès scientifiques et techniques qui se matérialisent dans des armements de puissance variable. Certaines de ces armes peuvent causer d'énormes dommages à des continents, d'autres seulement à des nations individuelles (...), finalement, d'autres sont faites simplement pour battre les armées ennemies sans causer de dommages trop graves à l'économie et aux populations des nations dont les dirigeants seraient provoqués à la guerre. »

« Seul le pouvoir politique peut déterminer l'intérêt qui s'attache à mettre en œuvre les armes les plus puissantes et l'échelle souhaitable des destructions. »

Dans ces conditions, il est à peu près évident que l'Union soviétique a été intéressée par les armes neutroniques et peut-être a-t-elle développé et stocké des bombes à neutrons. En fait, à la fin de 1978, M. Leonid Brejnev a déclaré que l'U.R.S.S. avait essayé depuis plusieurs années de telles armes avec succès. Bien qu'il ait nié leur fabrication, l'examen de la doctrine tactique soviétique montre que l'armée rouge aurait avantage à se servir de tels engins.

De ce fait, il est tout à fait possible que la protection civile des Européens contre l'emploi éventuel de leurs propres bombes à neutrons — en admettant qu'ils en disposent un jour pour leur défense — puisse en même temps les protéger des explosions nucléaires soviétiques.

(1) 1 pied = 0,3048 mètre.

### UNE ARME CONTRE LA SUBVERSION

TOUT a été dit en France, depuis quelque temps, sur les inconvénients ou les dangers de la bombe à neutrons, cette arme nucléaire tactique qui tue les hommes proprement sans rien laisser d'autre. En fait, puisque ses effets sont moindres que ceux des armes nucléaires tactiques normales, on ne voit pas que la bombe à neutrons puisse participer plus efficacement à la dissuasion. Ce serait donc aller un matériel spécifique du combat de l'avant, et c'est bien pour cela que les Etats-Unis y avaient pensé avant nous, il y a trois ans. La reprise de leur projet, marquée par une note, a débuté de la lettre, notre retour à l'esprit de l'OTAN.

Tout cela est vrai. Mais je voudrais pour ma part mettre plutôt l'accent sur certains aspects de ce matériel général, dont on a trop peu parlé et qu'il est seul à posséder : sur des utilisations possibles que des durs, des réalistes, sans doute envisagées, sans l'avouer du reste ; mais auxquelles les pures, les dévouées, les sœurs, n'ont sûrement jamais pensé. Le chef d'état-major des armées affirmait récemment, et publiquement, que cela pouvait répondre à nos besoins. Et là, comme technicien, je ne puis qu'être d'accord !

Je ne m'attarderai pas sur le fait, parfois mis en avant, que cette bombe à neutrons ménage le matériel de l'adversaire en n'en tuant que les servants. Ce n'est pas un souci militaire, en effet, au contraire : les servants qui survivent à leurs matériels sont neutralisés pour longtemps, tandis que des armes intactes peuvent retourner aux mains de nouveaux combattants, plus faciles à fabriquer que tous les matériels, sophistiqués ou pas.

Pour nous autres, Occidentaux, parfois contrainsts par les manigances de nos ennemis à l'ère de gendarmes de l'univers, nous tenons certainement à un excellent moyen de stopper des infiltrations subversives ou des comportements anormalement hostiles, en Afrique ou au Proche-Orient, sans abîmer des sources de matières premières indispensables : gommier, par exemple, d'intensité gendarmes katangais, ou calmer des ayatollahs trop excités. D'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une de ces armes de sauvages qui vous grillent une région, parfois pour des années, comme le napalm ou les défoliants. Dans les pays où la démographie galopante est un fléau, ce pourrait même avoir, en un sens, des aspects positifs.

Si par ailleurs, en dépit des médias, la subversion amenait l'une de nos belles nations occidentales à faire un mauvais choix, forçant ainsi une armée de

par ANTOINE SANGUINETTI (\*)

L'argument ne me semble donc pas déterminant contre le Russe. Je n'ai même le dire un peu plus.

Mais il en va bien sûr tout autrement pour la protection de l'environnement, d'un ne peut négliger : villes et leurs faubourgs, immenses et victimes, rivières et ponts, et tout ce qui est à l'arrière, lignes, télégraphiques ou d'éclairage ; usines et puits de pétrole ; en bref, tous ces biens précieux et qui contiennent si cher à reconstruire périodiquement.

#### Travail propre et assuré !

Pour nous autres, Occidentaux, parfois contrainsts par les manigances de nos ennemis à l'ère de gendarmes de l'univers, nous tenons certainement à un excellent moyen de stopper des infiltrations subversives ou des comportements anormalement hostiles, en Afrique ou au Proche-Orient, sans abîmer des sources de matières premières indispensables : gommier, par exemple, d'intensité gendarmes katangais, ou calmer des ayatollahs trop excités. D'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une de ces armes de sauvages qui vous grillent une région, parfois pour des années, comme le napalm ou les défoliants. Dans les pays où la démographie galopante est un fléau, ce pourrait même avoir, en un sens, des aspects positifs.

Si par ailleurs, en dépit des médias, la subversion amenait l'une de nos belles nations occidentales à faire un mauvais choix, forçant ainsi une armée de

(\*) Amiral à la retraite, membre du parti socialiste.

l'ailance à empêcher la déstabilisation politique de son pays conformément à la doctrine Schœnberger du début de 1975, la tâche serait en fait bien simplifiée. Plus besoin de l'énorme dispositif de quadrillage militaire mis en place à prix d'or sur la France depuis cinq ans. Plus besoin de s'entraîner à prendre un groupe de S.L.M., comme le 38<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Belfort le 22 février dernier à Delle, avec un tas d'hélicoptères. Travail propre et assuré : on retrouvera les lieux intacts, habitables immédiatement par les mêmes ou par d'autres, frigidaires et puits en état et draps dans les lits. C'est tout de même un progrès indéniable.

D'autant que, si l'on a eu le souci humanitaire de prévenir, on limitera les pertes aux plus rebelles, morts en somme par leur faute. Pour peu qu'on ait pris la précaution de construire des abris — et justement l'on y pense enfin sérieusement, — il n'arrivera rien à ceux qui s'y rendront. Il suffira alors d'aller les y rechercher, après l'alerte, pour vérifier leurs identités grâce au fichier informatique qui abrite et facilite ces formalités pour la plus grande commodité des citoyens.

Avec ce bijou de la technologie moderne qu'est la bombe à neutrons, Hitler aurait pu éviter des mois inutiles dans le ghetto de Varsovie ; Franco n'aurait pas plié de longs mois devant la cité universitaire de Madrid ; et plus loin dans l'histoire, M. Thiers aurait réduit la Commune de Paris tout aussi efficacement, mais sans la destruction des châteaux des Tuileries et de Saint-Cloud, de la Cour des comptes, de l'Hôtel de Ville, de tout ce précieux patrimoine historique. Et nous sommes, justement, dans l'Année du patrimoine.



La voiture de sécurité des V.I.P.

- Fabrication totalement à l'épreuve des balles et des bombes.
- Contact et système de coupure commandé à distance — fonctionne jusqu'à 400 mètres pour la sécurité contre les bombes.
- Système anti-hijacking — pour éviter à la trace un passager enlevé ou une voiture volée.
- Emission de signal d'alarme — pour décourager les véhicules poursuivis. Comporte aussi un détecteur électronique des zones dangereuses, des passages à niveau, un système d'arrêt automatique, un système de communication en cas d'urgence avec le langage de la voie, un véhicule d'urgence, etc.
- Achetez maintenant ou en leasing un bien équipé pour votre propre voiture à "autogérer" pour votre sécurité.

CCS COMMUNICATION CONTROL, Inc.  
633 Third Avenue, New York, N.Y. 10017, Etats-Unis  
Tél. : (212) 697 8140 Telex : 236 720

soleil ?  
vos yeux  
méritent  
**LEROY**  
OPTICIEN

du lundi au samedi inclus.  
104, Champs-Élysées  
12, bd de Poitiers  
156, rue de Lyon  
147, rue de Rennes  
18, bd Haussmann  
5, place des Terres  
27, bd St-Michel  
127, fg St-Antoine  
30, bd Barbès  
et aussi un service d'acoustique médicale.

**Les Soldats des galeries**

jusqu'au 5 juillet

**Galerias Lafayette**

HAUSSMANN-MONTPARNASSE

PHILIPPE TROST



# Le Monde

# Société

## JUSTICE

### A Grenoble

## Douze personnes sont jugées pour proxénétisme

De notre envoyé spécial

Grenoble. — Apparemment, le tribunal correctionnel de Grenoble juge douze proxénètes présumés, dont trois sont absents des débats. En réalité, c'est bien davantage à une mise en cause de la société par le phénomène prostitutionnel que nous assistons les 24 et 25 juin, qui se sont ouverts mardi 24 juin devant les juges grenoblois, et qui doivent durer quatre jours. Car soudain, les légendes les plus hallucinantes, les fantasmes les plus démoniaques prennent corps à travers les témoignages qu'ont entendus celles qui sont les victimes.

Oui, cela existe. Oui, pour Nadia, pour Fabienne, pour Chantal et pour quelques autres, une certaine réalité a été pendant des années celle de tous les jours. Les dizaines de passes, les coups, les humiliations, elles n'ont pas pu tout inventer. La preuve : la police elle-même a reconnu la véracité d'un certain nombre d'informations. La preuve encore : les expertises médicales ont conclu que les traumatismes et les stigmates relevés sur le corps de ces femmes n'étaient pas le fruit de leur imagination. Ainsi en a conclu, en tout cas, M. Paul Weisbuch, un juge d'instruction suffisamment entêté pour résister à de multiples pressions et mener à bout son enquête.

### Les « protégées » accusatrices

La requête définitive du substitut, M. François-Louis Coste, est, dans sa froide méticulosité, un répertoire fidèle de ce long calvaire que, pour la première fois ou presque, les victimes elles-mêmes ont osé décrire, rompant la teneur du silence, les quatre d'entre elles s'étant même portées parties civiles. L'histoire des prostituées y est reconstituée méticuleusement : de bourses qui sautent, d'appellants pompeusement la Bird Land, tantôt plus banalement le Vulcano et qui parfois même se cachent derrière une pizzeria, il s'achève souvent dans la « première chambre à droite » d'un « bordel » « classique » grenoblois. L'histoire entrecoupée de racles destinées à affirmer la prééminence du mâle avant qu'il caresse ses humeurs, et à relever quatorze électrodes d'organe transmutées sur le corps de Fabienne, trois sur celui de Chantal, etc.

Détresse morale, dénuement, sentiment d'abandon avec, pour quelques-unes, au bout du parcours, après les semaines et les mois d'usure, la perspective, comme Fabienne, du « repos » : trois semaines à Perpignan... pour aller y « taper » dans les « bars américains », bien entendu.

Mais les proxénètes ne sont pas tous aussi sentimentaux. A ce chapitre humain que sont les femmes de la côte de Molins ou des quais de l'hôtel, on ne demande qu'une chose : produire. Deux mille francs par jour, c'est ce que gagnait Chantal. Soixante mille francs par mois, car, dans son métier, il n'y a pas de dimanche. Au moins au début du partage, au bar l'hôtel, elle était autorisée à conserver quelques centaines de francs par son protecteur, Vincent Di Caro, le tondre Vincent qui n'a frappé que deux fois Bamédoune Prud'homme, un autre « tapin » : une fois d'un coup de poing dans la figure et une autre de quelques gifles. La même Di Caro, qui aide quand même un de ses amis, Aldo Piccarreta, à faire sortir Christine de l'hôpital, où elle était soignée, suite aux brutalités endurées.

Un autre sentimentait cet Aldo Piccarreta, dont on regrette l'absence dans le box (il a, dit-on,

échappé à la police, mais chacun connaît sa résidence turnoise). Lui, résistait de voir Nadia, enceinte de sept mois de ses œuvres, abandonner « si tôt » le trottoir. Qu'importe la menace de fausses couches, qui planait sur la jeune fille, il souhaitait qu'elle continue de « travailler » jusqu'à terme. Fagella Nadia, dont les seins ont mal résisté aux brûlures du défilé d'Aldo et dont la rébellion a mal résisté au rept du son enfant. Mais peut-être entendait-on un de ces maelstroms regretter que les filles d'aujourd'hui n'aient plus guère de cœur au ventre.

### Colleurs d'affiches

Pourquoi le « rapport » de ces dernières parait suffisamment vital à tel proxénète dénoncé pour qu'il envoie dix-huit lettres à un ami afin de s'annoncer de l'absence de rentées : ce qui tend à prouver que les vagues des prisons manquent parfois de vigilance. Quant aux milords au petit pied qui, depuis Turin, régentent les lous de trottoir grenoblois, ils peuvent, aussi d'estimer, en attendant l'arrivée de la note M. Coste, Giuseppe Piccarreta est propriétaire pour lui-même ou ses frères résident en France de deux maisons, deux commerces de chaussures et une pizzeria à Savone.

Giuseppe Piccarreta, l'homme de l'ombre, celui dont l'instruction a peu parlé. Expulsé de France en juin 1978, il vit à Turin tranquille, tenant, selon l'accusation, les rênes de l'affaire. Davantage que ceux qui comparaissent devant le tribunal de Grenoble, ce grand absent est peut-être l'homme qui a créé et imposé la « prostitution à la grenobloise ».

Regrettable, cette absence. S'il venait, Giuseppe Piccarreta pourrait peut-être expliquer comment ce commerce a pu, depuis des années, prospérer dans la région. Car la tribune ne devrait pas oublier que certains de ceux qu'on accuse aujourd'hui de proxénétisme ont fait leurs classes, il n'y a pas bien longtemps, comme colleurs d'affiches.

JAMES SARAZIN.

## M. Jacques Léauté quitte la commission de révision du code pénal et le comité contre la violence

M. Jacques Léauté, professeur de criminologie de l'Institut de criminologie de Paris, vient de remettre sa démission de membre de la commission de révision du code pénal et de membre du comité national de prévention de la violence et de la criminalité.

Cette démission intervient après celle de M. Germaine Sénechal-Lereno, qui avait quitté la commission de révision du code pénal au mois de mai dernier (le Monde du 15 mai).

Dans la lettre qu'il a adressée, le 20 juin, au garde des sceaux, M. Léauté indique notamment : « A la tribune de l'Assemblée nationale, le 16 juin dernier, vous avez présenté une proposition de réforme de l'instruction préparatoire que j'avais faite il y a plus de dix ans comme la preuve qu'à cette époque j'étais partisan de ce que je combats aujourd'hui. Vous avez présenté mon prétendu retraitement comme un exemple du fait que — je vous cite — « la justice n'est pas une simple réaction corporatiste mais une conviction que la réforme empêche de rendre une justice juste dans de nombreux cas. »

« Cette manière de mettre en doute ma bonne foi est inacceptable. Je n'ai jamais proposé qu'on ne se soit pas de la loi, mais de la réforme de l'instruction préparatoire par le projet de la « sécurité et liberté ». Votre réforme consiste à réintroduire le principe fondamental du droit français que, dans des affaires aussi graves que celle-ci, deux précautions contre le risque d'erreur judiciaire, c'est-à-dire deux instructions, valent mieux qu'une seule.

« La section du cinquième arrondissement du parti socialiste organisé, mardi 24 juin, à 20 h. 45, à la Maison des mines, 272, rue Saint-Jacques, un débat public sur le thème « Sécurité, police, liberté » avec la participation de M. Maurice Grimaud et Gérard Monale.

## À propos des travaux de Mme Schwidetzki

### PLUSIEURS PERSONNALITÉS SOULIGNENT LES RISQUES CROISSANTS DU RACISME

An cours d'une conférence de presse tenue le 23 juin à la Maison des sciences de l'homme, à Paris, à propos de Mme J. Schwidetzki, l'anthropologue allemande, qui a écrit, avec M. J. Schwidetzki, l'anthropologue allemand, une série de médailles Broca et qu'ils accusent d'être l'auteur d'un « racisme scientifique » (le Monde du 19 et 20 juin), M. Léon Polakoff, Jean Harnaux, Albert Dumas, Albert Jacquard, Emmanuel Le Roy Ladurie, Jacques Le Goff, Maurice Halbwachs, Alain Schnapp ont souligné le risque croissant du racisme. Pour eux, les hommes sont indéniablement différents, mais la racine de ces différences est le fondement de notions de hiérarchie et de supériorité sur lesquelles s'appuie le racisme.

Si l'anthropologie physique n'est pas une science perverse en elle-même, elle peut cependant être facilement pervertie. Bien dans la biologie et la génétique modernes ne justifie l'existence de « races » et les chercheurs qui étudient l'homme et les populations doivent rester très vigilants pour éviter que cette perversion ne soit possible, n'importe encore une fois à des excès aussi monstrueux que ceux des nazis.

Tous les orateurs ont répété que, selon eux, les écrits de

## SPORTS

### TENNIS

## Wimbledon sous les bâches

De notre envoyé spécial

Londres. — Un temps typiquement anglais, c'est-à-dire traversé de grains maritimes, a marqué la première journée du Tournoi de Wimbledon : sur les soixante-quatre rencontres du premier tour, ont pu être joués seulement — et encore tous interrompus — vingt-six matches du simple messieurs. L'All England Club s'était mis en frais pour recevoir ses visiteurs, dont les batailles féroces avaient pris l'aspect d'un jeu de midi. D'abord, quatre nouveaux courts de gazon ont été inaugurés dans le dos du Centre Court, ce qui porte la capacité de jeu à dix-huit terrains. Ensuite, sur les cinq grands courts, un nouveau système électrique a été mis en main des arbitres de ligne pour juger eux-mêmes, d'une manière infallible, les services canons insaisissables à l'œil. Enfin, le duo de Kent, un milieu des hortensias et de la fine fleur des invités de Buckingham, président la royauté du Centre Court, dévoilent contemplant par la foule des quatre mille quatre cent quatre-vingt-sept spectateurs bien tassés qui bravaient les averse.

Selon la tradition, Björn Borg, quatre fois vainqueur consécutif du tournoi, fut appelé à disputer le premier match. Sans concéder un set au musculeux gaucher égyptien Imad El Shafai, il joua à sa main, tout en dominant du spectacle. Ramportant-t-il son cinquième titre de rang ? Tout le monde se demande s'il réussira ce challenge unique dans l'histoire du tennis, encore que, pour être impartial, on se doit de rappeler que, jusqu'en 1968, les professionnels furent interdits d'être Rod Laver, autour du double grand chelem à sept ans de distance, aurait pu réaliser cet extraordinaire exploit.

Le second match à l'affiche du Centre Court faisait siffler la foule : pensez donc ! La réédition de la rencontre du Coupe Davis disputée à Bristol, la semaine passée, entre l'Allemand et John Faver, au cours de laquelle l'Allemand roumain avait joué son saut avec un pied de nez et quelques apostrophes bien senties, à l'arbitre de la chaise. Mais, hier, sur le pelouse auguste, où il disputa deux finales, Nastase s'était retrouvé tout gentil, allant jusqu'à faire lire la foule en invitant fort respectueusement le duo de Kent à demeurer sur place, alors que chacun dans la tribune royale s'était levé pour saluer son favori. Quant à Faver, battu cette fois sans remise, jure qu'il n'avait été à pareil honneur. Il faut reconnaître que, à part Buster Mottram et John Lloyd — que le tableau eût opposés dans un combat fratricide, — les Anglais sont dépourvus de vedettes masculines.

### RESULTATS

Borg (Suède) b. El Shafai (Égypte), 6-0, 6-0, 6-0. McNamee (Australie) b. Walcott (Australie), 6-0, 6-0, 6-0. G. B. b. Morretton (Fr.), 3-6, 6-1, 6-4, 6-4. Tim Gullikson (A.-U.) b. Fajour (Chili), 7-5, 6-3, 6-1, 6-4. (A.-U.) b. Martin (A.-U.), 6-4, 6-2, 6-4. Case (Australie) b. F. Gonzalez (A.-U.), 6-4, 6-2, 6-3. B. J. b. B. (Chili) b. B. (Australie), 6-3, 6-4, 6-2, 6-4. Warwick (Australie) b. B. (Australie), 6-3, 6-4, 6-2, 6-4. Kachel (Australie), 7-5, 6-3, 6-1. Nastase (Roum.) b. Faver (G.-B.), 6-2, 6-3, 6-4. Masterson (Australie) b. Moore (Australie), 2-6, 6-2, 6-0, 6-2.

Mais les vieux hommes-garde persistent : Mark Cox, vainqueur relativement facile de Gilles Moretton, qui ne peut prendre sa revanche de l'an dernier, et Roger Taylor, bien que battu en cinq sets par l'obscur Australien Rocaveri, faisaient encore glousser d'aise les collégiés-girls agglutinées le long des courts 3 et 5. La performance majeure n'en reste pas moins à l'actif des hommes d'équipe qui, toute la journée, inlassablement tiraient et reliraient les dix-huit bâches protectrices de l'herbe sacrée.

OLIVIER MERLIN.

## AUTOMOBILISME

### LES MENACES SUR LE GRAND PRIX DE FRANCE

Les négociations engagées entre la Fédération internationale du sport automobile (FISA) et l'Association des constructeurs (FOCA) pour que le Grand Prix de France (29 juin) se déroule normalement avec toutes les voitures de formule 1 n'ont pas encore abouti. Au cours d'une conférence de presse, tenue à Paris lundi 23 juin, M. Jean-Marie Balestre, président de la FISA, a déclaré s'être efforcé de faire passer le message des constructeurs (FOCA) pour que les concessions faites à la FOCA, M. Balestre a proposé que le 30 juin, le lendemain du Grand Prix de France, toutes les parties intéressées retournent de la prochaine réglementation et notamment de la suppression des jupes souples, cause de différends qui oppose la FOCA à la FISA.

La proposition de M. Balestre a, pour le moment, été rejetée par la FOCA. L'Association des constructeurs subordonne le déroulement normal du Grand Prix de France à des discussions qui doivent avoir lieu avant l'épreuve et non après.

Dix voitures seulement étaient engagées pour le Grand Prix de France, mardi 24 juin. Trois Ferrari, trois Alfa-Romeo, trois Renault et une Osella. M. Guy Ligier a fait savoir qu'il resterait solidaire de la FOCA et que sa participation au Grand Prix de France était liée à celle de tous les membres de l'Association.

## TALBOT A PRIS UNE PARTICIPATION DE 70 % DANS LE CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ LIGIER-SPORTS

M. Pierre-Pelletier, président-directeur général de Talbot, a annoncé, lundi 23 juin à Paris, que sa société avait pris une participation de 70 % dans le capital de la société Ligier-Sports. Le budget annuel de Talbot et de Ligier pour le programme de formule 1 (le Monde du 24 juin) n'a pas été précisé, mais il devrait s'élever à 40 millions de francs, la part de Ligier-Sports étant de 28 millions. Les Ligier-Sports ont été créés en 1976, s'élevant à 10 millions.

Les importants investissements que nécessite le développement du moteur V12 existant, les études et la construction du prochain moteur — un six cylindres turbo-compressé — n'entrent pas dans ce budget de 40 millions.

## D'UN SPORT A L'AUTRE...

BOULE — Le Mexicain Salvador Sanchez (vingt et un ans) a conservé, samedi 21 juin, à Las Vegas, son titre de champion du monde des poids plumes en battant par arrêt de l'arbitre à la quatorzième reprise l'Américain Danny Rios Lopez.

RUGBY — Le XV d'Australie a gagné par 13 points à 9, samedi 21 juin, à Sydney, le premier test-match qui l'opposait aux All Blacks.

## POLICE

### UN NOUVEAU MODÈLE DE VOITURE DE PATROUILLE MIS À L'ESSAI À PARIS

Six exemplaires de voitures de police d'un modèle nouveau ont été mis à l'essai dans la capitale et la région parisienne au cours du dernier week-end. Il s'agit de Peugeot 305 break, de couleur blanche à bandes rouges, portant le mot « police » en lettres bleues sur l'avant du capot, la coffre arrière et chacun des côtés.

Ces véhicules sont équipés de signaux d'alarme, d'un puissant haut-parleur et d'une rampe de toit lumineuse dotée de quatre gyrophares clignotants d'une puissance de 55 watts chacun.

Un terminal d'ordinateur installé sur le tableau de bord permettra aux fonctionnaires de la police de vérifier instantanément la situation administrative des véhicules et des passagers de tout véhicule éventuellement intercepté.

## Découverte d'un réseau de faux passeports pour des réfugiés politiques

Six personnes soupçonnées d'appartenir au réseau « Solidarité » créé il y a une quinzaine d'années par Henri Curjel, assassiné à Paris le 4 mai 1978, et accusées d'avoir fabriqué de faux passeports pour venir en aide à des réfugiés politiques, ont été arrêtées jeudi 5 juin, révèle, mardi 24 juin, le Quotidien de Paris. Deux d'entre elles, MM. Daniel Landré, professeur, et Yves Landréville, graphiste, ont été interpellées à Caen, et quatre autres, M. Jean-Philippe Blantowski, sculpteur, son épouse Maria, graveuse, de nationalité argentine, M. Philippe Lequenne, ingénieur, et Alain Sallens, employé communal, ont été appréhendées à Paris.

Ces six personnes ont été inculpées, par M. Jacques Migayrou, juge d'instruction au tribunal de Paris, de fabrication de faux documents administratifs et écrouées. Elles devaient être entendues ce mardi 24 juin.

Une perquisition opérée à Ivry (Val-de-Marne), dans un entrepôt, a permis de découvrir deux cents passeports fabriqués et huit cents autres en cours de fabrication, ainsi que du matériel nécessaire à la confection de ceux-ci.

Leur défenseurs, M. Nicole Dreyfus, Henri Leclerc et Jean-Pierre Mignard, vont déposer prochainement une demande de mise en liberté, une ordonnance favorable a déjà été rendue à l'égard de M. Alain Sallens, mais le parquet a fait appel de cette décision.

## Dix-sept mois de prison pour un inouïs.

M. Gilles Garrec, âgé de vingt-deux ans, agent d'exploitation aux postes et télécommunications, a été condamné vendredi 20 juin, par le tribunal permanent des forces armées de Rennes, à dix-sept mois d'emprisonnement pour inouïs, sous l'inculpation, notre correspondant, M. Garrec, qui n'avait pas demandé à bénéficier du statut d'objecteur de conscience, avait été arrêté le 15 mars dans le bureau de l'hôtel de ville de Rennes, où il déployait une bandelette réclamant la « Liberté pour tous les réfugiés » à l'entrée « le Monde » du 5 avril. Le jeune homme avait été libéré le 21 mars après qu'il eut observé une grève de la faim.

D'autre part, le tribunal correctionnel de Besançon (Doubs) a condamné respectivement à 300, 500 et 400 F d'amende MM. Yves Roy, Jean-Philippe Bilet et Gilles Gauthier, qui avaient, en octobre 1978, renvoyé leurs papiers militaires, par solidarité avec deux jeunes gens de la région qui avaient agi de même.

Un nationaliste corse libéré. — Sur ordonnance de M. Jean-Claude Thin, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'État, un nationaliste corse poursuivi pour avoir participé à l'occupation de l'hôtel Fesch d'Alger et de la mairie de Bastia, M. Maurice Lorenzoni, âgé de vingt-huit ans, agriculteur, a été mis en liberté.

## Faits et jugements

### Un couple de réfugiés sud-vietnamiens tués à Paris.

Un couple de réfugiés sud-vietnamiens, M. Duy Mach, médecin en retraite, âgé de soixante-quinze ans, et son épouse, Mme Thanh Cong Cam, pharmacienne, âgée de soixante-huit ans, ont été tués par strangulation dans leur appartement de la rue du Commandant-Moncholette, dans le quartier d'arrondissement de Paris. C'est leur fille, pharmacienne, qui a découvert le double meurtre, lundi, en début de soirée.

Selon les premiers éléments de l'enquête il semble qu'une fouille soignée de l'appartement ait eu lieu.

Inculpation de deux agriculteurs du Var. — Les deux agriculteurs varois, MM. Louis Imbert et Marcel Tino, appréhendés par la police le jeudi 19 juin après les deux attentats à l'explosif commis dans la nuit du 18 au 19 juin, contre le centre des Impôts de Toulon (le Monde du 21 juin), ont été inculpés de « tentative de destruction par explosif de bâtiments administratifs » et écroués le 20 juin à la prison de Toulon.

Après l'interpellation des deux agriculteurs, quelque trois cents personnes avaient occupé le 19 juin la mairie d'Hyères, puis manifesté à Toulon devant l'hôtel de police et la préfecture.

## Tentative d'attentat contre le monument des « cinquante-trois fusillés » de Châtillon (Rhône)

Lyon. — Deux charges de T.N.T. ont été découvertes, lundi 23 juin, par les gendarmes de Villefranche-sur-Saône (Rhône) derrière le monument aux « Cinquante-trois fusillés » de Châtillon (Rhône). Le détonateur et la mèche lente mis en place n'ont pas fonctionné et les services de déminage ont déjoué l'attentat. La tentative d'attentat avait été signalée par un appel téléphonique au bureau lyonnais de l'Agence France-Presse. D'autres appels anonymes à l'A.P.F. et à la gendarmerie de Villefranche-sur-Saône ont fait état, en termes très vagues, d'une « bombe » déposée, samedi 21 et dimanche 22 juin, dans un château situé à une trentaine de kilomètres de Châtillon.

Des jumeaux, sans qui appartenait à la Fédération d'action nationale européenne (F.A.N.E.) auraient célébré, dans la cour de ce château, la solennité d'être « dévoués » l'un à l'autre. Une tentative d'attentat avait été signalée par un appel téléphonique au bureau lyonnais de l'Agence France-Presse. D'autres appels anonymes à l'A.P.F. et à la gendarmerie de Villefranche-sur-Saône ont fait état, en termes très vagues, d'une « bombe » déposée, samedi 21 et dimanche 22 juin, dans un château situé à une trentaine de kilomètres de Châtillon.

## Une incrimination après le meurtre d'un notaire parisien.

Mlle Martine Anzani, juge d'instruction à Paris, chargée du dossier sur le meurtre du 3 juin d'un notaire parisien, M. Maurice Régant, a inculpé, lundi 23 juin, un employé de l'épave, M. Jean Mawen, d'origine camerounaise, qui a été écroué à la maison d'arrêt de Fresnes, avait déjà été placé en garde à vue au début de l'enquête, mais les charges contre lui étaient restées insuffisantes.

M. Maurice Régant avait disparu dans la matinée du 3 juin, après s'être rendu à son étude de la rue Saint-Fiacre (2<sup>e</sup> arrondissement). Une lettre, retrouvée dans l'escalier de l'immeuble, indiquait que le notaire avait été enlevé. Dans une seconde lettre, le ravisseur réclamait une rançon de 4 750 000 F. Les policiers estiment cependant qu'il s'agit d'un simulacre d'enlèvement : le corps de M. Maurice Régant avait été retrouvé le 4 juin, dans la cave de l'immeuble.

Le prince Thibault d'Orléans est maintenu en détention. La cour d'appel de Pau a confirmé, vendredi 20 juin, l'ordonnance de maintien en détention du prince Thibault d'Orléans.

Inculpé, le 26 avril, de complicité dans une tentative de vol qualifiée à main armée par M. Jean-Pierre Belmas, juge d'instruction à Tarbes, le prince Thibault a été élargi lors d'un procès à la maison d'arrêt de Pau (le Monde des 29 et 30 avril).

UTRONS  
IE LA SUBVERSION

soleil ?  
vos yeux  
méritent  
LEROY

Palet  
priet  
yette



# CARNET

**Réceptions**  
— Le délégué général du Québec et Mme Yves Michaud, ont offert lundi soir une réception à l'occasion de la fête nationale du Québec.

**Décès**  
— Mme Pierre Besse, Philippe et Véronique, M. Gabriel Besse, M. et Mme Jacques Besse et leurs enfants, Mme de Montigny de Pontis, Les oncles de la Charvatière de la Grandville et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Pierre BESSE,**  
rappelé à Dieu, à l'âge de cinquante-trois ans, muni des sacrements de l'Eglise, le 22 juin 1980.  
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 26 juin 1980, à l'église Saint-Jean-Baptiste, 1, rue de l'Eglise à Neuilly-sur-Seine, où l'on se réunira à 9 heures.  
L'inhumation aura lieu au cimetière de l'Est à Paris, le 26 juin, à 11 heures.  
1, rue du Général-Delanne, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Le président, Les membres du conseil d'administration, Tous les collaborateurs de l'U.A.P., ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Pierre BESSE,**  
directeur, à l'Union des assurances de Paris, survenu le 22 juin 1980.  
Les obsèques auront lieu à l'église Saint-Jean-Baptiste, 1, rue de l'Eglise, à Neuilly-sur-Seine, le jeudi 26 juin, à 9 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

**ROBLLOT S.A.**  
227-90-20  
ORGANISATION D'OBSEQUES

**soldes**  
DU 25 JUIN AU 5 JUILLET  
REMISE DE 30 % A 50 %  
SUR LES COLLECTIONS D'ÉTÉ  
**CHARLES JOURDAN**  
12 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ  
5 BOULEVARD DE LA MADELEINE  
86 AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
60/62 RUE DE RENNES  
FORUM DES HALLES  
PRINTEMPS 64 BOULEVARD HAUSSMANN  
GALERIES LAFAYETTE 40 BOULEVARD HAUSSMANN  
CENTRE COMMERCIAL PARLY 2  
CENTRE COMMERCIAL ROSNY 2

— M. Boiteux, président du conseil d'administration d'Electricité de France, M. O. Beyer, directeur général d'Electricité de France, ont le regret de faire part du décès de  
**M. Robert BOUDRANT,**  
directeur honoraire d'Electricité de France, survenu le 19 juin 1980.  
Les obsèques religieuses suivies de l'inhumation ont été célébrées à l'église de l'Assomption (Cher), le mardi 24 juin, à 16 heures.  
Un service funéraire aura lieu à Paris à l'église Saint-Roch, 1, rue de l'Assomption, le jeudi 26 juin, à 11 heures.

— Le recteur chancelier de l'université de Franche-Comté-Besançon, Le président et les membres du conseil de l'université de Franche-Comté-Besançon, Le doyen et le personnel de la faculté des lettres et des sciences humaines de Besançon, ont le regret de faire part du décès de  
**M. Roland FIETTER,**  
professeur d'histoire médiévale à la faculté des lettres et sciences humaines, directeur de l'Institut d'études comtoises et jurassiennes, officier des Palmes académiques, survenu le 20 juin 1980.  
Les obsèques ont eu lieu le lundi 22 juin 1980, à 9 heures, à l'église Notre-Dame, rue Mégevand à Besançon.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

**MOUQUETTE**  
à 50% de sa valeur  
100 % pure laine, grand trafic  
largeur 0,70, 3,66, 4,00, 4,57,  
5,50, à partir de 61 F le m2.  
à la Charonne - 75020 PARIS  
Métro Nation De 19 h. à 20 h.  
Tél. : 373-43-51 - 373-43-16.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— Paris, le 22 juin 1980.  
Le conseil d'administration de la société des Etablissements Méditerranée et l'ensemble du personnel ont la tristesse de faire part du décès de son conseiller compendial  
**Jacques GATTIGNO,**  
survenu le vendredi 20 juin 1980, à Paris.  
12, square Max-Rymann, 75015 Paris.

— Lagard, La Rochelle.  
M. et Mme Yvon Gillette, Anna, Maria, Sandra, M. et Mme Gillette, M. et Mme Gillette, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Fernand GILLETTE.**  
Les obsèques religieuses ont eu lieu le mardi 24 juin 1980, à La Rochelle, à 14 heures.  
1, rue Robert-Nod, 17140 Lagard.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— Paris, le 22 juin 1980.  
Le conseil d'administration de la société des Etablissements Méditerranée et l'ensemble du personnel ont la tristesse de faire part du décès de son conseiller compendial  
**Jacques GATTIGNO,**  
survenu le vendredi 20 juin 1980, à Paris.  
12, square Max-Rymann, 75015 Paris.

— Lagard, La Rochelle.  
M. et Mme Yvon Gillette, Anna, Maria, Sandra, M. et Mme Gillette, M. et Mme Gillette, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Fernand GILLETTE.**  
Les obsèques religieuses ont eu lieu le mardi 24 juin 1980, à La Rochelle, à 14 heures.  
1, rue Robert-Nod, 17140 Lagard.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

# ESPACE

APRÈS L'ÉCHEC DU 23 MAI

## Le prochain lancement d'Ariane serait retardé de un à trois mois

Les causes de l'échec du deuxième lancement de la fusée Ariane, le 23 mai dernier, ne sont toujours pas établies. Les enquêteurs, comme doit le révéler prochainement un communiqué commun de l'Agence spatiale européenne (ESA) et du Centre national d'études spatiales (CNES), en sont toujours réduits aux hypothèses.  
« Quel phénomène est l'origine de la défaillance du moteur D du premier étage de la fusée ? Au cours des quatre semaines écoulées, les groupes de travail mis en place ont pu réduire le champ de leurs investigations et, aujourd'hui, ils ne retiennent que trois catégories de causes probables, sans qu'il soit encore possible de privilégier l'une d'entre elles. La première concerne la période de démarrage du moteur D. Au cours de celle-ci, certains paramètres comme le temps de montée en régime, par exemple, ont révélé une « dispersion » anormale. La seconde a trait aux interférences qui peuvent apparaître entre le sol et la fusée au moment du décollage. Bien n'a encore permis de déterminer si cette hypothèse, présentée peu de temps après l'échec, était la bonne. La troisième enfin, moins théorique, vise la découverte d'un corps étranger dans le moteur. Lors du démarrage à Kourou du moteur D, les techniciens ont trouvé une petite plaque d'identification en plastique dans l'injecteur, sorte de pompe de doseuse par laquelle passent avant de s'enflammer spontanément les ergols — U.D.M.H.E. et peroxyde d'azote — alimentant le moteur. Cette plaque, en obstruant trois trous sur quatre cent trente-deux, aurait pu engendrer, comme le fait un corps étranger dans un carburateur de voiture, des vibrations fatales au moment de l'essai. Pour le moment, rien ne permet encore de savoir si cette plaque était ou non présente à cet endroit au moment de la mise à feu. L'état et le début de l'automne seront à peine suffisants pour multiplier les essais — n'envisage-t-on pas notamment d'organiser à Vernon (Eure) un trentaine ou une quarantaine de tirs de moteurs Viking sur les installations de la Société européenne de propulsion — et retarder ou éliminer certaines des hypothèses formulées ?

Sur tout cela de même, il est pratiquement acquis que les deux prochains tirs de qualification du lanceur seront retardés : LO-3 intervenant entre décembre 1980 et février 1981 au lieu du mois de novembre et LO-4 avant la fin du premier semestre de l'année prochaine. Dans les milieux spécialisés, certains pensent que cela pourrait amener à décaler légèrement le premier vol opérationnel (LO-5) d'Ariane, prévu pour la mise en orbite de deux satellites de l'ESA (Marecs-B et Siro-2), sans que les tirs suivants soient affectés. Ainsi, celui réservé à l'organisation Intelstat, premier d'un européen d'Ariane, pourrait être d'autant plus facilement maintenu à la date prévue qu'il n'est pas prévu que ce lancement ait lieu en décembre 1981 ou janvier 1982, soit avec un retard de six mois (le Monde du 12 mai) sur la date initialement contractée. Dans l'immédiat, les responsables du programme Ariane vont faire leurs comptes. Évaluer le coût financier de tous les essais, tests et expériences qu'il va falloir mener et regarder, malgré cet incident de parcours,

— Dans l'avis de décès de Georges R. MANTU paru dans notre numéro daté 24 juin, il fallait lire : l'église Saint-Jean-Baptiste de Granelle, 23 place Étienne-Farrel, 75015 Paris.

**Remerciements**  
— Dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les marques de sympathie qu'ils ont reçues à l'occasion du décès de  
D. Jean-François PINON,  
Le docteur et Mme P. Pinon, M. et Mme B. Pinon, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs plus sincères remerciements.

**Anniversaires**  
— Quinquantième, Lorient : Il y a 50 ans, Jean-Charles BELLEGUIC quitte la terre à 17 ans. Il est décédé le 23 juin 1980, à l'âge de 67 ans. M. et Mme Jean-Charles Belleguic, ses enfants, sa mère et sa sœur ont la douleur de faire part du décès de leur fils. Une messe a été dite à son intention dans l'intimité familiale.

— Ses enfants et son épouse, André Davidovitch, rappellent le souvenir de  
Valentine, Sophie, Marguerite TOPOLSKI,  
chirurgien-dentiste honoraire, ancien chef de clinique à l'école de chirurgie dentaire de Paris, pour le premier anniversaire de son décès, le 25 juin 1979.

**Communications diverses**  
— Signatures de livres : — des Maîtres Christian Jacq et Patrick de la Fumée signant leurs œuvres le mercredi 25 juin, de 16 h. à 20 h. à la librairie Albin, 4, place de l'Odéon, Paris (6<sup>e</sup>).

— Les deux SCHWEPFES, l'un se retourne, l'autre pas.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

— M. et Mme Jean Figuière et ses enfants, Mme Marie Figuière, M. et Mme Louis Figuière, ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean FIGUIÈRE,**  
survenu le 22 juin 1980.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Boulogne, le mercredi 25 juin, à 17 heures.

**L'homme capable**

**GÉLIBATAIRES**  
Multipliez vos rencontres...  
Pour fonder un foyer, profiter des facilités que vous offre la C.M.P. 43, rue La Fayette (N<sup>o</sup> 75009 PARIS), Militaire de Jeunes gens, jeunes filles, veufs et veuves de 18 à 75 ans. DE TOUTES RÉGIONS, de toutes situations.  
Passionnante brochure illustrée GRATUITE (il suffit d'envoyer vos nom, âge et adresse). Renseignez-vous pour rencontrer votre idéal, peut-être près de chez vous, ailleurs, simple, cher, riche, étonnant (42.000 références constatées par huisserie).

**AULD-REEKIE**  
**Soldes**  
9, place Saint-Augustin (8<sup>e</sup>)

**SOLDES**  
d'articles d'été  
du 24 Juin  
au 19 Juillet  
CHEMISERIE  
CONFECTION  
BONNETERIE  
CRAVATTE  
ELYSÉES  
SOIERIES  
67, Champs-Élysées,  
de 9 h 30 à 19 h

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Mathématiques  
75005 PARIS - CROIX 83  
G.L.P. Paris 437-43  
ABONNEMENTS :  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
262 F 321 F 461 F 595 F  
TOUT PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
367 F 461 F 595 F 729 F  
ÉTRANGER  
(par mandat)  
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
304 F 395 F 535 F 729 F  
R. - SUISSE - TURQUIE  
389 F 504 F 729 F 945 F  
Par voie aérienne  
Droit sur demande  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse :  
indiquer ou préciser (s'il y a lieu) les numéros de nos abonnés sont invités à formuler leur demande tous les mois avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.  
Imprimé :  
S. A. Le Monde  
5, rue des Mathématiques  
PARIS-IX  
1978  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire n° 97491.



Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

L'homme : la seule espèce animale capable d'influencer son évolution

Une centaine de spécialistes d'une vingtaine de nationalités différentes ont participé au colloque international sur les processus de l'homination, organisé à Paris par le Centre national de la recherche scientifique et la Société d'anthropologie de Paris, du 18 au 20 juin. Après avoir rendu hommage à Paul Broca (mort en 1880), un des fondateurs de

l'anthropologie, les participants ont écouté — et discuté — une cinquantaine de communications regroupées en deux thèmes principaux : d'une part, l'évolution de l'homme (depuis l'origine du genre Homo jusqu'à l'évolution des hommes actuels), d'autre part, les facteurs de l'évolution et de diversité humaine (milieu, climat, génétique).

Aucun fossile prenant place sur la lignée humaine n'a été trouvé pour cette période. Il est donc impossible de retracer à coup sûr la filiation de l'australopitèque.

Autre problème : on pensait que du premier Australopitèque (*Australopithecus africanus*) descendait non seulement des formes ultérieures d'australopitèques (*Australopithecus africanus* et *Australopithecus africanus*), mais aussi des formes ultérieures de l'homme (*Homo habilis*).

Tout le monde est d'accord pour faire des Australopitèques d'Afrique de l'Est et d'Afrique du Sud les premiers véritables hominidés.

Ils ont indéniablement la bipédie et la station debout, même s'ils sont encore un peu courbés. Les molaires présentent des ressemblances avec celles du Ramapithecus.

Entre la disparition du Ramapithecus (il y a 8 millions d'années) et l'apparition de l'australopitèque, vers 5 (ou 6,5) millions d'années, il y a un trou.

Un ancêtre discuté

Le cerveau commence à grossir

L'« Homo habilis » en Asie ?

■ **NAISSANCE DE L'HOMME**, de Robert Clarke, Editions du Seuil, 271 pages illustrées, 55 francs environ. L'homme, dans son orgueil et son égoïsme, se met volontiers au centre du monde. Il n'a pas tout à fait tort car il est incalculablement une espèce animale unique en son genre qui, en quatre ou cinq millions d'années, a réussi à s'implanter sur toute la planète et à la dominer. D'où vient l'homme, quand est-il apparu, comment s'est-il évolué, comment s'est-il adapté aux techniques de plus en plus complexes ? C'est ce qu'explique Robert Clarke dans son livre *Naissance de l'homme*.

■ **L'ASCAUX INCONNU**, par Arlette Leroi-Gourhan, Jacques Allain et Jean Leclercq, Editions du C.N.R.S., 381 pages, nombreuses illustrations, 160 francs. Lascaux, le nom évoque les admirables peintures qui ornent les parois de la grotte depuis dix-sept mille ans. Mais, trop souvent, il n'évoque que cela. Il y a, pourtant, bien plus que les peintures à Lascaux. Des fouilles minutieuses y ont retrouvé, en effet, 400 outils de pierre, 28 objets en os, en bois de renne ou en bois de cerf, 34 lampes rudimentaires, des coquillages (parures ?). A ces témoins de l'activité humaine, il faut ajouter de nombreux os de rennes, quelques vestiges de cerfs, de chèvres, de porcs et de chevaux, et des restes de petits animaux (Néandertal, lapins, lièvres, rats, hérissons, grenouilles...).

■ **L'« Homo habilis » en Asie ?** Pour M. Coppen, l'*Homo habilis*, que l'on croyait cantonné entre 2,5 (ou 4) millions d'années et 1,5 million d'années à l'Afrique de l'Est et à l'Afrique du Sud, aurait en fait commencé à voyager très tôt. Pour lui, les quelques restes, vieux de 1,9 million d'années, trouvés à Java, et ceux de Chine, datant de 2 millions d'années, appartiennent à une créature du genre *Homo* nettement plus archaïque que l'*Homo erectus*. L'*Homo erectus* (longtemps appelé *Pithecanthropus*) dans la lignée humaine, il a vécu de 1,7 million d'années à 100 000 ans et de lui descend l'*Homo sapiens* (c'est-à-dire l'homme actuel). Si l'hypothèse de M. Coppen est confirmée, elle montrerait que l'extension du genre *Homo* à une très vaste aire géographique a été beaucoup plus précoce qu'on ne le croyait jusqu'à maintenant.

■ **DEUX LIVRES** de Robert Clarke, Editions du Seuil, 271 pages illustrées, 55 francs environ. L'homme, dans son orgueil et son égoïsme, se met volontiers au centre du monde. Il n'a pas tout à fait tort car il est incalculablement une espèce animale unique en son genre qui, en quatre ou cinq millions d'années, a réussi à s'implanter sur toute la planète et à la dominer. D'où vient l'homme, quand est-il apparu, comment s'est-il évolué, comment s'est-il adapté aux techniques de plus en plus complexes ? C'est ce qu'explique Robert Clarke dans son livre *Naissance de l'homme*.

■ **L'ASCAUX INCONNU**, par Arlette Leroi-Gourhan, Jacques Allain et Jean Leclercq, Editions du C.N.R.S., 381 pages, nombreuses illustrations, 160 francs. Lascaux, le nom évoque les admirables peintures qui ornent les parois de la grotte depuis dix-sept mille ans. Mais, trop souvent, il n'évoque que cela. Il y a, pourtant, bien plus que les peintures à Lascaux. Des fouilles minutieuses y ont retrouvé, en effet, 400 outils de pierre, 28 objets en os, en bois de renne ou en bois de cerf, 34 lampes rudimentaires, des coquillages (parures ?). A ces témoins de l'activité humaine, il faut ajouter de nombreux os de rennes, quelques vestiges de cerfs, de chèvres, de porcs et de chevaux, et des restes de petits animaux (Néandertal, lapins, lièvres, rats, hérissons, grenouilles...).

■ **L'« Homo habilis » en Asie ?** Pour M. Coppen, l'*Homo habilis*, que l'on croyait cantonné entre 2,5 (ou 4) millions d'années et 1,5 million d'années à l'Afrique de l'Est et à l'Afrique du Sud, aurait en fait commencé à voyager très tôt. Pour lui, les quelques restes, vieux de 1,9 million d'années, trouvés à Java, et ceux de Chine, datant de 2 millions d'années, appartiennent à une créature du genre *Homo* nettement plus archaïque que l'*Homo erectus*. L'*Homo erectus* (longtemps appelé *Pithecanthropus*) dans la lignée humaine, il a vécu de 1,7 million d'années à 100 000 ans et de lui descend l'*Homo sapiens* (c'est-à-dire l'homme actuel). Si l'hypothèse de M. Coppen est confirmée, elle montrerait que l'extension du genre *Homo* à une très vaste aire géographique a été beaucoup plus précoce qu'on ne le croyait jusqu'à maintenant.

Les prises de brevets sur les organismes vivants : un nouveau champ clos pour les juristes

La récente décision de la Cour suprême américaine par cinq voix contre quatre — de confirmer le jugement d'un tribunal qui ordonnait à l'U.S. Patent and Trademark Office (l'office américain des brevets) d'accorder un brevet à M. Ananda Chakrabarty pour la création d'une bactérie (« le monde » du mercredi 18 juin) n'est qu'un épisode d'une longue bataille juridique. On prévoit qu'elle pourrait être à l'origine de nombreuses autres batailles. Elle pose en tout cas des problèmes juridiques, techniques et philosophiques ou moraux.

cordée à l'inventeur ? Comment caractériser le micro-organisme : par les conditions de culture, le milieu, l'activité, les produits synthétiques ? Et comment traiter les mutations ? Tout être vivant évolue et même si l'on crée une culture de référence, les mutations naturelles modifieront les micro-organismes « étalons ».

2 janvier 1980, modifiée le 13 juillet 1978, indique que ne sont pas brevetables « les races animales ainsi que les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, cette disposition ne s'appliquant pas aux procédés microbiologiques et aux produits obtenus par ces procédés ». La question n'est pas clairement tranchée de savoir si le terme « produits » qui vise au premier chef les matériaux synthétiques par les micro-organismes, peut s'appliquer à ces micro-organismes mêmes.

P. BUT-ON breveter un être vivant ? La réponse à cette question est incontestablement affirmative aux Etats-Unis depuis que... Louis Pasteur a fait breveter une levure de bière. Des micro-organismes ont aussi été brevetés avant 1980 sans que nul s'en émeuve. La loi américaine prévoit d'ailleurs la possibilité de breveter des plantes — contrairement à la loi française.

Un nouveau champ d'activité

Elle est quelque peu académique dans la mesure où il n'y a pas en France, contrairement aux Etats-Unis, d'examen portant sur l'invention elle-même, mais simplement une recherche documentaire. Sans démontrer que ce qu'on lui présente comme une invention était déjà connu, l'Office des brevets est tenu de délivrer le brevet demandé. Plusieurs demandes ont déjà été faites qui courent à la fois le procédé de préparation, la souche bactérienne et le produit synthétique.

Les juges minoritaires ont d'ailleurs retenu un argument de l'Office national des brevets qui s'appuie justement sur cette possibilité de breveter des plantes. Le texte légal a été modifié en 1970, et certains juges estiment que, si le Congrès avait alors voulu autoriser la prise de brevets sur des micro-organismes, il l'aurait explicitement fait, comme il l'a fait pour les variétés végétales.

Toutes ces questions qui inquitent l'Office des brevets font au contraire l'affaire des cabinets de brevets. Ils volent en effet dans la décision de la Cour suprême l'ouverture pour eux d'un nouveau champ d'activités. Et les nombreux problèmes soulevés par cette décision leur promettent d'intéressantes batailles juridiques.

Aux termes de la loi, le premier et le troisième termes sont clairement brevetables, même si le micro-organisme ne l'est peut-être pas. On peut évidemment se demander comment trancherait un tribunal si un concurrent utilisait le même micro-organisme mais préparé et cultivé différemment, et pour fournir un autre produit. La question ne se pose pas encore.

Comment traiter les mutations ?

Bloquer la recherche ?

En sens inverse, on a soutenu que tout objet manufacturé par l'homme devait pouvoir être protégé. A faire de la vie une sorte de produit chimique, on se refuse à reconnaître la synthèse de l'urée par Wohler — et, par voie de conséquence, toute la chimie organique sortira du champ des inventions brevetables.

La loi française exclut les variétés végétales des inventions brevetables mais seulement depuis quelques années. Antérieurement, il était usuel de breveter certaines plantes, comme les roses. Une loi particulière protège les variétés de plantes quand elles ont fait l'objet d'une culture et d'un examen prouvant leur nouveauté. La protection s'étend à certains pays étrangers — cela dépend des types de plantes — mais est considérée comme moins forte qu'une protection par brevet. En particulier, elle n'interdit pas la culture à petite échelle d'une variété dans le but d'en créer d'autres. Et cela soulève une nouvelle question à propos des micro-organismes : s'ils sont brevetés, ne risque-t-on pas de bloquer la recherche en empêchant d'autres que leur inventeur de les utiliser comme point de départ d'une nouvelle lignée ?

MAURICE ARVONNY.

Derrière les questions de principe se profilent des raisons économiques ou pratiques, qui doivent avoir accès à toute demande, faire un examen de fond de l'invention proposée, s'estimer mal armé pour juger de la nouveauté d'une bactérie, et s'inquiéter des nombreux problèmes qui ne vont pas manquer de se poser : comment bloquer la recombinaison génétique ?

La faible majorité de cinq voix contre quatre pourrait inciter l'Office américain des brevets à demander à la Cour de reconsidérer sa décision. Il dispose d'un délai de vingt-cinq jours pour faire cette demande et tenter de faire changer d'avis un des juges majoritaires. Il n'est pas non plus exclu que le Congrès américain prenne position et fixe ou modifie la loi, comme la Cour l'y a vivement invité. On voit donc que la situation est loin d'être figée. Quelle est en comparaison la situation française ? La loi du

Une centaine de demandes

LEUREUX bénéficiaire de la décision prise par la Cour suprême des Etats-Unis, les biologistes Ananda Chakrabarty de la General Electric Company est le père d'un micro-organisme capable de décomposer le pétrole brut en dioxyde de carbone et en protéines (le monde du 1<sup>er</sup> novembre 1978). Cet organisme mangeur d'hydrocarbures, baptisé « super bug » dans le jargon local, pourrait être efficace contre les marées noires. Son inventeur avait déposé une demande de brevet à ce sujet en 1972.

La technologie utilisée pour fabriquer la plupart des micro-organismes est celle de l'ADN synthétique. Les professeurs Stanley Cohen et Herbert Boyer, de l'université de Stanford et de l'université de Californie, sont considérés comme les pionniers de la recherche en matière d'ingénierie génétique.

contribuent, par leurs recherches à l'essor de l'industrie biologique, de l'avis des nouveaux industriels, la décision du 16 juin est extrêmement positive, sinon aussi révolutionnaire qu'on semble le suggérer. Dotant de légitimité ce type de recherches et ses applications industrielles, elle donne un coup de pouce à l'industrie et risque de rassurer les investisseurs timides, inquiets, de se voir éventuellement voler par un concurrent peu scrupuleux les micro-organismes sur lesquels ils auraient placé de l'argent.

Des répercussions révolutionnaires

Rs ont, eux aussi, déposé auprès du U.S. Patent Office une demande de brevet concernant cette technologie de greffe de gènes. Le brevet n'a pas encore été accordé, mais pourrait bientôt l'être, dans le sillage de la décision du 16 juin. Le brevetage de cet outil de base de l'industrie biologique, à l'usage fort controversé, pourrait avoir des répercussions révolutionnaires sur la recherche et sur ses applications commerciales. De l'avis des biologistes qui

Pour la partie adverse, cette décision n'a fait qu'anticiper l'heure du « brave new world » prophétisée par Aldous Huxley. Un monde où, sous la protection de l'institution juridique suprême, on manipulerait en laboratoire le matériel génétique : où on commercialiserait la vie ; où certaines corporations en détenaient le monopole, comme elle le n'était qu'un simple baril de pétrole.

(1) Les singes anthropoïdes ou supérieurs (apes en anglais) comprennent les gorilles, les orang-outans, les chimpanzés et le plus à part, les gibbons. Ils seraient nos cousins plus proches que les autres singes (monkeys en anglais).

SYLVIE CROSSMAN



## POUR LA PROPULSION DE LA FUSÉE ARIANE

## Les Français veulent construire une usine de production pour s'affranchir des approvisionnements soviétiques

Le lanceur Ariane, qui pèse 210 tonnes au décollage, en pèse moins de 20 à vide. C'est essentiellement un ensemble de réservoirs et de moteurs, ces derniers utilisant l'énergie chimique fournie par la combustion des propulseurs dans les réservoirs. Pour les deux premiers étages, un des propulseurs est du peroxyde d'azote fourni par l'usine de Pierrefitte

(Hautes-Pyrénées) de la Compagnie française de l'azote. L'autre est un dérivé de l'hydrazine, l'UD.M.H., qui n'est pas fabriqué en France, ni dans aucun des autres pays d'Europe associés à la construction d'Ariane. Les premiers tirés d'Ariane ont été alimentés par de l'UD.M.H. soviétique, mais cette solution ne peut être que provisoire.

Le Centre national d'études spatiales (CNES) a chargé en 1975 un laboratoire de l'université de Lyon d'étudier un procédé de synthèse de l'UD.M.H. L'étude a conduit à la réalisation à Vernon (Eure) d'une unité-pilote qui fonctionne de manière satisfaisante. Une usine de production sera probablement construite dans quelques mois.

Un avion à réaction utilise l'oxygène de l'air pour brûler un combustible (kérosène) et obtenir ainsi l'énergie nécessaire à sa propulsion. Une fusée, au contraire, emporte son propre oxygène et combine deux propulseurs, un comburant fournisseur d'oxygène et un combustible. Comme il est évidemment plus coûteux de stocker l'oxygène dans un réservoir plutôt que d'utiliser l'air, on ne songe à remplacer le réservoir par la fusée pour le trafic aérien. En revanche, la fusée permet de sortir de l'atmosphère, et a ainsi permis l'exploration de l'espace.

Encore faut-il disposer des propulseurs nécessaires : le meilleur couple connu est obtenu en associant de l'oxygène liquide et de l'hydrazine liquide. Ce n'est pas simple étant donné la très basse température de liquéfaction de l'hydrazine et l'impossibilité de le stocker durablement à l'état liquide. Premiers utilisateurs des fusées, les militaires ont cherché des liquides plus maniables et ont développé des moteurs à hydrazine.

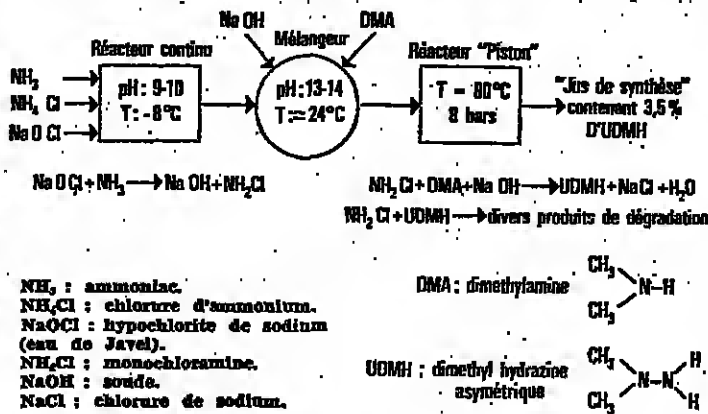
L'hydrazine est un hydrure d'azote ( $NH_2$ ). Il se combine spontanément avec des composés, comme l'acide nitrique ou les oxydes d'azote en dégageant beaucoup d'énergie. On peut remplacer l'hydrazine par divers dérivés, et on obtient toute une

série de couples possibles de propulseurs. Pour le lanceur Ariane, on a choisi au début du programme un moteur (1), étudié par la Société européenne de propulsion (SEP), qui était conçu pour utiliser deux propulseurs, le peroxyde d'azote  $N_2O_4$  et l'UD.M.H. (unsymmetrical dimethylhydrazine) de formule  $(CH_3)_2N_2NH_2$ . L'UD.M.H. est dérivé de l'hydrazine en remplaçant les deux hydrogènes liés à l'un des atomes d'azote (d'où le caractère non symétrique) par deux groupes méthyles constitués d'un atome de carbone et de trois atomes d'hydrogène. Du seul point de vue de l'efficacité de la combustion, l'UD.M.H. est un peu inférieur à l'hydrazine. Mais il est plus stable et de manipulation plus aisée.

L'UD.M.H. était fabriqué aux États-Unis, principalement dans une usine située près de Baltimore. Celle-ci a fermé en début des années 1970, d'une part parce que la demande d'UD.M.H. était très inférieure à sa capacité de production ; d'autre part, parce que des études sur les rats ont montré qu'un des intermédiaires formés pendant la synthèse, la diméthyl nitrosamine ( $(CH_3)_2NNO$ ), était fortement cancérigène.

Maître d'œuvre d'Ariane, le CNES s'est trouvé confronté à un problème d'approvisionnement.

Bien qu'ils disposent d'autres installations de capacité plus faible, les États-Unis n'étaient plus vendeurs. Un contrat signé en 1974 avec l'Union soviétique a assuré un approvisionnement en UD.M.H. jusqu'en 1985. Mais le CNES a demandé à un laboratoire de l'université de Lyon de mettre au point un procédé de synthèse qui évite les intermédiaires dangereux et donne un rendement satisfaisant. Dirigé par le professeur Cohen-Addad, ce laboratoire (2) faisait déjà des travaux sur l'hydrazine. Un chercheur et un ingénieur du laboratoire, MM. Henri Delah et Alain Marchand, sont partis d'un procédé classique de synthèse de l'hydrazine (procédé Raschig) et en ont fait une



$NH_3$  : ammoniac.  
 $NH_4Cl$  : chlorure d'ammonium.  
 $NaOCl$  : hypochlorite de sodium (eau de Javel).  
 $NH_2Cl$  : monochloramine.  
 $NaOH$  : soude.  
 $NaCl$  : chlorure de sodium.

augmenter le pH. On ajoute la diméthylamine (DMA) et on introduit le tout dans un réacteur "piston", sorte de colonne où les réactifs entrent par le bas et chassent vers le haut les produits de synthèse. Il s'agit d'éviter au maximum que l'UD.M.H. produit ne soit en contact avec la monochloramine qui entrerait dans le réacteur, car ces deux composés réagissent l'un sur l'autre.

La synthèse de l'UD.M.H. est faite sous pression et à haute température ( $80^\circ C$ ), ce qui favorise la réaction de synthèse par rapport à la réaction de dégradation. On obtient finalement un "jus de synthèse" contenant 25% d'UD.M.H. qui est ensuite distillé pour fournir de l'UD.M.H. pur à plus de 99%. Le rendement global de la réaction est d'environ 80%, et les réactifs qui n'interviennent pas directement (chlorure d'ammonium, soude) sont recyclés. L'équipe lyonnaise avait étudié une variante dans laquelle la monochloramine était extraite à la sortie du premier réacteur par un solvant organique. Cela conduisait à un mélange final plus riche en UD.M.H. (16% environ) et, donc, cela diminuait l'énergie dépensée pour la distillation finale. Meilleure en laboratoire, cette variante n'est devenue plus difficile à industrialiser et n'a pas été retenue.

M. A.

(1) Le moteur Viking équipe les deux premiers étages d'Ariane. Le UD.M.H. est alimenté par de l'hydrazine et de l'oxygène liquides.  
 (2) Laboratoire de physico-chimie minérale II, associé au CNRS.

## En toute logique

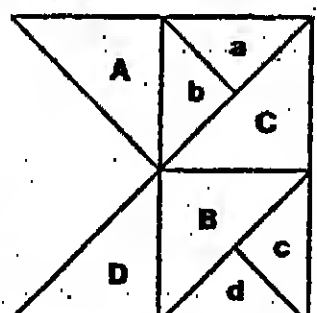
## Nombres sans douze

PROBLEME N° 174  
 Une compagnie de téléphone attribue à ses abonnés tous les nombres de six chiffres possibles. Néanmoins, pour leur éviter un certain type d'erreur, elle envisage d'exclure tous les numéros comportant le nombre 12, ou moins une fois, que ce soit au début ou à l'intérieur. Combien de numéros seraient ainsi utilisables ?

(Solution dans le prochain "Monde des Sciences et des Techniques".)

## SOLUTION

DU PROBLEME N° 173.  
 Voici une manière de partager ce qui reste d'un carré,



PIERRE BERLOQUIN.

## Albert EINSTEIN

un numéro spécial de la  
 REVUE DU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

publié à l'occasion de l'exposition qui se tient au Palais de la Découverte. Ce numéro reprend en partie le texte ou l'esprit des panneaux de la salle d'exposition.

128 pages ; prix : 15 F ; franco : 16 F ; étranger : 17 F

Abonnez-vous à la Revue du Palais de la Découverte

10 numéros par an plus 1 ou 2 numéros spéciaux.

France : 65 F ; Etranger : 85 F

Av. F.-D.-Roosevelt, 75006 PARIS

## la maladie coronarienne

Cardiologues et chirurgiens font le point sur les maladies des coronaires et leurs traitements.

En vente 290 F en notre librairie  
 19 rue Racine  
 75006 Paris

Pour tous renseignements complémentaires, renvoyez ce bon :  
 FLAMMARION  
 20 rue de Valenciennes  
 75006 Paris

## LES PRIX DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PHYSIQUE

La Société française de physique vient de décerner ses prix pour 1980 :

● Le Grand Prix de physique Jean-Becquerel (environ 60 000 F) à M. Maurice Kienass, directeur de recherche au C.N.R.S. (Orsay), pour ses travaux sur les solides ferromagnétiques, les cristaux liquides et la topologie des défauts dans la matière condensée ;

● Le prix Jean-Perrin de popularisation de la science, à M. Jean-Marie Lévy-Leblond, professeur de physique théorique de l'université Paris-VII, pour son travail à la tête de la collection "Science ouverte" ;

● Le prix Félix-Robin, décerné à un physicien pour l'ensemble de ses travaux, à M. Bernard Jacquot, de l'Institut Paul-Langevin de Grenoble, pour ses travaux utilisant la physique des neutrons ;

● Le prix Louis-Ancel, attribué à un spécialiste de la physique de la matière condensée, à M. Pierre Aigrain, du Centre d'astrophysique de Grenoble ;

● Le prix René-Cotton, attribué pour des travaux de physique atomique et moléculaire, à M. Henri Dubost, du laboratoire de photophysique moléculaire de l'université Paris-Sud ;

● Le prix Paul-Langevin, décerné à deux théoriciens, MM. Jacques Magnan et Roland Seneor, du laboratoire de physique théorique de l'École polytechnique ;

● Le prix Frédéric-Joliot-Curie, décerné cette année à une physicienne spécialiste de physique nucléaire, Mme Marie-Claire Mallet-Lenz, du centre d'études nucléaires de Saclay ;

● Le prix Foucault, pour des travaux de physique appliquée, à M. Stéphane Viannay, conseiller scientifique aux établissements Bertin ;

● Le prix Alain-Brirot, attribué à un jeune physicien ayant soutenu récemment une thèse dans le domaine de la matière condensée, à M. Jacques Robier, du laboratoire de métallurgie physique à l'université de Fontenay-le-Comte.

## LE RADAR AU SERVICE DE L'ARCHÉOLOGIE

Un radar aéroporté permet de repérer les structures archéologiques enfouies sous le sol. L'empire maya a dominé l'actuel Guatemala, l'actuel Belize et le sud-est du Mexique entre 250 avant Jésus-Christ et 900 après J.-C. Il a permis à une des plus brillantes civilisations précolombiennes de se développer. Sa population était, pense-t-on, de deux à trois millions d'habitants, et une partie d'entre elle vivait dans des agglomérations importantes. Comment pouvait-on nourrir tout ce monde, étant donné que le territoire est soit aride, soit montagneux, soit couvert de jungles marécageuses ?

En 1977-1978, au cours d'une expérience conjointe du Jet Propulsion Laboratory (J.P.L.) de Pasadena (Californie) et de l'Ames Research Center de la NASA, des images ont été prises, de 4 000 mètres d'altitude par radar aéroporté, d'une vaste zone couvrant 80 000 kilomètres carrés. Le radar avait été mis au point pour la NASA par le J.P.L. pour l'exploration de la planète Vénus, mais la surface est toujours cachée par d'épais nuages. Ce radar, appelé SAR (Synthetic Aperture Radar), a une résolution supérieure à celle des autres radars dotés d'une antenne de même dimension : il peut distinguer des objets de 15 mètres de côté grâce à sa capacité de mémoriser ce qu'il a déjà exploré et d'ajouter les mesures prises au cours d'un même passage.

Le SAR, « regardant » à travers les nuages qui couvrent la surface de la planète, a donné des images très claires des différents niveaux de la végétation de la forêt tropicale humide. Des hauteurs diverses de ces niveaux, on a pu déduire les irrégularités de la composition et de la forme des sols cachés par les feuillages.

Les images et les cartes qui en ont été tirées par M. Walter R. Brown, spécialiste des radars du J.P.L., ont été soumises au docteur Richard E.W. Adams,

professeur d'archéologie à l'université de Cambridge (Grande-Bretagne), qui voulait y rechercher des traces anciennes d'occupation ou de routes. Le docteur Adams a eu la surprise de voir apparaître, sous la forêt tropicale humide, un quadrillage régulier qui ressemblait à un système de canaux.

## Sur une vaste échelle

En février et en mars derniers, le docteur Adams, accompagné d'autres archéologues, est allé vérifier sur le terrain si ce quadrillage était bien dû à d'anciens canaux. Selon la NASA, cette expédition n'a pas été facile : elle progressait tantôt en canots, sur des voies d'eau « infestées d'alligators », tantôt à pied derrière plusieurs hommes qui ouvraient un passage à la machette.

Il s'agissait bien de canaux, larges de 1 à 3 mètres et profonds de 50 centimètres, destinés à drainer les terres marécageuses de façon à mettre en culture des parcelles carrées (couvertes aujourd'hui de roseaux et d'arbres au feuillage épais). En l'état actuel des recherches, le docteur Adams pense que le réseau des canaux s'étend, au Guatemala seulement, sur 14 000 kilomètres carrés. Mais il espère compléter ses études grâce à des radars aéroportés qui devraient permettre de distinguer des détails de 3 mètres de côté.

Quoi qu'il en soit, la découverte de ces canaux montre que les Mayas étaient capables de pratiquer une agriculture intensive sur une vaste échelle. Ils devaient cultiver le maïs, base de l'alimentation, et du cacao. Celui-ci était utilisé comme nourriture, certes, mais aussi comme monnaie — ce qui était courant en Amérique centrale — pour acheter à leurs voisins des marchandises utiles, par exemple l'obsidienne pour faire des outils, et du sel.

Y. R.

## L'homme : la seule espèce animale capable d'influencer son évolution

(Suite de la page 15.)

M. Woo Ju-kang (Institut de paléontologie des vertébrés et de paléanthropologie de l'Académie sinica de Pékin) semble d'accord maintenant pour faire des restes « chinois » vieux de 2 millions d'années une forme très archaïque du genre *Homo*. En outre, pour lui, tous les *Sinanthropes* (la forme chinoise des *Homo erectus*) ont déjà des caractéristiques morphologiques, incisives supérieures en forme de pelles, os des joues saillants, os du nez plus perpendiculaire à la face, carène axiale de l'os frontal, notamment. Cela pose donc la question de l'émergence de l'*Homo sapiens*. Pour certains spécialistes, l'*Homo sapiens* est apparu dans une seule région, alors que pour d'autres les *Homo erectus*, présents dans tout l'Ancien Monde, auraient évolué dans plusieurs endroits à la fois. Mais cette théorie d'évolutions simultanées et parallèles aboutissant toutes à une espèce unique, l'*Homo sapiens*, est très controversée.

Toute évolution est progressive. Entre deux stades bien typés, il y a donc tous les intermédiaires possibles, et plusieurs types ayant coexisté à un moment donné, on pourrait supposer qu'ils étaient interféconds. Or, pour tous les biologistes, ne sont interféconds que les individus appartenant à une même espèce.

En poussant ce raisonnement, Mme Emilienne Genet-Vaucher (qui était à l'université de Paris-VI) en vient même à se demander si le genre *Homo* est réellement divisé en espèces *Habla*, *erectus* et *sapiens* et si on ne peut parler d'*Homo sapiens* dès l'apparition du genre *Homo*. M. Jan Jelinek (université de Brno) pose une question analogue : l'*Homo erectus* n'est-il pas déjà un *Homo sapiens* ?

Pour Bernard Vandermeersch (université de Paris-VI) l'*Homo sapiens* serait apparu en Asie, puis aurait gagné l'Europe où il aurait donné naissance à une sous-espèce, *Homo sapiens neanderthalensis*. Celui-ci se serait ensuite répandu vers l'ouest de Neandertal dans l'ouest de l'Europe (de Gibraltar à l'Ouzbékistan et au Proche-Orient), entre environ 100 000

et 35 000 ans, époque à laquelle il a disparu. En l'état actuel des recherches, on ne connaît pas d'autres sous-espèces d'*Homo sapiens* (à part *Homo sapiens sapiens*, c'est-à-dire l'homme actuel) qui occupent les cinq continents depuis lors. Mais l'Asie et l'Afrique sont vastes et ont été peu fouillées. Il n'est donc pas totalement exclu que des sous-espèces d'*Homo sapiens* contemporaines de l'homme de Neandertal et particulières à ces deux continents soient identifiées, un jour.

L'espèce humaine est vraiment unique dans tout le règne animal. Naturellement désarmés par une course lente et l'absence de griffes ou de crocs puissants, les ancêtres de l'homme ont su, dès 3 millions d'années, se doter d'outils qui leur ont permis de compenser leurs handicaps, grâce à leurs capacités d'intelligence et de réflexion. L'évolution de l'homme n'est pas seulement morphologique et physiologique, elle est aussi culturelle. Ainsi, l'homme a-t-il pu s'adapter à tous les milieux qu'il a peu à peu occupés et est-il la seule espèce animale qui se soit répandue sur cinq continents.

Sa vie culturelle et sociale a bouleversé son évolution naturelle. Il est certain que survivent de plus en plus d'êtres humains qui, normalement, seraient morts sans avoir eu le temps de se reproduire. Et il est évident que les conditions socio-culturelles retentissent sur l'évolution physique. Ainsi, comme le dit M. Henry de Lumley, professeur au Muséum national d'histoire naturelle, l'homme est-il la seule espèce animale capable d'influencer son évolution.

YVONNE REBEYROL.

NOTRE  
**Télex**  
 POUR VOS COMMUNICATIONS  
 Vous avez des télégrammes à envoyer ?  
 Vous avez des télégrammes à recevoir ?  
 Vous avez des télégrammes à envoyer et à recevoir ?  
 Alors, contactez-nous !  
 SERVICE TÉLEX  
 36.12.82-36.12.82  
 83, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

ANNUAIRE HÔPITALAIRE  
 L'année 1979 a été  
 du nombre des admi...







Le Monde

# régions

PICARDIE

## EXERCICE

### Des élèves de première planchent sur le parc régional

Comment intéresser les élèves de première aux problèmes d'aménagement ? Une expérience pédagogique qui s'est déroulée par un succès lors de l'année scolaire 1977-78 vient d'être renouvelée dans l'académie d'Amiens. La première fois, il s'agissait de la côte picarde ; cette fois-ci, c'est la région naturelle régionale de la Picardie maritime qui était proposée à l'étude des élèves, conjointement par l'Education nationale et l'Organisation régionale d'études et d'aménagement de la Picardie (OREAP).

Devant un jury composé notamment du préfet de la région, du recteur d'académie et du directeur de l'OREAP, des jeunes gens ont fait part de leur conception de l'environnement. Les qualités des recherches et des solutions proposées étaient différentes selon les équipes, mais les problèmes et les solutions se ressemblaient, même

si les uns avaient été plus loin que les autres dans leur travail. Le parc régional ne comprend pas que la baie de Somme et la côte jusqu'au pas de Calais. Il s'étend aussi au nord et à l'ouest d'Abbeville dans la Ponthieu et la Marquenterre. Les enquêteurs scolaires, comme l'ont fait avant eux les professionnels de l'aménagement, se sont heurtés à des phénomènes contradictoires qu'il faut pourtant prendre en compte. Ainsi la baie de Somme est un des plus importants lieux de passage en France des oiseaux migrateurs. Par là même les chasseurs de gibier d'eau sont nombreux dans les étangs, les marais et au bord de la mer. La nécessité de préserver les oiseaux en même temps que la pesantur du lobby cynégétique se retrouvent dans toutes les équipes qui laissent aux chasseurs plus ou moins d'espace pour exercer leur activité.

#### Amiens et ses champions

La protection du site a été invoquée pour que soient interdites les constructions anarchiques — tant agricoles que touristiques — qui dénatureront le paysage et l'intérieur des terres et sur le littoral. La préservation de l'agriculture traditionnelle a été évoquée de même que la nécessité de faire vivre en bonne intelligence les autochtones et les écrivains qui débarquent dans cette zone verte, par centaines de milliers, chaque été ; car finalement, c'est de ces touristes que dépend et que dépendra plus encore la survie de cette région picarde. Les élèves ont tout inventé pour attirer les touristes (parcs d'attractions, campings plus nombreux, construction d'hôtels, aménagements de gîtes ruraux) et pour que Nordistes et Parisiens ne viennent pas dévaler de leurs vacances en Picardie (Centres culturels, représentations théâtrales, expositions, conférences, circuits, stages artistiques, etc.). Mais comme il ne faut pas tout miser sur

le tourisme, certains ont même proposé la création de petites industries — pas plus de cinquante personnes — non polluantes, comme des conserveries par exemple, car qui amènerait certains agriculteurs à se reconverter dans une agriculture intensive. Unanimité en tout cas : la Côte d'Opale ne doit pas devenir un boulevard de la mer comme la Croisette ou la Promenade des Anglais. C'est l'équipe de M. Petit, de la cité scolaire d'Amiens, qui a enlevé le premier prix à l'unanimité. M. Petit est un réclameur : c'est lui, en effet, qui avait mené à la victoire ses élèves lors de la première expérience il y a deux ans. L'année prochaine, trois établissements de plus participeront au concours. Résultat positif donc, d'autant plus qu'une partie du temps de préparation sera intégré dans les horaires d'enseignement normal d'histoire et de géographie. D'autres académies pourraient imiter celle d'Amiens. — M. G.

### Le président (communiste) du conseil régional expose ses griefs contre le pouvoir central

Quand l'autorité préfectorale « entrave le jeu de la démocratie »

De notre correspondant

Amiens. — M. Raymond Maillet, le seul président communiste de conseil régional en France, a été élu en Picardie le 1<sup>er</sup> février. La mission régionale — c'est-à-dire les services du préfet de région — est Amiens installée sur la mail Albert-1<sup>er</sup> dans les anciens locaux du Crédit agricole dont la raison sociale s'étale encore en grosses lettres sous les fenêtres du petit bureau où travaille le nouveau président.

Après avoir rappelé que le conseil régional n'est pas composé majoritairement d'élus communistes (1), M. Maillet — quarante-cinq ans, ancien instituteur, militant du P.C. depuis 1953, maire de Monchy-Saint-Éloi (Oise) depuis 1970, conseiller général de Liancourt depuis 1976, député de l'Oise depuis 1978 — développe une argumentation qui s'appuie sur trois points essentiels, et d'abord souligner les actions des travailleurs dans les usines pour empêcher les fermetures et les licenciements.

Selon lui, il faut s'appuyer sur l'existence d'entreprises importantes et solides en Picardie. « La motte est à l'artisanat, dit-il, mais on ne peut construire une économie régionale sur le seul secteur de l'artisanat. Il faut des emplois productifs et maintenir ce qui existe. » Le deuxième point de sa politique tourne autour de l'objectif : encourager tout ce qui peut être créé. En affirmant que « le conseil régional le fait depuis longtemps », il rend implicitement hommage à ses prédécesseurs de la majorité. « Même et cela ne peut pas régler le problème de l'emploi, ajoute-t-il, si ne fait cependant rien négier. » Enfin M. Maillet souligne que plusieurs industries doivent être développées : la SNTAS (aviation) de Meaux, près d'Albert, dans la Somme, Motobécane à Saint-Quentin, dans l'Aisne, pour laquelle il fait remarquer qu'il est « impossible qu'il n'y ait pas de fabrication de grosses motos en France ». Selon lui, M. Dassault s'intéresserait de près à la question, et pourrait apporter un concours financier à Motobécane, ce qui prouve que c'est un secteur rentable. Il importe également de relancer le Pontonx à Font-Sainte-Maxence. Cette entreprise est la seule capable de fabriquer de la chaudière fine, dont des fermenteurs pour les industries agro-alimentaires. L'usine a conclu de nombreux contrats avec les pays de l'Est. M. Maillet parle encore du textile « que les frères Willet veulent supprimer en Picardie, alors que dans ce domaine existent en France des besoins auxquels des pays étrangers ne peuvent répondre ».

L'agro-alimentaire est également une des branches-clés de l'économie qui peut être développée dans la région. Et les institutions ? Interrogé sur l'efficacité des conseils régionaux, le président communiste répond : « Il est incontestable que la région n'a pas plus de pouvoirs économiques. Elle ne peut apporter que quelques aides. L'initiative économique lui

échappe totalement. Ce ne sont pas les conseils régionaux qui recroqueront la crise. Le problème est celui d'un changement de politique qui sera obtenu par l'action des travailleurs en France. » D'ailleurs si le seul président régional communiste n'a pas signé (alors que les socialistes l'ont fait) le communiqué rédigé à l'issue de la réunion récente à Paris des présidents de conseils régionaux (le Monde du 3 mai), c'est « pour ne pas accepter la politique du gouvernement, les participants à cette assemblée s'étant contentés de réclamer quelques petites miettes ».

M. Maillet se plaint que les possibilités de travail d'un président de conseil régional sont « extrêmement limitées ». Selon lui, c'est de propos délibéré : « La tendance du gouvernement est que les présidents des conseils régionaux soient des hommes seuls, sans personnel, sans possibilité de faire un travail utile aux assemblées. On veut que le conseil régional ait à répondre ou non aux propositions préfectorales sans avoir les possibilités de les étudier. » Les précédents présidents, ajoute M. Maillet, parlant de ses collègues de la majorité, disaient qu'ils n'avaient rien pour travailler et s'en satisfaisaient. Je connais des régions où les présidents, même s'ils sont favorables au gouvernement, demandent à pouvoir faire d'autres choses que celles présentées par l'autorité préfectorale. C'est la démocratie qui est en question. »

Quant à la fiscalité régionale (le taux a été limité, volontaire-

ment cette année à ce qu'il était en 1979 par la nouvelle majorité de gauche), les communistes estiment que l'Etat n'a pas à reporter sur la région et ses habitants des frais qui lui incombent. Leur thèse, par la voix de M. Maillet, est plus exactement que l'Assemblée régionale devrait avoir des compétences nouvelles pour lesquelles il y aurait des transferts de financement. Les régions bénéficieraient de la part correspondante des revenus de l'Etat. Alors qu'aujourd'hui, « c'est au contraire le gouvernement qui décide et les régions qui doivent payer ». Pourtant — M. Maillet le souligne — ce serait faire fausse route de penser que la région doit remplacer l'Etat.

Ainsi, de sa propre initiative, la Picardie a englobé des sommes considérables pour l'élargissement du canal de l'Oise jusqu'à Compiègne. Un travail qui se révèle inutile puisque le gouvernement n'a pas suivi et qu'il faut maintenant remettre en chantier des projets de communication fluviale Seine-Est et Seine-Nord.

Quand on lui demande pourquoi le parti communiste, qui est jacobin et centralisateur, souhaite que le conseil régional soit élu au suffrage universel et à la proportionnelle, M. Maillet répond : « Nous ne voulons pas calquer l'organisation de la société française sur celle du parti communiste. Ce qui est bon pour le P.C. ne l'est pas forcément pour la France. »

MICHEL CURIE.

(1) Treize communistes, douze socialistes, dix-sept radicaux de gauche et vingt-deux élus favorables à la majorité gouvernementale.

#### Scolarisation des enfants des communes hors la ville

### Amiens ne veut plus payer

Estimant que ce n'est pas aux Amiénois de prendre en charge les enfants des communes environnantes (coût : 40 000 F par an), le conseil municipal d'Amiens avec à sa tête M. René Lamba, communiste, décidait, le 23 mai, qu'à partir de la prochaine rentrée scolaire, les enfants domiciliés à l'extérieur de la commune ne seraient plus acceptés dans les écoles publiques maternelles et primaires de la ville. Pour les enfants déjà inscrits, la ville demandait une participation financière aux communes intéressées, aux parents ou à l'Etat.

Le 5 juin, un arrêté préfectoral signé de M. Jean Rochet, préfet de la Somme, préfet de la région Picardie, nommé depuis, à Orléans, préfet de la région Centre, déclarait nulle cette délibération « contraire à la loi ». Soucieuse de se justifier sur le plan légal, la municipalité rétorque que le texte invoqué par le préfet renvoie à une circulaire d'août 1975 et met en avant une réponse ministérielle du 15 avril 1972 à une question écrite. On peut y lire notamment :

« Si certaines familles d'une commune ont existé une école primaire publique choisissent pour des motifs tenant à leurs préférences personnelles, de scolariser leurs enfants dans la commune voisine, la commune de résidence n'est pas tenue de participer aux frais de fonctionnement de l'école de la commune d'accueil. Le maire de cette dernière localité peut alors refuser de scolariser les enfants qui n'y résident pas. Si, faute d'école primaire, des enfants doivent être scolarisés dans une localité voisine, la commune de résidence doit participer aux frais de construction et d'entretien de la commune d'accueil. »

Pour M. René Lamba, Amiens n'a rien inventé en décidant de prendre ces mesures — déjà en application dans de nombreuses villes — qui ne concernent que six cent cinquante-huit enfants sur les quinze mille élèves des maternelles et des primaires. Mais ces enfants viennent de cent dix-neuf communes différentes dont cinq seulement n'ont pas de classe. Certains élèves font jusqu'à 70 à 80 kilomètres par jour pour venir à l'école. Le maire souligne que la décision des conseils municipaux d'Amiens va également dans le sens d'un meilleur équilibre dans la vie des enfants qui, dit-il, ne doivent pas être tiraillés entre la ville et l'administration. « Notre position, ajoute-t-il, permettra de redonner vie à des écoles de campagne et même à certaines d'ouvrir des cantines. »

M. G.

#### A Beauvais

### Les flonflons excitent les « taulards »

(De notre correspondant)

Compiègne. — La fête foraine dite « fête des Avenues » est à l'origine d'un différend entre la mairie de Compiègne, M. Jean Legrand, majorité C.N.I., et le sous-préfet, M. Bernard Larvaron. Ce dernier proteste contre la proximité des forains des bureaux de son administration et également de la maison d'arrêt, où, en raison des flonflons, les « taulards » voient ainsi leur peine singulièrement aggravée.

Pour la représentation du gouvernement — la municipalité n'a pas respecté ses obligations de laisser fonctionner normalement des services publics, l'accès de la maison d'arrêt ne se fait plus dans des conditions normales ». De plus, indique M. Larvaron qui, par ses fonctions, préside la commission de surveillance de l'établissement pénitentiaire. Il a été constaté que, pendant la semaine où se déroula la fête, les quelques quatre-vingt prisonniers sont excités.

La fête existe depuis cent ans, la maison d'arrêt et la sous-préfecture suivaient, rétorque le maire de Compiègne, seul élu des grandes villes de Picardie, favorable à la majorité présidentielle. « Je suis maire de Compiègne depuis trente-trois ans et ce n'est que depuis deux ans qu'on fait dire que la fête gêne la prison. J'ai dit tout net : « Les taulards, j'en ai tous ». D'autre part, nous avons eu pendant quatorze ans la même sous-préfecture qui n'a jamais soulevé la moindre difficulté ou sujet de bruit des forains. »

Pour le maire de Compiègne, il est hors de question de déplacer la plus grande fête estivale de la ville. « Elle gêne les riverains, dont je suis, c'est évident. J'ai même un ménage devant ma fenêtre, mais je le supports, car je suis pour la tradition. »

MAURICE LUBATTI.

### Voire Capital-Diamant en toute sécurité.



Pour votre Diamant devienne une Valeur-Refuge Universelle, entourez-vous des garanties que seule une organisation puissante et spécialisée peut vous offrir.

A l'Union de Diamantaires, premier groupement français d'Investissement-Diamant, vous constituerez votre Capital-Diamant en toute sécurité.

Renseignez-vous aujourd'hui-même à l'Union de Diamantaires, Groupement d'intérêt économique régi par l'Ordonnance du 23.09.1962, 17 rue St-Florentin à Paris 75008, Tél. (1) 260.36.32 (24 lignes groupées).

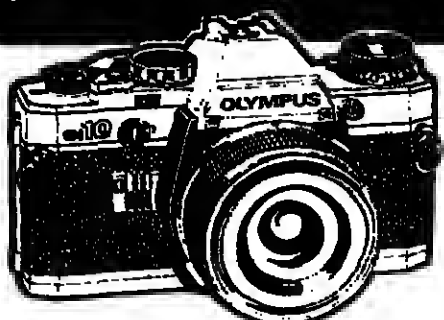
Pour obtenir une information gratuite et sans engagement de votre part, retournez simplement ce bon au :

Centre d'information UNION DE DIAMANTAIRES

Groupement d'intérêt économique régi par l'Ordonnance du 23-09-1962

17, rue St-Florentin-75008 Paris

OLYMPUS OM 10  
1550F 1290F  
MOINS LA REPRISE  
DE VOTRE APPAREIL



Chez Cirque on ne se contente pas de vous offrir des prix promotionnels ! On va plus loin, on reprend, après expertise, votre ancien équipement photo, cinéma, au meilleur prix. Votre Olympus OM 10 encore moins cher !

PHOTO-CINÉ DU  
**Cirque**

Toutes les grandes marques.  
9-9 bis, Bd des Filles-du-Calvaire 75003 PARIS - Tél. 887.66.58  
(Entre Bastille et la République)

**FINLANDE**  
le pays  
des 60.000 lacs  
et de la Laponie légendaire

LOCATION DE CHALETS  
8 jours Paris-Paris  
à partir de 1740 F

CIRCUITS  
8 jours à partir de 4290 F

Renseignements :  
Votre Agent de Voyages ou **FINNAIR** 11, rue Aubert 75009 Paris

Documentation gratuite

**PARIS LONDRES**  
**157F**  
(138 F pour les jeunes, les étudiants et le 5<sup>e</sup> âge)

Un prix super économique. Paris-Calais en car, Calais-Ramsgate sur coussin d'air, Ramsgate-Londres en car. Jusqu'à 5 départs par jour.

Pour obtenir une information gratuite et sans engagement de votre part, retournez simplement ce bon au :

Centre d'information UNION DE DIAMANTAIRES

Groupement d'intérêt économique régi par l'Ordonnance du 23-09-1962

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_

LOCALITÉ \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

17, rue St-Florentin-75008 Paris

10 Concorde ou Madeleine  
Accueil du lundi au vendredi de 10 h à 19 h  
et le samedi de 10 h à 17 h

Cadres d'information Diamant :  
Lyon, Marseille, Bordeaux, Dijon, Grenoble, Nantes, Paris, Rennes, Rouen, Toulouse, Valenciennes



## ÉDUCATION

## Ile-de-France

## LA DISCUSSION DU BUDGET DE LA VILLE DE PARIS

## L'U.D.F. menace de reconsidérer son appréciation de la politique municipale de M. Chirac

Le Conseil de Paris a voté à l'unanimité, lundi 23 juin, les crédits nécessaires à la mise en œuvre des mesures en faveur de la famille et de l'enfance. Ces mesures comportent notamment l'attribution d'une allocation de « congé parental et d'éducation » de 1200 francs par mois, versée sous certaines conditions pendant un an de la naissance d'un troisième enfant. Les élus de la capitale ont également

La discussion, complexe, porte sur le point de savoir si M. Jacques Chirac dispose ou non de ressources qu'il tient en réserve pour les exercices suivants, afin de pouvoir alléger, en période électorale, la pression fiscale locale.

Le maire de Paris n'a pas caché qu'il dispose, en effet, de ressources supplémentaires par rapport aux prévisions, mais il a contesté que celles-ci puissent être utilisées dès cette année. Surtout, il a fait valoir que son attitude répond à des impératifs de bonne gestion et non à des préoccupations électorales.

Ces suppléments de recettes ont trois sources : l'excédent des comptes de la Ville pour 1979 ; la recette provenant de la Dotation globale de fonctionnement (D.G.F.), attribuée par l'État à la Ville au titre de la réforme de la fiscalité locale ; enfin, les sommes provenant du fonds de compensation de la T.V.A. L'argumentation développée par M. Sarre et Daniel Benassy (P.S.) porte à la fois sur l'excédent des comptes (évalué à 305 millions de francs pour le compte d'investissement et à 85 millions de francs pour le compte de fonctionnement) et sur les recettes du fonds de compensation de la T.V.A. (152 millions de francs). En regard de ces sommes, les orateurs socialistes ont relevé que l'effort consenti en faveur de l'enfance et de la famille représente, pour 1980, 12 millions de francs, tandis que le montant des investissements est en baisse en francs courants.

« Pourquoi ne pas prévoir l'utilisation immédiate de ces ressources », a demandé M. Sarre, qui a rappelé qu'il dénonce depuis quelques mois l'existence d'une « cagnote » électorale. De son côté, M. Raymond Long (S.D.), chef de l'intergroupe U.D.F., a centré son intervention sur les 152 millions de francs provenant de la T.V.A. Il a rappelé qu'en 1978 le maire avait accédé de 5 points le taux d'augmentation de la pression fiscale pour faire face à des dépenses supplémentaires demandées par l'État. Il a fait observer que la situation en 1980, est inverse et qu'il est, cette fois, possible de réduire la pression fiscale. Le fait que le maire se refuse à le faire, dit-il, est contraire à la « volonté électorale » de M. Long, qui a évalué à 3 points la baisse du taux d'augmentation des impôts locaux qu'il serait possible de réaliser avec les seules recettes supplémentaires provenant de la T.V.A. Il a conclu : « Nous avons tout lieu de penser que, lorsque vous déclarerez, au mois de décembre prochain, que les impôts des Parisiens n'augmenteront, en 1981, que de 10 %, voire, pourquoi pas, d'un chiffre encore inférieur, les Parisiens n'oublieront pas qu'ils auront en quelque sorte payé d'avance, et au prix fort, les largesses que vous leur ferez. »

« C'est absurde », a commenté M. Jacques Chirac. Le maire de Paris avait auparavant qualifié

adopté divers abattements applicables en matière de taxe d'habitation.

Bien que l'opposition ait sur ce point dénoncé l'injustice du système qui prévaut à Paris — M. Christian de La Malène (R.P.R.), premier adjoint au maire, souligne, pour sa part, que la capitale applique le régime « le plus social et le plus familial » du pays, — le débat le plus vif a porté sur les questions budgétaires.

A l'occasion de l'examen des comptes de la Ville pour 1979 et des décisions modificatives du budget de 1980, l'U.D.F., par la voix de M. Long, a menacé de reconsidérer l'appréciation globale qu'elle porte sur la politique de M. Chirac.

En ce qui concerne les ressources imprevues provenant du fonds de compensation de la T.V.A. (152 millions de francs), M. de La Malène a invoqué les directives de l'autorité de tutelle l'invitant à inscrire ces recettes au budget de 1981.

M. de La Malène a également insisté sur le fait que la Ville dispose de 152 millions de francs disponibles par des décisions d'orthodoxie financière. Il a été, selon lui, « étonnant » de voir que la Ville ne dispose pas de ces sommes. En fait, la municipalité paraît ainsi vouloir se prémunir contre les aléas de la D.G.F., celle-ci ayant été négative en 1979 et positive en 1980, le maire ne sait pas de combien il pourra disposer à ce titre en 1981.

M. Long n'a guère été convaincu par les arguments qui lui ont été opposés. Il a évoqué des recettes « dignes du Palais-Royal », car elles apparaissent, dit-il, « comme des recettes de la Ville de Paris ». Quant

aux incidences politiques de cette querelle budgétaire, elles ne sont pas apparues au moment du vote : il n'y a pas eu de scrutin public. Les comptes de 1979 et la décision modificative du budget de 1980 ont été approuvés à main levée, socialistes et communistes votant contre, M. MATTEI (M.R.G.) s'abstenant.

Deux autres débats se sont déroulés lundi. Le premier était relatif à la fixation des abattements applicables en 1981 en matière de taxe d'habitation. M. Daniel Benassy (P.S.) a dénoncé l'injustice du système en vigueur, car il frappe davantage les catégories intermédiaires que les logements luxueux.

Mme Sauter-Saïté, qui a jugé que la loi applicable en la matière « aggrave les inégalités sociales » et que l'attitude des parlementaires de la majorité siégeant au Conseil de Paris « a des répercussions d'indécence », Le groupe communiste n'a pas pris part au vote de la disposition prévoyant un abattement de 16 % pour les personnes qui ne paient pas l'impôt sur le revenu, au motif que les dégrèvements qu'il avait proposés avaient été refusés.

Le second débat concernait la politique de l'enfance et de la famille. Les propositions du maire (le Monde du 20-21 juin) ont été adoptées à l'unanimité, après que la majorité ait repoussé les propositions des groupes d'opposition.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

● **Recours à Roissy.** — Les rivières de l'aéroport de Roissy ont décidé de présenter un recours devant le tribunal administratif de Paris. Deux motifs à ce recours : la déclaration publique du 22 juin 1965 était caduque au moment du début des travaux, en 1979 ; les travaux de la nouvelle aérogare ont été entrepris sans étude d'impact, contrairement à la loi du 10 juillet 1976. Le conseil général du Val-d'Oise a approuvé une motion socialiste soutenant cette action.

● **LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**

● **STAGES D'ÉTÉ**

● **ACCUEIL GROUPES POUR SÉMINAIRES : esprit associatif.**

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

● **STAGES TOUT L'ÉTÉ :** arts, sports, yoga, jordanage, méditation, etc.

## Les liaisons entre la Seine et le réseau fluvial belge

pourront être progressivement améliorées

indique M. Barre

Président du dixième anniversaire du Port autonome de Paris, le 23 juin, M. Raymond Barre a tracé les grandes axes de la politique fluviale du gouvernement : « L'établissement des conditions d'une saine concurrence entre modes de transport doit être notre guide », a-t-il dit, précisant que la voie d'eau « conserve un grand avenir ». Mais le gouvernement n'est pas prêt à faire de grands efforts financiers dans ce domaine. Il veut bien « mettre en valeur le réseau dont nous disposons », mais il faut « bien choisir les opérations qui visent à son développement ». Quant aux infrastructures nouvelles, le choix de la liaison Rhin-Rhône « conduit non à s'interdire, mais à différer tout autre projet de liaison fluviale du même ordre de grandeur ». Même si M. Barre a ajouté que cette priorité n'exclut pas « la possibilité d'un aménagement progressif de nos liaisons entre le réseau belge et le bassin de la Seine », il faut bien reconnaître que ce choix conduit à renvoyer à une bien lointaine échéance une liaison Seine-Nord souhaitée par M. Jacques Troncal, le président du conseil d'administration du Port autonome de Paris.

Pour le premier ministre, le développement du transport fluvial repose avant tout « sur le dynamisme de la batellerie » dont les méthodes commerciales doivent évoluer, et qui doit « s'orienter vers une liberté commerciale plus grande », moyennant quoi l'État accordera « son appui à la modernisation de la flotte ».

Créé pour unifier la gestion des

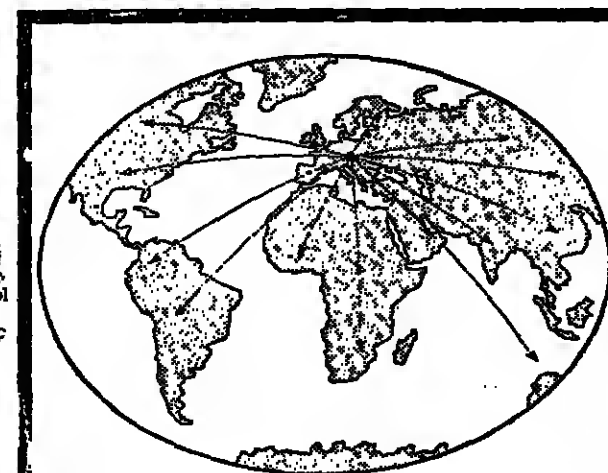
diverses activités portuaires de la région parisienne, le Port autonome de Paris a en fait preuve de dynamisme malgré la crise économique. Quatrième port français (23 millions de tonnes) après Marseille, Le Havre et Dunkerque et premier port fluvial devant Strasbourg, il assure le quart des approvisionnements de l'Ile-de-France alors que la part du trafic fluvial n'est que de 3 % dans le reste du pays. Si de 1978 à 1979 son trafic a chuté de plus de 30 %, il a augmenté l'an dernier de 2,4 %, le tonnage de charbon débarqué étant multiplié par trois en six ans.

Le Port de Paris a acquis 150 hectares de terrains (dont 75 sont équipés) qui sont venus s'ajouter aux 400 hectares de l'ancien port industriel qui existait déjà en 1968.

Malgré ces investissements et la chute du trafic depuis dix ans, le Port de Paris a su rester un établissement public non déficitaire, grâce à une augmentation moyenne des redevances demandées aux usagers de 250 %.

M. Troncal craint que devant les investissements qui restent à entreprendre (la déserte du port de Nogent-sur-Seine, l'aménagement de l'Aisne pour rejoindre Soissons et Reims, sans compter les investissements qui restent à entreprendre des voies navigables et la construction de voies nouvelles ne soient mises à la charge du Port de Paris. C'est le seul point sur lequel M. Barre l'a rassuré.

« Les efforts qui vous seront demandés ne devront pas conduire à mettre en cause cet équilibre financier », a-t-il dit.



L'Europe est au cœur du monde de demain, elle a besoin de techniciens du commerce international

Documentation gratuite sans aucun engagement : IPSA, 71 Fg St-Honoré 75008 Paris. Téléphone : 266.66.82

**BTS** de commerce international un diplôme d'État ouvrant de nombreux débouchés dans un secteur en expansion préparation en 2 ans

**IPSA**

■ pratique intensive des langues étrangères  
■ stages en entreprise dès la 1<sup>re</sup> année et spécialisations selon option  
■ stages en Europe en 2<sup>e</sup> année  
■ dans nos centres associés : Bruxelles/Louvain/Londres/Madrid/Stuttgart  
■ Service de logement pour étudiants de province  
■ Niveau : bac ou classes terminales

nom : \_\_\_\_\_ âge : \_\_\_\_\_  
tél. : \_\_\_\_\_ adresse : \_\_\_\_\_

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale  
Etablissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

**COURS D'ÉTÉ**

28 juillet - 14 août

Préparation intensive au

**CERTIFICAT D'ÉTUDES COMPTABLES DU B.E.C.S.**

Inscriptions et renseignements :

**ENOES**

82 r. Miromesnil 75008 Paris  
562.87.60 (lignes groupées)

## LA LOI D'ORIENTATION

## « Anomalie » ?

M. Henri Calliavet (gauche démocratique, Lot-et-Garonne) a présenté un « compromis » — le mot est de lui, — lundi 23 juin, au Sénat. Lors de la reprise du débat sur les conditions d'attribution aux fonctions de présidents d'université, il a tenté de faire modifier par les sénateurs les propositions de la commission des affaires culturelles instituant une majorité des sièges dans les conseils d'université au profit des professeurs de rang magistral (le Monde du 19 juin).

M. Calliavet, qui avait été, en 1968, le rapporteur en deuxième lecture de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, a essayé d'obtenir une réduction de la représentation des professeurs. Une réduction bien modeste, puisque le sénateur de Lot-et-Garonne a simplement voulu ramener de 50 à 45 % la représentation des professeurs. Pour lui, il s'agissait d'accorder « un traitement particulier aux assistants et maîtres-assistants : ces jeunes enseignants qui accomplissent leur tâche avec le plus grand dévouement ».

Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, a repoussé cet amendement « sans autre explication », comme le lui a fait remarquer M. Calliavet. Pour la ministre, et surtout pour le premier ministre, qui n'est pas étranger à la révision de certains articles de la loi d'orientation, il faut absolument que les professeurs disposent de la majorité des sièges dans les conseils. « C'est une proposition tout à fait sage », a déclaré Mme Saunier-Seïté, sans fournir d'autres commentaires au cours de ces six heures de débat. Repoussant tous les amendements des groupes socialistes et communistes,

le Sénat a donc adopté le rapport de M. Jean Sauvage. Quelques légères modifications ont cependant été apportées au texte initial. Ainsi ont été insérées dans le corps législatif, à la suite des chaires, les « autres personnes enseignantes à temps plein, rémunérées sur des emplois d'État affectés à l'université ». Ainsi M. Michel Cattaui (R.P.R., Paris) a-t-il fait adopter le principe de la dissolution des conseils à la date du 15 décembre 1980 au lieu du 30 novembre, proposé par la commission, pour permettre la renouveaulement des représentants étudiants — comme ceux des autres catégories — suivant les nouvelles modalités.

L'anomalie — qui consistait, selon Mme Saunier-Seïté, à « rabaisser dans l'université le rôle et la place des professeurs » — est donc réparée par le Sénat. Mais au profit d'un « ostracisme à l'encontre des maîtres-assistants », comme l'a souligné M. Jacques Carat (socialiste, Val-de-Marne). Sans tenir compte de l'avis de la conférence des présidents d'université, et en s'accordant, selon l'expression de Mme Danielle Beldard (communiste, Seine-Saint-Denis), les « pleins pouvoirs » en matière de décision par les conseils de ces nouvelles dispositions, le ministre des universités a donc modifié la loi d'orientation adoptée sans succès par les assemblées nationales de l'Assemblée nationale l'examen de ce nouveau texte.

SERGE BOLLOCH.

(Lire le compte rendu des débats page 9.)

● **Protestation contre la diminution du nombre de postes à l'agrégation.** — Le jury de l'agrégation de mathématiques a adopté à l'unanimité une motion protestant contre la brutale diminution du nombre des places au concours de l'agrégation de mathématiques (le Monde du 16 avril). Cette année, quatre-vingt-deux postes sont offerts à l'agrégation, soit, comme le souligne le jury de mathématiques, quatre fois moins qu'en 1974. Le jury déplore, en outre, qu'il n'ait été ni informé ni consulté par le ministre sur ces mesures ; il affirme qu'il aura et des conséquences désastreuses sur la qualification des enseignants et, par suite, sur la formation des enfants, et réclame un niveau de recrutement au moins égal à celui de 1973 (cent cinquante-cinq postes à l'agrégation).

● **Grève des enseignants en France-Corée.** — La journée de grève organisée le lundi 23 juin par les syndicats d'enseignants de la C.F.D.T., de la C.G.T. et de la F.N. des départements du Doubs et du Territoire de Belfort a été diversement suivie. Ce mouvement avait été décidé pour protester contre l'annulation de six responsables syndicaux enseignants, qui comparaitront le 3 juillet devant le tribunal de grande instance de Besançon pour avoir « irrégulièrement » occupé les locaux du rectorat (le Monde du 21 juin 1980). Pour M. Patrick Beghain, secrétaire national du S.G.E.N.-C.F.D.T., « nous sommes en compagnie d'autres responsables nationaux, à un rassemblement à Besançon, le 23 juin, ce sont les libertés et les droits de tous qui sont en jeu à Besançon ». (Corresp.)

**D.E.A. et Doctorat de Troisième Cycle « Relations Interreligieuses ».** Etude des phénomènes raciaux dans les documents littéraires et paratextuels. Ecrite au C.E.S.E.R.E. - Université de PARIS-XIII - P.R. 158 - 75664 PARIS Cedex 14. - Revue Annales du C.E.S.E.R.E. en vente à la librairie du Nouveau-Quartier-Latin, 73, boulevard Saint-Michel - 75005 PARIS.

Si vous avez :  
- 23 ans minimum  
- le niveau Bac ou 3 ans d'expérience de la vente  
Vous ferez partie de notre 6<sup>ème</sup> promotion :

**D'ATTACHE(E) COMMERCIAL**  
Stage agréé et rémunéré par l'Etat  
de fin Octobre 80 à fin Juin 81  
Au centre d'Etudes de la Distribution et des Services (CESDIS 1)  
Renseignements et lieu de formation :  
L.C.F. BARTHELEMY DE LAFFEMAS  
VALVINS 77210 AVON - T.E. (16-6) 422.49.50

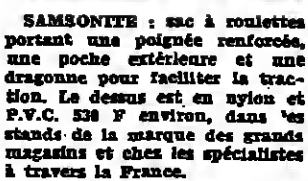
Si vous avez :  
- 24 ans minimum  
- un niveau licence ou BTS-DUT commerce international  
ou (au moins 5 années d'expérience du commerce international)  
- une bonne maîtrise de l'anglais, de l'allemand ou de l'espagnol  
Vous serez :

**ATTACHE(E) COMMERCIAL EXPORT**  
en suivant le stage du  
Centre d'Etudes de la Distribution et des Services (CESDIS 2)  
Début Octobre 80 à la fin Juillet 81  
stage agréé et rémunéré par l'Etat  
Renseignements et lieu de formation :  
L.C.F. BARTHELEMY DE LAFFEMAS  
VALVINS 77210 AVON - T.E. (16-6) 422.49.50



## Bagages de poids

**Chez Samanthia, la collection 1980** comprend un modèle de grande taille (81 cm x 95 x 28), monté sur quatre roues fibres. Il comporte une poignée sur la tranche et s'apparente aux « malles-cabines » d'atterrissage (445 F environ). Le sac à glissière, toujours à roulettes, s'ouvre complètement sur une buse rigide en



Dans la même gamme, Favo est la marque des modèles souples en toile beige, valises et sacs assortis (à partir de 200 F et 100 F). Dans la même série, la forme « tennis » est bien agencée (180 F).

**Sportsac varie à l'infini les formes et les couleurs, en toile de parachute de nylons vifs gangliés de noir ou de beige, à piler dans une pochette assortie. Un polochon et un tambourin à bandoulière s'approchent un peu trop des sacs à main traditionnels.**

**NATHALIE MONT-SERVAN.**

indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 juin; le second, le minimum de la nuit du 23 au 24): Ajaccio, 24 et 13 degrés; Biarritz, 18 et 11; Bordeaux, 18 et 11; Bourges, 16 et 10; Brest, 15 et 10; Caen, 14 et 10; Cherbourg, 15 et 9; Clermont-Ferrand, 20 et 9;

**"L'HOMME"**  
**HABILLE**  
**LES HOMMES**  
77, RUE RIQUET  
Tél. NO. 51-45 - 15015 PARIS  
Maison Marc-Dessaigny  
**VÊTEMENTS SUR MESURES**  
**ET PRÊT-À-PORTER**

Deux boutiques se sont ouvertes  
 à Paris : à Toutes griffes  
 Noire, 76, rue Saint-Denis et  
 à rue de Sévres n° 70, une  
 vague, selon les arrivages, du Guy  
 Rochou, du Louis Fénéau, du Ted  
 Coluche, parlole du Chaneul... et tous  
 autres. Une robe cotée de 90 F  
 400 F, des ensembles en coton de

Le grand MODELISTE DISPARA  
 IT. — Nous avons annoncé, la  
 semaine dernière, la disparition  
 de Mme Raymond Eulin, qui, sous  
 le pseudonyme de Guy Rochou, une  
 modiste de grand talent  
 du quartier de la Goutte d'Or, avait  
 fondé la célèbre Guitry confis  
 sionnée. C'est elle qui suggéra à  
 Marcel Eulin la création de « N° 6 »,  
 la première des dernières par  
 fums, le costume, l'après-shower,  
 la dernière guerre. D'ores et déjà  
 toute activité professionnelle

I. D'où être appelé quand il  
 a un accident de chasse — II. Il  
 peut exiger le jour de son  
 s'ils ont écrit... III. Rome : un  
 agrément étranger. Symbol  
 que du « 22 ba ». — IV. Peut être  
 que le bon bain. Derrière m  
 très par. — V. Ange dans  
 lieux orientales : Astrofo  
 clait souvent suivi d'un pas.  
 Pour me faire un cadeau  
 me. — VII. Par la Tille : Q  
 ont donc fait l'objet d'une choi  
 — VIII. Non qu'on ne peut  
 qu'un wachman. Après l'op  
 Crème dans un apéritif —

I. Doit être appelé quand il  
a un accident de chasse. — II. Ne  
peuvent exiger leurs droits que  
s'ils ont écrit. — III. Route; U  
agrément étranger; Symbologie  
pour le 22 s. — IV. Peut être  
quer un bon bain; Devint m  
très tard. — V. Ange, dans le  
littérature orientales; Astrofo  
était souvent suivi d'un pas-  
VI. Pour mesurer un canot à l  
mer. — VII. Sur la Tille; Q  
ont donc fait l'objet d'un choi  
— VIII. Nom qu'on peut donne  
à une vacherie; Appris. —  
Couché dans une ogive; Cou

I. Prémaré. — II. Ombre. —  
— III. Ives; Et: Aa. — IV. Sire-  
nes. — V. Sel; Est. — VI. Orn-  
ement. — VII. Née; Essal. —  
VIII. Entier. — IX. Ecart; Blé.  
— X. In; Il. — XI. Xeres; Sté.  
  
Verticalement:  
1. Poissonneux. — 2. Rivière. —  
3. Esdrine; Air. — 4. Mlle; Ence-  
ste. — 5. Avènement. — 6. Tête; Est.  
— 7. Ut; Sensible. — 8. Rée; Sté.  
— 9. Stael. — 10. Et; Irène.  
  
GUY BROUZY.

**LA DROME A VELO.** — Le Syndicat d'initiative de Puy-Saint-Martin (Drome) propose, du 21 au 22 juin 1930, une semaine d'excursions à bicyclette en découvrant les Pays de l'Archevêché, le Parc national du Dauphiné, entre le Dauphiné et la Provence, aux portes de Montélimar. Nombre de participants limités.

— S. & L., bureau du tourisme, 20330 Puy-Saint-Martin.

**LA FORÊT DE LA SAINTE-SAUME.** — Un guide naturaliste sera, à la disposition du public pendant les mois de juillet et d'août pour présenter la forêt de la Sainte-Saume, dans la Drome.

— Visitez tous les jours, sauf le mardi. Lieu de rendez-vous : Rôtisserie de la Sainte-Saume. Départ : 10 h. et 16 h. 30. Durée : 2 heures. Promenade à deux heures au plus.

## 36.4 g 50-mesh sieve

**Le Monde** SERVICE DES ABONNEMENTS  
RUE DES ITALIENS - 75427 PARIS CEDEX 09















## « Le monopole est mort »

**TOTAL**  
Société Française  
**CHEF GÉOLOGUE**  
**CHIEF D'EXPLOITATION**



OFFRES D'EMPLOI  
DEMANDES D'EMPLOI  
IMMOBILIER  
AUTOMOBILES  
AGENDA  
PROP. COMM. CAPITAUX

La ligne  
57,00  
14,00  
39,00  
39,00  
105,00

La ligne T.C.  
67,03  
18,46  
45,86  
45,86  
128,48

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES  
OFFRES D'EMPLOI  
DEMANDES D'EMPLOI  
IMMOBILIER  
AUTOMOBILES  
AGENDA

La m/m col. L.L.  
39,00 38,80  
8,00 8,40  
25,00 28,40  
25,00 28,40  
25,00 29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

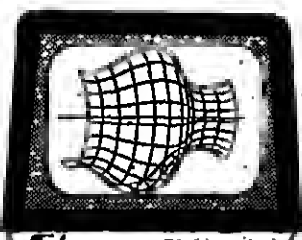


Computervision France est l'une des dix filiales européennes de Computervision Corporation, important groupe américain, leader mondial dans le domaine de l'étude, de la production et de l'installation de systèmes de conception et de fabrication assistées par ordinateur (CAO/FAO).

Computervision apporte aux utilisateurs une technologie de pointe, le soutien de ses services logistiques, et leur permet ainsi d'augmenter leur productivité.

Nous sommes une organisation jeune, dynamique, performante, engagée dans un vaste programme d'expansion répondant à la demande du marché.

Computervision Europe Inc.



Productivity... by Design

## Diplômés de 1980? Vous voulez vous assurer une carrière...

Alors! Joignez-vous au Leader Mondial dans les domaines de la conception et fabrication assistées par ordinateur.

Computervision développe, produit et distribue des systèmes graphiques interactifs - Hardware et Software - qui permettent l'automatisation de procédés de fabrication et de dessins industriels. Nos produits sont devenus une nécessité pour l'accroissement de la productivité dans un marché international en pleine expansion. Nous sommes le leader dans notre domaine avec une augmentation de nos ventes de 85% l'année dernière et nous comptons dépasser notre propre performance. La haute compétence du personnel de Computervision a contribué à ce succès.

Dès maintenant, nous pouvons offrir des possibilités exceptionnelles à PARIS pour des jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur (2<sup>e</sup> cycle) dans les spécialités suivantes.

\* mécanique  
\* électrique  
\* électronique

\* aéronautique  
\* chimie  
\* sciences informatiques

\* mathématiques  
\* M.B.A.

Ils apporteront une contribution majeure à notre succès dans:

\* le développement software  
\* le support de ventes

\* la maintenance  
\* les ventes

\* le développement d'applications

Nous vous donnerons, à l'échelon européen (à Londres) et national (à Paris), toute la formation théorique et pratique nécessaire pendant une période de 12 mois. Ce programme de formation débutera à Londres le 1<sup>er</sup> Août 1980.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Nous vous offrons un salaire et des avantages compétitifs. Une prise en charge des frais de déménagement est possible, si nécessaire.

Veuillez adresser votre curriculum vitae à M. Jean-Pierre Becquet, Manager - Recrutement & Development Europe, Computervision Europe Inc., Computervision Centre, 1040 Uxbridge Road, Hayes, Middlesex, ENGLAND, qui organisera des entretiens de sélection à Paris début Juillet 1980.



## TOTAL Compagnie Française des Pétroles CHEF GEOLOGUE DE FILIALE D'EXPLORATION

Au sein de l'équipe exploration de la Filiale :  
- assurer la responsabilité des opérations et des études géologiques,  
- collaborer avec les autres spécialistes dont il devra connaître les méthodes en particulier géophysiques,  
- assurer les liaisons avec les services spécialisés de la Direction fonctionnelle à Paris.

Convientrait à un géologue, libre rapidement, prêt à s'expatrier, parlant anglais, ayant une expérience de 10 à 15 ans des disciplines de l'exploration pétrolière.

Si ces perspectives vous intéressent adressez lettre manuscrite avec C.V. et photo au Service Recrutement, 8, rue Michel Ange 75781 PARIS Cedex 16 sous référence 80041M.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

### COLLABORATEUR EXPÉRIMENTÉ

Pour son bureau d'  
ABIDJAN

Il est demandé :

Une expérience d'au moins 4 années au sein d'un cabinet d'audit.

Il est proposé :

● La direction d'équipes de révision et ce sur des missions variées ;

● Une rémunération attractive pour des contrastes d'au moins 2 ans ;

● La possibilité d'intégrer ultérieurement d'autres bureaux de la société.

Adressez curriculum vitae et prétentions à  
G.D.V. 114, avenue Charles-de-Gaulle  
92322 - Neuilly-sur-Seine

RANDSTAD

TRAVAIL TEMPORAIRE  
engagé pour mission longue  
durée  
GOLFE PERSIQUE

INGÉNIEUR A.M.

Spécialiste machines  
tourneries, équipement  
turbo-alternateur

Se prés. : 65, boulevard Haussmann,  
Paris 17<sup>e</sup>, ou tél. au 244-02-37.

### LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Université de Montréal  
Faculté des arts et des sciences

### ÉCOLE DE SERVICE SOCIAL DEUX POSTES DE PROFESSEURS A PLEIN TEMPS

FONCTIONS :  
Poste numéro 1 : Enseignement de la méthodologie relative aux pratiques d'intervention en service social. Développement de la recherche se rapportant à ce domaine d'enseignement. Participation à la coordination des stages de formation pratiques.  
Poste numéro 2 : Enseignement et recherche se rapportant aux problèmes psycho-sociaux de l'enfance et aux pratiques d'intervention en contexte de protection sociale et judiciaire.

EXIGENCES :  
Doctorat en serv. social ou en sciences humaines. Connaissance des méthodes d'intervention en travail social.

TRAITEMENT :  
Selon les normes de la convention collective en vigueur.

DATE D'ENTRÉE EN FONCTIONS :  
Au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 1980.  
DATE DE CLÔTURE DES CANDIDATURES :  
Le 30 juin 1980.

Les candidats sont priés d'envoyer leur curriculum vitae accompagné de la liste de leurs publications ainsi que deux lettres de recommandation, à :  
M. Jacques ALARY,  
Directeur,  
École de Service Social,  
Faculté des Arts et des Sciences  
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL  
C.P. 6128,  
Montréal - QUÉBEC  
H3C 3J7

### approvisionnement

Le Chef du Service approvisionnement d'un complexe minier du NIGER recherche un cadre confirmé pour être son adjoint. Le candidat retenu, de formation secondaire, âgé d'au moins 35 ans, aura acquis une solide expérience en gestion des stocks dans l'industrie lourde. Avantages liés à l'expatriation : 2 mois de congés pour 10 de séjour, scolarité jusqu'en 3<sup>e</sup>ème, logement gratuit, loisirs. Écrire avec C.V. explicite sous référence GK/AP à

CETAGEP  
30, Av. Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROY

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
installée en TURQUIE  
recherche  
pour CRÉER la fonction

### audit interne

HOMME JEUNE  
DE NATIONALITÉ TURQUE (IMPÉRATIF)  
Niveau universitaire  
avec bonne formation en comptabilité

- Quelques années d'expérience dans la fonction seraient appréciées.  
- Langue française.  
- Associé, dans un premier temps, aux travaux d'organisation interne ; il aura progressivement à prendre en charge le contrôle de l'application des normes et procédures mises en place.

Domicile : ISTAMBUL

Déplacements fréquents dans un rayon de 200 km

Adresser C.V. détaillé sous référence SILLÉ

(mentionnée sur l'enveloppe) à  
Publicis Conseil  
EMPLOIS et CARRIÈRES  
30, rue Vernet, 75006 PARIS

AFRIQUE NOIRE

COTE D'IVOIRE

INGÉNIEUR diplômé  
exp. construction métallique  
et charpente, ayant connaît.  
l'armé. âgé de 35 a. min.  
Adress. C.V. Exp. N° 1455,  
4001 NICE Cedex réf. 8.317.

Nous prions

instantanément nos

annonces d'avoir

l'obligance de ré-

pondre à toutes les

lettres qu'ils reço-

ivent et de restituer

aux intéressés les

documents qui leur

ont été confiés.

ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONEES

296-15-01

Important groupe minier  
au SÉNÉGAL  
recherche  
pour son Bureau d'Études

### CHEF DE GROUPE 2<sup>e</sup> échelon

8 à 10 ans d'expérience Bureau d'Études et suivi de chantier, installation (chaudronnerie, mécanique, machines tournantes, charpente, tuyauterie, génie civil).

Le Bureau d'Études rattaché à l'ingénieur de la subdivision Méthodes comporte les effectifs suivants : un chef de groupe, 3 projeteurs, 4 dessinateurs d'études, 2 tireurs de plans.

Logement familial meublé et climatisé dans cité moderne près bord de mer. Avantages liés à l'expatriation : régime français de prévoyance, congés annuels 5 jours par mois de présence au Sénégal. Facilité pour instruction des enfants.

Adr. CV et prétentions sous réf. 246  
BALLY CONSEIL  
40, avenue Hoche 75006 PARIS.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Offshore System Technology

Single Buoy Moorings Inc., has pioneered the design and development of floating offshore terminals for oil production storage and transfer. SBM systems are installed and operating throughout the world. The company is growing rapidly in response to international demand for its products and offers an interesting career in a highly stimulating professional environment for:

### Cost Estimator based in Monaco

for its installation and services engineering group. Responsibility will be for studying projects and preparing cost estimates and analyses and preparing detailed inquiries to suppliers and subcontractors. Candidates, of French nationality, should be engineers with experience in the preparation for and execution of offshore installation projects—civil and/or structural—both in the office and on site. Knowledge of estimating and planning procedures is essential. Familiarity with contractual aspects an asset. Education background should be at the level of "diplôme d'ingénieur" or equivalent. Fluency in English is essential. Replies should be sent before th 8 July 1980 with detailed c.v. and photo to:



Personnel Manager,  
Single Buoy Moorings Inc.,  
PO Box 157,  
Monsau (Principality).



emplois internationaux

Dans le cadre de nos activités d'assistance technique en ALGERIE auprès d'un organisme pétrolier de formation professionnelle, nous recherchons :

### INGENIEURS & TECHNICIENS SUP.

spécialisés dans l'un ou l'autre des domaines suivants :  
• entretien du matériel électronique  
• entretien des instruments de contrôle et de régulation.  
Age minimum 40 ans, aptitudes pédagogiques. Postes à pourvoir à Hassi Messaoud pour plusieurs années. Régime de travail par rotations.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 79 101 à P. LICHOU S.A. BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra



**LE GROUPE SCAC/SOCFAO**  
(4 milliards de C.A.-14.000 personnes)  
recrute dans le cadre de sa Division Transport International des **CHEFS DE SERVICE** & des **CADRES EXPERIMENTES**  
**DANS LES ACTIVITES TRANSIT, CONSIGNATION et MANUTENTION MARITIME**  
pour ses filiales d'Afrique Noire Francophone. Une expérience de 5 à 10 ans selon les postes est requise. La maîtrise de l'anglais est souhaitée dans les activités Transit, et indispensable pour les activités Consignation. Outre une rémunération attractive, les cadres recrutes bénéficieront d'importants avantages liés à l'expatriation (logement équipé gratuit - 3 mois de congé payés par an - régime de prévoyance et de retraite des cadres expatriés etc...). Les perspectives de développement de carrière sont très ouvertes au sein du groupe, compte tenu de l'expansion de nos activités internationales, de notre politique de promotion et de mutations internes. Adresser C.V. détaillé et photo à J. TERRAZ - SCAC - 30 Quai National - 63206 FUTEAUX.

### adjoint au responsable du département export

Nous sommes une société européenne de produits d'entretien de grande réputation, leader en RFA, 3500 personnes, dont le siège est situé à MAYENCE. Nous recherchons l'adjoint au Responsable du Département Exportation. Après une formation complémentaire à nos méthodes (stage au siège et dans nos différentes filiales étrangères : France, Belgique, Italie), la mission consistera à :  
- suivre le marché français et belge,  
- collaborer avec les équipes de vente de nos filiales,  
- participer à l'élaboration et au suivi du plan marketing de nos filiales,  
- étudier de nouveaux marchés. Le candidat, âgé de 28 ans minimum, de formation commerciale supérieure, devra parler le Français, l'Anglais et l'Allemand (possibilité de se perfectionner en Allemand), ou être de langue maternelle Allemande, et avoir une première expérience professionnelle. Lieu de résidence : Allemagne. Nombreux déplacements de courte durée à prévoir (50% du temps). Merci d'adresser CV, photo, prétentions et date de disponibilité, sous réf. 9235, à MEDIA-STEM - 104 rue Réaumur, qui transmettra.

## Ingénieur recherche

Pour son centre de recherches de Mont Saint Aignan (Seine Maritime), ESSO souhaite s'assurer le concours d'un ingénieur. Mission : Etude de combustion dans les moteurs à l'échelle d'un centre de recherches. Formation : Ingénieur Grande Ecole (option mécanique), spécialisation Ecole Nationale supérieure des pétroles et des moteurs ou expérience équivalente souhaitée. Le candidat requis aura une forte motivation pour la recherche et une excellente pratique de l'anglais (indispensable). Candidat déchargé des obligations militaires.

Adresser CV détaillé, lettre manuscrite et photo à : Monsieur Philippe SLOUSSARENKO - Centre de Recherches ESSO - rue du Tronquet - B.P. 6 - 76130 MONT SAINT AIGNAN - Téléphone : (35) 74.19.90.



## COMEX SERVICES

Postes vacants à Marseille - Déplacements fréquents à prévoir.

### contrôleurs de gestion (de projets)

25 ans min., maîtrise de l'anglais, anglais pratique. Diplômés d'un cursus rigoureux, ils ont l'expérience (2 ans au moins) de contrôle budgétaire au milieu industriel.

Information Carrière SVP  
Marseille  
01 54 92 55

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, appelez : INFORMATION CARRIER SVP A MARSEILLE (01) 54 92 55, ou à Paris 7531115, aux heures de bureau, en précisant la référence. On peut aussi adresser son dossier à SVP RECRUTEMENTS (PARIS) MARSEILLE 19001 - 48, rue Grignan.

### REGION OUEST FRANCE

Important Groupe d'assurances recherche pour sa division Gestion du Personnel

### PSYCHOLOGUE

Titulaire d'une maîtrise + spécialisation Psychologue du travail et libéré O.M. Le poste centré sur la fonction, recrutement consiste à prendre en charge :  
- des actions de recrutement  
- des actions d'orientation ou de reconversion professionnelle  
- des études ponctuelles à la demande de la gestion du personnel  
- l'adaptation et le développement de la fonction aux évolutions du groupe. Il est souhaité une première expérience professionnelle dans une fonction similaire. Adresser CV détaillé, prétentions et photo s/réf 12639 à COFAP 40 rue de Chabrol 75010 Paris qui transmettra

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE

100 km Sud de Paris

### INGÉNIEUR-ÉLECTRICIEN

R.E.P., E.E.P. ou équivalent sur Matériel de Réseaux. Débutant ou quelques années d'expérience pour études et recherches laborieuses. LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE. Pour ce poste, la formation spécifique sera assurée par la Société. Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae détaillé indiquant les derniers diplômes obtenus à : ORBIS PUBLICITE (référence M-U), 28, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS.



## RESPONSABLE PUBLICITE ET PROMOTION DES VENTES

Cette recherche concerne notre filiale d'Alsace-Lorraine. La fonction recouvre des activités importantes et variées : gestion du budget, organisation d'actions promotionnelles, relations avec les agences, etc...

Elle offre une belle opportunité à un cadre débutant, diplômé E.S.C. ou équivalent. Lieu de travail : METZ.

Ecrire à Monsieur Jean-Marie MULLER  
DARTY ALSACE LORRAINE  
Zone Commerciale de la Rotonde - R.N. 57 - Route de Nancy  
57160 MOULINS LES METZ.

## Diplômés grandes écoles

X, E.C.P., E.S.E., MINES, H.E.C., E.S.S.E.C...

28 ans minimum + 3 à 4 ans d'expérience. Nous sommes une importante Société leader C.A. 400 M - 18 implantations en province) filiale d'un groupe français très puissant d'importance mondiale. Notre activité est :

### AXE SUR L'ENERGIE

et notre groupe met en oeuvre des moyens puissants de recherche dans ce domaine. Notre secteur d'activité est en pleine mutation.

Pour étoffer nos équipes et assurer l'avenir, nous recrutons de jeunes ingénieurs ayant déjà eu une première expérience industrielle. Après une formation approfondie au Siège, il seront au départ affectés à un poste d'

### ADJOINT au DIRECTEUR d'une AGENCE

(PARIS - EST - LYON - TOULOUSE)

Une réussite dans ce poste leur permettra, ultérieurement, d'accéder à une fonction de Directeur. Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 2671M à D. DANGER, 65, avenue Kléber - 75116 Paris.



MEMBRE DE SYNTET



SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE EN INFORMATIQUE ET AUTOMATIQUE dans des entreprises de "high tech" employant 600 personnes à Paris et dans ses centres régionaux.

### FILIALE DU GROUPE EMPAIN-SCHNEIDER

Vous proposez de participer au développement de son Agence de LYON.

Vous possédez une expérience de plusieurs années dans le développement d'applications de gestion sur mini-ordinateurs. Vous vous sentez prêt à assumer des responsabilités nouvelles :

- participer aux actions d'achat-vente,
- concevoir des produits de gestion,
- animer des équipes de réalisation.

Vous êtes **INGÉNIEUR D'AFFAIRES** que nous recherchons.

La rémunération tiendra compte de la qualité de la candidature.

Merci d'adresser le plus rapidement possible les dossiers de candidatures sous réf. 607 à la Direction du Personnel, CERC, 66, rue Roger Salengro, 69126 FONTENAY-SOUS-BOIS (proximité RER).

METTRE EN ŒUVRE L'INFORMATIQUE DANS L'ENTREPRISE

### Importante Société française de transformation des métaux

3 usines en France - Comté - 1 000 salariés - leader mondial dans sa branche, 70 % d'exportation (Oxygène et multiples distinctions recherche)

### INGENIEUR A.M. ou équivalent responsable service productivité

Poste d'avenir, enrichissant et formateur, doit déboucher sur responsabilité de DIRECTION par une connaissance des rouages de l'entreprise. Rattaché directement au Directeur Général Technique, il sera responsable de la gestion des coûts de production, des méthodes et de l'organisation industrielle.

10 ANNEES D'EXPERIENCE INDUSTRIELLE REQUISES. Une personnalité affirmée, un esprit concret, inventif et un tempérament d'animateur seront les meilleurs atouts.

Bonne connaissance de l'anglais souhaitée. La Société s'est engagée dans un vaste programme d'investissement avec une équipe de cadres jeunes. Ses ambitions internationales sont grandes. Logement possible dans maison individuelle. Autres postes d'ingénieurs disponibles.

Adresser CV, photo et appointements actuels s/réf. 2670M à D. DANGER 65, Avenue Kléber 75116 PARIS



MEMBRE DE SYNTET



# emploi/ régionaux

## recherche

Recherche de personnes pour les postes suivants :

- 1. Ingénieur en mécanique
- 2. Ingénieur en électronique
- 3. Ingénieur en informatique
- 4. Ingénieur en génie civil
- 5. Ingénieur en génie chimique
- 6. Ingénieur en génie électrique
- 7. Ingénieur en génie des procédés
- 8. Ingénieur en génie des matériaux
- 9. Ingénieur en génie des transports
- 10. Ingénieur en génie des systèmes

## contrôleurs financiers

Recherche de personnes pour les postes suivants :

- 1. Contrôleur financier
- 2. Contrôleur de gestion
- 3. Contrôleur de production
- 4. Contrôleur de qualité
- 5. Contrôleur de sécurité
- 6. Contrôleur de maintenance
- 7. Contrôleur de logistique
- 8. Contrôleur de distribution
- 9. Contrôleur de commercialisation
- 10. Contrôleur de développement

## INGENIEUR-ELECTRICIEN

Recherche de personnes pour les postes suivants :

- 1. Ingénieur électricien
- 2. Ingénieur en génie électrique
- 3. Ingénieur en génie des machines
- 4. Ingénieur en génie des matériaux
- 5. Ingénieur en génie des transports
- 6. Ingénieur en génie des systèmes
- 7. Ingénieur en génie des procédés
- 8. Ingénieur en génie des matériaux
- 9. Ingénieur en génie des transports
- 10. Ingénieur en génie des systèmes

## INGENIEUR A M

Recherche de personnes pour les postes suivants :

- 1. Ingénieur A M
- 2. Ingénieur en génie électrique
- 3. Ingénieur en génie des machines
- 4. Ingénieur en génie des matériaux
- 5. Ingénieur en génie des transports
- 6. Ingénieur en génie des systèmes
- 7. Ingénieur en génie des procédés
- 8. Ingénieur en génie des matériaux
- 9. Ingénieur en génie des transports
- 10. Ingénieur en génie des systèmes

## INGENIEUR A M

Recherche de personnes pour les postes suivants :

- 1. Ingénieur A M
- 2. Ingénieur en génie électrique
- 3. Ingénieur en génie des machines
- 4. Ingénieur en génie des matériaux
- 5. Ingénieur en génie des transports
- 6. Ingénieur en génie des systèmes
- 7. Ingénieur en génie des procédés
- 8. Ingénieur en génie des matériaux
- 9. Ingénieur en génie des transports
- 10. Ingénieur en génie des systèmes

## INGENIEUR A M

Recherche de personnes pour les postes suivants :

- 1. Ingénieur A M
- 2. Ingénieur en génie électrique
- 3. Ingénieur en génie des machines
- 4. Ingénieur en génie des matériaux
- 5. Ingénieur en génie des transports
- 6. Ingénieur en génie des systèmes
- 7. Ingénieur en génie des procédés
- 8. Ingénieur en génie des matériaux
- 9. Ingénieur en génie des transports
- 10. Ingénieur en génie des systèmes

REPRODUCTION INTERDITE



# emploi/ régionaux

## GRENOBLE

Notre division européenne d'informatique industrielle connaît un développement très rapide : son taux d'expansion dépasse 40% par an. Nous étions moins de 200 en 1975, nous sommes aujourd'hui plus de 600. Cette double croissance nous amène à recruter pour notre

### service informatique de gestion

## ingénieurs informaticiens

Ils auront la responsabilité du développement, de la mise en place et du suivi de systèmes logiciels s'appliquant aussi bien à la gestion comptable et administrative qu'à la gestion de la production.

Les postes devraient être vite évacués, pour les candidats en ayant le potentiel, vers des responsabilités de chef de projet impliquant l'encadrement d'un groupe de personnes. A court terme, d'autres opportunités pourront se présenter dans d'autres secteurs de la division.

Nous souhaitons rencontrer des candidats (F ou H) diplômés de grandes écoles (Mines, Centrale, ENSIMAG... option informatique de gestion). Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo), sous référence CA 06, à Claire Bachard, HEWLETT PACKARD Service du Personnel, 5 avenue Raymond Chanas 38330 EYBENS.

**hp HEWLETT PACKARD**

## directeur département commercial

### ARTICLES MENAGERS

Est recherché par un important groupe français (région illoise) produisant des articles ménagers.

Ce Directeur "grand public" assisté d'un Chef des ventes, dirige un important réseau de représentants exclusifs qui visitent tous les canaux de distribution moderne et traditionnelle. Responsable de son C.A., de ses effectifs et de ses résultats devant la Direction Commerciale du Groupe, avec large autonomie, il est âgé d'environ 35 ans, il a reçu une formation commerciale supérieure et il a une expérience réussie de la distribution (ou de la gestion des grandes surfaces).

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 1769-M à I.C.A. qui transmettra. Discretion garantie.

**I.C.A.** International Classified Advertising 3, rue d'HAUTEVILLE 75010 PARIS

## chargée du recrutement de jeunes cadres

### (RHONE-ALPES)

L'un des premiers GROUPES français du secteur DISTRIBUTION (plus de 15 000 personnes) en forte croissance et poursuivant une politique de diversification intense, recherche pour faire face à son développement une jeune femme chargée de recrutement. Le Groupe accueille chaque année plusieurs centaines de jeunes diplômés.

Intégrée à une petite cellule à l'intérieur de la Direction Centrale du Personnel, il lui sera confié - après une formation en hyper et super-marché - un rôle de recrutement et de suivi de carrières de cadres débutants, en relation étroite avec les Responsables opérationnels.

Ce poste conviendrait à une DIPLÔMÉE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES (SCIENCES PO, DROIT, PSYCHOLOGIE ou Formation Scientifique) 30 ans minimum, possédant une expérience lui ayant donné l'occasion d'exercer des responsabilités - si possible incluant un rôle d'organisation et de communication - dans un environnement attractif.

Les dossiers de candidature - sous réf. 1393 M - à joindre au développement - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT** 10, rue de la Paix - 75002 Paris.

## ingénieur de haut niveau

### responsable de la stratégie et de coordination-production

Dans le cadre d'un important programme d'investissement et de développement, un groupe industriel alimentaire français leader sur le marché national (plusieurs usines filiales en France et à l'étranger) recherche pour sa principale unité (700 personnes) située dans une ville universitaire du SUD-EST de la France.

### ingénieur de haut niveau

### responsable de la stratégie et de coordination-production

Étant droit du Directeur de Production, il participera avec ce dernier à la restructuration complète, à la gestion et au développement de l'outil de production.

Ce poste comprendra également un rôle de missions spécifiques et de conseils dans tous les domaines concernant la production (ingénierie industrielle - organisation - investissements - plans de production - budgétaires).

Cette fonction s'adresse à un ingénieur de 30 ans environ, de formation CENTRALE - AM - ICA, complétée par l'ICG, la CESA, ayant déjà une expérience industrielle de 5 à 10 ans acquise si possible dans l'industrie alimentaire et possédant des qualités affirmées dans les relations humaines, l'organisation, la gestion et l'animation.

Ce poste offre des perspectives de responsabilités plus étendues au sein de la Société.

Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 2672/M à : 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

**CORT** MEMBRE DE SYNTec

## PATRON DES SERVICES COMPTABLES et FINANCIERS

### Rennes 120/160.000 Fan

Nous sommes un groupe solide de sociétés de construction, promotion et gestion immobilière (15 patronal) implanté dans l'Ouest. Nous recherchons un collaborateur de formation supérieure (DECS+) âgé d'au moins 30 ans et disposant d'une expérience de 5 à 10 années acquises comme gestionnaire. Animant une quinzaine de collaborateurs (essentiellement comptables), il sera responsable de l'établissement des bilans et comptes d'exploitation, de la trésorerie, de la fiscalité, du contrôle de gestion, du contrôle et de l'adaptation des outils comptables. Le candidat retenu fera partie du comité de Direction après une phase d'intégration.

Envoyez votre CV sous référence M 837 DS aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

**GFC** 350, rue de Vaugnard 75015 Paris

## FILIALE D'UN GROUPE AMERICAIN

### EN PLEINE EXPANSION DANS LE DOMAINE DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION (C.A. 300 MILLIONS)

### RECHERCHE

## RESPONSABLE DU SERVICE ADMINISTRATION DES VENTES

Sa compétence, acquise au cours d'une formation commerciale supérieure, complétée par une expérience professionnelle de 5 ou 6 ans, lui permettra :

- de traiter tous les aspects de l'administration des ventes : conditions de ventes, commandes, livraisons, facturation, statistiques commerciales...
- de collaborer efficacement aux applications informatiques dans ce domaine;
- de diriger et d'animer une équipe de 12 personnes;
- d'être au centre des liaisons : Force de vente, Marketing, Logistique, dans le but d'apporter le meilleur service à notre clientèle.

La connaissance de la distribution moderne est indispensable.

Dépendance hiérarchique : Directeur Financier.

Lieu de travail : MARSEILLE.

Adr. C.V. photo à M. T. 258122 M. ROYER-FRERES, 35 bis rue Réaumur - 75002 Paris.

## THOMSON-CSF

### DIVISION DES ACTIVITÉS SOUS-MARINES

### Centre de CAGNES-SUR-MER

### recherche

## 1° INGÉNIEURS

### Formation GÉNÉRALISTE

MÉCANIQUE, ÉLECTRONIQUE, INFORMATIQUE

Avant des connaissances en conception assistée par ordinateur (CAO) acquises en milieu industriel. Aurs à charge le développement de la CAO en études imprimées, mécanique, tests... pour la division.

## 2° INGÉNIEURS et PROGRAMMEURS

Dans le domaine informatique temps réel. Pour applications traitement du signal. Quelques années d'expérience ou débutants. Connaissances MITA souhaitées.

Adr. C.V. réf. à THOMSON C.S.F. Serv. Personnel, B.P. 31, 06000 CAGNES-SUR-MER.

## MARSEILLE

## adjoint technique

Ingénieur ou assimilé.

Formation mécanique ou électrique.

Expérience thermique ou acquise ou donnée par l'entreprise.

Situation à responsabilité.

Cand. max. C.V. et prétentions à : Eurosud n° 1847 2 rue Breteuil 13001 Marseille

## POLYSAR FRANCE

### SITUÉE à 10 km au NORD de STRASBOURG

### cherche pour son laboratoire de recherche et développement des latex

## UN INGÉNIEUR CHIMISTE

### (ou formation équivalente)

Ce poste peut convenir à des débutants mais une expérience dans les applications des latex dans le domaine textile serait un atout certain.

La pratique de l'allemand est indispensable ainsi que de bonnes notions en anglais.

Les candidatures sont à adresser à la Direction du Personnel à POLYSAR France, boîte postale n° 7, 67160 LA WANTZENAU.

## directeur du personnel

### Haute-Savoie Homme ou Femme

Affaire industrielle de renommée internationale, 800 salariés, nous étendons notre structure.

Le Directeur que nous recherchons a pour mission principale de mettre en place une gestion prévisionnelle du personnel en France et dans nos filiales étrangères, de bâtir et de gérer le plan de formation avec l'appui et la collaboration des opérationnels. Il est, bien sûr, responsable des relations sociales, du recrutement, des relations avec les administrations. Il est assisté d'une petite équipe.

Il a plus de 30 ans, une formation supérieure (psychologie, sociologie, droit, ESC...) et une expérience de la formation. Il parle anglais.

Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire (réf. 617 LM).

**ALEXANDRE TIC S.A.** 10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

**MEMBRE DE SYNTec**

## NANTES

## WATERMAN

## DIRECTEUR DU PERSONNEL HF

Waterman S.A., 75d personnes, 16d millions de C.A., est une société française, leader sur son marché : les instruments à écrire de haute qualité. Son principal établissement industriel se trouve à Nantes : il emploie 55d personnes, dont 41d dans la fabrication en grande série de petits stylos mécaniques.

Rattaché au Directeur de l'usine, le Directeur du Personnel anime un service de 11 personnes. Outre la partie classique liée à la fonction, il conçoit, propose, met en œuvre une politique sociale qui intègre les contraintes économiques et humaines.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel qui justifie d'une expérience de 5 ans dans la fonction. Celle-ci a été acquise impérativement en milieu industriel (de préférence industrie de main d'œuvre).

La décision d'engagement devant intervenir au plus tard le 15 juillet, nous remercions les personnes intéressées d'adresser, sous référence M 423 CA, un dossier manuscrit complet de candidature, en précisant la rémunération actuelle, à

**egor** 8 rue de Bani 75008 Paris

## BORDEAUX

## 60 à 70000 Frs pour débiter...

Si vous êtes ambitieux et efficace, capable de vous donner à fond pour un métier passionnant, une grande chaîne d'hypermarchés française vous propose de faire carrière et de jouer un rôle important dans la distribution moderne en étant RESPONSABLE COMMERCIAL (formation assurée).

### PROFIL DU POSTE : Jeune 23 ans minimum.

Formation commerciale supérieure (ESC, Sciences Eco, Ecoles commerciales ou niveau universitaire équivalent).

### QUALITÉS ESSENTIELLES POUR RÉUSSIR :

- enthousiasme et combativité,
- sens commercial développé,
- goût des responsabilités,
- aptitudes à former et à animer du personnel,
- gestionnaire consciencieux et méthodique.

Nous recherchons immédiatement

## 10 candidats de valeur

qui, après avoir fait leurs preuves dans cette fonction, se verront confier rapidement des responsabilités importantes.

Réelles perspectives d'avenir.

Rémunération élevée liée à l'évolution des résultats.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

**promonor** 52, RUE DE QUAI - 59000 LILLE DISCRETION ABSOLUE

## DANS VOS BAGAGES: DIPLOME DROIT, SCIENCES PO, SUP. DE CO.

A Nice, en hiver, la mer est calme, la vie est douce. Afin de concilier ces agréments à ceux d'une situation d'avenir nous vous offrons la

### RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL

de notre société, l'un des leaders mondiaux dans notre spécialité (1 600 personnes en France). Rattaché au Directeur du Personnel, vous assurerez la gestion administrative (paie exceptée), l'élaboration et le maintien des procédures, l'accueil des nouveaux collaborateurs.

Vous êtes jeune mais une solide expérience réussie dans un poste similaire (5 à 10 ans) vous a donné la confiance nécessaire pour élargir vos responsabilités.

Et l'anglais n'a plus de secret pour vous. Très bonne perspectives d'évolution pour un candidat motivé.

Et ambitieux.

Prise de fonction : 1er septembre.

C'est rsg carrières qui recevra votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 5075. 64, rue la Boétie 75008 PARIS.





**emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux**

**GRENOBLE**

Notre division est responsable du développement, de la production et du marketing (pour toute l'Europe) de matériel informatique. Sa croissance, supérieure à 40%, nous amène à recruter plusieurs

**ingénieurs électroniciens ou informaticiens**  
pour notre  
**département marketing**

Ils (elles) auront la responsabilité, pour certains postes, du développement des ventes des ordinateurs et systèmes HP 1000 sur les marchés scientifiques et industriels européens, pour d'autres postes, la responsabilité européenne du support technique pour nos ingénieurs clients. Ce support s'appliquera essentiellement au domaine des systèmes informatiques de mesure et de contrôle.

Ces postes exigent une bonne connaissance de la mini-informatique, une parfaite aisance en anglais et si possible dans une autre langue, ainsi qu'une réelle disponibilité (fréquents voyages à travers l'Europe : environ 1/3 du temps). Ces postes très complets, permettent de concilier l'expertise technique, de nombreux contacts et une ouverture européenne.

Nous souhaitons rencontrer des candidats (H ou F) diplômés de grandes écoles, ayant une courte expérience ou débutants. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous référence CM 06 à Claire Bachelard, HEWLETT PACKARD Service du Personnel, 5 avenue Raymond Chanas 38520 EYBENS.



**Les Nouveaux Constructeurs**

Un des premiers promoteurs français de villages (ville maisons par an) à vocation nationale recherche

**RESPONSABLE DE PROGRAMME**

pour chacune des régions suivantes : ILE-DE-FRANCE, SEINE-SAINE-MAISON, ALPES-MARITIMES, LOIRE-ATLANTIQUE, NORMANDIE. A la tête de votre équipe, vous assurerez la gestion complète d'un programme de 50 à 100 maisons individuelles.

Politique générale, marketing, finances, production, etc. Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou commercial, vous posséderez un tempérament de vrai géométriste, énergique, entreprenant, mais aussi réaliste et rigoureux. A votre rémunération fixe de 120 000 à 130 000 F, s'ajoutera un intéressement substantiel lié à vos résultats pour un total de l'ordre de 160 000 F. Notre très forte expansion offre de larges perspectives de prise de responsabilité.

Env. curriculum vitae et photo, à Mme J. FIGNOT, responsable des relations humaines, LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS, Tour Montparnasse, B.P. 127, 75753 Paris, Cedex 15.

« des maisons pour mieux vivre »

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE**  
Région BORDELAISE

**ANIMATEUR DE FORMATION**

Pour études et adaptation à de nouvelles méthodes de travail utilisant des MOYENS INFORMATIQUES. - Niveau INGENIEUR, de préférence ELECTRONICIEN - EXPERIENCE DE LA FABRICATION SOUHAITEE.

Ecrire avec C.V. et prétentions à no 64203 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**CORNING FRANCE**  
Leader des verres spéciaux  
recherche pour son usine de  
Châteauroux (Pyrex - Corning etc.)

**JEUNES INGENIEURS G.E.**  
(E.C.P. - MINES - I.D.N. - A.M. ou équivalent)

• Un ingénieur débutant. 2-3 ans d'expérience. Poste d'entrée classique dans l'entreprise. Il se formera à la technologie ou au service technique en prenant en charge la simulation et la coordination des actions de réduction de coûts.

Le Groupe peut offrir de larges évolutions de carrière à une personnalité disposant d'un réel potentiel de travail, soit dans des fonctions de production, soit dans d'autres responsabilités.

Envoyez lettre manuscrite, C.V. et photo à CORNING FRANCE, Siège Social, Direction Développement du Personnel, 44, avenue de Volvins, 77210 AVON.

**BANQUE INTERNATIONALE**

recherche  
**LE DIRECTEUR DE SON AGENCE de LILLE**

et  
**LE DIRECTEUR DE SA FUTURE AGENCE de MARSEILLE**

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo n° T 20.749 M REGIE-PRESSE, 35 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

**GROUPES INTERNATIONAUX**  
recherche

**DIRECTEUR GENERAL**

pour une de ses filiales spécialisée dans la prestation de services pour la restauration collective à l'étranger en plein développement.

• Age minimum 30 ans  
• 2 ans d'expérience de direction.  
• Anglais obligatoire, espagnol souhaité.  
• Niveau HEC, ESSEC, Sup de Co.  
• Salaire + 200.000 F  
• Nombreux voyages.  
• Résidence : grande ville Sud Est.

Envoyer C.V., manuscrit et photo sous la référence 2250 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.



**THOMSON-CSF**  
Division des ACTIVITÉS  
SOUS-MARINES  
à BREST

**1 INGENIEUR-ELECTRONICIEN**  
GRANDE ÉCOLE

Pour études, réalisation et installation de matériels offshore et de navigation. Quelques années d'expérience en systèmes digitaux et microprocesseurs.

**1 INGENIEUR-ELECTRONICIEN**  
DÉBUTANT

Pour rédaction de manuels techniques et formation de clients. Anglais souhaité.

Envoyer C.V. THOMSON C.S.F., Division des Activités sous-marines, route du Conquet, 29283 BREST CEDEX.

**BRETAGNE**

**AGRO-ALIMENTAIRE**  
vous vendez  
ce que vous achetez

• VOTRE FORMATION SUPÉRIEURE n'a pas dû être votre seule spécialité.  
• VOTRE CULTURE ET VOTRE PERSONNALITÉ vous prédisposent à entretenir des relations commerciales très équilibrées sur le plan national.  
• VOTRE PARFAITE MAÎTRISE DE L'ANGLAIS vous ouvrira les portes du commerce international.

VOUS SEREZ REDOUTABLE AUTOTÉLÉPHONE par vos qualités d'imaginer et votre force de persuasion. Vous clouerez dans votre première fonction et perdrez très peu de temps à décrocher. Enfin vous aimez gagner, vous aimez l'argent. Alors n'hésitez pas à adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et actualité 30177 à :

Alain KERVAREC Psychologue du Travail - 24 rue Alfred de Vigny 56000 SAINT BRIEUC DISCRETION ABSOLUE

**L'AAPAVE**  
recherche pour ses services de Naey

**INGENIEUR ELECTRICIEN**

ESSE ou IEG. Disposant de 5 à 10 ans d'expérience industrielle (ex : études travaux neufs, entretien d'installations électriques, surveillance des chantiers) et d'une bonne connaissance oratoire des réseaux HT et BT.

Mission : Assister l'ingénieur principal du service ELECTRICITE (10 ingénieurs, 35 techniciens, 7 bureaux locaux) dans ses tâches techniques (formation de la prévention, conseil, formation, d'entretien et de relations avec l'extérieur (6000 établissements adhérents au service concerné). Poste d'avenir évolutif.

Adresser C.V. détaillé et réf. 907 à Conseil en Recrutement 15, rue Vauban 67005 STRASBOURG CEDEX



**CENTRE DE RECHERCHE**  
près NANCY  
recrute

**INGENIEUR**

grande école ou diplômé à cycle, ayant de bonnes connaissances théoriques en mécanique des fluides pour conduire des études relatives à la prévision de la pollution, dans les locaux industriels et à la ventilation industrielle. Expérience de la recherche appréciée.

Adresser C.V. détaillé avec photo et réf. 2271 à SWEERTS B.P. 229, 75024 Paris Cedex 02.

Un groupe européen, fabricant en France de peintures bâtiment et peintures spécialisées crée un poste de futur

**CHEF DE VENTES BATIMENT**  
pour sa filiale française.

L'entreprise a d'importantes références techniques et a la possibilité de développer de façon rapide ses ventes aux entreprises de peinture et aux grossistes spécialisés. Ce poste conviendrait à un vendeur, animateur d'équipe, passionné par l'atteinte d'objectifs réalistes qu'il contribuera à définir et à réaliser lui-même dans un premier temps. Il comporte de larges possibilités d'évolution en fonction des résultats obtenus. Il est fait pour un vendeur ambile et en relation directe avec la Direction Générale. Le lieu de résidence sera dans le Pas-de-Calais après la période d'essai. Position Cadre. Bonne rémunération avec possibilité d'intéressement sur objectifs.

Env. lettre et candidature manuscrite, avec C.V. photo et rémunération actuelle sous réf. CL ENVOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS - Réponse et discrétion assurées.

**MAISONS INDIVIDUELLES**

**CONSTRUCTEUR PROMOTEUR**

recherche

**DIRECTEUR TECHNIQUE**

Ingénieur Grande École ou Architecte

Il aura la responsabilité technique de l'activité de la Société, de la conception des plans de masse, de la création de produits nouveaux et de la tenue des dossiers clients.

Lieu de résidence : Rouen ou environs

Envoyer curriculum vitae manuscrit avec photo et indiquer rémunération souhaitée, A/O° 854.443 REGIE-PRESSE, 35 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**LE DIRECTEUR DES RELATIONS SOCIALES ET DU PERSONNEL**

d'un très important groupe industriel français SECTEUR RHONE-ALPES recherche

**SON ADJOINT**

Il lui déléguera directement dans le cadre d'une étroite collaboration des responsabilités de haut niveau concernant les options sociales, les plans d'action, leur contrôle, les recrutements de cadres et leur gestion dans les différentes sociétés du Groupe. Le candidat devra en conséquence avoir un goût et une loie répondant à l'importance des objectifs visés. Il aura une formation supérieure et au minimum 35 ans.

Adresser dossier de candidature s/réf. 256 SERGE BAILLY 40, av. Hoche 75008 PARIS



Le Centre National d'Etudes des Télécommunications recherche pour son

**CENTRE de RENNES**

**C.C.E.T.T.**

**INGENIEURS GRANDES ECOLES**

ayant 2 à 5 ans d'expérience.

• SYSTEMES de COMMUNICATION GRAPHIQUE (Vidéo, Télécopie, Télécopie).

1 - Terminaux et Protocoles.  
2 - Conception de bases de données et accès.

• VIDEO COMMUNICATION

3 - Production Audiovisuelle assistée par ordinateur.  
4 - Distribution d'images Vidéo.

• TRANSMISSION de DONNÉES

5 - Procédure de signalisation (Logiciel).  
6 - Réseaux de transport en boucle (Matériel).

Envoyer C.V. + photo et prétentions en précisant le numéro de l'emploi postulé à l'attention de Monsieur LE GREL :

C.C.E.T.T. - 2, rue de la Mabilais B.P. 1266 - 35013 RENNES CEDEX

**EFCIS**

CIRCUITS INTEGRÉS MOS

recherche pour son

**DEPARTEMENT ELECTRONIQUE**

**UN INGENIEUR RESPONSABLE DU GROUPE ETUDES SYSTEMES**

recherche

La définition détaillée des cahiers des charges, le suivi technique des études sur les plans électronique et logiciel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur position II de formation électronique + informatique :

• Micro-informatique dont couplage de périphériques

• Systèmes d'exploitation

• Langages haut niveau.

PROFIL :

Expérience de 5 ans minimum dans domaine des micro-systèmes, dans l'étude et l'usage des systèmes de développement de microprocesseurs, et dans l'utilisation d'un assembleur.

• Anglais nécessaire (lu, écrit, parlé)

• Lieu de travail : GRENOBLE.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à : EFCIS - BP 217 - 38019 Grenoble Cedex.

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DU SECTEUR ENVELOPPAGES**

recherche

pour sa filiale du SUD-OUEST

**UN CADRE COMMERCIAL**

Placé sous l'autorité du directeur de cette filiale, il aura en charge la responsabilité de l'ensemble des problèmes commerciaux : administration des ventes et suivi de la clientèle.

Nous recherchons un diplômé d'une Ecole supérieure de commerce, âgé d'au moins 30 ans, et justifiant d'une expérience commerciale de plusieurs années acquise, de préférence, dans la branche conditionnement ou le secteur agroalimentaire.

Ce poste devrait évoluer vers une direction commerciale.

Adresser lettre candidature, C.V. et prétentions, s/réf. 3881, à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL**

recherche

**INGENIEUR MÉTHODES**

Ce poste conviendrait à un technicien diplômé A.M. ou équivalent, âgé d'environ 30 ans et possédant une expérience industrielle de 5 ans acquise de préférence en câblage.

Il aura pour mission :

— d'étudier le passage de fabrication des produits courants.

— d'optimiser les procédés et moyens de fabrication.

— de participer à la conception des outillages.

Une pratique de l'analyse de la valeur serait un atout supplémentaire.

Anglais souhaité.

Poste à pourvoir en PICARDIE.

Adresser C.V. à n° 64.453 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCE INGENIEUR SUPPORT

Notre Société créée et dirigée par des ingénieurs au sein d'un Groupe bien établi, s'est imposée dans 3 domaines de pointe :

- MICROSYSTEMES INTEL
- PERIPHERIQUES
- TRAITEMENT D'IMAGE

en accompagnant la vente de ses produits de supports et de services performants.

Mais c'est notre style de vie décontracté et une mentalité commune fondée sur l'engagement et la responsabilité qui favorisent l'autonomie d'action et nous permettent un maximum d'efficacité.

- 1977 - création - C.A. 1.500.000 F  
- 1980 - C.A. 52.000.000 F  
- NOTRE OBJECTIF  
- 1981 - C.A. 80.000.000 F

- Nous recherchons :

- pour notre département MICROSYSTEMES INTEL
- 2 INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCE chargés du suivi de secteurs industriels en région parisienne (Réf. 1)
- 1 INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCE sédentaire (Réf. 2)
- 1 INGENIEUR SUPPORT ayant une bonne expérience en micro-informatique industrielle (Réf. 3)
- pour notre département IMAGE ET GRAPHIQUE
- 1 INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCE ayant une bonne expérience technique en graphique et en mini-informatique (Réf. 4)

A défaut d'expérience de la vente, vos connaissances techniques nous intéressent, si vous êtes autonome et décidé à élargir vos compétences.

Adressez-nous votre curriculum vitae avec photo et préférences : MÉTROLOGIE, Tour d'Asnières 92606 ASNIÈRES cedex.

Nous vous serons une réponse rapide et une totale discrétion.

**MÉTROLOGIE**

**T.R.T.** TELECOMMUNICATIONS  
RADIOÉLECTRIQUES  
ET TÉLÉPHONIQUES

### INGENIEURS- ELECTRONICIENS

- **DEBUTANTS**  
pour l'étude de matériels avionique ou télécommunications VHF - UHF
- **DEBUTANTS et POSITION II ou III**  
Pour l'étude et le développement de matériels de transmissions hertziennes sol ou spatial (circuit analogique, numérique, traitement du signal)
- **INGENIEURS-MECANICIENS**  
- Intéressés par les responsabilités d'une équipe de développement et de dessin, bonnes connaissances en électronique professionnelle.  
- Expérimentés dans le domaine des vibrations mécaniques pour essais, calculs de contraintes et fatigues mécaniques.

Adressez C.V. à T.R.T., 5, avenue Béguin, 92050 LE PLESSIS-ROBINSON

### CADRE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

32 ans min., diplôme supérieur de comptabilité. Expérience de quelques années gestion frais généraux.

- DÉPARTEMENT RISQUES ET ENGAGEMENTS

### CADRE ANALYSTE FINANCIER

Poste évolutif vers responsabilité département. Formation ESSEC, ESCP ou équivalent. Age min. 32 ans. Quelques années expérience des risques bancaires souhaitées.

Pour ces deux postes : anglais indispensable. Ecrire avec C.V. et photo à P. LORANT S.A., B.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

**SAVAM**  
Premier spécialiste français en transport routier recherche

**POURTEUR-PROGRAMMEUR**  
sur ordinateur de bureau. Matériel actuel : cartes perforées.

Rattaché aux services financiers, il aura pour missions :

- L'entretien de l'équipe informatique (3 personnes).
- Le contrôle des données transmises à la comptabilité.
- La responsabilité des liaisons avec les différents services.

Ce poste comprendra à un candidat ayant une formation de type DUT informatique et une première expérience sur mini système.

Adressez lettre et C.V. à : SAVAM - 21, rue des Moines, B.P. 12 - 02003 SOISSONS Cedex.

**GABRIEL CONSEIL JURIS-QUE ET FISCAL DE LOISE**  
recherche COLLABORATEUR. Ecrire avec C.V. et photo à P. LORANT S.A., B.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ MIDI DE LA FRANCE**  
recherche CHIEF DE SECTION COMPTABLE

- B.T.S.
- 5 ans d'expérience min.
- connaissance des comptabilités générale et analytique.

Adressez lettre man. C.V. photo (rel.) et rémunérations min. à P. LORANT S.A., B.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

**MONTELLIER**  
PROMOTION IMMOBILIÈRE recherche

**RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPT.**  
Le candidat devra avoir la responsabilité et la fiscalité de la société, de la filiale et des programmes de construction (500 logements).

de la trésorerie et des problèmes juridiques de la société.

Adr. C.V. manuscrit + photo + présentation à P. LORANT S.A., B.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ ANONYME H.L.M. (Lévis)**  
recherche

**UN DIRECTEUR ADJOINT**  
pour montage financier des opérations de constructions

- gestion financière et administrative des programmes de construction (500 logements).

Il sera chargé de la formation supérieure économique et financière. Il sera chargé de la formation supérieure économique et financière.

Établissements hospitaliers importants recherche

**DIRECTEUR**, 40 ans minimum, diplôme E.N.S.P., licencié en Droit ou Sciences économiques, expérience hospitalière exigée. Salaires et avantages correspondants. Ecrire C.V. photo, 63000 CLERMONT-FRANCE n° 25.024.

**LE CENTRE COMMUNAL d'Action Sociale de Grenoble**  
recherche un Directeur de Centre Social.

Et sup. âgées et sup. prof. 10 à 15 ans. Références. 4000 F brut. C.V. et C.C.A.S., 14, rue Hébert.

MEDTRONIC, leader mondial de la stimulation cardiaque, développe ses systèmes d'informations, constitués à ce jour de plusieurs systèmes (IBM 34) répartis dans différents pays d'Europe, et recherche

### senior analyst

pour prendre la responsabilité d'un logiciel de gestion des ventes : commandes, stocks, livraisons, facturation, état des ventes, etc.

Actuellement opérationnel dans deux filiales de vente, l'utilisation de ce logiciel est prévue dans six autres pays d'Europe d'ici deux ans.

Dépendant du responsable des études et assisté d'un ou deux programmeurs, cet analyste confirmé assurera :

- la maintenance et le développement de modules complémentaires,
- la mise en place de nouveaux lieux,
- l'assistance aux utilisateurs,
- la liaison avec les services d'exploitation.

Anglais courant indispensable (longue de travail). Déplacements de courte durée en Europe.

Diplôme d'études supérieures (ingénieur ou MIAGE), le candidat aura 3 à 4 ans d'expérience d'analyse et le potentiel pour devenir chef de projet.

Envoyer C.V., photo et préférences à : Madame HERIARD-DUBREUIL MEDTRONIC - Service du Personnel 120, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

### EDP operations manager

- Diriger le centre de traitement du Siège et d'une filiale située à Neuilly-sur-Seine.
- Fournir l'assistance technique requise aux autres centres de traitement en Europe (Allemagne, Hollande, Espagne, Angleterre), développer un réseau de communication et de traitement à distance.
- Mettre en place des procédures standard d'exploitation et de contrôle sur les différents unités.

Le poste est directement rattaché au Directeur des Systèmes d'Informations pour l'Europe.

Le candidat aura une bonne formation technique (école d'ingénieurs), une connaissance du matériel IBM et des réseaux de communication et plusieurs années d'expérience des problèmes d'exploitations. Anglais courant nécessaire.

**Medtronic**

### MEDECIN

Notre Laboratoire, installé à Paris, a acquis, tant en France qu'à l'étranger, une bonne réputation par ses spécialités pharmacologiques. Pour travailler en étroite collaboration avec notre Directeur Médical et notre Directeur Technique, nous recherchons un médecin jeune auquel nous souhaitons confier :

- la mise en place, le suivi et l'exploitation d'études cliniques,
- l'information et les relations médicales auprès des milieux hospitalo-universitaires,
- la participation à des Tables Rondes et à des Congrès.

Homme de contacts, il est vivement souhaité qu'il ait acquis une formation pratique par des déplacements fréquents (50% en province et à l'étranger) est nécessaire.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Veuillez envoyer votre CV, photo, rémunération actuelle sous référence 824 à :

**HORACE conseil**  
97 rue de Richelieu 75002 PARIS

### SOCIÉTÉ DE RENOMMÉE INTERNATIONALE DANS SON SECTEUR D'ACTIVITÉ

POUR SON SERVICE INFORMATIQUE S'ITUE A GENEVE (CH)

**JEUNE HOMME**  
(niveau Bac ou équivalent)

- Dépassé des obligations militaires.
- Il devra être attiré par les problèmes informatiques.
- Il lui sera confié un poste

**d'OPÉRATEUR DÉBUTANT**  
sur ordinateur IBM (travail en 2 x 8)

- Formation assurée mais des notions de base en informatique seraient appréciées.

Langues postérieures d'évaluation. Avantages sociaux divers. Lieu de travail desservi par Métro.

Envoyez C.V. manuscrit, photo et préférences à P. LORANT S.A., B.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

La Direction de l'Information et du Développement Commercial de L'UNION NATIONALE DES CAISSES D'ÉPARGNE de FRANCE recherche un

### ASSISTANT DE DIRECTION

- Diplôme ESSEC, ESCP ou équivalent.
- Connaissances en Economie et Marketing.
- Sans des contacts.
- Aptitude au travail en équipe.
- Première expérience bancaire souhaitée.
- Bonne maîtrise de l'Anglais.
- Disponibilité pour des déplacements fréquents et fréquents.

Fonction : Il participera aux tâches suivantes :  
- Animation commerciale.  
- Formation commerciale.  
- Etudes et analyses marketing.  
- Suivi commercial des produits.

Envoyez C.V. manuscrit, photo et préférences sous réf. 8070 à UNCEF, Service du Personnel - 5, rue Masseran - 75007 PARIS

**MAGAZINE D'INFORMATION BI-MENSUEL**  
LEADER DANS SON DOMAINE D'ACTIVITÉ

recherche son

### FUTUR RÉDACTEUR EN CHEF

- Capable d'orienter et d'animer l'équipe en place.
- Parfaitement rodé aux techniques d'un journal (organisation, rédaction, secrétariat de rédaction, maquette, documentation...).
- Libre rapidement.
- Sciences Po-littéraires ou équivalents souhaités.

Envoyez C.V., lettre manuscrite et photo à

**TRAMA INTERNATIONAL C.V.**  
12 bis, rue Jean-Jacques, 92007 FOUTEAUX.

**GCT**

### COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CONSTRUCTIONS TÉLÉPHONIQUES

Associée à un important groupe mondial leader dans les techniques les plus avancées en télécommunications, et consacrant 15 % de son C.A. en Europe pour ses recherches et développements

### JEUNES INGENIEURS FORMATION ELECTRONIQUE

Les candidats retenus bénéficieront d'une formation théorique et pratique de plusieurs mois avant d'être affectés sur des chantiers d'installations de centraux téléphoniques en métropole ou à l'étranger, pour assurer des travaux informatiques sur les nouveaux systèmes de commutation.

Nous proposons des possibilités d'avenir dans des domaines en pleine évolution : Commutation avec intégration de services nouveaux, Télématique, etc...

Ecrire avec CV et rémunération souhaitée au :

**SERVICE DU PERSONNEL**  
251, rue de Vaugrard 75740 PARIS CEDEX 15

### steria ENTREPRISES

Dans le cadre du développement de son Département «PROJETS SPECIAUX» Steria Entreprises recherche des

### INGENIEURS CONFIRMES

souhaitant participer à des réalisations dans les domaines suivants :

- Télématique
- Réseaux de guichets automatiques
- Terminals points de vente
- Architectures de Système à base de Mini et de Micro-Ordinateurs

Adressez C.V. et présentations à Monsieur C. SOMEK

**steria ENTREPRISES**  
147 rue de Courcelles 75017 PARIS

### SOCIÉTÉ ROBINETTERIE INDUSTRIELLE

recherche

pour succéder le

### CHEF DU MARCHÉ ÉNERGIE

### INGÉNIEUR DÉBUTANT

Formation mécanique (A.M. - ENSI - INSA)

Intéressé par les problèmes marketing. Parler couramment anglais.

Ecrire avec C.V., photo et présentations

**A M R I**  
Service du Personnel  
50, avenue Daumesnil, 75012 PARIS.

### responsable de la gestion des ventes

PARIS-LYON 100/120 000 F

Nous sommes la filiale d'une importante société multinationale et nous traitons un grand nombre d'affaires dans nos différents centres de profit.

En tant que responsable du service Gestion des Ventes de l'une de ces régions, vous serez chargé d'assurer l'exploitation des contrats de location ou de vente de nos biens d'équipement.

Vous animerez une équipe d'une dizaine de personnes en lui fixant des objectifs précis; vous veillerez à la bonne exploitation des procédures administratives et rigierez les litiges avec la force de vente.

Votre diplôme, du type Ecole Supérieure de Commerce, est complété par une expérience similaire acquise au sein d'une importante société de distribution qui vous aura familiarisé avec l'utilisation de l'informatique.

Dans ce poste stimulant, vous pourrez donner toute la mesure de votre potentiel et de votre autonomie.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 4632 à Bruno DEMONET.

**INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE**  
28, av. de Messine 75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

**IBD**



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## ANSWARE

recherche

### ingénieurs consultants

130/150.000 F+ selon expérience

#### Opérationnels (réf. PM)

Ils sont responsables de l'analyse des besoins, de la vente et de l'introduction de l'outil informatique dans les P.M.E.

Postes à pourvoir à Paris avec possibilité mutation province à court terme.

#### Fonctionnels (réf. ML)

Ils sont responsables de l'analyse des besoins globaux des P.M.E., de l'élaboration de la documentation technico-commerciale, de la formation des ingénieurs-consultants opérationnels et de leur assistance sur le terrain.

Pour ces deux fonctions :

- formation supérieure commerciale ou technique, possèdent 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, soit comme ingénieur Commercial (SSCI, Constructeur Informatique ou cabinet d'organisation), soit comme ingénieur Technico-commercial en Informatique,
- de larges possibilités d'évolution de carrière sont assurées.

Envoyer C.V., photo au 135 rue de la Pompe 75116 Paris.  
Division Grande Diffusion.

THOMSON-CSF  
INFORMATIQUE

MAISONS  
MONDIAL  
PRATIC

Entreprise nationale spécialisée dans la construction de maisons individuelles.

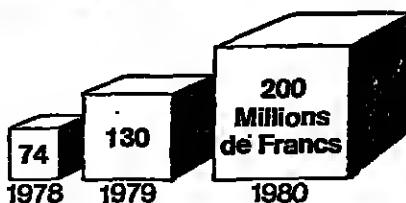
A atteint en quatre ans la place de 5<sup>e</sup> grand constructeur.  
Appartient au premier groupe français de Bâtiment et Travaux Publics.

la Société Générale d'Entreprises

poursuit son développement  
dans un marché toujours  
plus concurrentiel.

1500 maisons en commande

chiffre d'affaires



recherche

## DIRECTEURS RÉGIONAUX

pour ses régions : Alsace, Aquitaine, Franche-Comté, Languedoc, Rhône-Alpes.  
Diplômés grandes écoles - 5 ans d'expérience souhaitée.

Ce sont de véritables patrons

prenant en charge l'ensemble des responsabilités commerciales, administratives, travaux, gestion Direction de centres lancés ou à lancer, totalement autonomes.

MAISONS MONDIAL PRATIC offre

- des responsabilités liées à une rémunération à la hauteur de vos compétences.
- une carrière en rapport avec l'expansion de l'entreprise.
- les moyens du premier groupe français de Bâtiment et Travaux Publics.

Les candidatures seront traitées confidentiellement par le Directeur des Relations Humaines, qui recevra CV + photo à :  
MAISONS MONDIAL PRATIC - 23, rue du Pont des Halles, 94150 Chevilly-Larue.

## ineres

SOCIÉTÉ SITUÉE DANS LE 2<sup>ème</sup> ARRT  
EFFECTIF 1200 PERSONNES, CA 300 M F

recherche

### ATTACHE A LA DIRECTION TECHNIQUE

(Réf. A1)

MISSION: entretien, travaux neufs, réaménagement de bureaux et locaux, problèmes d'Hygiène et Sécurité.

PROFIL: INGENIEUR de 30-35 ans;

- Formation Arts et Métiers;
- Minimum 5 ans d'expérience exigée;
- Très solides connaissances en électricité sont indispensables;
- Connaissances en climatisation;
- Forte personnalité;

### RESPONSABLE DU SERVICE RADIO-TECHNIQUE BILINGUE ANGLAIS

(Réf. A2)

MISSION: avec une dizaine de techniciens, prise en charge de l'installation, de la mise en route et de la maintenance des matériels radio électriques, électroniques, et téléphono à l'Etranger; superviser les achats et gérer les stocks concernant ces matériels.

PROFIL: INGENIEUR de 30-35 ans;

- Formation de type I.S.E.P. ou équivalent;
- Minimum 5 ans d'expérience;
- Très solides connaissances en télécommunications, en logique et analogiques;
- La connaissance de l'Espagnol serait un atout supplémentaire.

Il est proposé pour les deux postes:

- UNE REMUNERATION MOTIVANTE
- 7 SEMAINES DE CONGES PAYES.

Merci d'envoyer C.V. + photo + lettre manuscrite + N. téléph. en précisant la référence du poste à



Monsieur BENAYOUN  
INERES, 76, 78, Avenue des Champs  
Elysées - 75008 PARIS qui nous assiste  
dans ce Recrutement et qui traitera  
chaque candidature confidentiellement

## kléber colombes

recherche pour sa

### BRANCHE PNEUMATIQUES

un ingénieur responsable du suivi des essais et des homologations de pneumatiques auprès des constructeurs automobiles.

Cet ingénieur mécanicien d'au moins 30 ans garde un vif intérêt pour la technique (bureau d'études, service essais à l'intérieur de la société et chez les clients) et le concret en appliquant une démarche scientifique rigoureuse.

Il sera chargé également d'appliquer la politique produit de son département. L'activité s'exerce au plan européen, nécessite l'anglais courant et suppose des déplacements.

Référence A

### BRANCHE CAOUTCHOUC INDUSTRIEL

un ingénieur d'études et de préconisation techniques auprès des constructeurs automobiles pour les pièces en caoutchouc.

Cet ingénieur mécanicien d'au moins 30 ans assure la coordination nécessaire entre services techniques, chef de produits et clients. Il est au fait des évolutions technologiques et suit les conditions d'utilisation des produits au regard des performances exigées. Il doit avoir une bonne connaissance de la mécanique vibratoire, une démarche rigoureuse.

L'activité s'exerce à l'échelon européen et nécessite la connaissance de l'allemand.

Référence C

Adresser CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi à

kléber

Service Central des Ingénieurs et Cadres - 6, avenue Kléber 75116 Paris

## CNOF

Un des premiers organismes de Formation  
Continue souhaite renforcer son équipe  
en engageant un

### conseiller de formation (H F)

Il aura pour mission:

- de négocier et monter des programmes de formation intra-entreprises;
- d'entretenir et de développer les relations avec les entreprises;
- d'encadrer la réalisation de stages inter-entreprises.

Il doit donc avoir:

- une formation supérieure (ESCAE ou licence etc.);
- une pratique de la négociation commerciale;
- une expérience des points clés actuels de la vie de l'entreprise, acquise de préférence dans un cabinet de Consultants ou dans un service fonctionnel d'un groupe.

La connaissance des techniques de formation (notamment audiovisuel et enseignement programmé) sera un atout supplémentaire.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. précisant le niveau actuel de rémunération et le délai de disponibilité sous référence 2632-HF) seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. j. ourlin  
CONSEILS DE DIRECTION  
47, AV. ALBAIS-LEVAZOU  
92015 ANTONY

### CENTRE DE FORMATION (1<sup>ère</sup> formation et formation continue) recherche

### LE DIRECTEUR de son établissement

Le (la) candidat (e) âgé (e) de 35 ans minimum, possède une formation supérieure (ESIC, ESSEC, ESCAE, grande école d'ingénieur, maîtrise de gestion ou équivalent); une expérience d'au moins 8 ans dans la fonction marketing et la gestion.

Il lui sera confiée la direction du centre (animation, gestion, pédagogie).

Une expérience de l'enseignement est demandée.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 06/710

PERSONNEL CONSEIL  
85, rue de Lille 75007 PARIS



### BANQUE DE LA HENIN recherche pour REGION PARISIENNE ET PROVINCE attachés commerciaux

CLASSE III ou IV

- Formation supérieure appréciée;
- 3 ans d'expérience minimum dans une activité bancaire commerciale;
- Motivés pour la vente de produits financiers et attirés par la réussite commerciale.

Les candidats doivent accepter par avance une mobilité géographique périodique indispensable à leur promotion au sein de la Société.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions

B.L.H. - SERVICE RECRUTEMENT,  
16, r. de la Ville-Evêque, 75005 Paris.



## COMSIP ENTREPRISE

Nous sommes un des plus importants groupes français de dimension internationale et nous assurons la totalité des prestations pour l'étude et la réalisation d'ensembles et sous-ensembles en ELECTROTECHNIQUE, AUTOMATISMES et SYSTEMES INFORMATIQUES appliqués à l'industrie.

Pour faire face à notre développement, en France et à l'Etranger, nous souhaitons renforcer notre potentiel notamment par l'intégration de

### chefs de projets électricité confirmés

Nous désirons rencontrer des ingénieurs diplômés (Sup-Elec, INSA, ENSI, ...) ayant une solide expérience de la conduite de projets, notamment pour l'exportation. Ces ingénieurs ont environ 35 ans, le sens de l'animation, l'esprit d'entreprise, une disponibilité aux déplacements de durée variable à l'Etranger et la pratique de l'anglais.

(Réf. SPS 20)

### jeunes ingénieurs en génie chimique

Nous désirons rencontrer des JEUNES INGENIEURS DIPLOMES (Chimie Paris ou équivalent), intéressés par la fonction d'INGENIEUR D'AFFAIRES. Ils auront à étudier et réaliser des systèmes d'analyseurs industriels automatisés destinés aux industries en continu (Pétrole, pétrochimie, chimie, ...).

Dans le cadre de leur formation ils effectueront un stage de 6 mois à 1 an sur un chantier à l'Etranger.

Ces ingénieurs motivés à la fois par la technique et la gestion des contrats ont donc une disponibilité aux déplacements et une pratique courante de l'anglais.

(Réf. SPS 21)

Les candidats adressent un dossier en rappelant la référence du poste choisi à : COMSIP ENTREPRISE

Service du Personnel du Siège - B.P. 305

92506 RUEIL MALMAISON.

Le département Education de CONTROL DATA France recherche

### PROFESSIONNELS DE L'INFORMATIQUE HF.

Vous êtes un jeune professionnel de l'informatique et vous avez une formation scientifique supérieure (maîtrise, DEA ou équivalent), une expérience de 2 à 3 ans en informatique de gestion, une bonne pratique de COBOL et/ou ASSEMBLEUR sous DOS, une forte motivation pour la formation. Vous voulez intégrer ce type d'expérience à votre développement de carrière.

CONTROL DATA, leader mondial des services informatiques, vous offre la possibilité d'exercer une

fonction de formateur

dans son département Education

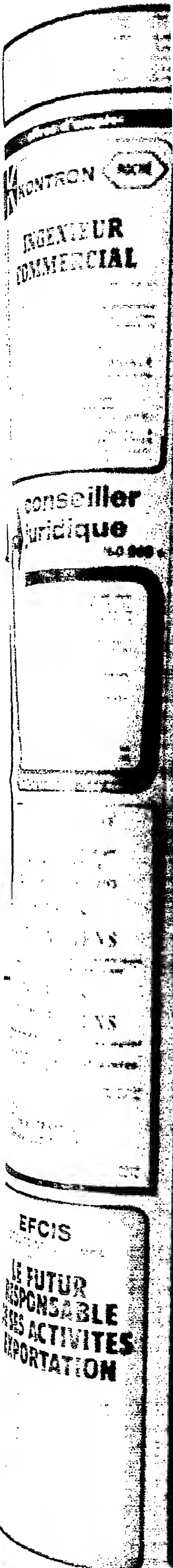
Vous assurerez des cours de formation professionnelle, animerez des séminaires et développerez de nouveaux cours.

A l'issue d'une période de 18 mois, vous rejoindrez nos équipes d'ingénieurs Analyses Applications ou Système.

Adresser C.V. à CONTROL DATA, Service Recrutement, 195, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12.



UNE GAMME COMPLETE DE  
SYSTEMES ET DE SERVICES INFORMATIQUES





# ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	57,00
IMMOBILIER	14,00	18,48
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENGAGÉES	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



## INGENIEUR COMMERCIAL

pour renforcer son équipe commerciale en région parisienne.

Si vous avez réussi votre première expérience dans la vente et possédez de bonnes bases scientifiques, vous prendrez en charge la promotion et la vente des

### EQUIPEMENTS

D'ELECTRONIQUE MEDICALE de notre gamme soins intensifs (monitoring, respirateur).

Rémunération de base de bon niveau.

Intéressement motivant aux résultats.

Poste basé à MONTIGNY (YVELINES).

Merci d'adresser votre candidature à KONTRON S.A. - B.P. 72 - 78194 TRAPPES Cedex qui étudiera personnellement et confidentiellement toutes les candidatures.

## conseiller juridique

160.000 +

Un important groupe français de produits de grande consommation recherche un juriste confirmé pour être le conseil de sa Direction Générale et de ses grandes Directions.

Pour réussir à ce poste il faut avoir une expérience de plusieurs années dans les domaines suivants :

- droit civil et commercial,
- legislation économique (concurrence, faillites, publicité promotion),
- responsabilité,
- redaction des contrats et protocoles,
- droit des sociétés,
- notarial.

Poste à pourvoir à Paris.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions en indiquant date d'absence de Paris sous réf. 1761-A à I.C.A. qui transmettra.

International Classified Advertising - 1 rue d'Alsace - 75001 PARIS

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

Pour le développement d'un

IMPORTANT SYSTÈME

de TÉLÉCOMMUNICATIONS

INGÉNIEURS-

ÉLECTRONICIENS

(Chargés de l'étude de circuits électroniques de formation ENST, ESE ou équivalent)

INGÉNIEURS-

INFORMATIENS

chargés de l'étude et de la réalisation du logiciel temps réel ;

de formation ENST, ESE, MAÎTRISE D'INFORMATIQUE ou ÉQUIVALENT.

Si possible expérimentés en informatique temps réel, ayant connaissance des langages assembleurs, et des micro-processeurs.

Lieu de travail :

Région de TRAPPES

Banlieue SUD-OUEST

Env. avec C.V. et prétentions, N° 63.535, CONTESSE Publié, 20, av. de l'Opéra, PARIS 1<sup>er</sup>, qui transmettra.

## EFCIS

CIRCUITS INTEGRÉS MOS

recherche

LE FUTUR

RESPONSABLE

DE SES ACTIVITÉS

EXPORTATION

PROFIL :

- Expérience confirmée et réussie

domaine semi-conducteurs et

contexte international

- Anglais + allemand

- Disposé à voyager 50% pour

cent de son temps.

Poste à pourvoir à VELIZY.

Adresser lettre manuscrite et

C.V. à EFCIS

45, avenue de l'Europe

78140 Velizy Villacoublay

Tél. : 16 (1) 946.97.19

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discretion absolue

Directeur d'usine industrie alimentaire

réf. 23 562 AM

Futur directeur de P.M.I.

réf. 23 563 AM

Jeune contrôleur budgétaire

réf. 23 564 AM

Ingénieur grande école développement

réf. 23 565 AM

Responsable technico-commercial adjoint à directeur

réf. 23 566 AM

HEC, ESSEC, ESC... haut potentiel responsabilités commerciales

Ingénieurs informaticiens

Responsable administratif et financier

**FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE ALIMENTAIRE** recherche, pour participer avec la Direction Générale au développement de l'entreprise et poursuivre la mise en place d'une structure performante, un Directeur d'Usine.

La titulaire du poste sera responsable d'une unité de 200 personnes tant sur le plan technique (objectifs de production en qualité - délais - coût) que sur le plan de la gestion des ressources humaines.

Ces fonctions conviendront à un candidat 30 ans minimum, dynamique et animateur, disposant d'une formation supérieure d'ingénieur et ayant dirigé un département autonome ou une usine de préférence dans l'industrie alimentaire.

Poste région Sud de Paris.

**UNE PMI DYNAMIQUE (50 personnes - 25 millions)** rattachée à un groupe français recherche son Futur Directeur.

Il commencera par prendre en charge la production puis il se formera au commercial afin d'assumer la direction de la société dans les deux ans. Il sera mis en place par le titulaire actuel du poste avant son départ en retraite.

Ce poste conviendrait à un ingénieur, ayant 7 à 10 ans d'expérience professionnelle, si possible dans un domaine de productions grande série réalisées par des machines automatiques performantes (connaissance de la transformation notamment des plastiques appréciée). Situation intéressante pour candidat dynamique, polyvalent, de bon contact, ayant les caractéristiques d'un chef d'entreprise.

Poste : banlieue Est de Paris.

**Le Corpe** LEADER SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL DU SPORTWEAR pour faire face à son expansion étend la structure de son service gestion.

Un poste de Contrôleur Budgétaire est offert à jeune diplômé de l'enseignement supérieur disposant d'une première expérience de deux ou trois ans dans la fonction.

La titulaire du poste :

- participera à l'élaboration annuelle du plan de développement à moyen terme,
- préparera le budget en relation avec les responsables de sections budgétaires,
- assurera les analyses de gestion.

Réelles possibilités d'évolution de carrière dans un groupe dynamique et performant.

Poste à Amiens.

**UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS** réalisant des systèmes complexes de haute fiabilité met en œuvre des techniques de pointe recherche un Ingénieur Grande École (ECP, AM, ENSI...) pour lui confier des responsabilités complètes de développement (depuis l'étude jusqu'à l'industrialisation) en contact avec les clients.

Poste très intéressant et évolutif pour candidat débutant ou ayant 1 à 3 ans d'expérience. Capable d'animer une petite équipe et ayant dynamisme, goût pour la technique et excellent contact humain.

Poste à Paris.

**DECKEL FRANCE** machines outils - commande numérique - centres usinage - électro-érosion, recherche pour accompagner son Directeur, un Responsable Technico-commercial ayant une bonne expérience pratique des machines outils (acquise en méthodes ou en atelier), connaissant la commande numérique et disposant de réelles aptitudes commerciales.

Il aura des responsabilités variées : élaboration des offres, réception des clients, liaisons avec la Maison Mère, animation du SAV, assistance technique au réseau de vente et à la clientèle.

Poste intéressant pour candidat dynamique, compétent, de bon contact.

Connaissance allemand appréciée.

Poste à Paris.

## Groupe CDF CHIMIE

**DEUXIÈME GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS**, CA 10 milliards de francs, poursuit son expansion et recherche des Cadres de haut potentiel, capables de participer activement au développement des activités du Groupe et d'y progresser.

Nous recherchons actuellement :

- des CADRES COMMERCIAUX, HEC, ESSEC, ESC ou INGENIEURS CHIMISTES, débutants ou ayant une expérience de la vente de produits industriels, parlant couramment l'anglais. Ils assumeront des responsabilités évolutives de vente, marketing, gestion de produits, à l'échelon international.

Poste à Paris. référence CV 665 AM

**DEUX INFORMATIENS** ingénieurs ou équivalent, 5 ans d'expérience :

- l'un sera responsable d'importantes chaînes de traitement (entretien, approvisionnements...), il travaillera avec les moyens informatiques du groupe.
- l'autre animera et développera le service informatique d'une filiale de moyenne importance (CA 300 millions).

Poste à Bernouville (proximité Pontaise) référence EX 667 AM

Rattaché au Directeur Général d'une filiale du Groupe (CA 100 millions, 250 personnes) il sera responsable de l'ensemble des problèmes financiers, administratifs et de personnel.

Poste intéressant au sein d'une société dynamique, pour candidat de formation supérieure, ayant acquis une expérience polyvalente en gestion, comptabilité, personnel, capable de participer pleinement à la vie et au développement de l'entreprise.

Poste à Paris. référence GZ 669 AM

Écrire en précisant la référence.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris



ELECTRONIQUE MEDICALE

Département Marketing International

## ASSISTANTE CHEF de PRODUITS

La Chef de Produit de notre gamme néonatalogie recherche son assistante.

La candidate retenue participera à l'élaboration des moyens de promotion de nos équipements et interviendra en soutien auprès des sociétés locales, tant pour la formation des réseaux que lors de ventes importantes.

Le poste basé à MONTIGNY (Yvelines) implique une bonne connaissance du milieu hospitalier, la pratique de l'anglais et de fréquents déplacements en France et en Europe.

Merci d'adresser votre C.V. à René BOURG KONTRON S.A. - B.P. 72 78194 TRAPPES Cedex.

## adjoint de direction générale

120.000 F

Spécialisée dans l'ingénierie alimentaire, notre société (50 personnes, CA 27 M de F) filiale d'un important groupe Argentin poursuit un rapide développement.

Pour structurer notre croissance et atteindre nos objectifs, les fonctions de notre Adjoint de Direction Générale s'orienteront selon 2 axes :

- un axe opérationnel : **CHEF COMPTABLE** Il est directement responsable devant la D.G. France et la Direction Financière du Groupe, de la comptabilité jusqu'au bilan et du reporting mensuel.

- un axe fonctionnel : **ADJOINT DE DIRECTION** Il assiste la Direction Générale dans toutes les préoccupations liées à la gestion commerciale et administrative.

Ce poste qui devrait évoluer vers une Direction Administrative et Financière requiert un collaborateur justifiant d'une pratique comptable exercée et parlant couramment l'anglais.

Lieu de travail : N.D. Région Parisienne.

Écrire avec C.V. détaillé sous référence 10.456-M à

CNPG 185 avenue Victor Hugo - 75116 Paris

Pour promouvoir ses réactifs et produits chimiques auprès des Laboratoires de l'Industrie, des Centres de Recherche, etc.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

UN DÉLÉGUÉ TECHNICO-COMMERCIAL

de formation Chimie (niveau maîtrise ou équivalent)

Secteur : Région Sud de Paris (départements 91, 77, 45)

Résidence : de préférence ORLÈANS.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous n° 48.465 BAYAS CONTACT, 186, Bd Haumann, 75008 Paris

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ

ELECTRONIQUE

recherche

INGÉNIEUR PROJETS

et TECHNICO-COMMERCIAL

Pour établissement, rédaction et suivi de projets de systèmes de transmissions de données.

Connaissance et expérience dans le domaine de la téléinformatique souhaitables.

Anglais indispensable.

Lieu de travail :

Région de MONTLHERY

Banlieue SUD

Envoyer avec C.V. et prétentions N° 63.535 Contesse Publié, 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>) q. tr.

GROUPE PHARMACEUTIQUE, Banlieue N.E. Paris, 380 personnes,

recherche pour renforcer son

DÉPARTEMENT

RECHERCHES CHIMIQUES

1 technicien(ne)

chimiste

CONFIRME (E)

• Formation B.T.S. ou équivalent

• Minimum 5 ans d'expérience en synthèse

organique

• Possibilité d'évolution

Adresser lettre manuscrite + C.V. sous

référence DB.06.80 à :

gerbet s.a.

15-24, rue Jean Chapel

93009 Aubrey-sous-Bois cedex



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## SOCIÉTÉ OMERA FILIALE GROUPE T.R.T.

recherche pour son DÉPARTEMENT ETUDES  
et CONTRÔLE TRAFIC ROUTIER

### INGÉNIEUR - INFORMATICIEN CONFIRMÉ, DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE

- Le candidat devra connaître la programmation et l'analyse informatique pour être à même d'élaborer les programmes de systèmes importants.
- Il assurera leur suivi dans le temps auprès des clients ainsi que les liaisons avec les autres Sociétés du Groupe, tant nationales qu'étrangères, travaillant de la même manière.
- Il aura une large autonomie dans le cadre des projets et/ou contrats qu'il aura lui-même définis en liaison avec le Service Commercial et la Direction Générale.
- Formation initiale et lieu de travail : ARGENTUIL.
- Formation complémentaire pendant quelques mois à l'étranger.
- Langues anglaise obligatoire.

Envoyer C.V., photo et présentations, à OMERA, 42, rue Ferdinand-Berthoud - 93100 ARGENTUIL.

Nous sommes l'un des tous premiers groupes français du second-œuvre du bâtiment (C.A. : 300 millions de francs).  
Nous recherchons pour l'une de nos filiales (région parisienne) qui conçoit et monte des installations industrielles, le

### directeur commercial (120.000 F +)

Dans le cadre d'une large délégation de pouvoir, il sera responsable de la politique commerciale et du développement international de la filiale.  
Bien que de taille modeste (C.A. : 10 millions de francs), cette filiale connaît une forte croissance, notamment à l'exportation.

Profil recherché :  
- environ 30 ans  
- formation supérieure  
- anglais courant  
- au moins deux ans d'expérience de marketing industriel à un niveau international.

Ce poste est susceptible d'évoluer rapidement vers des fonctions plus larges au niveau du groupe.

Envoyez CV et photo à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, sous réf. 63-263 qui transmettra

## A LA VENTE OU AU MARKETING: MAIS AVANT TOUT DES INGÉNIEURS

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, vous le savez, est l'un des grands de l'électronique. Le développement considérable de ses activités l'amène à recruter régulièrement de nouveaux collaborateurs. Aujourd'hui, sa division

### APPARELS DE CONTRÔLE

(automates programmables 511-PM550), souhaite rencontrer

#### 2 ingénieurs de vente

Une formation en électrotechnique, électromécanique, automatique, électronique, informatique ou en régulation leur permettra d'être crédibles auprès des industriels qu'ils visiteront.

Si cette formation technique de base est indispensable, elle n'exclut pas une très forte motivation pour les relations commerciales : prospection, entretien clientèle, organisation séminaires, formation...

L'un des deux postes exige une expérience professionnelle de plusieurs années. L'autre pourrait en revanche convenir à un débutant, soucieux d'évoluer dans un contexte international. Dans tous les cas l'anglais courant est nécessaire.

Postes opérationnels en région parisienne, depuis notre centre de Vélizy. Quelques déplacements en province. Réf. IMCD 0680/44 M

#### Ingénieur marketing...

... en fait presque un Chef de produits, mais ingénieur de formation (la même que nos ingénieurs de vente) avec toutefois une spécialité en automatique et régulation. Cela s'explique : il est responsable du contrôle des processus et régulation sur des systèmes à base informatique. Voilà pour le côté technique, mais son intervention ne s'arrête pas là : il est le support marketing auprès de nos ingénieurs de vente, est appelé à les former, à réaliser des opérations promotionnelles, organiser des séminaires... Vaste mission, donc... Mais passionnante. 5 ans au moins d'expérience, la pratique sans faille de l'anglais sont indispensables. Poste basé à Vélizy. Réf. IMCD 0680/45 M

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et présentations) en rappelant la référence du poste qui vous intéresse à Marie-Thérèse LÉGUET, T.L.F., BP n° 5 - 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

**TEXAS INSTRUMENTS  
FRANCE**

## SMITH-CORONA (FRANCE) FILIALE AMÉRICAINE

d'un important constructeur mondial  
de machines à écrire  
cherche son

### directeur technique

35 ans minimum

- connaissance parfaite du matériel,
- bonne connaissance de l'électronique,
- sens du contact humain,
- initiative et organisation,
- maîtrise parfaite de la langue anglaise.

Une expérience de quelques années dans une position similaire serait souhaitable.

Profil :  
- rémunération en rapport avec responsabilités,
- formation complète sur nos produits,
- ambiance dynamique dans un groupe international.

Envoyez CV, photo, lettre manuscrite avec présentations à : W. COPPENS  
SMITH-CORONA (FRANCE) S.A.  
133 rue de Montreuil 75011 Paris.

## ingénieur organisation haut-niveau

CREUSOT-LOIRE ORGANISATION  
recherche pour des missions à assurer  
tant auprès des différentes Sociétés du  
Groupe que pour sa clientèle exté-  
rieure un INGENIEUR en ORGANISA-  
TION de HAUT NIVEAU.

Ce candidat, âgé d'au moins 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant exercé la profession de Consultant en cabinet spécialisé pendant 5 ans au minimum, devra apporter de solides compétences justifiées par des références, notamment dans les domaines production et gestion.

Les déplacements sont fréquents à partir d'une base tenant compte du domicile de l'intéressé.

Les lettres de candidatures avec photo et références de la dernière année actuelle ou souhaitée sont à adresser à Monsieur SABBAG, Creusot-Loire Organisation 8/12, rue de La Rochefoucauld 75428 Paris Cedex 8.

**CREUSOT-LOIRE**

## HEWLETT PACKARD FRANCE recherche pour son Siège Social (ORSAY) TRADUCTEURS - REDACTEURS techniques (Français-Anglais)

Les candidats retenus auront une formation DUT ou Ingénieurs en Electronique/Informatique. Ils seront parfaitement informés sur les technologies nouvelles, la formation spécifique sur les instruments et systèmes Hewlett-Packard sera assurée par nos soins.

Ces postes peuvent être considérés, soit comme des postes à affectation définitive, soit comme des postes de transition pour accéder à des fonctions d'ingénieurs commerciaux, pour lesquelles ils constitueront un mode d'entrée particulièrement efficace.

Les possibilités d'évolution de carrière dans les domaines technique ou commerciaux sont particulièrement intéressantes compte-tenu du développement de la Société.

Envoyer CV détaillé photo et présentations à la Direction du Personnel - HEWLETT PACKARD FRANCE B.P. 6 - 91401 ORSAY

## GROUPE INDUSTRIEL recherche pour une de ses divisions (CA 130 MF dont 30% à l'exportation)

### RESPONSABLE MARKETING

de formation supérieure, connaissant au moins l'anglais et si possible l'allemand, ayant quelques années d'expérience dans la vente ou le marketing de biens industriels.

Résidence PARIS avec fréquents déplacements sur l'Europe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations à n° 6289, EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney - 75002 PARIS.



## Ingénieurs debutants

Le Groupe SOCOPEC (2000 personnes dont 1000 Ingénieurs en France et dans le monde) s'est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande réputation dans les milieux de la Construction et de l'Industrie. Notre métier, le Contrôle Technique de la Construction, a pour vocation par l'examen, en suivant (plans, notes de calcul) et en aval (exécution et réception) des ouvrages de bâtiment, d'assurer la solidité et la sécurité de ces ouvrages. Dans le cadre de notre plan de développement, nous sommes amenés à vous proposer au sein de nos différentes Agences de Métropole (une agence par département en moyenne) des postes d'Ingénieurs « GENIE CIVIL ». Ingénieur diplômé ou « GENIE CIVIL » (ECP, ENPC, ETP...) et éventuellement CIEC ou ISIA) vous amène à prendre en charge, après une période de formation à nos méthodes, le suivi complet (Technique et Commercial) des affaires qui vous seront confiées. Vous bénéficierez d'une très large autonomie d'action - vous accepterez une mobilité professionnelle qui vous permettra d'enrichir votre expérience et favorisera votre développement de carrière. Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature (sous la référence 80/16) en précisant la (les) région (s) où vous souhaitez débiter, à : P. CANDES SOCOPEC - Service Emploi et Formation, 3, avenue du Centre 78182 SAINT QUENTIN YVELINES CEDEX.

## AMMANN FRANCE

Filiale d'un important groupe suisse fabricant et distributeur en France des matériels de travaux publics (CA prévu en 1980 environ 75 millions)

### DIRECTEUR COMMERCIAL

Ce poste conviendrait à un cadre expérimenté dans la fonction et dans la profession, parlant Allemand et/ou Anglais.

Une expérience de la vente sur le terrain serait appréciée.

Nécessité d'habiter la région Parisienne.

Rémunération : ne sera pas inférieure à 240.000 F/an et sera fonction de l'expérience acquise.

Adresser C.V. et photo à : Direction Générale AMMANN FRANCE 21 rue des Petites Halles 93100 CRETEIL CEDEX

## INGENIEUR ESTIMATION Paris

Le candidat recherché possède environ 5 années d'expérience professionnelle, acquise dans des entreprises pétrochimiques, sidérurgiques ou nucléaires.

Il peut justifier de compétences solides en fabrication et montage d'équipements mécaniques et chaudronnés, en achats de matériels et analyses de devis, en gestion et coordination d'affaires.

Il sera chargé, au sein d'une équipe de spécialistes, d'estimer les coûts d'achats de matériels ou marchés de travaux nécessaires à nos réalisations (grosse chaudronnerie, électricité, circuits fluides, marchés de sous-traitance locale, en France et à l'étranger...).

Les nombreux contacts qu'il entretiendra avec tous les secteurs de l'entreprise (services de projets, d'études, départements commerciaux, etc), peuvent lui permettre d'évoluer à terme vers d'autres fonctions.

Les candidatures, accompagnées d'un CV détaillé, sont à adresser, sous la référence 78521M, à HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann 75008 PARIS qui transmettra.

## CABINET D'AUDIT FRANCAIS D'IMPORTANCE NATIONALE recherche pour PARIS

### RESPONSABLES DE MISSION

Expérience 2 à 4 ans en Cabinet  
Formation supérieure exigée.

- Il est offert :  
- une expérience professionnelle variée ;  
- une rémunération motivante ;  
- une formation de qualité ;  
- des possibilités de promotion rapide ;  
- une ambiance de travail agréable ;

Adresser C.V. et photo, sous la référence 3692 à P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

## mi-temps

### ASSISTANT (E) COMMERCIAL (E)

Cabinet en Gestion des Ressources Humaines, nous recherchons un (e) collaborateur (trice) à mi-temps pour notre

Cette fonction concerne l'administration et la gestion du personnel clients, le suivi téléphonique de la clientèle et la coordination avec les Consultants chargés de la réalisation.

Ce poste s'adresse à un (e) étudiant (e) en cours de formation commerciale ou juridique ou à une jeune femme de formation équivalente souhaitant concilier une activité professionnelle intéressante et son rôle de mère de famille.

Soyez attirable d'adresser un courrier motivé à B. DURAND.  
**CNPG**  
185 avenue Victor Hugo - 75118 Paris

## CAM FILIALE INFORMATIQUE de la Caisse des Dépôts et Consignations

recherche

### ANALYSTES

(Maîtrise Informatique ou Ingénieur)

Une première expérience sur des applications de gestion (assurances, comptabilité...) pour participer à des projets qui intégreront le TP et bases de données.

### ANALYSTES-PROGRAMMEURS

(DUT informatique ou équivalent)

Ayant acquis la maîtrise de la programmation (COBOL) pendant au moins 3 ans, pour participer à l'analyse organique d'applications de gestion importantes.

Affectations possibles : PARIS - ARCUEIL - BORDEAUX

Si vous êtes intéressés par des postes évolutifs dans un groupe important nous vous remercions d'envoyer votre curriculum vitae et présentations à : C.A.M. Direction du Personnel BP 16 - 94114 ARCUEIL CEDEX

## LE RESPONSABLE de son service R & D

Les candidats Ingénieurs HIA 30-40 ans joindront à leur C.V. une note manuscrite sur les succès qu'ils ont obtenus dans la mise en oeuvre et la réalisation de projets en télématique, automatismes et systèmes.

Salaires : 150 000 F +

Ecrire sous référence 9618/JN à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui trans.)

## IMPORTANTE BANQUE PRIVEE PARIS 2ème, recherche

### Gradé Niveau GL IV

30 ans minimum, pour un poste de gestion administrative et comptable.

Possibilités d'évolution pour candidat de valeur. Sérieuses références exigées.

Envoyer C.V. et présentations sous réf. 185 M à



(Réponses et discrétion assurées).



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**SAATCHI & SAATCHI (FRANCE)**  
Directeur technique

Page 1

- 1. Recherche et développement
- 2. Conception et réalisation
- 3. Contrôle et suivi
- 4. Maintenance et réparation
- 5. Formation et perfectionnement
- 6. Gestion et administration
- 7. Communication et relations publiques
- 8. Recherche et développement
- 9. Conception et réalisation
- 10. Contrôle et suivi
- 11. Maintenance et réparation
- 12. Formation et perfectionnement
- 13. Gestion et administration
- 14. Communication et relations publiques

**ingénieur organisation haut-niveau**

CREUSOT-LOIRE

**ingénieurs débutants**

**CAM**

**ANALYSTES**

**ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

**LE RESPONSABLE de son service R&D**

**Cii Honeywell Bull**

pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal dans la compétition sur le marché informatique, propose à des

**INGÉNIEURS DEBUTANTS**

Ecoles d'ingénieurs (toutes options) ou Universitaires (disciplines scientifiques) de leur assurer une

**FORMATION A L'INFORMATIQUE**

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du logiciel et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau, responsables du développement de ses systèmes. Cette offre donne une opportunité à des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion. La formation s'étendra sur plusieurs mois dans le cadre du Centre d'Etudes des Clayes-sous-Bois (78). Une session débutera en septembre 1980. Adresser CV, photo et prétentions sous référence 138 M (à préciser sur l'enveloppe) à: Cii Honeywell Bull - ACLES 61-63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20.

**MATRA**

ESPACE

recherche pour son Département de pilotage spatial :

**INGENIEUR SYSTEME EN PROPULSION**

(ENSAE - ECP/air espace, ENSICA)

- Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il est responsable de la définition et de l'étude de systèmes de propulsion embarqués; il coordonne le développement industriel des matériels.
- Connaissances en propulsion, thermodynamique, automatique et simulation théorique.
- Anglais parlé indispensable.
- Déplacements de courte durée Europe et U.S.A.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 672

**MATRA**

Service du Recrutement des Ingénieurs & Cadres S.P. N° 1 - 78140 VELIZY

**MATRA**

Dans le cadre de son programme de recrutement 80 crée des postes de haute technicité :

**INGENIEURS ELECTRONICIENS GRANDES ECOLES**

ENST - ESE - ENSI -

- **ELECTRONICIEN / SYSTEME**  
compétent et passionné de conception de systèmes digitaux programmés et embarqués. R.E. A.
- **ELECTRONICIEN / DIGITAL**  
débutant à quelques années d'expérience pour études et mise au point d'électroniques évoluées à microprocesseurs multiples. R.E. B.
- **ELECTRONICIENS / AUTOMATISMES**  
débutants pour mener des études d'électroniques au sein d'un laboratoire de recherche et développement de matériels embarqués. R.E. C.
- **ELECTRONICIEN / ANALOGIE FINE ET VIDEO**  
(3 à 5 ans d'expérience dans ce domaine) pour conception avancée et coordination d'affaires en électronique de systèmes optiques. R.E. D.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi sous N° SM 671

**MATRA**

Service du Recrutement des Ingénieurs & Cadres S.P. N° 1 - 78140 VELIZY

**TECHNICIEN**

BTS ou DUT ayant 2 à 3 ans d'expérience dans les domaines logique et microprocesseur. Il sera la base d'une équipe chargée de développer l'étude et la réalisation d'applications nouvelles. Un goût prononcé pour l'action ainsi qu'un solide sens des réalités sont nécessaires. Le lieu de travail se trouve à CHARENTON 9, rue Jean Pigeon. Ecr. ou tél. pour rend.-vis au 376.96.00 - poste 228

**PIERRE MULOT PUBLICITE S.A.**

Crée voici 6 ans par Pierre Mulot, la vocation de l'Agence s'inscrit orientée vers une clientèle de commerçants et artisans (secteur où elle s'impose rapidement). Puis, grâce aux notions de services qui font toujours concurrence, elle entre, sans l'avoir vraiment recherché, dans le domaine de la fonction. Personnellement, auprès des P.M.E. et grandes entreprises. Premiers balbutiements, mais aussi premiers succès qui l'amenent à s'adjoindre une petite équipe de collaborateurs, de bonne formation professionnelle, issus d'agences leaders de la P.A., pour qui la qualité des prestations auprès de la clientèle doit primer sur toute autre considération. Les débuts sont difficiles, mais la progression est constante et les structures s'améliorent (la meilleure preuve est que nous recherchons de nouveaux collaborateurs). Si vous jugez que dans notre profession, il est préférable d'évoluer dans des « Pôts de For », vous ne nous intéressez pas. Si, au contraire, vous estimez qu'il existe des « Pôts de For » où l'on ne se rouille pas et où l'on peut donner libre cours à sa conscience professionnelle, sachez que nous désirons :

**DIRECTEUR COMMERCIAL P.A.**

Ce cadre (HOMME ou FEMME), 28 ans minimum, aura pour mission d'animer et de développer le service commercial assistant, actuellement en plein essor. Sa réussite prouvera sur le terrain la pertinence de mener à bien toutes sortes de négociations, tant auprès d'une clientèle annonceurs très variée qu'auprès des supports. Une première approche des méthodes de fabrication du secteur imprimé serait appréciée.

**CONCEPTEUR-REDACTEUR P.A.**

Le candidat retenu aura impérativement le sens de la rédaction. Une pratique sérieuse de la conception des annonces en publicité de recrutement est indispensable, car il engagera la réputation de la société par ses conseils (mise en forme des textes, choix des médias, devis, etc.) et son souci constant d'apporter à la clientèle qui lui sera confiée le meilleur rapport qualité/prix. Des idées novatrices et un style personnel seront les bienvenus.

**LA REMUNERATION RESPECTIVE DE CES 2 POSTES SERA LARGEMENT EVOLUTIVE EN FONCTION DES RESULTATS OBTENUS**

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant bien la fonction choisie sous référence 2380, à PIERRE MULOT PUBLICITE, 68, rue de Provence - 75009 PARIS - Réponse et discrétion totale assurées

**IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER**  
St Quentin en Yvelines (78)  
recherche

**Deux Juristes**

Spécialisés dans l'Immobilier

Constitution de sociétés, gestion, suivi de la législation, assistance juridique et pré-contentieuse à la division technique. Suivi du contentieux, Matières de Droit (connaissance du droit des sociétés). Expérience immobilière souhaitée, assistance juridique.

Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous référence 8953 à L.T.P., 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 - qui transmettra

**ORGACONSEIL**

ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE recherche

**INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE débutants**

Adresser votre curriculum vitae à ORGACONSEIL 64, rue du Banquet, 75016 PARIS.

**PALL FRANCE**

leader mondial en filtration fine recherche

**3 JEUNES INGÉNIEURS DE VENTE**

(2 REGION PARISIENNE - 1 SUD-EST)

- Formation : chimiste ou biochimiste.
- Première expérience de vente produits industriels nécessaire.

Large possibilité d'avancer dans Société en expansion rapide pour candidats motivés, ayant technique de pointe, contacts humains variés et travail dans une équipe dynamique. Envoyer CV, photo et prétentions à PALL FRANCE 47, avenue de Lorraine, 78120 LE VESINET.

**Jeunes diplômés: devenez Cadre commercial assurances**

La Société : Compagnie suisse d'Assurances-Vie appartenant à un Groupe solidement implanté en France.

Le poste : Après formation théorique et pratique de plusieurs mois, animation d'un réseau d'Agents Généraux, et encadrement d'Attachés Commerciaux (pas de porte-à-porte).

Le profil : Diplômé de l'Enseignement Commercial Supérieur, goût des contacts et de la vente, disponibilité Paris-province.

Adresser dossier sous référence 127 (M) à : **Imis** 3, rue de Penthièvre 75008 PARIS.

Entreprise de nettoyage industriel recherche pour région parisienne :

**CHEF D'AGENCE**

capable d'organiser, contrôler, gérer son Agence.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à : **LA RAYONNANTE** 26, rue des Poëtes-Champs, 75002 PARIS.

**Important Laboratoire PHARMACEUTIQUE**

appartenant à un GROUPE INTERNATIONAL recherche

**CADRE EXPORTATION**

pour lui confier dans le cadre de son Département Export en très forte progression, la responsabilité de la gestion :

- des supports de l'information médicale;
- du personnel employé dans les différents pays d'activité;
- des secteurs géographiques d'exportation pendant les déplacements de leur responsable.

Ce poste sédentaire, à pourvoir dans la proche Banlieue, exige une

**FORMATION D'ÉTUDES SUPÉRIEURES**

complétée par une EXPÉRIENCE professionnelle de 5 ans dans l'EXPORTATION acquise de préférence dans l'industrie Pharmaceutique.

De plus, la connaissance de l'ANGLAIS est INDISPENSABLE.

Écrire avec CV, en mentionnant rémunération actuelle ou souhaitée à HAVAS CONTACT 136, bd Haussmann - 75008 Paris, N° 75002 M qui transmettra.

Direction Générale d'un Groupe Important (Services) recherche son

**Directeur des Services Comptables et Financiers**

(POSTE BASE A PARIS)

Il faut être capable d'animer et contrôler :

- 40 comptables - 300 comptables répartis sur toute la France, pour gérer un C.A. de 4 milliards de France, 500.000 lignes d'écritures courantes et une trésorerie décentralisée, des comptes officiels.
- Il faut aussi l'expérience de la fiscalité, de l'informatique, de l'Allemand (en/ou) l'Anglais.

Préférence à la formation sur le terrain, les diplômes, seuls, ne seraient pas suffisants. Si vous estimez pouvoir dominer toutes ces matières, envoyez CV manuscrit, photo et prétentions sous référence 5173 à L.T.P., 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 - qui transmettra

**SLIGOS** l'informatique au service de la gestion

**Ingénieurs informaticiens**

Dans le cadre de nos activités en Afrique Centrale, nous recherchons 2 ingénieurs :

- de formation supérieure,
- ayant au minimum 5 années d'expérience en informatique de gestion,
- souhaitant participer à la réalisation d'importants projets sur gros et mini-ordinateurs.

Les candidats retenus seront intégrés dans une équipe SLIGOS de 6 ingénieurs dont la mission est de développer des applications nouvelles et d'assurer ainsi la formation pratique des analystes et des programmeurs dans un important service informatique. A l'issue de leur mission en Afrique (de un ou deux ans) ces ingénieurs seront intégrés dans nos équipes travaillant en région parisienne.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature sous réf. DE/AC (avec CV, photo et prétentions) à SLIGOS, 91, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX.

315 Millions de CA en 1979. Développement annuel moyen de Groupe de 25% depuis 5 ans. 1 000 personnes et plus de 100 emplois créés en 1979. Principales implantations : Puteaux (Seine), Arras, Besençon, Blois, Brest, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lyon, Marseille, Nice, Rouen, Reims, Tours, Valence, Belgique, Côte d'Ivoire.

**O.A.**

**OUROUMOFF ET ASSOCIES**

25 CONSEILLERS D'ENTREPRISES recherche

**consultants en organisation**

pour les secteurs suivants :

- **ORGANISATION INDUSTRIELLE**  
méthodes, ordonnancement, analyse de la valeur.
- **INFORMATIQUE DE PRODUCTION**
- **LOGISTIQUE**  
Conception et mise en place de centres d'expéditions et de structures de distribution physique.

INGENIEURS GRANDES ECOLES Débutants ou 1<sup>re</sup> expérience Grande mobilité Possibilité de développement rapide.

Ecrire : O et A - 84, rue Lauriston - 75116 PARIS.



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### auditeur interne débutant

LE GROUPE BSN-GERVAIS DANONE (16,4 MD de C.A., 57000 personnes) recherche un jeune diplômé d'une grande école de gestion pour son service Audit Interne. Il se formera aux méthodes et techniques utilisées dans le Groupe et dans un Cabinet Anglo-Saxon. Il participera à des missions d'audit comptable et opérationnel dans les différentes sociétés du Groupe. Il évoluera ensuite vers la responsabilité complète des missions qui lui seront confiées tant en France qu'à l'étranger. Lieu du poste : Paris. Réf. P 18 M.

### jeune responsable gestion du personnel

EVIAN (700 M de C.A., 1700 personnes, marques Evian, Badouit, Fruité, Sirops Evian, ...) recherche un jeune diplômé d'Etudes Supérieures pour lui confier la responsabilité de la gestion des ressources humaines de sa principale unité de production (1100 personnes, à proximité d'Evian). Il se formera aux différents aspects de la fonction personnel en assistant le Responsable des Relations Sociales de l'établissement. Il assurera ensuite rapidement les responsabilités opérationnelles suivantes : participation aux prévisions de structure et d'effectifs, analyse des ressources et des besoins, mutations, promotions, recrutement, participation aux relations avec les partenaires sociaux.

Nous désirons confier cette fonction à un jeune diplômé (école de gestion ou université) ayant acquis de bonnes connaissances des problèmes de personnel au cours de ses études et de stages en entreprise ou lors d'une première expérience professionnelle. Réf. P 19 M.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sans références correspondantes, en précisant vos connaissances actuelles et souhaitées, à BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Carrière, 2, rue de Tolbiac - 75008 Paris.

bsn.gervais danone

bsn.gervais danone • bsn

SOCIÉTÉ INGÉNIERIE  
SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE

recherche

### CHEFS D'ÉQUIPE

#### 1) ARCHITECTES-URBANISTES

D.E.S.A. - D.P.L.G.  
Formation de base ingénierie grandes écoles appréciées  
(Géométrie - Ponts - Centrale - E.T.F.)  
environ 35 ans  
120.000 F/an

#### 2) INGÉNIEURS B.E.T.

Structures - Fluides  
Ponts - E.T.F.  
environ 35 ans  
100.000 F/an

### CHARGÉS D'ÉTUDE

#### 1) ÉCONOMISTES-INFORMATIENS

ENSAE - L.E.U.P. - Sc. Eco - Sc. Po

#### 2) PROJÈTEURS-COMPOSITEURS

Architecture B.E.T. - T.C.E.  
84.000 F/an

#### 3) CARTOGRAPHES-GÉOGRAPHES

60.000 F/an

Pour tous les postes, il est requis :  
Bonne expression écrite et orale - Sans pédagogie  
Sens des plannings  
Engagements immédiats - Vacances assurées  
Contrat de 2 ans renouvelables  
Déplacements fréquents 6 mois/an  
Avantage des séjours à l'étranger  
Métier d'envoyer C.V. manuscrit - Expériences

références - photo à PUBLI - INTER  
75, rue Voltaire, 75002 LEVALLOIS  
A/Réf. 29.81, qui transmettra.

SurTec

GRUPE C.G.E.

recherche

### UN INGÉNIEUR DE VENTE DE SYSTEMES DE SECURITE

De formation technique (DUT électronique ou ingénieur) et possédant si possible une bonne culture dans le domaine des télécommunications ou de la mini-informatique. Le candidat retenu se verra confier la responsabilité des ventes d'une gamme de matériel à un secteur de clients nationaux.

Il apportera une solide expérience de la vente de systèmes électroniques, de préférence dans le secteur bancaire.

Intégré à une petite équipe de haut niveau, il participera au lancement d'une activité de pointe sur un marché en pleine expansion et sera l'âme d'une PME bénéficiant de l'appui technique et financier du groupe C.G.E.

Cette fonction, basée en région parisienne, s'adresse à un homme imaginatif, dynamique et ambitieux.

Elle offre de rapides et réelles perspectives d'évolution de carrière au sein de l'entreprise et du groupe C.G.E.

Envoyer C.V. et références à Direction du Département SURTEC - LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE - 31, rue des Longs Prés - 92100 Boulogne



### Chef de la Distribution Edition

Moyenne entreprise de renom, en progression régulière depuis de nombreuses années, crée en région parisienne Sud le poste de CHEF de la DISTRIBUTION.

Dans une perspective commerciale, il est responsable du bon fonctionnement et du développement des activités stockage, préparation, saisie des commandes, emballage, expédition. Il anime une soixantaine de personnes.

De formation supérieure, âgé d'au moins 35 ans, il justifie d'une expérience similaire, acquise en tant que Responsable dans une entreprise à taille humaine.

Rémunération importante correspondant aux fortes exigences du poste.

Ecrire sous référence 80 714 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI  
centor

13 bis, rue Henri Monnier  
75008 PARIS

Promodès

1<sup>er</sup> grossiste multi distributeur en Europe,  
recherche pour

Promogros

(activités de gros et commerce de détail  
de proximité)

### UN ADJOINT AU RESPONSABLE DE LA FORMATION COMMERCIALE

qui devra le secondar notamment dans :

- la conception d'actions de formation en liaison avec les opérationnels demandeurs ;
- l'organisation des sessions ;
- l'animation des séminaires.

Le candidat devra nécessairement posséder une expérience d'animation de 3 à 5 ans dans le domaine commercial acquis si possible dans le secteur de la distribution.

Le poste est basé à PARIS mais exige de nombreux déplacements sur l'ensemble de la France et demande une grande disponibilité.

Adresser C.V. photo et références souhaitées sous Réf. M 2 à Gérard LABBE, PROMODES, B.P. 17 - 14120 MONDEVILLE.

SOVAC

POUR AGENCE BANLIEUE OUEST PARIS  
BICROTE

### UN ATTACHE COMMERCIAL

SPECIALISÉ CRÉDIT  
IMMOBILIER ACQUÉREUR

Le poste comprend :

- la responsabilité d'un chiffre d'affaires à développer ;
- le suivi commercial et la prospection de professionnels de l'immobilier (Constructeurs et Agences Immobilières notamment).

Le candidat retenu aura déjà une expérience de plusieurs années dans ce type de fonction et sera en mesure d'apporter les preuves de ses premières réussites.

- conditions de travail et perspectives d'évolution il est offert :
- Classe V ;
- voiture de fonction ;
- indemnités.

Adresser curriculum vitae, photo et références, sous la référence CV 23 à TACHÉ P.A., 24, bd Hauman, 75008 Paris, qui transmettra.

Une entreprise multinationale et diversifiée, spécialiste de produits de consommation durables. La société française distribue des lignes de produits destinées au commerce spécialisé et aux grandes entreprises de vente au détail. Elle est établie dans la région parisienne.

Le futur

### DIRECTOR OF MARKETING AND SALES, FRANCE

rapporter directement au General Manager, Europe et assurer la responsabilité budgétaire des départements Vente, Finances, Services Techniques et Promotion.

Il s'attachera essentiellement à créer et à diriger une solide organisation de vente pour ces deux secteurs du marché. Il devra également développer et poursuivre une politique de marché active visant à assurer à l'entreprise la part du marché correspondant à son importance au niveau international. Doté des qualités d'initiative, d'organisation, de planification, cette fonction offre à son titulaire d'excellentes opportunités d'augmentation et d'agrandissement personnel.

Nous recherchons un spécialiste expérimenté dans la vente de produits de consommation du secteur machines de bureau ou de tout autre secteur technologique. Nous cherchons une personne possédant une expérience certaine de la gestion au niveau national ou régional et qualifiée pour la collaboration avec les grandes entreprises de vente au détail et le commerce spécialisé.

Animé d'esprit d'entreprise, il pourra gérer une organisation et assurer le soutien des collaborateurs. Possédant un talent naturel pour la vente, il sera doté d'un excellent esprit analytique. Il sera très probablement français avec d'excellentes connaissances de la langue anglaise.

Si vous voulez relever le défi, si vous désirez faire la preuve de vos qualités de leader au sein d'un groupe performant, contactez, s'il vous plaît, sous référence 818.003 - BOESSEL RP - 112, rue Royale, 8-100 BRUXELLES, qui transmettra.

### telesystemes

Importante Société de Services en Informatique  
recherche pour son service de temps partagé «EURODIAL»

### UN INGENIEUR D'APPLICATIONS

(réf. A)

Formation ENSAE ou équivalent  
Il aura pour missions au sein d'un domaine nouveau en expansion rapide «ECONOMETRIE» - Gestion Commerciale - Banques de données économiques :

- le conseil et l'assistance technique en avant-vente et après-vente
  - la recherche, l'installation et la promotion de nouveaux produits
- Débuteur ou ayant quelques années d'expérience. Il possède de solides connaissances en économie et en statistiques ainsi que le goût des contacts humains.

Il connaît le FORTRAN

### UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

(réf. B)

Formation DUT ou équivalent  
Il participera à la réalisation d'applications de gestion interactive, puis en prendra la responsabilité

Débuteur ou ayant quelques années d'expérience, il maîtrise le FORTRAN

Envoyer C.V. + prétentions à TELESYSTEMES  
10 rue de Verdun 92100 BOULOGNE - M. LIFERT

### AUDITEURS « SENIOR »

Schlumberger

### VOUS OFFRE LA POSSIBILITÉ D'UNE CARRIÈRE FINANCIÈRE INTERNATIONALE

- 1 à 2 ans dans le groupe Audit Interne à Paris (Audit opérationnel, informatique, conseil en organisation auprès des filiales du groupe),
- ensuite poste opérationnel (probablement Assistant Contrôleur ou Contrôleur) dans une filiale en France ou à l'étranger.

Si vous avez moins de 30 ans, ou minimum 3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international, si vous parlez anglais, cette offre peut vous intéresser.

Ecrivez ou téléphonez à J.S. & P., 10, rue des Saussaies, 75008 Paris - Tél. : 265-26-13 - Réf. BRSC, qui nous assiste dans cette recherche.

DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. recherche  
pour sa division Trésorerie, un

### Assistant au chef de la section trésorerie

La personne se verra confier les responsabilités suivantes :

- elle assurera les relations et affaires courantes avec les banques ;
- elle gèrera la réception et remise à l'encaissement des chèques, l'achat des devises etc...
- elle participera à la passation des écritures, à l'analyse des comptes de bilan, à la gestion des flux financiers et à la gestion de trésorerie prévisionnelle, pour DU PONT DE NEMOURS (France) et ses sociétés affiliées.

Le poste exige :

- une expérience trésorerie ou comptable confirmée, niveau certifié comptable, le sens de l'organisation du travail et des contacts ;
- l'esprit d'initiative et de décision propre aux problèmes de gestion quotidienne ;
- de bonnes connaissances en informatique seraient un atout supplémentaire ;
- anglais souhaité.

Avantages sociaux - 13<sup>e</sup> mois - participation - horaire variable. Les candidatures et rémunération actuelle, sont à adresser, sous réf. 384 M à :

DU PONT DE NEMOURS (France)  
S.A. - Service du personnel,  
9, rue de Vienne - 75008 Paris.

DU PONT

Parrainé par d'importantes entreprises françaises,  
cette société s'est fait une solide réputation dans la fabrication de

### WAGONS

Ses produits, comme son know-how, reçoivent un accueil favorable sur les marchés étrangers, où elle fait déjà 30% de son C.A.

Elle cherche à s'agrandir

### INGENIEUR COMMERCIAL de HAUT NIVEAU

à qui elle confie son DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL.

Cette opportunité s'adresse à un homme de formation supérieure très au fait des contraintes de fabrication et d'exploitation du matériel, et si possible des techniques liées aux processus d'exportation.

Il agira avec une grande autonomie et en référence au directeur général. L'anglais est un impératif, une seconde langue ne serait pas superflue. Rémunération élevée.

Adresser dossier de candidature sous la référence 8040 à :

INTERNATIONAL BUSINESS STRATEGY - 4, rue Weber 75116 PARIS

IBS  
IBS

IBS



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

## Desystèmes

Ingénieur d'Applications

ANALYSTE PROGRAMMEUR

offres d'emploi

## DITEURS « SENIOR »

Schlumberger

POUR OFFRI LA POSSIBILITE  
D'UNE CARRIERE FINANCIERE  
INTERNATIONALE

offres d'emploi

## Assistant au chef de la section trésorerie

OU PONT

offres d'emploi

## WAGON

CONSEIL

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne L.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,00
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne L.E.
OFFRES D'EMPLOI	33,65	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	28,40
AUTOMOBILES	25,00	28,40
AGENDA	25,00	28,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

## directeur général

Une des filiales d'un groupe français de premier plan dans le domaine de la thermique urbaine et industrielle offre une intéressante opportunité à un jeune candidat ambitieux, qui n'hésite pas à prendre un poste de mandataire social.

Il aura le goût et l'aptitude à motiver et animer le potentiel humain qui peut représenter 500 personnes. Il devra être également un technicien éprouvé car il ne devra pas hésiter à affronter des problèmes de terrain émanant de l'exploitation technique de chaufferies ou d'installations industrielles.

Dans un premier temps, il s'agira d'assumer l'entière responsabilité du travail de 200 personnes environ, de toutes qualifications, et d'assurer par une gestion très précise et détaillée, le bon rendement de chaque contrat. Ce poste de très haut niveau convient à un candidat diplômé d'une Grande Ecole, ayant 5 à 10 ans d'expérience des responsabilités de gestion et d'exploitation d'un centre de profit à caractère industriel et commercial de grande dimension.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons de nous adresser votre dossier sous référence 180 M - 61, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Les dossiers seront transmis directement à notre client.

**CB** Chantal Baudron. s.a.

offres d'emploi

Nous sommes une Entreprise de Bâtiment de 1<sup>er</sup> plan.  
Nous recherchons un :

## INGENIEUR

Grande Ecole  
(X, Centrale, Ponts, ESTP, Mines)  
+ MBA, ISA ou IAE

En formation pendant 1 à 2 ans à un poste de  
**CONTROLEUR DE GESTION,**  
il acquiert les connaissances indispensables pour devenir  
**OPERATIONNEL TRAVAUX.**

Débutant ou possédant une première expérience en entreprise, la taille du Groupe offre de larges possibilités d'évolution en France et/ou à l'étranger.

Adresser candidature avec C.V. détaillé sous référence 8084 à :

**Q7** organisation et publicité  
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/91 TRANS

offres d'emploi

recherche pour son laboratoire de

## pharmacocinétique clinique

chef de projet

titulaire d'un Ph. D. ou diplôme équivalent en biologie, biochimie, chimie, pharmacie ou pharmacologie et possédant :

- de solides connaissances en pharmacocinétique,
- une expérience confirmée des dosages de médicaments dans les milieux biologiques par chromatographie gazeuse et liquide,
- une bonne connaissance de la spectrométrie de masse,
- une bonne connaissance de l'anglais si possible.

Le candidat coordonnera l'activité d'une équipe (un chargé de recherches et deux techniciens) au sein du groupe de pharmacocinétique clinique qui a pour tâche la définition du profil pharmacocinétique de nouveaux médicaments.

Le laboratoire, situé dans la proche banlieue sud, est pourvu d'un matériel moderne et performant : appareils automatisés pour H.P.L.C. et G.C., spectromètre de masse etc.

Ce poste permettrait au candidat de s'intégrer à une activité de recherche et offre également la possibilité de participer à des congrès nationaux et internationaux.

Envoyer CV au Directeur Administratif et Technique L.E.R.S. - 58 rue de la Glacière 75013 Paris.

offres d'emploi

Importante Entreprise de Bâtiment  
recherche

## INGENIEURS

ECP - ESTP - AM - HEI...

débutants ou possédant une première expérience.

Après une formation d'environ 2 ans en BUREAU D'ETUDES, ils auront la possibilité d'évoluer vers des postes de responsabilité, COMMERCIAUX ou TRAVAUX.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 0/7 à :

**Q7** organisation et publicité  
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/91 TRANS

offres d'emploi

**THOMSON-CSF**

## 2 PROGRAMMEURS GESTION

Formation niveau DUQ DEFORMATIQUE  
Débutants ou quelques années d'expérience.  
Connaissances COBOL et SYSTÈME OS éventuellement.

Adresser C.V., photo et prétentions  
au SERVICE DU PERSONNEL - THOMSON-CSF  
65, avenue Pierre-Brossolette, 92240 MALAKOFF.

offres d'emploi

UNE IMPORTANTE  
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE,  
filiale d'un grand groupe français  
recherche son

## CONTROLEUR DE GESTION

Le titulaire est responsable de l'élaboration des plans et des budgets, il assure le contrôle et l'analyse mensuelle des résultats et suggère aux principaux responsables les mesures correctives. Il supervise les comptabilités des 5 usines. Il assure les liaisons avec la Direction Financière du groupe sur toutes les questions financières et comptables.

De formation supérieure, complétée si possible par un M.B.A. - il est expert comptable (ou équivalent) et il a de 5 à 10 ans d'expérience de contrôle de gestion dans un cabinet d'audit ou une entreprise industrielle multi-produits.

Les perspectives d'évolution appellent des candidats de forte personnalité, capables d'autonomie, ayant le goût de l'effort et du résultat.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération sous No 65892, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

offres d'emploi

Notre société conçoit et fabrique des ensembles électro-mécaniques, pour l'aéronautique et l'armement.

Son activité croissante de progresser de façon sensible.

Ce qui nous conduit à recruter :

- 1) RESPONSABLE DE PRODUCTION**  
Celui-ci, rattaché au Directeur général, aura autorité sur un effectif supérieur à 300 personnes. Il participera à l'élaboration et à la mise en route d'un système d'organisation, faisant appel à l'informatique. Il optimisera l'exploitation sur les plans techniques, humains et financiers.
- 2) INGENIEUR QUALITÉ**  
Rattaché également au Directeur général, il sera responsable du service qualité et aura pour mission d'améliorer le fonctionnement de ce service. Ses tâches consisteront à des candidats de formation supérieure (type Arts et Métiers) ou équivalent, ayant une expérience d'environ 10 ans. Les candidatures sont à adresser, accompagnées du C.V., photo et prétentions à :

**M. LEMAL,**  
SOCIÉTÉ AVIAC,  
15 à 19, rue Louis-Michel,  
78200 MANTES-LA-VILLE

offres d'emploi

**Telemecanique**

Spécialisée en automatismes industriels leader sur son marché et en pleine expansion recherche

## INGENIEUR

R.S.E. Titulaire ou équivalent  
35 ans minimum pour animer son équipe de développement et industrialisation pour affaires d'automatismes industriels MOTO-CLASST.

Expérience recherchée, maîtrise des techniques électroniques câblées, logiques analogiques et des automatismes, maîtrise des systèmes à MICRO-PROCESSUS dans l'une des Technologies suivantes au minimum :

- INTEL, MOTOROLA, ZILOG.
- anglaise indispensable.
- Allemand si possible.

Poste à forte possibilité d'évolution en fonction de dynamisme du candidat.

**SITUATION : BANLIEUE OUEST**

Adresser curriculum vitae + lettre manuscrite, photo à TELEMECANIQUE, Direction du Personnel, Division Electronique et Automatismes, M. TEYSSIE,  
32, avenue de Châtou, 92590 RUEIL-MALMAISON.

offres d'emploi

IMPORTANT ETABLISSEMENT BANCAIRE  
recherche pour son département  
juridique et fiscal

## JURISTE

Titulaire du DES Droit des Affaires.  
Possédant au minimum 4 années d'expérience bancaire.

Lieu de travail : Proche Banlieue Ouest Paris.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. 8849 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 qui transmettra

offres d'emploi

## Radiologie

Notre Division Radiologie Médicale commercialise des films et équipements destinés aux cabinets privés de radiologie médicale et aux hôpitaux.

Elle souhaite s'associer un

## Animateur de formation

Au sein de la Division, il aura pour responsabilité de concevoir, d'organiser et d'animer des stages de formation technique et des séminaires. Il apportera un conseil technique à notre clientèle et assistera nos technico-commerciaux (notes d'information, formation, suivi de l'évolution du marché, etc.).

Ce poste s'adresse à un candidat, qui dans une action de support à la vente, souhaite concilier une formation d'ingénieur Chimiste (ayant de préférence une bonne connaissance des surfaces sensibles) et une expérience de la formation.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. et votre rémunération actuelle, sous réf. 883M,  
à DU PONT DENEMOURS  
(France) S.A. - Service du Personnel - BP 85 - 91408 ORSAY.

**DU PONT**

offres d'emploi

PARIS

## JEUNE INGENIEUR

peut se voir confier le poste de :

## RESPONSABLE PRODUCTION

ELECTROMECHANIQUE, AUTOMATISMES, ELECTRONIQUE, par la CONTINENTALE D'ENTREPRISES dans le cadre de la division INDUSTRIE de sa filiale ELECTRICITE MORS.

Trois qualités sont requises :

- SENS DU COMMANDEMENT
- ESPRIT METHODOIQUE
- GOUT DE L'ACTION

Il assurera la responsabilité de fabrications MULTIPLES, de haute qualité, en petites et moyennes séries, sur le plan des méthodes, de l'organisation, de la productivité, de l'industrialisation et du lancement de nouveaux produits. Il aura autorité sur le service ordonnancement, lancement et sur les achats.

Ce poste sera confié à un INGENIEUR DIPLOME ayant 6 ou 7 ans d'expérience de direction d'ateliers (effectifs supérieurs à 50) dans un domaine tel que : Micromécanique, Horlogerie, Instrumentation, Relais, etc.

Si vous voulez en savoir davantage A VANT MEME D'ETRE CANDIDAT, demandez une documentation sur la Société et le poste sous réf. 3478/M à F. DOZOL - DELTA-CONSEIL - 27, rue Dombasle 75015 Paris - Tél. : 250.84.30.

**DELTA-CONSEIL**

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL  
SOCIÉTÉ MULTINATIONALE COMPOSANTS ELECTRONIQUES  
6 000 personnes - 4 sites industriels  
Deuxième en Europe dans son domaine  
recherche pour son Siège

## adjoint au directeur industriel du groupe

En rendant compte directement au Directeur Industriel du Groupe vous aurez l'importante mission de la coordination des activités industrielles des 4 établissements en vue de l'amélioration de l'efficacité, de la qualité et d'une réduction des coûts.

Cette position est donc à très haute responsabilité et en même temps offre d'importantes possibilités d'évolution rapide.

Vous avez une formation d'ingénieur électronicien et une expérience solide de commandement industriel dans le domaine de la télévision couleur ou dans un domaine proche.

Vous parlez couramment l'Anglais et possédez des notions d'italien et/ou d'Allemand.

Réf. 325

## responsable de l'audit interne

Au niveau du Siège vous harmonisez et développez le contrôle et la consolidation des états financiers, coordonnez les travaux d'audit et la mise en place des moyens et systèmes informatiques appropriés. Vous reportez directement au Contrôleur du Groupe.

Vous avez 2 à 3 ans d'expérience dans un cabinet d'Audit international ou dans une société multinationale et vous êtes diplômé HEC - ESSEC - ESCP et/ou DECS.

Vous parlez couramment l'Anglais, vous avez de bonnes connaissances de l'italien et/ou d'Allemand.

Réf. 326

## responsable gestion et planning marketing

Au niveau du Siège, cette fonction très évolutive est créée, sous la dépendance du Responsable Marketing du Groupe.

Vous aurez la mission de mettre en place l'analyse des frais de distribution, des statistiques de vente et des calculs de marge ; et d'établir des budgets et plans de vente ; d'assurer la liaison avec le planning de production des 4 établissements industriels ; de coordonner les actions de contrôle de crédit et de recouvrement ; et de contrôler la rentabilité.

Vous avez une formation : Ecole de Commerce, spécialisation Marketing, Administration des ventes.

Vous parlez couramment l'Anglais, vous avez des notions d'Allemand et/ou d'italien.

Réf. 327

Pour ces trois postes des fréquents déplacements sont prévus.

Adresser C.V. photo et prétentions à no 64149 CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



## SISRO

14, rue Laffitte - 75009 PARIS

Société de service spécialisée dans la conception et la réalisation de logiciels système pour IBM dans le domaine de l'économie, pour mise en œuvre de ses produits de la série COBOL.

### PRÉPARATEURS

ayant une solide formation de base informatique, et une bonne expérience du COBOL, PL 1, ASSEMBLEUR (IBM).

### PROGRAMMEURS

Expérience dans l'un ou plusieurs des langages suivants : COBOL, PL 1, ASSEMBLEUR (IBM).

FORMATION spécifique assurée.

Embauche échelonnée sur le second semestre.

Tél : 285-06-84



## THOMSON-CSF

### ACHETEUR PRINCIPAL Composants Electroniques

• Connaissance composants actifs et passifs.  
• Expérience indispensable.

Adresser C.V., photo et prêt. THOMSON-CSF, Service du Personnel, 68, avenue Pierre-Brossolette, 92340 MALAKOFF.

### FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS, activités internationales dans secteur pétrolier, pour faire face à son expansion, recherche

### Ingénieur d'affaires

de l'appel d'offre à la mise en place aux chantiers, 3 à 4 années d'expérience ingénierie ou production de champs, formation ECP, Arts et Métiers.

Pour ce poste, la connaissance de l'anglais lu, écrit, parlé est indispensable.

Poste : banlieue Sud métro.

Ecrire sous référence 0.794 à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

### Moyenne Entreprise de CHIMIE FINE et de BIO-CHIMIE exerçant ses activités dans 65 pays et à travers 12 filiales, recherche

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Formation Grandes Ecoles :  
HBC - ESSEC - ESCP - Sciences Po ou X  
ECP - MINES

Expérience 5 à 10 ans.

Fonction :

- Il sera chargé des problèmes suivants :
  - FINANCIER : études financières, gestion de la trésorerie et du crédit client, fiscalité, relations avec les banques ;
  - JURIDIQUE : droit des sociétés, contentieux et assurances ;
  - ETUDES SOCIALES.

Env. C.V., photo et prêt. à n° 62.370, CONTEXTE P., 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

### SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE (Proche banlieue Est - R.E.R.)

recrute

### INGÉNIEUR ÉLECTRONICIER (Microprocesseurs)

- Adjoint du Directeur des Recherches et Développement.
- Participer aux développements de : terminaux, concentrateurs, systèmes, interfaces.
- Responsable d'une petite unité de production, du développement des tests de qualité, de la réduction du prix de revient.

Adresser C.V. + photo à :  
S.F.C., 177, avenue Charles-de-Gaulle,  
92000 NEUILLY, qui transmettra.  
(Préciser Société auxquelles ne pas faire suivre.)



### Télédiffusion de France

recrute

par concours

pour ses services parisiens et régionaux

### des CADRES TECHNIQUES

titulaires d'un D.U.T. option électronique ou électrotechnique en d'un diplôme attestant une formation équivalente et reconnu par l'établissement. Les épreuves de sélection auront lieu courant octobre 1980.

Les candidats doivent être dépourvus de obligations militaires, être âgés de moins de 40 ans et de nationalité française.

Les personnes intéressées par ces recrutements doivent adresser avant le 7 juillet 1980 leur curriculum vitae à Télédiffusion de France, Division du Personnel - Pâquis 603 - B.P. n° 518, 92542 MONTROUGE CEDEX.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

recrute

### JEUNE CADRE DE PERSONNEL Débutant

Formation économique, sociologique ou juridique s'intégrant à une équipe de 3 cadres sous l'autorité du Chef du Personnel, il devra assurer la gestion administrative et le suivi des carrières.

Le goût des chiffres et des statistiques est indispensable pour la tenue de ce poste.

Ad. C.V. - photo et prêt. sous n° 64.151, CONTEXTE Publiété, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

### jeune chef de projet concret philosophant en IMS/DL1

Direction informatique d'un groupe chimique (Paris-La Défense) nous travaillons dans une philosophie IMS/DL1 et disposons d'un SO3U/MVS supportant un important réseau. Chez nous, un chef de projet mène une réalisation de bout en bout et anime une petite équipe d'analystes-programmeurs.

INGÉNIEUR, grande école de préférence, vous avez acquis en trois ans minimum une bonne pratique du COBOL et surtout des techniques DB/DC sur un gros système IBM. Venez piloter le développement de sous-systèmes comptables ou statistiques.

Notre consultant J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3840 LM) à «Carrières de l'Informatique».



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE  
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

### URGENT MAQUETTISTE mi-temps

Pour MENSUEL de JEUNES  
Ecrire avec C.V., photo  
à n° 64.420 M. REGIE-PRESSE  
88 bis, r. Reaumur, 75002 Paris

### CHARGÉ (ÉE) D'ETUDES

Formation supérieure  
économique ou financière  
pour assurer études  
financières, documentation,  
gestion financière  
du stock de logements.

Expérience professionnelle  
sensibilisée à 2-3 ans  
en secteur immobilier,  
bancaire ou financier.

Ecrire avec C.V.  
et références sous n° 64.051  
à CONTEXTE Publiété,  
20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris  
Cedex 01 qui transmettra.

### Documentaliste TECHNIQUE

(CAOIRE A)  
30.000 - 55.000 F/an.  
Obligatoire de connaître l'anglais, ou  
équivalent et ayant si possible  
1 ou 2 ans d'expérience dans un  
domaine technique, de préférence  
dans les transports.

Il (elle) sera chargé(e) de  
la fonction de développer  
pour un service de documentation  
et d'envoyer l'information.  
Cette dernière fonction nécessite  
une expérience de bases de  
données documentaires, de  
bibliothèques. Ce poste comporte  
de nombreux avantages sociaux et  
des possibilités d'évolution.

Adresser C.V., photo et prêt  
à n° 64.220 M. REGIE-PRESSE  
88 bis, r. Reaumur, 75002 Paris  
Cedex 01 qui transmettra.

### ORGANISME PUBLIC rech. pour projet d'information technique

à AGEC  
(pour 2 ans environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

A PARIS  
(pour 1 an environ),  
RESPONSABLE LOCAL chargé  
des relations avec les services  
départementaux, la presse, les  
associations, les collectivités  
de l'administration et surtout  
des besoins du milieu rural indis-  
pensable. Connaissance du Lan-  
guage occitan souhaité. Fréquents  
déplacements dans le département  
(Véhicule Indigo) et à Montpellier.

### Un Laboratoire Pharmaceutique d'importance mondiale (4000 chercheurs) situé en proche banlieue Ouest recherche

pour un filiale française

### UN CHEF DE PRODUIT ETHIQUE

(170 000 F +)

Il sera responsable de l'ensemble des activités  
liées au développement des produits dont il a la  
charge (études marketing, définition des objec-  
tifs, moyens à mettre en œuvre pour les  
atteindre, analyse des résultats obtenus).

Nous souhaitons rencontrer des candidats  
de formation médicale, scientifique ou com-  
merciale supérieure, possédant une expérience  
de 5 ans environ dans l'industrie pharmaceutique.  
La connaissance du secteur Beta-blocant ou  
Antibiotique serait un atout.

Anglais parlé et écrit indispensable.

Adresser CV et photo sous n° 6272 à  
PARFRANCE Annonces  
4, rue Robert Estienne 75008 Paris  
qui transmettra.

### THOMSON-CSF

recherche  
dans le cadre de l'expansion de son  
ACTIVITE - TRAFIC

### INGÉNIEURS POSITION 2 et 3 A

pour l'établissement de projets et de conduites  
d'atmosphère en TRAFIC URBAIN ou ROUTIER.  
Une expérience de 3 ou 4 ans en France ou à  
l'étranger dans des activités similaires est indis-  
pensable.

Envoyer C.V. et références à THOMSON-CSF  
Division des Travaux Extérieurs  
34, boulevard Ornano - 93004 SAINT-DENIS

### La Caisse d'Épargne de Paris

recrute pour le Service des Agences  
de PARIS et de LA PROCHE BANLIEUE

### DES TITULAIRES DU C.A.P. ou du BREVET PROFESSIONNEL DE BANQUE

Agés de moins de 30 ans  
Le niveau de la rémunération annuelle de départ  
sera de l'ordre de 54.000 F + PRIMES.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum  
vitaes détaillé et des pièces justificatives seront  
reçues jusqu'au 15 juillet 1980 sous le n° 64.220 à  
CONTEXTE Publiété, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>,  
75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

### MASSON

recrute pour PARIS

### JEUNE CADRE

Profil : 4 à 5 ans d'expérience,  
diplôme d'une école supé-  
rieure de commerce (général-  
iste), Mission : Maintenir et déve-  
loper les contacts avec les éta-  
blissements professionnels (ban-  
caires et financiers) ;

— Etudier les possibilités de  
moyens les plus appropriés  
à mettre en œuvre pour le  
développement des entreprises ;

— Participer, sous la conduite  
du Comité de Direction, à la  
étude et à la surveillance  
des risques ainsi qu'à la ges-  
tion de l'organisme.

La fonction exige de fréquents  
déplacements et déplacements.  
Situations susceptibles d'évoluer  
rapidement. Adresser lettre  
manuscrite, C.V., photo et prêt  
à n° 64.220 à CONTEXTE Publiété,  
20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>,  
75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

### LA FONCIÈRE

Compagnie d'assurances  
48, rue Notre-Dame-des-Victoires  
75002 PARIS recherche  
pour son service informatique  
des Diplômés  
D'ÉCOLES  
D'INGÉNIEURS  
pour leur donner une formation  
à l'ANALYSE  
du SYSTÈME  
Ecrit à M. VALIN.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces  
Classées tout texte comportant allégation ou in-  
dication fautive ou de nature à induire en erreur  
ses lecteurs.  
Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive  
s'était glissée dans nos colonnes, nous prions in-  
stantanément nos lecteurs de nous la signaler en nous  
écrivant :

LE MONDE, Direction de la Publicité,  
8, rue des Italiens, 75009 PARIS.

### Madame MARIA GALLAND Président de Société de Fabrication et de Diffusion Internationale de Produits Cosmétiques, recherche

### DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

35 ans minimum, diplômé Grandes Ecoles Commer-  
ciales, M.B.A. apprécié, bilingue français, anglais,  
allemand ou espagnol.

Expériences professionnelles exigées : parfumerie,  
cosmétiques, implantations internationales.

Téléphoner pour rendez-vous au 561-05-11 (poste 31).

### ORGANISME PROFESSIONNEL recherche

### DEUX ÉCONOMISTES

Les études dont ils seront chargés porteront  
notamment sur les structures économiques et  
financières de la production et sur l'analyse  
de l'évolution de l'activité des entreprises ;  
elles devront conduire à l'établissement de  
prévisions à court et moyen termes.

Il est demandé aux candidats :  
— une formation économique complétée en  
statistique et/ou en analyse financière ;  
— le goût de la recherche chiffrée ;  
— le sens de la rigueur dans la présentation  
des résultats.

Lieu de travail : PARIS-ÉTOILE.

Adresser C.V. avec lettre manuscrite  
précisant prétentions sous n° 64.371 M à :  
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel  
94300 VINCENNES

### THOMSON-CSF

recherche

### INGÉNIEUR ÉLECTRONICIER II ou III A

Pour assurer la responsabilité d'un laboratoire  
d'études de matériels.

En plus d'une expérience de plusieurs années, le  
candidat devra avoir une solide compétence dans  
les domaines analogiques ou radio-communications.

Ce poste convient à un candidat possédant une  
grande faculté d'adaptation et désirant mettre en  
valeur ses qualités d'initiative et de décision.

Envoyer C.V. et prêt. n° 62.553, CONTEXTE Publ.,  
20, avenue de l'Opéra, PARIS-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

### ETABLISSEMENT CENTRAL PARISIEN D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

### CADRE GESTION et STATISTIQUE

DOMAINES :  
— connaissance générale et analytique  
— prévision et contrôle budgétaire.

OUTILS :  
— Informatique : langage utilisateur AP1  
— Statistiques : analyse de données  
— Bureautique : traitement de texte.

Une familiarisation de 5 années avec au moins  
deux de ces outils est indispensable.

Envoyer C.V., photo, salaire actuel et prétentions  
sous référence 9948 à : T.T.P.

31, Bd Bonno Nouvelle 75082 Paris Cedex 02  
qui transmettra

### FAG-BERAG

recherche

### TECHNICIENS SUPÉRIEURS ÉLECTRONIQUE SAV

Formation B.T.S. ou D.U.T.

Avec expérience en maintenance,  
circuits logiques et analogiques.  
Connaissances d'anglais appréciées.

Envoyer C.V. à FAG-BERAG  
118, avenue du St-Wilson, 93200 ROBINVILLE.

### LE CENTRE D'EXPERIMENTATION DE PRODIGES

### JEUNE DIPLOMÉ EN INFORMATIQUE

(Ingénieur ou maître)

Pour renforcer son service  
études.

Le candidat se verra confier  
la réalisation d'études  
sur des Projets.

Le poste nécessite des contacts  
avec toute la profession  
informatique.

Adresser C.V. à  
C.P. 5, rue de Mancœur,  
75008 PARIS

### METRO SAINT-JACQUES SYNDIC COMPTABLE

notions d'informatique, pour  
gestion d'imm., sur OLIVETTI  
C.S. 200, expérience exigée.  
Libre de suite. - Tél. 576-24-43.

### URGENT Société spécialisée dans la fabrication des Huiles et Graisses pour l'automobile, le poids lourd et l'industrie recherche

Adresser C.V. sous référence  
60001 à P. LICHAIU S.A., BP 228  
75003 PARIS











## LES PRIX ONT AUGMENTÉ DE 0,9 % EN MAI

augmenté de 0,9 % en mai, l'indice calculé par l'I.N.S.E.E. s'étant inscrit à 247,1 contre 244,9 en avril (base 100 en 1970). Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,6 %, c'est-à-dire du même pourcentage qu'en avril ; la hausse des prix des produits manufacturés

à atout 1,1 % comme en avril. En revanche, les prix des services ont augmenté deux fois moins vite : + 0,5 % contre + 1,8 % en avril.

En ne an - c'est-à-dire par rapport à mai 1973 - la hausse des prix des services est de 13,9 %, contre 12,9 % des prix des biens. En rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus.

Le résultat de mai, s'il traduit une hausse du coût de la vie encore forte, n'en marque pas moins une sensible décélération par rapport aux mois précédents. C'est la première fois depuis décembre 1972 que la hausse mensuelle est inférieure à 1 %.

● **PRECISION.** — Après la publication dans le *Monde* du 31 juin des résultats de la deuxième vague 1980 des sondages C.E.S.P. (Centre d'étude des sop-

ports de publicité), Radio Monte-Carlo nous prie de préciser que, par rapport à la première vague 1980, elle gagne 1 point, passant de 9,8 % à 10,8 % en audience cumulée.

---

***PRESSE***

**u « Progrès »**

"Progrès", est resté sur ses  
mises dans la matinée par une  
aux journalistes - et a refusé  
avec l'intersyndicale des journa-  
CET, CGT, CFT, CFTL. Si

... : les journalistes engagés

Dans les zones traditionnelles du Dauphiné libéré n'ont pas permis un décollage significatif des ventes, et cela malgré une qualité rédactionnelle reconnue. Le Progrès coiffe les premiers fruits amers d'une politique ambitieuse. Des journalistes ne font pas à eux seuls, sans soutien logistique (en matériel, en promotion et en moyens financiers), le succès d'un quotidien très marqué par son

Pour leur part, dirigeants et journalistes du *Drapnet libéré* — qui sont restés à Chassieu, très voisins, en raison d'un divorce des locaux encore non consommé — observent les événements. Passés mécontents de s'engouffrer dans la brèche ouverte par la présence

d'un Progrès « squelettique » dans les bingos. En oubliant leurs propres problèmes financiers et leurs journalistes également placés sous le régime des contrats à durée déterminée.

**LOGEMENT**

## LA HAUSSE DES LOYERS SOUJETS A LA LOI DE 1948 S'ÉTAGERAIT DE 11 % A 13 %

Les pourcentages de hausse maximale des loyers des logements soumis à la loi de 1948 devraient paraître au *Journal officiel* du 26 juin. Rappelons que chaque année à la même époque un décret fixe l'augmentation des loyers pour des logements situés dans des immeubles construits avant 1948: les loyers H.L.M. pour leur part ne doivent augmenter au maxi-

La progression des loyers encore réglementés devrait donc être :

- Pour la catégorie II B (ainsi que pour la catégorie II A dont les propriétaires sont occupés eux-mêmes) : 10 %

- Pour la catégorie II C : + 12 %.
- Pour les catégories III A et III B : + 11 %.
- Les logements de la catégorie IV ne subissent, comme à l'habitude, aucune augmentation.

1. **IDENTIFICATION** (Name, Address, City, State, Zip, Country, Telephone Number, Fax Number, E-mail Address, and Website Address)

**References**



## EMPLOI

# TRAVAILLER AUTREMENT

## II. — Birmingham ou l'écologie sur la chaîne

par DANIELLE ROUARD

Face à la crise, que faire ? Après les phalanges des jeunes Berthelot (-le Monde- du 24 juin), voici les contre-plans élaborés par des délégués d'atelier au Royaume-Uni pour défendre leur emploi.

L'an passé, dans le Royaume-Uni, un curieux candidat entra en lice pour le prix Nobel de la paix : le Comité central des délégués d'atelier de Lucas-Aerospace (L.A.). Dans cette firme de treize mille salariés, championne européenne des équipements de haute précision pour l'aviation militaire, les délégués d'atelier s'étaient depuis 1974 à obtenir de la direction une reconnaissance partielle de la production en « produits socialement utiles » qu'ils ont eux-mêmes conçus. Imaginerait-on une telle alternative chez Marcel-Dassault ? Les délégués de L.A. se vivent selon les bords traités de « réformistes »

ou de « farfelus ». Par modestie ou réflexe syndical, ils déclinent de ne pas faire acte de candidature pour le Nobel.

Tout commence par une classique bataille pour l'emploi. Entre 1970 et 1972, cinq mille emplois sont supprimés. Grèves et occupations se multiplient. Sans succès. Coûts blancs et cols bleus sont licenciés. Dans le Royaume-Uni, c'est la crise, plus forte qu'ailleurs.

« Les gens étaient désespérés. Il fallait inventer une autre stratégie, se sentir à nouveau autorisés », se souvient Danny Conway, ouvrier et délégué de L.A. à Burnley, soixante ans, l'allure de grand-père rondouillard sachant aussi ramper les foules. « On voulait garder notre emploi », ajoute Brian Salisbury, quarante ans,

ancien ouvrier devenu technicien, et délégué de l'usine de Birmingham.

Quant à Mike Conley, délégué de l'usine londonienne et ingénieur dessinateur de quarante-cinq ans, il se fait l'apôtre et l'idéologue d'une autre communauté humaine : « Notre société gaspille son bien le plus précieux, le savoir-faire, la créativité des gens ordinaires. Le progrès technologique actuellement ne libère pas l'homme, il entraîne la suppression d'emplois. Aussi les gens se méfient-ils de plus en plus de la science et de la technologie, telles qu'elles sont pratiquées. On réussit Concord et l'on est incapable de fournir aux vieux un

système de chauffage bon marché. Au cours de l'hiver 1975-1976, 300 personnes ont souffert de froid à Londres. »

Pour ces trois chevaliers de la production alternative, l'histoire commence à partir de 1974, lorsqu'ils

que les délégués d'atelier se réunissent de leur propre chef. Ils décident de créer un comité central, le Comité central des délégués d'atelier, appelé plus familièrement Coco, qui réunit toutes les usines et toutes les qualifications. Première initiative du nouveau-né : constituer un contre-plan. Que produire ? Où et comment ?

### Lépine à la mode anglaise

On fait tout d'abord appel à diverses personnalités, experts ou universitaires. Sur cent quatre-vingts demandes, trois réponses ! Le Coco lance un questionnaire sur l'ensemble de L.A. « Rien à voir avec un sondage pour poudre à lever », précise Danny Conway. Finit le concorde Lépine. Des milliers de réponses arrivent, une par usine, proposant cent cinquante produits alternatifs. Des réponses écrites des inventions. La valeur d'usage du produit, plus que le marché, est privilégiée.

Dans le hall de Burnley, les délégués de L.A. réunissent des centaines d'habitants pour discuter de leurs propositions. On adopte ainsi l'idée de fabriquer une pompe à eau « à gaz direct, sans pompe », qui permettrait de chauffer les bâtiments publics de façon plus économique.

Janvier 1976, le Coco publie six volumes de deux cents pages : le contre-plan. Un pavé. La presse ne tarit pas d'éloges, du *Financial Times* à *Engineer*, de *Monarch* à *Guardian*.

Certains produits proposés sont du domaine des énergies douces ou de l'économie d'énergie. Ainsi

le « hybrid power pack », qui adjoint au moteur des bus, voitures et trains un petit moteur électrique pour le démarrage ou le freinage. Ou l'utilisation de l'hydrogène pour stocker l'énergie. D'autres produits élargissent les subtils mécanismes de l'économie à d'autres domaines. Par exemple, un sérogénérateur, ou un bus muni d'un train rétractable qui peut passer indifféremment du rail à la route : une façon d'utiliser au fin fond des campagnes britanniques les lignes désaffectées ou de construire un réseau dans le désert, à moindre coût. Et plus tard, pourquoi pas, un radar pour freins, à l'usage des conducteurs distraits. Une imagination débordante. Mais le contre-plan contient peu d'indications sur les prix, ou sur les débouchés précis.

On veut aussi améliorer la santé. On suggère que la production de reims artificiels, déjà fabriqués par L.A., soit élargie pour satisfaire la demande, évaluée par le Coco à trois mille unités pour le Royaume-Uni. On expérimente, chaque mois, un comité se réunit à L.A. pour étudier les possibilités de faire de nouveaux produits. Si deux délégués du Coco y siègent, c'est au nom de la C.S.E.U., dont ils sont les élus. La direction est servie. Le nouveau comité accepte toutefois de fabriquer un prototype de pompe. Ce sera, jusqu'à maintenant, le seul produit alternatif issu du contre-plan, pour lequel la direction de L.A. étudie le marché. Six ans après son lancement, le Coco demeure illégal.

Mais répète Mike George, du CAITS, sur les six mille suppressions d'emplois envisagées depuis 1974, la direction de L.A. n'en a finalement réalisé que quelques centaines.

### Une tumultueuse histoire

Commence alors une tumultueuse histoire, passant des feux de la rampe à l'ombre des corridors directeurs ou syndicaux. Les mois, les années passent sans réponse. Le contre-plan n'est pas officiellement reconnu. Pourtant le Coco commence à fabriquer des prototypes. Les pièces sont usinées en douce dans les ateliers de L.A., pendant le travail, l'assemblage et les tests se font dans des laboratoires extérieurs amis. Ainsi à l'université polytechnique du Nord de Londres.

Dans un bureau encombré, Danny Conway vient d'arriver pour participer à un meeting et vérifier quelques plans préparés par le CAITS, centre pour des systèmes industriels et technologiques Alternatifs. Surprenante collaboration. En 1978, le Coco et cette université ont décidé de créer ensemble ce centre pour disposer d'un lieu de recherche, d'expérimentation, de conseil et d'information. Le CAITS est pour le moment unique en son genre : il est animé par Mike George et quatre jeunes experts. y trouve de tout. Et, en outre, un bus à rail et route qui devrait d'ici à l'été 1980 sillonner l'Angleterre d'une usine de L.A. à l'autre. Ce sera un argument publicitaire.

Un agent est signé en 1978 entre la direction de L.A. et les responsables nationaux de la confédération syndicale C.S.E.U. et des représentants du gouvernement : désormais, chaque mois, un comité se réunit à L.A. pour étudier les possibilités de faire de nouveaux produits. Si deux délégués du Coco y siègent, c'est au nom de la C.S.E.U., dont ils sont les élus. La direction est servie. Le nouveau comité accepte toutefois de fabriquer un prototype de pompe. Ce sera, jusqu'à maintenant, le seul produit alternatif issu du contre-plan, pour lequel la direction de L.A. étudie le marché. Six ans après son lancement, le Coco demeure illégal.

### Une solution à un problème qui n'existe pas

La direction n'est pas du même avis.

« Le Coco ? Du passé, précise M. James Blyth, directeur général de L.A. depuis trois ans. Ses membres. Des cols blancs, en fin de carrière, ne veulent pas lâcher leur bébé. Leurs produits ? Rien d'original. »

« Mais leur plan... Une solution à un problème qui n'existe pas. On ne s'improvise pas manager. Il ne s'agit pas de créer des nouveaux produits, mais d'assurer les nombreuses commandes des produits existants. »

« Mais le marché est-il aussi favorable quand on doit supprimer des emplois ? »

« La conjoncture a changé. Maintenant, les commandes d'armement ou d'autres produits ne manquent pas. Ce qui n'empêchera pas la restructuration commencée de se poursuivre. »

En 1979, L.A. a acheté neuf usines à l'étranger, son chiffre d'affaires a augmenté de 20 %. Enfin Mme Thatcher, premier ministre, a, dès son arrivée au pouvoir, accru les subventions.

Si le marché de l'armement a repris, le problème de l'emploi

reste posé. Après les suppressions d'un site à l'autre, et de départs forcés. Ce qui semble justifier les craintes du Coco. Même si Blyth ne voit là qu'un calcul politique : « Il ne faut pas détruire le management, le gouvernement et les syndicats », conclut le P.D.G. de L.A.

Au siège national, situé à Birmingham, du syndicat des ingénieurs cadres et techniciens, M. John Rowan évite de trop dénigrer le Coco. « Les travailleurs ont été écartés par la dispersion d'un outil de production perfectionné. C'est une réaction humaine. Mais les plans alternatifs sont davantage du domaine de la morale que de celui des réalités concrètes. Seule une réaction nationale permettra d'en sortir. » A la C.S.E.U., le soutien est parcimonieux. Au puissant syndicat des transports, l'ITWU, il est plus affirmé.

« La bataille est devenue très dure, dit Danny Conway. La direction semble momentanément écarter, et la mobilisation se relâche. Des membres du Coco subissent des pressions. »

Pour s'opposer à la restructuration, le Coco lance un

deuxième plan, prépare un nouveau questionnaire. Il ne s'agit plus d'inventer des produits, mais de trouver de nouvelles organisations du travail face à la modernisation des technologies entreprises par la direction. Au-delà de L.A., l'expérience fait des émules (1). Des contre-plans sont élaborés dans plusieurs firmes. Une dizaine de comités ont vu le jour pour tenter d'enrayer les vagues de fermetures. Avec parfois des succès.

Newcastle-upon-Tyne, au nord du Royaume-Uni. Depuis 1977, la firme C.A. Parsons, spécialisée dans la production de groupes électrogènes, possède elle aussi son « comité alternatif ». Bref son Coco. Mais les généraux à turbines fabriqués par Parsons sont déjà « socialement utiles ». Le comité propose la construction de systèmes plus petits, les « combine heat and power ». (C.H.P.), permettant de récupérer une partie des 60 % d'énergie-fuel perdus lors de la conversion en électricité dans les stations traditionnelles. L'idée a déjà été lancée par M. Marshall, ancien conseiller de la délégation à l'énergie sur le plan national. Selon son rapport, ces systèmes permettraient d'économiser énormément de fuel. L'expérience pourrait être faite dans quelques grandes villes.

### L'Etat réticent pour intervenir

Fort de cet appel, le comité de Newcastle a obtenu l'accord de principe de la municipalité et de la direction de l'usine, ce qui permettra peut-être à Newcastle d'être « la première ville britannique à disposer d'un complexe énergétique, économisant l'énergie, en abaisant le coût, et en créant des emplois », comme annonçait en août 1979 la B.B.C.

Cela suppose que l'Etat intervienne, pour répartir les marchés publics entre les divers fabricants, et ce, pour garantir l'emploi de uns et des autres. Ni les groupes de pression industriels ni Mme Thatcher ne semblent très favorables à ce type d'intervention.

Chez Vickers, manufacture d'armes devenue une multinationale aux nombreux produits, le Coco local paraît plus conventionnel. Il demande surtout la nationalisation du génie.

Des entreprises automobiles ont aussi leur contre-plan, et même un guide à l'usage de ceux qui à Leyland et chez Dunlop, veulent créer leur comité. Ainsi, mais là, à l'annonce des suppressions d'emplois, de nombreux salariés préfèrent partir avec leurs indemnités. Birmingham, cinq mille licenciements ici, deux mille à côté, chez industriel du Royaume-Uni, s'inspire pour la première fois de son histoire dans le chômage. C'est un choc. Les contre-plans ont aidé jusqu'à présent à faire barrage. Résisteront-ils à la tourmente ?

### Prochain article :

« P.D.G. » à L'ITALIENNE

(1) Cf. *Architect or bee? The Human/Technology Relationship*, de Mike Conley, édité par Langley Technical Services, c/o S. Sussex Place, Slough W1 1 1 NN.

Cf. *The Right to useful Work (la Planification par les gens)*, ouvrage collectif sous la direction de Ken Coates, publié par Spokesman Books, 100 Russell House, Gable Street, Nottingham NG 7 4 ET.

Cf. Publications du CAITS, N.E. London Polytechnic, Longbridge Road, Dagenham, Essex, RM8 2 AS.

## ÉCONOMIES D'ÉNERGIE : LE RAIL EST UN MOYEN DE TRANSPORT ÉCONOME EN PÉTROLE. POURQUOI ?

- Le train utilise l'électricité pour 77% du trafic.
- Il circule sur ses propres voies, de façon fluide parce que programmée.
- Il roule adieu sur adieu et en convoi, et dépense ainsi peu d'énergie pour maintenir sa vitesse.
- Et souvent la nuit, donc en période creuse pour la consommation d'électricité.

- En 1979, la SNCF, a transporté 36% du total des marchandises
- avec seulement 8,8% de l'énergie consommée par l'ensemble du secteur du transport des marchandises.



PARCE QU'ILS UTILISENT L'ÉLECTRICITÉ LES TRAINS FONT APPEL A TOUTES LES SOURCES D'ÉNERGIE PRIMAIRE.

## Et si on volait votre diamant ?

Qu'avez-vous comme preuve ? Aucune. Seul, le système GEMPRINT, vous donne l'empreinte d'identité de votre diamant. Une empreinte obtenue grâce à un rayon laser qui ne ressemble à aucune autre. Si on retrouve votre diamant, vous pourrez ainsi prouver qu'il est bien le vôtre.

Alors, allez vite chez votre bijoutier, joaillier agréé GEMPRINT, ou pour toutes informations, appelez le 742-42-00.

**CELINE PARIS**

**"Men"**

Le 23, 24, 25 Juin

**SOLDES**

Chaussures  
(grand choix de petites et grandes tailles)  
Maroquinerie  
Chemises et Prêt-à-Porter

58, rue de Rennes

**l'Astrolabe**

menu à 130 F  
(service inclus)

et "Grande Carte"

41, rue La Pérouse - 75016 Paris  
566.83.87

ouvert dimanche et jours fériés  
\* Tables jusqu'à 20 personnes \*















# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER : « Un paillardisme diplomatique », par Jacques Ruphot-Leygues ; « Pour l'égalité des droits », par Gabriel Péronnet ; « Des Français à part entière ? », par Guy Peene et Jean-Pierre Bayle.

### ÉTRANGER

3. LA RENCONTRE DE VENISE  
4. DIPLOMATIE

### 4. ASIE

— AFGHANISTAN : le témoignage de deux députés U.D.F. : « Les trois batailles de Kaboul ».  
— JAPON : la parti gouvernemental obtient aussi la majorité absolue au Sénat.

### 6. AFRIQUE

— CANADA : les partis politiques québécois semblent prêts à s'entendre pour la proposition constitutionnelle de M. Trudeau.  
— IRAN : la révolution et ses conséquences.

### POLITIQUE

9-9. LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT  
10-11. HISTOIRE : « Le symbole de l'espérance », la témoignage de François Jacob sur l'appel du 18 juin ; « Pour une nouvelle Résistance », par François de Ravignac ; correspondances sur la déroute de 1940.

12. DÉFENSE : deux points de vue sur la bombe à neutrons : « Éviter le carnage des civils », par Samuel T. Cohen ; « Une arme contre la subversion », par Antoine Sangnier.

### SOCIÉTÉ

13. JUSTICE : la procès des proxénètes à Grenoble.  
13. SPORTS : « Tennis : le premier tour du tournoi de Wimbledon ».

### SCIENCES ET TECHNIQUES

15. L'HOMME : la seule espèce animale capable d'influencer son environnement.  
16. Pour la population de la fusée Ariane, les Français veulent construire une usine de production pour s'affranchir des approvisionnements soviétiques.  
17. ACTUALITÉ MÉDICALE : l'année 1979 dans les hôpitaux de l'Assistance publique ; le congrès de neuro-gériatrie de Marseille.

### RÉGIONS

18. PICARDIE : des élèves de première planchent sur la paix régionale.

### INFORMATIONS SERVICES

20. LA MODE : bagages de poids.

### CULTURE

21. DANSE : ouverture d'une Maison de la danse à Lyon.  
— CINÉMA : Enquête sur une passion, de Nicolas Roeg.

### ÉCONOMIE

39. AFFAIRES CONJONCTURE : la grève des journalistes du Progrès.  
40. EMPLOI : « Travailler autrement », (II), par Danielle Renard.  
41. SOCIAL : « Le chômage dans la C.E.E. : 434 900 demandeurs d'emploi supplémentaires en un an ».  
42. ÉTRANGER :

RADIO-TELEVISION 1241  
Annonces et annonces (25 à 38) ;  
Carnet (14) ; Journal officiel (20) ;  
Météorologie (20) ; Météo croisée (20) ; Programmes spectacles (22-23) ; Bourse (43).

Le numéro du « Monde » daté 24 juin 1980 a été tiré à 550 211 exemplaires.

après-vente  
**Miele**  
8673360  
en région parisienne  
Société MDS

A B C D E F G

A quelques jours de la reprise des négociations sur l'autonomie palestinienne

## L'annonce du transfert de certains services gouvernementaux dans le secteur arabe de Jérusalem provoque l'irritation de Washington

De notre correspondant

Jérusalem. — L'annonce d'un prochain transfert d'une partie des bureaux de la présidence du conseil dans le secteur arabe de Jérusalem provoque l'embarras dans les milieux gouvernementaux israéliens car, à Washington, cette information a été accueillie avec irritation, Israël venant de demander aux États-Unis d'opposer leur veto à toute résolution condamnant la « réunification » de Jérusalem lors du débat qui devait s'ouvrir ce mardi 24 juin au Conseil de sécurité des Nations unies.

En décembre 1978, M. Begin, pour souligner que l'annexion de la partie orientale de Jérusalem était une décision irréversible, avait déclaré qu'il s'apprêtait à ordonner le transfert de plusieurs services gouvernementaux dans le secteur arabe et notamment le lieu de réunion du conseil des ministres. Mais depuis lors le projet avait été mis en sommeil, sous la pression du gouvernement américain. Après la guerre de six jours, seuls le quartier général de la police et le ministère de la Justice avaient été installés à Jérusalem-Est. La semaine dernière, des articles parus dans la presse israélienne ont révélé que M. Begin était résolu à relancer le projet. Ces informations précisaient que dans un délai de trois ou quatre mois, certains bureaux du premier ministre pourraient être installés dans l'un des trois bâtiments administratifs actuellement en construction aux abords du quartier général de la police. Cette nouvelle a été interprétée dans les milieux diplomatiques américains comme une provocation de la part d'Israël au moment où les négociations sur l'autonomie doivent reprendre — les chefs des délégations israéliennes et américaines sont attendus le 2 juillet à Washington. Dans l'entourage du premier ministre israélien, on essaie, sans le démentir, de réduire l'importance des récentes informations publiées sur ce projet de transfert. Un porte-parole du gouvernement a déclaré lundi soir qu'aucune décision définitive n'avait encore été prise et qu'il n'y avait « rien de nouveau » dans ces informations.

M. Begin, d'autre part, vient de connaître une nouvelle déconvenue, alors qu'il continuait à faire face à une crise gouvernementale larvée, à propos du programme de restrictions budgétaires. Deux députés du Mouvement démocratique dirigé par le vice-premier ministre, M. Yigal Yadin, ont annoncé le 23 juin, qu'ils quittaient la coalition pour créer une nouvelle formation. La majorité gouvernementale a été réduite de trois députés sur cent vingt. Le sort du gouvernement dépend

désormais de l'attitude de quelques « dissidents », tels que les anciens ministres des affaires étrangères et de la défense, M.M. Moshe Dayan et Ezer Weizman qui, comme d'autres députés qui ont quitté la coalition, déclarent qu'ils peuvent voter contre certains projets gouvernementaux, ne qui risquent de mettre maintenant le gouvernement en minorité.

### Regain de tension en Cisjordanie

En Cisjordanie une série d'incidents au cours de ces derniers jours, ont provoqué un brusque regain de tension. Au cours d'une manifestation à en lien avec la manifestation de Bir-Zeit, près de Ramallah, ont été blessés, le 23 juin, par des coups de feu tirés par des soldats israéliens, deux étudiants de l'université de Bir-Zeit, et un autre blessé. Les étudiants ont contesté la version des autorités israéliennes en déclarant que les forces de sécurité avaient aussitôt pris position autour des bâtiments de l'université et tiré en direction du campus, ce qui a été catégoriquement démenti par le porte-parole du gouvernement militaire.

FRANCIS CORNU.

## Mort du général Georges Spillmann

Le général de division (cadre de réserve) Georges Spillmann est mort lundi 23 juin à Niort (Deux-Sèvres), à l'âge de quatre-vingt ans.

Né le 31 juillet 1899, à Saint-Lucien (Ille-et-Vilaine) et ancien élève de Saint-Cyr, Georges Spillmann part, en 1920, comme volontaire pour le service des renseignements et des affaires indigènes au Maroc où il occupera pendant vingt-six ans, servant alternativement dans les postes, sur le front marocain, et à la Résidence générale à Rabat.

En 1943, il est à Alger directeur du cabinet du général de Gaulle et officier général de l'Armée. Il prend part, en 1944, aux travaux de la conférence de Brazzaville, puis accomplit comme colonel, la mission diplomatique en Irak avec rang de ministre plénipotentiaire. En 1945, il est à Paris auprès du général de Gaulle, en qualité de secrétaire général du comité interministériel de l'Afrique du Nord, poste qu'il conserve en 1946 durant les présidences du conseil des ministres de Félix Gouin et M. Georges Bidault.

Commandant la 1<sup>re</sup> régiment de tirailleurs marocains en 1946, il est ensuite à l'état-major du général De Lattre de Tassigny. Nommé général de brigade en 1950, il devient chef de la mission militaire française au Vietnam. Il assure la suite successivement le commandement du groupe de subdivision d'Oran et celui de la division de Constantine, d'octobre 1954 à mars 1955, avant de devenir conseiller militaire de M. Edgar Foure, président du conseil, comme général de division.

Il est, enfin, premier adjoint au commandant en chef de la 1<sup>re</sup> région militaire à Paris et, ensuite, adjoint africain auprès du général chef d'état-major des armées. Le 31 juillet 1953, il passe dans la deuxième section (réserve).

Collaborateur du maréchal  
« Une explosion nucléaire française a eu lieu dimanche 23 juin sur l'atoll de Mururoa, selon l'observatoire néo-zélandais de géophysique. La France a nié confirmer ni démentir cette explosion souterraine, qui, selon la Nouvelle-Zélande, aurait eu une puissance de 49 kilotonnes, donc faible en comparaison avec l'explosion de 30 kilotonnes enregistrée le 10 juin dernier (le Monde du 19 juin). — (Reuters.)

## M. RAYMOND BARRE DEVANT L'UNION DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

M. Raymond Barre a présidé, lundi 23 juin, un déjeuner de l'Union des Français de l'étranger, qui a tenu son assemblée générale dimanche et lundi, à Paris.

Après avoir affirmé que « la France n'a d'autre choix que de poursuivre et d'intensifier son effort d'exportation » afin de payer les matières premières et l'énergie dont elle a besoin, le premier ministre a estimé que cet objectif ne peut être atteint que dans la mesure où de nombreux Français, parmi les meilleurs, se trouvent à l'étranger.

Deux catégories de Français de l'étranger restent encore défavorisées, a noté M. Barre : les personnes âgées dépourvues de ressources suffisantes et les handicapés. La parité de traitement avec les Français de métropole leur est assurée pour 1982 ou 1983.

Pour leur part, les participants à l'assemblée générale ont adopté une motion dans laquelle ils affirment qu'« l'expatriation et l'émigration sont indissolublement liées et qu'il ne sert à rien de promouvoir l'une » si l'on ne trouve pas de solution à l'autre. Ils demandent que tous les Français rentrant de l'étranger « puissent sans exception être couverts au retour contre la perte d'emploi » et « bénéficient », s'ils le désirent, d'une formation de recyclage et d'une garantie de ressources anticipées à partir de cinquante-cinq ans s'il est « désastre d'expatriation » ou raison de leur âge.

[Notre page d'idées est consacrée, dans ce numéro, aux Français de l'étranger.]

## LA PROPOSITION SUR L'INTÉRESSEMENT DES TRAVAILLEURS EST « RECEVABLE »

estime le bureau du Sénat

Le bureau du Sénat, convoqué par son président M. Alain Fohry et réuni sous sa présidence mardi matin 24 juin, a décidé de ne pas donner suite à la demande de M. Raymond Bourguin, sénateur de Paris (C.N.T.P.), qui voulait opposer l'« exception d'irrecevabilité » au vote de la proposition R.P.R. sur l'intéressement des travailleurs, cette procédure est entraînée le rejet définitif du texte.

Dans la nuit du 30 au 31 juin, un peu avant 3 heures du matin, M. Bourguin avait argué des charges non compensées et des diminutions de recettes impliquées dans ce texte pour l'application de l'article 40 de la Constitution.

L'article 45 du règlement du Sénat modifié en 1978, permet en effet à un sénateur, même s'il est seul à le faire, d'opposer l'« exception d'irrecevabilité », sous réserve d'approbation par la commission des finances.

M. Bourguin aura été le premier utilisateur de cette disposition réglementaire : mais utilisait-il à mauvais escient puisque, en demandant l'irrecevabilité, il a demandé à l'Assemblée nationale de ne pas voter la loi ?

Dés samedi, M. Fohry qui présidait la séance nocturne, avait dit au sénateur de Paris : « L'article 45 vise « tout amendement » (1) alors que nous débattons d'une proposition transmise par l'Assemblée nationale (...). Comme il y a doute, il revient au bureau du Sénat de trancher. »

(1) « Ou une proposition de loi déposée par un sénateur. »

### A « l'Aurore »

## LES TROIS DÉLÉGUÉS SONT LICENCIÉS

Le ministre du travail vient d'autoriser le licenciement des trois délégués syndicaux à l'Aurore, M. P. P. (S.N.C.), M. B. (C.F.D.T.) et M. E. (F.O.). En dépit de l'avis défavorable de l'inspection du travail, annonçant les syndicats de journalistes, qui tentent dans un communiqué : « Une nouvelle fois, le gouvernement apporte son soutien à l'entreprise de démolition du pluralisme de la presse écrite par l'État. Celui-ci, sans avoir mis un son dans l'Aurore », a réussi par l'intermédiaire de son homme de paille à licencier les trois délégués syndicaux et à les transformer en « jaquette » du « Figaro ».

Les syndicats de journalistes S.N.C., C.F.D.T., C.G.T., dénoncent cette attitude et appellent la décision des délégués concernés de porter l'affaire devant les tribunaux.

### NOUVELLES BRÈVES

● Treize moutons ont été lâchés, ce mardi 24 juin, devant le palais de l'Assemblée nationale, venus protester contre la baisse de leurs revenus et contre le règlement de Bruxelles qui, selon eux, n'appartient qu'aux éleveurs. Les portes de l'Élysée ont aussitôt été fermées. Les forces de l'ordre ont fait rentrer les moutons dans la camionnette qui avait amené les ovins, et les éleveurs dans un fourgon de police pour réintégration d'identité.

● Une manifestation en faveur de M. Marc Croissant, employé à la mairie d'Ivry-sur-Seine, aura lieu mercredi 25 juin devant le centre culturel de cette ville à 18 heures. L'appel au rassemblement de la C.F.D.T., de la section du P.S. et du Comité d'urgence anti-répresseur homosexuelle. Les organisateurs de cette manifestation protestent contre le licenciement, le 18 juin, de M. Croissant.

● Les députés communistes estiment que la décision du groupe socialiste de ne pas participer à la fin du débat sur le projet « abusivement intitulé sécurité et liberté » n'a pas « contribué à donner toute l'ampleur nécessaire à la bataille parlementaire ».

● RECTIFICATIF. — Une ligne manquante a rendu inintelligible, dans nos premières éditions du 24 juin, un passage de l'article consacré à la fête de la liberté. Il fallait lire : « Le projet de loi « sécurité et liberté », présenté par M. Alain Peyrefitte, a été vivement critiqué, samedi, par M. Didier Bariani, président du parti radical. »

● D'autre part, M. Bariani a indiqué, lundi 23 juin, que c'est « par erreur » qu'il a été porté comme ayant voté pour lors du scrutin sur le projet « sécurité et liberté » (le Monde du 24 juin). En réalité, M. Bariani souhaitait s'abstenir.

[N.D.L.R. : Rappelons que ce type de précision — fréquente — n'a aucune valeur quant à la légalité du vote d'un intervenant sur un texte. La rectification « éditoriale » par son auteur ou « Journal officiel » ne modifie en rien le scrutin officiel.]

**RUBIS & OR**  
VENEZ VOIR CES MERVEILLES  
PETITES BAGUES QUI ONT DE BELLES  
COULEURS : DE 2000 A 20000 F.  
9, 80 DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPÉRA

**JACQUES TOUR**  
VOTRE AMI JOAILLIER

**Réty**  
solde  
50% sur toute sa collection  
HOMMES et FEMMES  
54 Fg St-Honoré, de 10 h à 19 h  
FEMMES  
Galerie du Claridge  
74 Champs-Élysées, de 10 h à 21 h

ACTUELLEMENT  
SUPERSOLDES  
DERNIERS JOURS  
Des boutiques  
Griffsolde  
PRET A PORTER FEMMES  
1. rue de la Paix/Nation  
2. rue du Bonaparte/Hôtel de Ville  
3. rue de la Paix/Nation  
PRET A PORTER HOMMES  
3. rue de la Paix/Nation  
3. bd Montmartre/Montmartre  
jusqu'à épuisement des stocks  
ouvert le dimanche

**COURS Richelieu**  
Externat  
Demi-pension  
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ  
75, avenue des Termes - 75017 PARIS  
Renseignements : Tél. : 574.53.00 et 574.26.05  
**SAPHIR & OR**  
VENEZ VOIR CES MERVEILLES  
PETITES BAGUES QUI ONT DE BELLES  
COULEURS : DE 2000 A 20000 F.  
9, 80 DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPÉRA  
**JACQUES TOUR**  
VOTRE AMI JOAILLIER

**Tilbury**  
SOLDE  
chaussures  
sacs  
sportswear  
23 rue du Four

PR  
GRAND  
la soupe